

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



LE FIGARO LITTÉRAIRE
QUAND LES ÉCRIVAINS EXPLORENT
LEURS SOUVENIRS D'ENFANCE
NOTRE SUPPLÉMENT

ASSEMBLÉE
YAËL BRAUN-PIVET
VEUT IMPOSER SON PROJET
DE PAVILLON D'ACCUEIL **PAGE 30**



PRÉSIDENTIELLE

Au siège de sa campagne, Philippe avance avec son noyau de fidèles **PAGE 4**

PS

Accusé de « violences », Philippe Brun écarté de la primaire **PAGES 5**

JUSTICE

Rachida Dati sera jugée sans Carlos Ghosn **PAGES 5**

DIPLOMATIE

Trump joue avec les nerfs des Britanniques sur leur souveraineté **PAGE 8**

CONJONCTURE

Les entreprises rattrapées par la hausse des taux d'intérêt **PAGES 20 ET 21**

CHAMPS LIBRES

- À 25 ans, il gère son patrimoine avec une IA à 20 euros par mois
- Les chroniques d'Eugénie Bastié et de Luc Ferry
- L'analyse de Jean-Pierre Robin
- Le tête-à-tête de Charles Jaigu
- La tribune de Sophie Audugé et Naïma MFaddel
- Un entretien avec Marc Le Chevallier

PAGES 14 À 17

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de mercredi :

Présidentielle 2027 : pensez-vous que Raphaël Glucksmann va gagner la primaire de la gauche ?

OUI 31% NON 69%

VOTANTS : 100384

Êtes-vous favorable à l'accueil du Canada comme « premier membre associé » de l'Union européenne ?

Téléchargez l'appli du Figaro pour voter

AGENCE MOATTI-RIVIÈRE

Budget, carburant : les crises percutent la présidentielle

Selon notre sondage Odoxa-Backbone pour « Le Figaro », 88 % des Français croient à un retour possible des « gilets jaunes ». Une situation explosive dont les candidats cherchent déjà à tirer parti.

À sept mois de la présidentielle, la flambée du prix des carburants fait planer le spectre d'une nouvelle crise sociale, sur fond de pouvoir d'achat en berne et de fortes inquiétudes financières. Tandis que le gouver-

nement tente de contenir la colère avec des aides ciblées, les candidats à l'Élysée cherchent déjà à capter une exaspération qui dépasse la seule question de l'essence. De Marine Le Pen à Jean-Luc Mélenchon, de Bruno

Retailleau à Fabien Roussel, chacun avance ses solutions et tente d'incarner la rupture. Car derrière la menace d'un retour des « gilets jaunes » se dessine un phénomène plus profond : le sentiment, largement partagé

dans l'opinion, d'un pays en déclin et d'un pouvoir devenu impuissant. Une colère sociale qui pourrait bouleverser une campagne présidentielle déjà dominée par une forte aspiration au changement.

→ **LES FAMILLES DÉSABUSÉES FACE AU POUVOIR D'ACHAT QUI SE RÉDUIT COMME UNE PEAU DE CHAGRIN** → **UNE MAJORITÉ DE FRANÇAIS CROIT À LA CONTESTATION SOCIALE** → **RETOUR DES « GILETS JAUNES » OU RÉPONSE ÉLECTORALE ?** **PAGES 2, 3 ET L'ÉDITORIAL**



L'Europe propose au Canada un statut de « membre associé »

En conflit avec Donald Trump, le premier ministre canadien, Mark Carney, veut rapprocher son pays de l'Union européenne. Dans son discours sur l'état de l'Union, mercredi, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, a proposé d'en faire le « premier membre associé », afin de « porter la relation au plus haut niveau possible ». **PAGE 6**

ÉDITORIAL par Vincent Trémolet de Villers

Crise historique, vide politique

Il n'est pas d'épiloguer, l'Histoire se chargera de juger l'extraordinaire légèreté d'un président qui a trop souvent préféré les discours aux actes, les images aux décisions, les ornements aux travaux de fondation. À l'heure des conséquences, la crise est là, multiforme, et l'urgence est désormais de la surmonter. Le carburant, élément de la vie quotidienne de près de huit Français sur dix, est la cause la plus immédiate, la plus spectaculaire de la colère qui sourd. Elle a pour terreau l'angoisse du déclin qu'alimentent des événements symboliques – des Pieds nickelés qui dévalisent le Louvre en pleine journée, les données informatiques des Français dérobées aux impôts par des gamins de 20 ans et des courbes impressionnantes : dette, démographie, Pisa, immigration, criminalité... Pour leur plein d'essence, les Français exsangues financièrement en appellent à l'État, mais l'État a les poches vides et quand il se tourne vers les marchés, il est paralysé d'inquiétude.

« Blocage », « réquisitions », « ponctions », MM. Bompard, Roussel, Faure puisent dans l'abécédaire de la démagogie révolutionnaire pour tenter d'agréger le malaise. Il

faut vivre dans une pleine surréalité ou se savoir très éloigné du pouvoir pour déclamer des promesses intenables, revendiquer des solutions absurdes. Cette gauche rêve sans doute d'un mouvement social, d'un retour des « gilets jaunes ». Il est permis d'en douter ; si révolte il y a, elle sera civique et moins les ronds-points que dans les urnes.

Cet automne sous tension, sur fond de bataille budgétaire et de campagne présiden-

Démagogie révolutionnaire

tielle, va aussi être un révélateur du sérieux de ceux qui prétendent à la fonction suprême. Le contraste qui distingue depuis toujours la conquête du pouvoir et son exercice atteindra dans les mois qui viennent son paroxysme. Écrivons-le : on demeure sidéré devant la prolifération de candidats de plus en plus insignifiants. Le moment est historique et beaucoup de propositions politiques sont désespérément anecdotiques. Pourtant, un esprit responsable y réfléchirait soixante-dix fois sept fois avant de choisir d'aggraver un peu plus une situation aussi périlleuse pour un gain politique de court terme. ■

Édouard Geffray : « On va remettre de l'exigence à l'école. Ce n'est pas un gros mot »

Après les résultats catastrophiques du classement Pisa, le ministre de l'Éducation, déterminé à remonter le niveau de la langue française au collège et au lycée, place l'année scolaire 2026-2027 sous le signe de l'exigence. Il dévoile au Figaro son « barème indicatif » sur la maîtrise de l'expression orale et écrite dans toutes les disciplines pour le bac et le brevet 2027, du français aux mathématiques en passant par l'histoire-géo et les SVT. Des critères qui seront cette année officiellement pris en compte dans la notation. **PAGE 10**

THEATRE DU LIDO
DIRECTION ARTISTIQUE JEAN-LUC CHOPLIN

SINGIN' IN THE RAIN

CE SOIR

Scénario **BETTY COMDEN** et **ADOLPH GREEN**
Chansons **NACIO HERB BROWN** et **ARTHUR FREED**

D'après le film de la Metro-Goldwyn-Mayer, avec l'accord spécial de Warner Bros. Theatre Ventures, Inc.
Musique publiée par EMI, tous droits administrés par Sony/ATV Music Publishing LLC
(Chorégraphie originale du film Gene Kelly et Stanley Donen)
Produit avec l'accord de Maurice Bénéfick, Lolo P. Bénéfick et Cindy Pritzker, Inc.
En accord avec Brava-Musik (bravamusik.com) pour le compte de Music Theatre International (MTI) (www.mtishow.com)

NOUVELLE PRODUCTION
MISE EN SCÈNE DE ROBERT CARSEN

THEATREDULIDO.COM

L'Espresso LE FIGARO All

Sur fond de France en déclin, la présidentielle

Lucas Hélin

La nouvelle hausse des prix de l'essence fait redouter une crise sociale qui percuterait la course à l'Élysée et qui pourrait alors

Le spectre d'une crise sociale, mais aussi financière, pèse plus que jamais sur la campagne présidentielle, ce qui pourrait donner du grain à moudre à certains candidats qui font du déclin général de la France un argument électoral. La nouvelle hausse du prix de l'essence, proche d'un record (2,15 euros en moyenne pour le SP95), laisse même présager un mouvement comme celui des « gilets jaunes », qui avait embrasé le pays en 2018, mais qui pourrait forcément prendre une tout autre ampleur à sept mois de l'élection suprême.

Des prétendants à l'Élysée semblent d'ailleurs encourager cette contestation dans la rue, persuadés que cela pourrait mobiliser leur électorat et décrédibiliser un peu plus ceux du bloc central. Depuis la Fête de l'Humanité, le communiste Fabien Roussel a ainsi appelé les Français à « envahir les ronds-points », référence évidente aux porteurs des gilets fluo il y a huit ans. « Nous aurons besoin que les Français s'en mêlent. S'ils ne se mobilisent pas dès maintenant pour obtenir une baisse des prix de l'essence et de l'énergie, ils vont se faire racketter. Gilets jaunes, rouges, bleus, verts... Toutes les couleurs! », a-t-il assumé devant les journalistes.

Une manifestation intersyndicale est prévue le 29 septembre et une autre, spontanée cette fois, pourrait se tenir le 17 octobre, sur fond de vie chère. Ces

appels seront soutenus aussi bien par les Insoumis que par les socialistes, ont annoncé leurs cadres par médias interposés, mais aussi par l'écologiste Marine Tondelier. « Vouloir rationaliser les "gilets jaunes", ce n'est pas les comprendre. Mais s'il y a une révolte antifiscale, on sera en soutien », indique aussi un cadre du Rassemblement national, néanmoins sceptique sur la capacité des politiques à influencer sur un mouvement de ce type.

Il n'empêche, cela pourrait intervenir en plein budget, véritable casse-tête pour le gouvernement entre nécessité d'économies et menace de motion de censure en l'absence de majorité à l'Assemblée nationale. Un tel contexte fait dans le même temps planer la menace d'une crise financière qui, non seulement toucherait le portefeuille des Français, mais perturberait la course élyséenne. « Je pense qu'on va se taper plein d'emmerdes pendant la campagne présidentielle. Le climat social peut être difficile et on peut essuyer une crise financière à n'importe quel moment », va-t-on même jusqu'à admettre dans les couloirs de Matignon.

Les blocages de dépôts pétroliers à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), mardi, et à Frontignan (Hérault), mercredi, par des pêcheurs, ont donné un premier aperçu de cette tension sociale en lien avec cette nouvelle flambée des prix de l'essence, qui ne touche pas seulement les automobilistes mais

tout un pan de l'économie. Devant cette situation, l'exécutif ne change pas de ligne et maintient ses aides ciblées. Sébastien Lecornu a demandé à ses ministres de les « prolonger » jusqu'au 31 décembre. Lors du Conseil des ministres, mercredi, Emmanuel Macron a exigé du gouvernement une « totale mobilisation sur l'approvisionnement et la maîtrise des prix du carburant », a fait savoir la porte-parole, Maud Bregeon.

Une lassitude globale

En revanche, il n'est toujours pas question de baisser la TVA sur les carburants, comme le réclame Marine Le Pen. Les Insoumis relancent, eux, leur idée de blocage des prix à 1,70 euro. Lors d'une conférence de presse, mardi, Bruno Retailleau a, lui aussi, tenté de rebondir sur le sujet du coût de la vie : le président des Républicains propose de supprimer les certificats d'économie d'énergie (CEE), qui ferait gagner, selon lui, 15 à 17 centimes à la pompe. Dans un message sur son compte X, Édouard Philippe (Horizons) a soutenu la philosophie du gouvernement, mais il appelle au « doublement immédiat » des aides ciblées.

Le pouvoir d'achat devrait encore s'imposer comme le thème numéro un de cette indécise campagne présidentielle, où de nombreux électeurs font part d'une lassitude globale. Dans sa dernière étude, l'institut Ipsos BVA-Cesi École d'ingénieurs transpose ces

sentiments d'inquiétude (59 %) et d'incertitude (51 %) partagés par une majorité de Français, et même de fatigue (34 %), de colère (30 %), voire de révolte (24 %). Loin devant le bonheur (7 %) et l'enthousiasme (5 %). De fait, un souhait de « vrai changement social et politique » s'exprime chez sept sondés sur dix, avec presque autant qui se disent certains d'aller voter en avril 2027.

« Cette colère et cette exaspération viennent de très loin, du sentiment

d'avoir tout essayé depuis quarante ans et de faire un nouveau constat d'échec avec Emmanuel Macron. La révélation du déficit, alors que les Français ont le sentiment de payer beaucoup, apparaît comme la goutte d'eau », résume Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos. Dans une précédente étude, le sondeur constatait aussi un fort ressenti d'une France en déclin (85 %), dont 28 % pensent même que cela est « irréversible ».



Les familles désabusées face au pouvoir d'achat qui se réduit comme une peau de chagrin

Stéphane Kovacs, Angélique Négroni, Agnès Leclair et Christophe Cornevin

Une inflation plus élevée que prévu, une croissance plus faible, un chômage qui poursuit sa hausse, et un pouvoir d'achat qui recule encore : l'économie française « décroche », alerte l'Insee dans une note intitulée « Vigilance orange sur la croissance ». En cette rentrée, après des vacances souvent raccourcies ou peu éloignées, les Français, eux, oscillent entre exaspération et colère. Dans un récent sondage Elabe pour BFMTV, 61 % d'entre eux citent l'inquiétude parmi les mots décrivant leur état d'esprit face à la situation du pays. L'exaspération est mentionnée par 44 % et la colère par 40 %, devant la lassitude. Deux Français sur trois ont le sentiment que leur pouvoir d'achat a baissé ces derniers mois. Soit 11 points supplémentaires depuis janvier ! Sur les réseaux sociaux, le vent de colère ne cesse d'enfler, et les mots d'ordre se multiplient pour ressortir les « gilets jaunes » et descendre dans la rue à l'occasion d'une journée de mobilisation nationale, le 17 octobre.

Sur la plateforme X, des messages d'internautes, ulcérés par la flambée des prix, fustigent le « foutage de gueule » et l'« abandon » du « pouvoir macroniste ». Des émojis de poings levés et des vidéos de la place de la Concorde ou des Champs-Élysées livrés à la foule des « gilets » circulent abondamment. Les services de renseignements, qui suivent cet appel comme le lait sur le feu, restent encore circonspects. Reconnaisant une « forte effervescence sur les réseaux, dans le contexte de précampagne politique, attisée par certains médias », les analystes de la Place Beauvau assurent en off qu'il « est difficile à ce stade de dire si un mouvement d'ampleur peut naître ».

À quatre semaines du rendez-vous, plusieurs facteurs invitent à la prudence. D'abord, la colère sociale se traduit jusqu'ici par ce que les experts nomment un « fort calendrier sectoriel », où les corps de métiers défilent en ordre dispersé. Pour la seule journée de mardi dernier, pas moins de quatre journées nationales d'action ont été menées, de manière distincte et sans concertation,

par les pêcheurs, les agents gaziers, les personnels de l'enseignement supérieur ainsi que par les policiers eux-mêmes, qui ont marché jusqu'à l'Assemblée nationale pour défendre leur pouvoir d'achat. « Si les mauvaises nouvelles économiques et la grogne contre le pouvoir ne sont guère rassurantes, nous ne notons pour l'instant aucune convergence des luttes », souffle un fonctionnaire de haut rang. L'absence notable des anciennes figures des « gilets jaunes » ainsi que le profil jugé « peu fédérateur » des jeunes de cités, qui relaient les appels du 17 octobre, n'annoncent pas l'élan populaire, celui de la France des ronds-points qui avait gagné tout le pays dès novembre 2018. Enfin, les analystes gardent en mémoire que le mouvement « Bloquons tout » avait fait « pschitt » en septembre 2025, en dépit d'un fort tam-tam numérique...

Si le mécontentement est bien là, les Français semblent avant tout résignés et cherchent plutôt les moyens de faire face aux prix qui flambent. Joël, ancien boucher de 76 ans, est obligé de sacrifier ce qui lui est le plus cher : sa famille. Avec 1900 euros de retraite cumulée avec celle de sa femme, cet habitant de l'Hérault n'a plus les moyens de rendre visite à ses enfants installés à Paris. Et pas davantage d'aller à Lyon voir sa belle-famille. « C'est stressant de se couper du monde, mais on est obligé. Pour garder le lien on s'appelle en visio sur les applications, se désole-t-il. On regarde tout ce que l'on met dans le Caddie, on sort le moins possible la voiture du garage ». Or, même en limitant les dépenses, il a dû renoncer à se rendre au mariage de sa petite-nièce. « Cela me fait de la peine, mais je n'avais pas les moyens de faire un cadeau », avoue-t-il.

Installés dans la région de Nantes, Guy, ancien maraîcher, et Béatrice, ancienne infirmière, ont la chance, eux, d'avoir leurs enfants et petits-enfants autour d'eux. Pour rendre service, ces grands-parents font la tournée des écoles pour déposer et récupérer « les petits ». Bilan : la facture flambe. « 400 euros en diesel qui s'envolent chaque mois », soupire Béatrice. Avec respectivement 1131 euros et 1600 euros de retraite, le couple fait une croix sur certaines dépenses. « On ne part plus en vacances, indique Béatrice. Et on tape dans nos économies ». Près de chez eux, l'une de leurs filles, Bérangère, qui a

repris l'exploitation agricole, s'arrache les cheveux. « Avec les canicules à répétition, les frais en électricité pour actionner les pompes d'irrigation ont explosé : 680 euros cet été, au lieu de 200 euros habituellement », s'étrangle-t-elle. Même chose pour remplir les cuves de gazole pour les tracteurs : « J'ai rentré 600 litres et ça m'a coûté 1074 euros, le double du prix, s'affole-t-elle. Et ce ne sont pas les récoltes qui vont me sauver. Avec la chaleur, les semis de carottes n'ont pas levé. » Désormais, c'est la chasse aux économies, même les plus petites : après avoir servi, les emballages et les cagettes sont récupérés et réutilisés.

« J'ai réduit mon rayon de livraison : sous les 40 euros de commande, je ne livre plus, cela ne vaut pas le coup »

Laurent Fleuriste en Vendée

Étranglé par les prix à la pompe qui s'envolent, Laurent, fleuriste en Vendée, a quant à lui adopté une méthode radicale. « J'ai réduit mon rayon de livraison : sous les 40 euros de commande, je ne livre plus, cela ne vaut pas le coup », estime-t-il, renonçant aussi à se rendre sur les marchés aux fleurs pour les professionnels. « Je travaille avec des fournisseurs locaux », précise-t-il. Mais, même avec ces restrictions, il sait qu'il ne chauffera pas convenablement sa maison cet hiver. « La nuit, dans les chambres, il faudra se couvrir », prévient-il. Mais c'est le prix à payer pour préserver son petit salaire : « Je suis patron mais je gagne 1300 euros », tient-il à souligner.

« Mais moi je suis obligée de rouler ! », s'afflige Clara, aide à domicile dans les Yvelines. Alors, pour lever le pied sur les dépenses en carburant, elle compte acheter une voiture électrique. Un luxe pour elle et son mari, policier municipal. À eux deux, ils gagnent 4000 euros par mois. Une somme convenable qui, jusque-là, permettait à ces parents de deux jeunes enfants de faire face à toutes les dépenses. « Mais maintenant, c'est difficile ; la nourriture est aussi devenue très chère », se désole Clara. Désormais, tous les samedis matin, elle va d'une enseigne à l'autre pour dénicher « les promos ». Dans le Caddie, peu

de viande rouge. « Trop onéreux, tranche la mère de famille. Les vêtements, on nous les donne et le coiffeur, on n'y va plus. On a appris à manier les ciseaux ». Quant au chien de la famille, Clara prie pour qu'il ne tombe pas malade. « Il a eu mal aux dents, alors on a ramolli ses croquettes avec de l'eau car ce n'est pas le moment d'aller chez le vétérinaire. »

Vendeuse à mi-temps dans un magasin de mode, Justine, mère de deux enfants, compare les prix devant les étals de son supermarché, en banlieue parisienne. « Les tomates en grappe à 5,49 euros le kilo, c'est dingue !, s'effare-t-elle. Et les courgettes qui ont encore augmenté, alors que c'est un légume de saison ! Ça fait déjà longtemps que je me dirige vers le coin des produits à date courte et des fruits et légumes moches ! J'ai retiré mes enfants de la cantine cette année, car ça devenait trop cher. Moi qui ai décidé de cuisiner davantage pour économiser sur les plats tout préparés qui sont chers et mauvais pour la santé, je ferai encore plus attention. »

Chasses aux promotions pour remplir le Caddie, achats de seconde main et revente d'objets... Pour faire face à la hausse du coût de la vie, les familles multiplient les stratégies d'économies. À la rentrée, Gabriel, cadre parisien, et père de deux enfants de 9 et 12 ans, s'est mis en chasse d'un radio-réveil d'occasion à moins de 10 euros pour son fils. Idem pour les livres demandés par l'école. « Avant, j'achetais sur Amazon sans me poser de questions. Aujourd'hui, je prends tout ce que je peux sur le Bon Coin. Et, heureusement, les enfants ne me réclament encore pas trop de vêtements... », rapporte-t-il.

En cette rentrée, près de deux parents sur trois disent être en difficulté ou devoir surveiller étroitement leur budget, et 53 % estiment ne plus avoir les moyens de préparer l'avenir de leurs

enfants, soit dix points de plus qu'en 2024, selon une enquête de l'Observatoire des familles de l'Unaf, avec OpinionWay, dévoilée mercredi. Famille nombreuse, famille coûteuse. Les parents de 3 enfants au foyer ou plus sont 85 % à percevoir les dépenses familiales comme élevée.

Pour ces grandes tribus, le nouveau service de Kiabi tombe à point nommé. Connue pour sa « mode à petits prix », l'enseigne a décidé de miser sur la réparation des vêtements, « pour prolonger leur vie ». Lancé en mai en ligne, ce service multimarques, qui permet de bénéficier du bonus réparation, sera testé pendant six mois, dès octobre, dans six magasins pilotes. Et « afin de faire connaître ce service auprès des familles », la marque organise à l'automne un « répar tour » dans cinq villes. « Nos clients apprécient le service, car le prix est jugé raisonnable, et qu'ils sont bluffés par le résultat, indique Maddy, chef de projet circularité et réparabilité. Aujourd'hui, très peu de gens prennent le temps de réparer eux-mêmes leurs vêtements. Cela nous tenait à cœur de trouver des solutions pour pallier la baisse de pouvoir d'achat de nos clients, et ça répond aussi à notre vision d'une mode plus durable. »

Pour certains, il ne s'agit plus seulement de se serrer la ceinture. Plus d'un tiers des parents vont jusqu'à renoncer à l'achat de produits utiles. Et afin de limiter les frais de garde de leur enfant, les deux tiers des jeunes parents bousculent leur vie professionnelle, en réduisant leur activité ou en adaptant leur emploi du temps, surtout les femmes. Chez les familles les plus modestes, un tiers déclare avoir recours aux découverts bancaires pour financer leurs dépenses, toujours selon l'enquête de l'Unaf. Quitte à risquer le surendettement. ■

menacée par les colères sociales

profiter au RN et à LFI, le tout en plein budget et avec la menace d'une crise financière.

Une formule alors utilisée par certains candidats, notamment lorsqu'il s'agit de pointer les coupables, à savoir ceux aux responsabilités ces dix dernières années. Le RN et LFI profitent, en premier lieu, d'un tel argument pour proposer un nouveau récit pour le pays à savoir une «renaissance» pour Marine Le Pen et une «nouvelle France» pour Jean-Luc Mélenchon. Le patron de la droite, Bruno Retailleau, va même

jusqu'à décrire un pays «en voie de tiers-mondisation».

«Un contexte différent»

«Le risque d'une crise financière et cette hausse des prix du carburant ne font qu'augmenter ce ressenti de déclin, car c'est la démonstration de notre extrême dépendance, de notre impuissance et du fait que nous ne maîtrisons plus notre destin», expose le directeur général de la Fondapol, Dominique Reynié, qui,

dans sa dernière grande étude, explore le «tourment des Français» à l'approche de la présidentielle. D'autant plus que l'actualité récente n'a fait que renforcer cette impression de déclin général du pays, entre une justice défaillante (affaire Lyhanna), un été caniculaire (incendies en Gironde) et l'effondrement de l'école (classement Pisa).

«Je ne crois pas à un réflexe pavlovien d'une crise sociale comme celle des "gilets jaunes", car le contexte est tota-

lement différent : dans sept mois, on vote, et cela sera un moyen de traduire sa colère», songe Brice Teinturier. «Les candidats veulent se faire porte-parole de cette colère sans qu'elle dérive ailleurs que dans les urnes», ajoute l'analyste. La contestation sociale et le désordre peuvent aussi se retourner contre leurs instigateurs, ce qui explique aussi la retenue stratégique de certains candidats dans l'attente de l'issue du complexe débat budgétaire à venir. ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME
TABARD

Retour des «gilets jaunes» ou réponse électorale ?

Chacun le prédit, l'annonce, l'anticipe : la nouvelle flambée des prix des carburants fait planer la menace d'un retour des «gilets jaunes». La date du 17 octobre est déjà regardée comme un moment de bascule sociale à haut risque. Les mêmes causes produisent-elles les mêmes effets ?

Le propre du mouvement de l'automne 2018 et du printemps 2019 fut précisément le caractère inattendu de ses modalités. En dépit des longues analyses a posteriori, personne ne l'avait vu venir. Ni Emmanuel Macron et son gouvernement, ni les syndicats, ni les partis politiques se disant les plus proches du «peuple», ni aucun réseau associatif. Il n'a pas eu non plus de postérité organisée. Huit ans plus tard, annoncer une saison 2 des «gilets jaunes», c'est pour bien des politiques feindre d'être cette fois «à l'écoute» des courants de fond de la société. Mais qu'en savent-ils ?

Ce qui est certain, c'est que, de 2018 à 2026, le mécontentement n'a pas reculé dans le pays, pas plus que l'angoisse de la «fin du mois». Le pouvoir d'achat s'impose plus que jamais comme la priorité des Français. Par ailleurs la flambée des prix à la pompe dépasse celle d'il y a cinq ans sans que personne puisse garantir qu'elle ne se poursuivra pas. Autrement dit, s'il devait y avoir une explosion de colère, rien ne garantit qu'elle ne soit pas plus forte qu'il y a cinq ans. C'est un vrai motif d'inquiétude pour un gouvernement qui, dans un contexte budgétaire déjà impossible, n'a entre ses mains aucun levier suffisamment lisible ou puissant pour y répondre.

Mais la grande différence par rapport aux «gilets jaunes» d'ailleurs, c'est que nous ne sommes plus dans la deuxième année d'un quinquennat nouveau, mais à la veille d'une élection présidentielle. On ne peut donc pas exclure non plus un effet différé du ras-le-bol des citoyens-consommateurs dès lors qu'ils peuvent y trouver un débouché politique à court terme. Il est de ce point de vue significatif que ni Marine Le Pen ni Jean-Luc Mélenchon ne poussent aux blocages ou aux manifestations. Ils préfèrent miser sur des dividendes électoraux le 18 avril prochain.

Dans ce débat de campagne, la candidate du RN bénéficie de son statut de favorite et d'un socle d'intentions de vote particulièrement élevé qui fait aussi d'elle la plus crédible aux yeux de l'opinion de tous les postulants à l'Élysée. En termes de communication, sa proposition d'une réduction de 20 % à 5,5 % de la TVA sur les carburants a le mérite de la simplicité et de la lisibilité ; quand bien même elle aurait un effet coûteux et immédiat sur les finances publiques. Mais il faut lire les sondages jusqu'au bout. Si, sur les questions de pouvoir d'achat, Marine Le Pen dispose d'un crédit nettement plus élevé qu'Édouard Philippe, Raphaël Glucksmann ou Jean-Luc Mélenchon, ce crédit reste minoritaire. Il subsiste un scepticisme des Français sur la capacité de l'ensemble des politiques à répondre à une telle crise. Ils sont à la fois lucides sur la dimension mondiale de la crise et méfiants à l'égard de promesses trop simples. Toute opposition qui accèderait au pouvoir l'année prochaine le vérifierait rapidement. ■

Une cinquantaine de pêcheurs ont bloqué, mardi, les accès à un dépôt pétrolier de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) pour protester contre la hausse des prix du carburant.



PHILIPPE LAURENSEN/PHOTOQUIA PROVENCE/MAXPPP

Une majorité de Français croit à la contestation

Anaïs Chaline

Lundi, le gouvernement a dévoilé ses chiffres hebdomadaires sur les prix des carburants, et c'est un record. Le litre de gazole est vendu en moyenne au prix de 2,29 euros, soit 3,4 centimes de plus que la semaine passée. Des niveaux qui font craindre une grogne sociale, à l'heure où les appels à la manifestation se multiplient. Selon notre sondage Odoxa-Backbone pour *Le Figaro*, 88 % des Français estiment que cette hausse des prix des carburants pourrait provoquer un mouvement similaire à celui des «gilets jaunes».

Parmi ces Français, près de la moitié (48 %) pensent que cela pourra «certainement» arriver. Un chiffre en hausse de 18 % par rapport à un précédent sondage d'avril dernier, où les prix à la pompe avaient connu une flambée après le déclenchement de la guerre en Iran et le blocage du détroit d'Ormuz. Face à ces nouvelles hausses, la petite musique des «gilets jaunes» revient. Sur les réseaux sociaux, d'anciennes figures du mouvement de 2018, entre autres, appellent à la mobilisation le 17 octobre prochain. Des appels qui sont encouragés par certains responsables politiques.

Vendredi, le candidat à la présidentielle et secrétaire du Parti communiste, Fabien Roussel, a appelé sur France 2 les Français «à se mobiliser sur les ronds-points», s'il n'y avait pas de réponse de la part du gouvernement «dans les jours qui viennent». Le reste de la gauche s'est évidemment associé à son mot d'ordre.

Le coordinateur de La France insoumise, Manuel Bompard, a enfoncé le clou ce mercredi sur TFI. Il estime que la plupart des Français «ne sont pas du tout aidés par le gouvernement» et pointe «des aides trop ciblées et trop compliquées à utiliser».

Marine Le Pen se distingue

Plus de la moitié des Français (60 %) jugent que l'État doit consacrer davantage d'argent à la baisse des prix et aux aides, malgré le déficit des comptes publics et les plus de 3 milliards d'euros de dette. Sans surprise, plus de deux

tiers (70 %) des sympathisants socialistes réclament ce coup de pouce. C'est presque autant (68 %) chez les partisans du Rassemblement national (RN). Après une réunion avec les distributeurs de carburants, Bercy a assuré la semaine dernière qu'il restait «défavorable» à des aides «plus générales» face à la situation budgétaire du pays. Début septembre, des «aides ciblées» pour les secteurs les plus en difficulté ont déjà été reconduites. Mais, ce mercredi, la porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon, n'a pas exclu la possibilité «de nouveaux dispositifs». Le président de la République, lui,

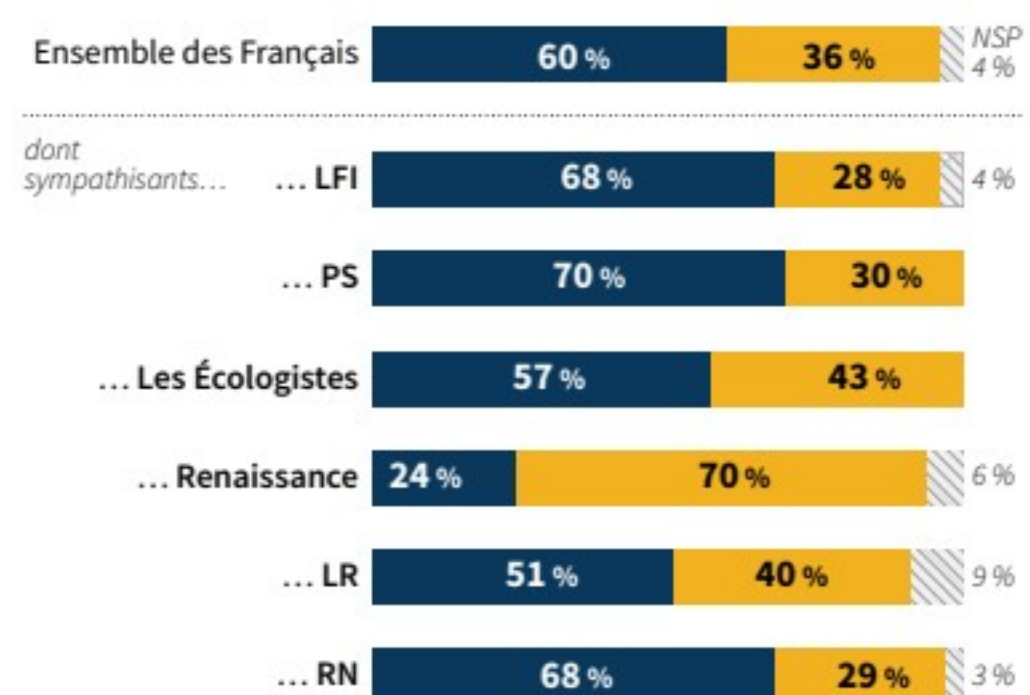
a demandé au gouvernement «une totale mobilisation» sur «l'approvisionnement» et la «maîtrise des prix».

Face à cette situation, les Français sont majoritairement pessimistes (76 %) sur la capacité des prétendants à l'Élysée à apporter «de bonnes réponses». Mais, au milieu de la mêlée, la candidate nationaliste Marine Le Pen se distingue. Presque la moitié des Français (44 %) considèrent qu'elle est en mesure de fournir des réponses efficaces. C'est 15 points de plus que son rival Horizons, Édouard Philippe (29 %), qui devance le leader Insoumis, Jean-Luc Mélenchon (21 %). ■

L'État doit agir sur les prix pour éviter un mouvement de type «gilets jaunes»

QUESTION Face à la hausse des prix des carburants, avec laquelle des deux opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

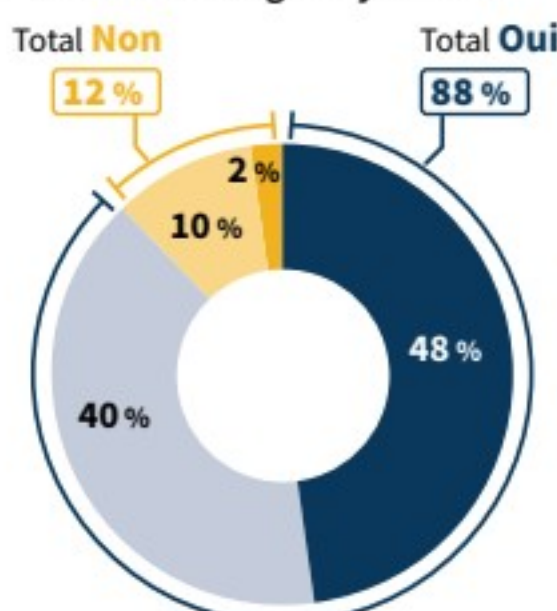
- L'État doit consacrer davantage d'argent à la baisse des prix des carburants et aux aides aux Français
- L'État doit éviter de nouvelles dépenses importantes, même si cela limite les aides face à la hausse des carburants



QUESTION Pensez-vous que la hausse des prix des carburants pourrait provoquer un mouvement de colère comme celui que nous avons vécu au moment des «gilets jaunes» ?

Réponses en %

- Oui, certainement
- Oui, probablement
- Non, probablement pas
- Non, certainement pas



ODOXA BACKBONE LE FIGARO

Étude réalisée par Odoxa-Backbone pour *Le Figaro*. Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par internet les 15 et 16 septembre 2026. Échantillon de 1 005 Français représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération. Après de l'ensemble des Français, la marge d'erreur s'établit, selon le score visé, entre 1,4 et 3,1 points.

Écoutez
Guillaume Tabard
à 8h10
dans la Matinale
de David Abiker
avec LE FIGARO

Au siège de sa campagne, Philippe avance avec son noyau de fidèles

Loris Boichot

Le candidat d'Horizons, qui prépare son projet sur les retraites et l'émission « L'Heure de vérité », sur France 2, finit de structurer son dispositif.

À peine sorties des cartons, des tables flambant neuves ont été installées dans l'open space. Au siège du parti Horizons, ce mardi 15 septembre, dans le très chic 16^e arrondissement de Paris, on fait de la place pour agrandir les équipes. D'une vingtaine de salariés de la campagne d'Édouard Philippe, les effectifs doivent à terme passer à une cinquantaine, prochainement hébergés dans un futur quartier général. Des renforts indispensables dans cette « très longue » bataille jusqu'à la présidentielle des 18 avril et 2 mai, à entendre le codirecteur de la campagne, Christophe Béchu : « On est dans une course dans laquelle il y a beaucoup de haies successives ».

En l'espace d'une semaine, le favori de la droite et du centre, selon les sondages, prévoit de franchir de nouvelles étapes. Ce jeudi, Édouard Philippe doit présenter son plan pour l'adaptation au changement climatique aux Ponts-de-Cé (Maine-et-Loire). « Un défi logistique et d'organisation », explique Alexis Dubosc, en charge de la bonne tenue des événements, à la tête de son agence BDSA. Le jeudi suivant, le candidat doit inaugurer le retour de « L'Heure de vérité », la célèbre émission politique de France 2. Il prévoit d'y expliquer ses mesures sur les retraites, qu'il envisage de dévoiler d'ici là.

À pied d'œuvre, le pôle projet, dirigé par le trentenaire Clément Tonon, maître des requêtes au Conseil d'État, finalise ces propositions très attendues, nourries par l'avocat Franck Morel, ancien conseiller social d'Édouard Philippe à Matignon. La communicante Hanna Sebbah, passée par l'entreprise Havas et les rangs macronistes, prépare le « plan médias », son iPhone en main.

Ce mercredi matin, comme chaque semaine, le candidat a évoqué son agenda avec son équipe resserrée. Tous les dimanches soir, il réunit en visioconférence ses trois codirecteurs de campagne : le loquace maire d'Angers, Christophe Béchu, chargé de développer dans le pays les comités « avec Édouard », son « ami », le discret eurodéputé Gilles Boyer et l'ex-ministre venue de Renaissance Marie Guévenoux. « Après, celui qui fait la ligne, c'est Édouard », insiste l'ancienne juppéiste.

Un mardi sur deux, depuis le 8 septembre, un « comité de campagne », qui inclut le cercle des fidèles mais aussi les plus récents ralliés, se tient en dehors du parti. Pour apparaître en surplomb, au-delà des partis, Édouard Philippe prévoit de quitter le 1^{er} octobre la tête de sa formation, qu'il confiera à Christophe Béchu. « Je suis un candidat de droite qui pense que pour gagner, pour gouverner, il faut rassembler la droite et le centre », insiste-t-il. Pas en disant que c'est la même chose. Mais en revendiquant une complémentarité. »

Toute sa stratégie, ou presque, se trace dans les deux derniers étages du 30, avenue d'Iéna. Un immeuble haussmannien devenu un poste de commandement, installé à l'adresse où Jacques Chirac logea le quartier général de sa campagne, en 1995. Pas de doute, les lieux sont bien

occupés par Édouard Philippe. Sur la porte bleu nuit de l'entrée, un poster montrant le candidat le poing levé, à côté de son slogan, « Croire en nous », accueille le visiteur.

À l'intérieur, le quinquagénaire reçoit dans son bureau, tandis que des vingténaires et des trentenaires à l'allure soignée, qui lui sont dévoués corps et âme, restent studieux derrière leur ordinateur. À sept mois de l'élection, Édouard Philippe finit de mettre en place l'architecture de sa campagne. Un emprunt bancaire d'environ 10 millions d'euros a été sécurisé.

Sept responsables de pôle - outre Clément Tonon (projet) et Hanna Sebbah (communication), François-Antoine Mariani (mobilisation), Maël de Calan (coordination des porte-parole), Fanny Le Luel (élus), Elena Courtel (levées de fonds et affaires juridiques) et Mohamed Hamrouni (déplacements) - ambitionnent de le faire succéder à Emmanuel Macron.

L'ancien membre des Républicains (LR) a fait venir depuis sa ville portuaire, jusqu'à Paris, ses plus proches collaborateurs. À commencer par son directeur de cabinet, Mohamed Hamrouni, qui pilote ses déplacements, et sa conseillère presse, Céline Poizat. Tout comme ses deux amis qui l'ont accompagné à la tête du gouvernement entre 2017 et 2020, Charles Hufnagel et Benoît Ribadeau-Dumas - respectivement directeur de la communication et directeur de cabinet à l'époque - lui prodiguent toujours des conseils, en dehors de tout organigramme officiel. Son ancienne plume à Matignon, Édouard Solier, a repris du service à ses côtés.

Une campagne « sincère » et « vivante »

Charge à ses équipes de « séquencer » ses futures propositions et de relayer les plus récentes - autonomie pour les établissements scolaires, tour de vis sur l'assurance-chômage, « verrou Schengen » pour limiter les régularisations de migrants en Europe... Depuis la rentrée, Édouard Philippe s'efforce aussi de corriger son image, encore jugée trop élitiste. Fin août, on a vu l'énarque distribuer des portions de frites à Tourcoing (Nord), aux côtés de son allié Gérard Darmanin, puis servir une flammekueche, samedi, à Metz, en marge d'une visite auprès d'agriculteurs. Des images vite relayées sur TikTok et Instagram, malgré sa méfiance ancienne vis-à-vis des réseaux sociaux.

« Il est conscient qu'il a besoin de montrer un peu plus l'homme derrière la politique, de donner à voir qui il est. Sans se travestir, sans jouer à être quelqu'un d'autre », avance Hanna Sebbah, partisane d'une campagne « sincère » et « vivante ». Mardi, ses équipes ont diffusé, fières de leur coup, des extraits où l'on voit Édouard Philippe répondre du tac au tac aux questions de Lucas Maths, l'enseignant star sur TikTok. Sur ce réseau, le compte de campagne est suivi par quelque 26 000 internautes, bien loin du 1,5 million de Marine Le Pen et des 683 000 de Gabriel Attal.

Ces petites capsules, « c'est le produit le plus stimulant et le plus rigolo, mais il y a

aussi du fond », assure Noé Cavata, le « M. Réseaux sociaux ». Le bureau du pôle communication est connu des permanenciers du parti : c'est là qu'une dizaine de maillots de foot colorés, floqués du nom d'Édouard Philippe, ont été accrochés aux murs.

Lancée dans une bataille d'algorithmes, cette cellule vient d'affronter une explosion de réactions en ligne. Dans un podcast de l'entrepreneuse Pauline Laigneau, le candidat a récemment dit « rêver d'un système dans lequel le président est élu en mai et prend ses fonctions en septembre ». Depuis, les lepenistes font prospérer un nouveau surnom sur les réseaux,

« Édouard le flemmard », et une vidéo parodique montée grâce à l'intelligence artificielle (IA).

Les stratèges du chef d'Horizons, qui a regretté la diffusion de « phrases tronquées », se sont rassurés quand ils ont vu les relevés d'audience. Sur les réseaux sociaux, plus de 90 % du flux de la polémique s'est concentré sur X, épargnant le grand public, ont-ils observé. « Le dé-tournement des prises de parole, ça a toujours existé, les gens ne sont pas dupes », garantit Hanna Sebbah.

Pour sa communication, le « patron » a pour sa part fixé quelques règles. Pas d'attaques contre ses concurrents Gabriel

Attal (Renaissance) et Bruno Retailleau (Les Républicains), deux candidats dont il lorgne le ralliement ; pas de montages photo ou vidéo grossiers réalisés par l'IA. Ses équipes se focalisent sur un vaste travail d'alimentation de l'IA, pour rendre plus fiables ses moteurs de recherche.

Un nombre a retenu l'attention des philippistes, en début d'année : 28 % des Français projettent d'utiliser un modèle d'IA générative pour se renseigner sur la présidentielle de 2027, selon une enquête Ipsos BVA pour *Le Monde*, en partenariat avec la Fondation Jean Jaurès. Selon Marie Guévenoux, « c'est le vrai tournant dans la campagne ». ■

Béchu, l'ami qui « fait tourner la boutique »

Ses jours de marche en famille sur le chemin de Compostelle, au départ du Puy-en-Velay (Haute-Loire), lui semblent déjà loin. Dès la fin du mois d'août, Christophe Béchu a repris son double agenda de maire et de codirecteur de la campagne d'Édouard Philippe.

Le mardi et le mercredi au siège du parti Horizons, à Paris ; le reste de la semaine dans son hôtel de ville d'Angers. Là où il accueille ce jeudi 17 septembre le candidat à la présidentielle, qui doit présenter son projet pour adapter le pays au changement climatique. Ce n'est pas un hasard pour le volubile Christophe Béchu, chantre d'une « écologie positive », qui a dirigé le ministère de la Transition écologique de 2022 à 2024. Mardi, les deux hommes ont encore passé une partie de la matinée ensemble pour ajuster cette visite.

Connu dans les milieux de pouvoir pour sa bonhomie et ses boucles argentées, l'homme de 52 ans - dont trente-six ans passés en politique, depuis son adhésion à l'UDF - s'est imposé comme un pilier du dispositif philippiste. Auprès du Normand, ce père de trois enfants structure les réseaux d'élus, pilote les comités locaux « Avec Édouard », et bientôt le parti Horizons.

À partir du 1^{er} octobre, le candidat lui confiera la présidence de sa formation pour se libérer des appartenance partisans. « C'est Christophe qui fera tourner la boutique », a-t-il prévenu lors de son premier comité de campagne. Il aime à louer l'« expérience » de son ami, « un élu local qui a tenu à peu près tous les postes de la politique » - sauf député. Au point que son activisme était devenu une blague : « Il est candidat à tout, sauf à Miss France ! », ont longtemps raillé ses opposants.

Pour cet habitué des campagnes, le scrutin à venir ne ressemble à aucun autre. « Pour la première fois, la victoire du RN est annoncée », alerte-t-il, désireux d'unir la droite et le centre dès le premier tour. Le rêve de son patron pour s'imposer face à Marine Le Pen et à Jean-Luc Mélenchon.

Mardi 8 septembre, c'est lui qui a annoncé à la presse, avant Édouard Philippe, la proposition d'une rencontre dès novembre avec les partis de Gabriel Attal (Renaissance), de David Lisnard (Nouvelle Énergie), ou encore de Bruno Retailleau (Les



« Pour la première fois, la victoire du RN est annoncée », alerte Christophe Béchu, désireux d'unir la droite et le centre dès le premier tour.

Républicains, LR), figure de la Vendée, son département voisin. Mais il a dû essayer une succession de refus. « Nous, on n'est pas dans une logique d'hystérisme, on tend la main », assure-t-il. Et tant pis s'il agace les partisans d'une primaire, qu'il refuse.

« Sarkoboy »

Avec l'ancien premier ministre s'est nouée une relation de confiance, une « fidélité », raconte Christophe Béchu. Les deux hommes ont scellé leur amitié en 2014, quand, jeunes loups de l'UMP, ils ont remporté pour la première fois les élections municipales dans leur ville. À Édouard Philippe, Le Havre, cité portuaire et bastion historique du communisme. À Christophe Béchu, Angers, après trente-sept ans de gouvernance socialiste et une élection ratée à 667 voix près, six ans plus tôt. « On n'est pas dans des villes qui sont socialement de droite », glisse-t-il. Forcément, ça rapproche. »

Chiraquien, « sarkoboy », juppéiste et aujourd'hui philippiste, Christophe Béchu a épousé plusieurs nuances de droite. Mais il reste le fruit de cet Ouest démocrate-chrétien et d'une famille à la fois aisée et nombreuse - une fratrie de cinq enfants, des parents médecins et même un arrière-grand-père élu sé-

nateur... cent ans tout pile avant lui, en 1911. Chez les Béchu, on est catholiques pratiquants, on envoie « Christophe » chez les scouts et on passe les vacances sur la Côte de Granit rose, en Bretagne.

Cet avocat de formation passé par Sciences Po, sourd de l'oreille gauche de naissance, est « un garçon poli », comme il aime à le dire. Le député lepeniste Jean-Philippe Tanguy, qui a récemment débattu avec lui sur BFMTV, le trouve « toujours très courtois ». Ce qui ne l'a pas empêché de forcer le destin.

Christophe Béchu se fait un nom en 2004, quand il prend la tête du Maine-et-Loire. À 29 ans, il hérite d'un titre : « Le plus jeune président de département de France ». La gestion d'une grève locale avec des pompiers encartés à la CGT, qui ont hissé des drapeaux rouges, des nuits passées au téléphone et un peu de doigté politique lui permettent d'arriver à ses fins.

« Il a réussi à convaincre tout le monde, les récalcitrants se sont trouvés isolés. C'est une bête politique, un bon tacticien », raconte son mentor, l'ex-député UMP Marc Laffineur, qui lui a donné son premier mandat au conseil municipal d'Avrillé, en 1995.

À Angers, entre le château du roi René et la cathédrale gothique, le maire soigne l'image d'un élu bâtisseur et présent auprès des habitants, qu'il reçoit régulièrement sans rendez-vous. Il tient les comptes : « Mon record, c'est 92 personnes en une journée. » Son opposant en chef, l'écologiste Romain Laveau, dénonce l'action d'un « maire à mi-macroniste, à la communication « très macroniste, tape-à-l'œil » et à la gestion « très conservatrice ». À ses débuts au ministère de la Transition écologique, il avait aussi fait face à une vague de scepticisme. « Un discours rayé », selon Christophe Béchu.

Pour faire gagner Édouard Philippe en 2027, « je vais tout donner », garantit-il. En cas de victoire à la présidentielle, puis aux législatives, certains le projettent aux plus hautes fonctions ministérielles, ce que l'intéressé ne veut pas commenter. En 2011, il avait refusé un poste de secrétaire d'État à l'Aménagement du territoire, que lui proposait Nicolas Sarkozy. Seize ans plus tard, ses proches ne l'imaginent en aucun cas dire non à Édouard Philippe. ■ L.B.



Édouard Philippe entouré par quelques membres de son équipe, au siège de son parti, dans le 16^e arrondissement de Paris. PAUL DELORT/LE FIGARO MAGAZINE

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Europe 1
LA RADIO LIBRE

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro

Accusé de « violences », Philippe Brun est écarté de la primaire PS

Richard Flurin et Célestine Gentilhomme

Le député a été suspendu ce mercredi du Parti socialiste et du groupe à l'Assemblée, après un signalement de son ex-collaboratrice parlementaire.

L a veille au soir, ils étaient encore six à briguer l'investiture socialiste. Sauf qu'au moment de dévoiler la liste des prétendants, mercredi matin, surprise : il ne restait plus que les noms d'Olivier Faure, Raphaël Glucksmann, Ségolène Royal, Jérôme Guedj et Emmanuel Maurel. Mais où est passé celui de Philippe Brun ? En campagne depuis deux mois, le député de l'Eure avait pourtant déposé, mardi, les parrainages nécessaires auprès du comité d'organisation de la primaire. Avant que tout bascule.

Sur les coups de 23h30, à une dizaine de minutes seulement de la validation des candidatures, la première secrétaire déléguée du PS, Johanna Rolland, aurait

reçu un appel téléphonique mettant en cause l'ambitieux trentenaire. L'une de ses anciennes collaboratrices parlementaires lui raconte avoir été victime de « violences » de la part du député, qui l'avait licenciée deux mois plus tôt pour « faute grave ». La jeune femme avait déjà émis un signalement en juillet dernier devant la commission de lutte contre le harcèlement et les discriminations du PS, mais elle n'aurait pas répondu aux sollicitations de la présidente de cette instance.

Mercredi matin, au cours d'un bureau national prévu de longue date, Johanna Rolland annonce la tenue d'un vote visant à exclure à titre conservatoire Philippe Brun. L'intéressé, qui n'avait pas été prévenu par la direction du parti, est pris au dépourvu. La numéro deux d'Olivier

Faure évoque des « faits extrêmement graves susceptibles de relever du pénal », sans apporter davantage de précision. Le résultat du vote, où se sont exprimées l'ensemble des composantes du parti, est implacable : à part Philippe Brun, qui a voté contre, et trois membres qui se sont abstenus, l'ensemble du bureau national se prononce en faveur de la suspension. « Tout le monde a été complètement abasourdi, même si quelques bruits circulaient depuis plusieurs semaines au sujet d'accusations visant Philippe Brun après la plainte de juillet », relate un baron socialiste.

Dans la foulée du bureau national, lors d'une réunion du comité d'organisation de la primaire, Johanna Rolland explique aux autres formations coorganisatrices du vote du mois d'octobre la suspension à titre conservatoire - c'est-à-dire qu'il sera réintégré si les accusations s'avèrent infondées - de Philippe Brun et, par conséquent, l'annulation de sa candida-

ture. Malgré l'étonnement de la dizaine de participants, aucune précision supplémentaire n'a été apportée. « C'est une affaire qui concerne nos partenaires socialistes. Nous en prenons acte et nous nous concentrons sur la campagne qui se poursuit », évacue-t-on du côté de Raphaël Glucksmann à la sortie du comité.

En toute fin de matinée tombe un second couperet. Après sa suspension du parti votée plus tôt, le député de l'Eure se voit également exclu à titre conservatoire du groupe socialiste où il siège à l'Assemblée nationale. Peu de temps après, la direction du parti a précisé à l'AFP que les accusations visant Philippe Brun portent sur trois registres : celui du « harcèlement », celui des « violences physiques » et celui de l'« emploi familial », laissant entendre que le député entretenait une relation intime avec la collaboratrice en question. « La décision conservatoire était la seule possible. On ne

« Ce conflit est instrumentalisé par mon propre parti pour me tuer politiquement. Je demande qu'Olivier Faure s'interroge un peu sur les conséquences de ces actes », affirme Philippe Brun. LAFARGUE RAPHAEL/ABACA

peut pas être demain incarné dans une présidentielle par quelqu'un qui serait accusé d'avoir été violent », a réagi en fin d'après-midi Olivier Faure sur BFMTV.

Mise à mort

Depuis une petite salle de l'Assemblée nationale, quelques minutes plus tard, Philippe Brun, qui s'est dit « abasourdi », a dénoncé devant la presse des « accusations calomnieuses » destinées à le « mettre à mort ». L'élu socialiste a annoncé qu'il portera plainte contre son ex-collaboratrice, évoquant des « preuves de menaces » et de « chantage » de sa part. « Cette femme a pour volonté de me nuire au sein de mon parti. J'ai été victime de cette femme », a-t-il assuré, soulignant qu'aucune plainte n'a été à ce stade déposée par son ancienne assistante. « Ce conflit est désormais instrumentalisé par mon propre parti pour me tuer politiquement. Je demande qu'Olivier Faure s'interroge un peu sur les conséquences de ces actes », a-t-il poursuivi, déplorant que les instances dirigeantes du PS n'aient toujours pas étayé les faits qui lui sont reprochés.

Plus tôt dans la journée, quelques socialistes s'interrogeaient eux aussi à haute voix sur ce coup de théâtre. « Je ne sais pas si c'est une manœuvre, mais c'est à tout le moins le témoignage d'un grand amateurisme de la part de la direction », soufflait un cador, qui estime que l'affaire aurait pu être anticipée. Ces lourdes accusations menacent surtout d'entraver l'ascension de celui que beaucoup considéraient comme l'avenir du PS. À la tête de son propre mouvement, La Ligne populaire, l'ancien proche d'Arnaud Montebourg devait animer ce samedi sa Fête de Léry dans l'Eure, qui marque depuis trois ans sa rentrée politique. Philippe Brun était aussi attendu à la Fête de la rose en Corrèze, le 3 octobre prochain, dont il devait partager l'affiche avec un certain François Hollande. Mais sa participation pourrait être annulée par le patron de la fédération socialiste du département. ■

Rachida Dati sera jugée sans Carlos Ghosn

Stéphane Durand-Souffland

Dans l'affaire Renault, le tribunal a décidé de passer outre une irrégularité de procédure soulevée par l'ex-PDG, réfugié au Liban.

U ne bévée judicio-administrative a bien failli faire capoter le procès du dossier Ghosn-Dati. Mais celui-ci, qui s'est ouvert comme prévu mercredi devant le tribunal correctionnel de Paris, va pouvoir continuer.

Au centre de la première journée d'audience : la citation à comparaître de Carlos Ghosn, ancien PDG de l'Alliance Renault-Nissan, réfugié au Liban après son évasion rocambolesque du Japon. L'industriel déchu affirme qu'il n'a pas reçu ce document en temps et en heure. Et, bien que son avocat libanais, apparemment mieux informé que lui, soit assis en complet veston dans la salle d'audience parmi le public, qu'il n'a pas eu accès à la procédure. Par conséquent, il demande le renvoi.

Carlos Ghosn n'a pas tort et chacun en convient, à commencer par le Parquet national financier (PNF) : la machine à convoquer a subi un gros raté. Pour résumer, dans le cas où un prévenu réside à l'étranger, il doit être avisé des dates d'audience dans un délai de deux mois et dix jours. En l'occurrence, l'homme d'affaires aurait dû recevoir la pièce au plus tard le 6 juillet dernier. Or, il ne l'a eue en main que le 13. Peu importe qu'apparemment il ait soigneusement organisé son absence de Beyrouth jusqu'à la date fatidique. Peu importe que la machinerie judiciaire ait agi comme il le fallait en faisant remonter la citation du PNF au parquet général qui l'a fait suivre à la Chancellerie, laquelle l'a adressée au ministère des Affaires étrangères afin que celui-ci saisisse le consulat général de France au Liban. C'est à ce stade que tout cafouille, traîne, défaille, malgré des relances régulières du PNF. C'est ballot.

La situation embarrasse la partie civile, au premier chef la société Renault, représentée par M^e Kami Haeri. Sans occulter la « pathologie » de la citation « théâtralisée » par le prévenu, il dépeint avec brio Carlos Ghosn en Ma-

chiavel de la procédure, marionnettiste roué de ses éclipses stratégiques. Il demande toutefois qu'il soit jugé par défaut. Le PNF, par la voix de l'un de ses deux représentants, n'a d'autre choix que de demander au tribunal de « relever la nullité de la citation », mais recommande également un jugement par défaut puisqu'il n'y a « pas eu de carence des autorités judiciaires ».

Gagner un peu plus de temps

La défense de Rachida Dati se lance alors dans une piquante prestation, affirmant à la fois que « c'est un crève-cœur de ne pas demander le renvoi » (M^e Olivier Pardo) et que « renvoyer à une date ultérieure serait la bonne solution » (M^e Olivier Baratelli). La position officielle de leur cliente, qui, comme l'a souligné la partie adverse, avait déposé durant l'instruction des dizaines de recours « dont beaucoup à l'évidence irrécouvrables » afin de retarder le cours de la justice, selon ses adversaires, tient en une phrase : jugez-moi sans attendre. Mais gagner un peu plus de temps ne lui serait pas forcément désagréable.

Posture paradoxale que les deux avocats habillent en stigmatisant avec leurs grosses voix l'incurie d'un PNF même pas fichu de citer convenablement un coprévenu précieux, prétendent-ils, pour la défense. « Notre position est l'inverse du dilatoire ! », rugit M^e Pardo. « Rachida Dati veut être jugée car elle veut être relaxée et sortir par la grande porte ! », gronde M^e Baratelli en désignant les deux issues de dimension moyenne de la 32^e chambre correctionnelle. Il menace même, tant le sort réservé à sa cliente le révolte, de « déchirer (sa) robe et de la piétiner », ce qui est peut-être un tantinet excessif pour un incident de procédure. Il n'en fait rien. On respire. Et le tribunal décide de prendre le dossier dans son intégralité en jugeant Carlos Ghosn par défaut.

Reprise des débats jeudi après-midi. ■

Sous le haut patronage de Monsieur Emmanuel MACRON Président de la République

CMAMEDIA
PRÉSENTE

UN EVENEMENT

BFM LA TRIBUNE Brut.

ARTIFICIAL INTELLIGENCE MARSEILLE

EUROPE'S LEADING AI EVENT

MARSEILLE
DONNE LE CAP À L'IA

› 24 & 25 SEPTEMBRE 2026
CEPAC VÉLODROME › MARSEILLE

Partenaires officiels : CMA CGM, RÉGION SUD, TAIA, BNP PARIBAS, DELL Technologies, kyndryl, MESSIER & ASSOCIÉS, EUM, NVIDIA, paloalto, salesforce, sopra, stertia, VEOUA, AtoS, Capgemini, Cigref, Infosys, septao, TELEHOUSE, LA PROVENCE, LA TRIBUNE

Quand Donald Trump a parlé de faire du Canada le 51^e État des États-Unis, l'idée a germé que le pays pourrait devenir, plutôt, le 28^e membre de l'Union européenne. Contre toute attente, elle a fait son chemin. « Nous partageons les mêmes valeurs, nous avons les mêmes priorités et nos atouts se complètent parfaitement », argumentait ce week-end son premier ministre, Mark Carney, avant une visite en Europe. Cette possibilité est même soutenue par 58 % des Canadiens, selon un sondage réalisé en mars. A priori saugrenue, la piste a été sérieusement étudiée par des juristes bruxellois, avant de conclure qu'en raison de critères géographiques immuables, le Canada ne saurait faire partie de l'Union européenne.

Qu'à cela ne tienne ! Un partenariat permettant de nouer les liens les plus proches possibles, hors du statut de membre à part entière, a été imaginé. « Je voudrais œuvrer avec vous à la possibilité pour le Canada de devenir le premier membre associé de l'Union européenne », a déclaré Ursula von der Leyen à Mark Carney, invité à assister à son discours sur l'état de l'Union, mercredi, à Strasbourg. L'annonce a déclenché des applaudissements des eurodéputés, tandis que la chef de l'exécutif européen embrassait le premier ministre canadien. Ce statut inédit, évoqué la semaine dernière par ce dernier, permettrait de « porter notre relation avec le Canada au plus haut niveau possible », selon la présidente de la Commission. Un degré d'intimité supplémentaire par rapport à l'« alliance d'avenir », sur laquelle on travaillait ces derniers jours à Bruxelles.

Mark Carney doit à son tour s'exprimer devant les eurodéputés ce jeudi, pour détailler sa vision de ce rapprochement, amorcé il y a plusieurs mois. Le Canadien avait déjà été l'invité exceptionnel d'un sommet de la Communauté politique européenne (CPE), qui rassemble tous les pays du Vieux Continent excepté la Russie et la Biélorussie, en mai dernier en Arménie. Un accord de défense UE-Canada avait été signé à Bruxelles un an plus tôt. Ottawa participe aussi au mécanisme de financement d'achats d'équipements militaires Safe (Security Action For Europe) lancé par la Commission européenne et doté de 650 milliards d'euros. Sans oublier sa participation prévue dès 2027 dans la compétition de l'Eurovision !

Engagé dans une brutale guerre commerciale avec Donald Trump depuis cet été, le premier ministre libéral est vu en Europe comme le symbole de la résistance au président américain. « Les ennemis de nos ennemis sont nos amis », ironise l'eurodéputée (Renew) Stéphanie Yon-Courtin. « Ce n'est pas un partenariat contre qui que ce soit mais en faveur de notre force commune », a rectifié Ursula von der Leyen. Sans désigner Trump nommément, elle a toutefois assuré que « le pouvoir



Le premier ministre canadien, Mark Carney, s'entretient avec la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, au Parlement européen, à Strasbourg, le 16 septembre. YVES HERMAN / REUTERS

L'Union européenne propose au Canada un statut de « membre associé »

Florentin Collomp Envoyé spécial à Strasbourg

Le pays pourrait également faire partie d'un futur « conseil de sécurité européen », avec le Royaume-Uni, la Norvège et l'Ukraine.

n'appartient pas au plus fort, au plus riche et au plus bruyant ». Mark Carney s'était fait le chantre des « puissances moyennes » lors d'un discours remarqué, au Forum économique de Davos, au début de l'année.

Reste que la définition de ce statut de « membre associé » doit encore être précisée. Les deux parties y travailleront dans l'optique d'un sommet bilatéral, prévu à Ottawa fin octobre. « Il y a un sujet de blocage, car on ne sait pas à quoi cela renvoie », avertit un diplomate européen. Cela impli-

querait-il l'alignement du pays sur l'acquis communautaire, comme on l'exige des neuf candidats à l'adhésion à l'UE ? Bruxelles serait-elle prête au contraire à offrir au Canada un partenariat sur mesure qu'elle a refusé au Royaume-Uni après le Brexit ? Ce sont les États membres, et non la présidente de la Commission, qui devront se prononcer à l'unanimité sur un tel projet. Favorable sur le principe au rapprochement, un porte-parole du gouvernement allemand a affirmé mercredi que la terminologie méritait

d'être « revue ». Le chancelier Friedrich Merz avait d'ailleurs lui-même utilisé exactement ces termes de « membre associé » pour proposer à l'Ukraine une formule d'accession progressive à l'UE - aussitôt rejetée par Kiev et critiquée par la plupart des autres membres de l'UE.

Les spécialistes se divisent aussi sur l'implication d'un tel accord sur les traités européens. Selon les uns, une modification des textes, donc une ratification par référendum, serait nécessaire. D'autres y voient une application

possible de l'article 217 sur les partenariats de l'UE. Mark Carney rappelle au passage aux Européens que dix pays, dont la France, l'Italie et la Pologne n'ont toujours pas ratifié le CETA (Accord économique et commercial global), le traité de libre-échange entre le Canada et l'UE entré en vigueur de façon « provisoire » en 2017, qui a dopé de près de 80 % les échanges. L'Union européenne entend désormais approfondir ses liens avec le Canada en matière d'énergie, dans les minerais critiques, l'espace, la défense et la souveraineté technologique.

Mieux, Ursula von der Leyen a proposé d'associer son nouveau meilleur ami à un autre projet majeur dévoilé lors de son discours de rentrée. Elle propose la création d'un conseil de sécurité européen, qui compterait le Canada, le Royaume-Uni, la Norvège et l'Ukraine. Selon elle, cette structure serait dotée de son propre « Article 4 », calqué sur le dispositif de consultations entre alliés prévu par l'Otan en cas d'agression extérieure. La chef de l'exécutif européen reprend à son compte une proposition de son commissaire à la Défense, le Lituanien Andrius Kubilius. Une vieille idée, déjà émise par Emmanuel Macron pendant sa campagne présidentielle de 2017 et reprise par Angela Merkel.

« Le problème ne réside pas dans la capacité à se réunir, mais dans la volonté d'agir »

Marta Prochwicz

Chercheuse au Conseil européen des relations internationales

L'initiative vise à doter l'Europe de moyens de réponse à l'intensification des attaques hybrides de la Russie sur son territoire. Cette semaine encore, la Lituanie, le Danemark et la Pologne en ont été la cible. Or, jusqu'à présent, les alliés européens de l'Otan se sont montrés incapables d'y répliquer, encourageant Vladimir Poutine dans l'escalade de provocations. D'où l'urgence. Selon la présidente de la Commission, à moderniser des outils et processus trop lents, reposant sur le consensus, « conçus pour un monde différent ». Un « protocole de sécurité d'urgence » s'impose, pour « empêcher toute nouvelle escalade ». Reste à savoir comment une telle structure sera reçue à l'Otan.

Pour Marta Prochwicz, chercheuse au Conseil européen des relations internationales (ECFR), cette initiative est « un pas dans la bonne direction ». Mais une telle enceinte de discussion n'aurait guère d'intérêt sans des structures opérationnelles de défense intégrées. « Le problème ne réside pas dans la capacité à se réunir, mais dans la volonté d'agir » de l'Europe, insiste-t-elle. L'ensemble des propositions d'Ursula von der Leyen, sur le Canada comme sur la sécurité, devront être détaillées et suivies d'effet pour ne pas en rester à de simples effets d'annonce. ■

La Russie repousse les limites de sa guerre hybride contre l'Europe

Nicolas Barotte

La Russie et les Européens se rapprochent d'un « seuil ». Le franchir les fera basculer dans un monde incertain. Un peu partout, la Russie, ses services et leurs sous-traitants chargés de mener des opérations testent les Européens et leur résilience en cachant de moins en moins leurs intentions hostiles. Les incidents sont divers, les auteurs parfois mal ou non identifiés, mais le canevas laisse peu de doutes.

« Les menaces hybrides auxquelles l'Europe est confrontée sont de moins en moins hybrides et il s'agit de moins en moins de menaces », a déclaré la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, mercredi, lors de son discours sur l'état de l'Union. « Cyberattaques et sabotages, incendies criminels et incursions de drones : elles sont chaque jour plus nombreuses », a-t-elle ajouté. Les Européens réfléchissent à leurs réponses : soutien accru à l'Ukraine, sanctions économiques, lutte contre la flotte fantôme russe... Le concept de guerre hybride paraît de moins en moins approprié.

Si l'Europe n'est pas en guerre contre la Russie, elle n'est plus en paix. Les modes d'actions « hybrides » de Moscou, censés conserver une forme d'ambiguïté, sont de plus en plus

offensifs et sans équivoque. L'idée d'un affrontement qui pourrait demeurer « sous le seuil de la guerre » est remise en question. Les États-majors s'interrogent sur l'escalade. « Nous avons parfois du mal à mettre un nom sur ces actions », observe un gradé français.

Quatre ans et demi après la guerre, Vladimir Poutine considère qu'il est engagé dans un « conflit asymétrique à (son) détriment » contre l'Ukraine et avec l'Europe, observe une source sécuritaire qui suit la situation géopolitique de près. Pour résister contre l'envahisseur, Kiev s'appuie sur ses alliés. Pour la Russie, qui a lancé l'invasion et qui a toujours fait de l'Otan son adversaire ultime, cette profondeur stratégique justifierait d'y mener des actions de déstabilisation de toute nature, plus ou moins maîtrisées, plus ou moins visibles. Les opérations d'infiltration cyber, notamment, demeurent parfois indétectables. D'autres sont bien visibles. Mardi, l'armée de l'air russe a ostensiblement fait voler au large de la Norvège, au-dessus de la mer de Barents, des bombardiers stratégiques Tu95 armés de missiles Kh101. La démonstration est destinée à faire peur.

Mardi, un drone a été intercepté par les avions de l'Otan dans l'espace aérien de la Lituanie. « Il ne s'agissait très probablement pas d'une action délibérée contre la Lituanie », a relativisé le président Gitanas Nausėda en identifiant

cependant un engin russe de type Gerbera. « Il visait sans doute l'Ukraine, mais il a été perturbé par les mesures de guerre électronique ukrainiennes et il a dévié de sa trajectoire », a ajouté le chef de l'État. Mais les pays Baltes sont préoccupés. Les incursions sont devenues régulières sans que Moscou s'en émeuve. L'hypothèse d'une opération sous « faux drapeau » - un accident qui n'en serait pas vraiment un - appartient au champ des possibles.

Si l'Europe n'est pas en guerre contre la Russie, elle n'est plus en paix. Les modes d'actions de Moscou, censés conserver une forme d'ambiguïté, sont de plus en plus offensifs et sans équivoque

En mer, les tensions sont aussi croissantes. Lundi, une frégate russe a tiré deux fusées éclairantes à proximité d'un hélicoptère danois. Sur la côte polonaise, un drone Gerbera 2 « armé » a été repêché en mer près de Rusinowo. Selon les autorités polonaises, il aurait été perdu lors d'essais au large par un navire russe. En Europe, les événements suspects se multiplient aussi,

même si parfois les autorités incitent les entreprises ciblées à garder le silence, pour ne pas alimenter la psychose. D'autres ne peuvent passer inaperçus. En Bulgarie, la semaine dernière, une usine d'armement a été la cible d'un incendie volontaire. Le sabotage ne fait pas de doute, même si les auteurs n'ont pas été identifiés. Ce n'est pas le cas des auteurs de la tentative d'attentat contre l'aéroport de Leipzig en Allemagne début août, attribuée aux services russes. « Il ne s'agissait pas d'un signalement », assure une source sécuritaire.

Parfois, les opérations sont délibérément calibrées pour faire peu de dégâts et éviter une escalade. Cette fois, l'objectif était bel et bien de faire exploser un avion transportant du matériel à destination de l'Ukraine. L'attaque « a échoué parce que les opérateurs finaux étaient des pieds nickelés », poursuit-on. Les conséquences auraient été graves. « La question qui préoccupe les autorités aujourd'hui est de savoir de quelle façon on répondrait à un Leipzig qui réussit », insiste-t-on.

L'hypothèse d'un apaisement à court terme avec la Russie est considérée comme très peu probable par les États-majors européens malgré l'espoir des diplomates de relancer une négociation. La possibilité d'un affrontement conventionnel n'est pas à écarter. « Des plans ont été étudiés (par Moscou), planifiés, avec leurs avantages et leurs

inconvenients », assure la même source sécuritaire. Mais « les services occidentaux sont quasi unanimes pour dire que l'intention (de Moscou) n'est pas de provoquer l'Otan militairement de manière assumée », ajoute-t-on. Il n'y aurait pas de guerre ouverte... Quoi qu'il en soit, les États-Unis ont prévenu leurs partenaires qu'un potentiel test russe ne prendrait pas la forme des préparations de 2021 contre l'Ukraine qui avaient été observées et dénoncées. Les préparatifs d'une opération limitée « ne seraient peut-être pas vus à l'avance », ont indiqué les services américains en invitant leurs alliés à se préparer à court terme malgré l'incertitude.

Si le scénario du pire peut être évité, les États-majors occidentaux s'attendent donc à « une agressivité accrue de la Russie avec un seuil de prise de risque abaissé ». Il s'agit de prouver la faiblesse politique de l'Otan et de susciter le doute dans les sociétés européennes. Le contexte politique, avec des échéances électorales dans plusieurs pays, constitue un terrain propice pour des opérations de déstabilisation. Moscou continue toutefois de nier les manœuvres qui lui sont reprochées, même la tentative d'attentat à Leipzig. Mais la Russie cherche l'affrontement, pariant sur la tentation de faiblesse de ses adversaires. Le risque d'une erreur de calcul, d'un accident aux conséquences graves, augmente dangereusement. ■

Hashim Thaçi condamné à 25 ans de prison

Tanguy Berthemet

L'ex-président du Kosovo et ancien chef de l'UÇK a été reconnu coupable de crime de guerre par un tribunal spécial.

L'histoire retiendra qu'Hashim Thaçi est resté de marbre. Mercredi, l'ancien président du Kosovo, 58 ans, n'a pas bougé en écoutant les juges du Tribunal spécial pour le Kosovo le condamner à 25 ans de prison pour des crimes de guerre commis lors de la lutte pour l'indépendance contre les forces serbes à la fin des années 1990.

Le juge-président Charles Smith, dans son verdict, a souligné que la cour avait reconnu l'ex-chef de l'UÇK, l'armée de libération du Kosovo, coupable « d'arrestations illégales, de torture, de meurtres et de traitement cruel », constitutifs de crime de guerre. Il a en revanche été blanchi des chefs de crimes contre l'humanité. Trois d'autres anciens responsables de la guérilla étaient jugés à ses côtés. Kadri Veseli, le patron du renseignement de l'UÇK, Jakup Krasniqi, le porte-parole de la guérilla, et Rexhep Selimi, le chef de ses opérations ont été condamnés respectivement à 18 ans, 25 ans et 13 ans de prison.

À Pristina, sur la place centrale, où une vaste foule s'était massée pour écouter le prononcé des peines sur un écran géant, la sanction est tombée dans un silence pesant. Hashim Thaçi, qui fut le premier ministre du Kosovo (2008-2014) puis le président (2016-2020) est chez lui largement considéré comme un héros, salué comme l'homme qui s'est opposé à la brutalité des forces serbes, celui qui a permis l'indépendance.

« La libération du Kosovo a été acquise au prix de sacrifices. Aucun tribunal ne pourra effacer cette vérité »

Hysni Gucati Chef de l'association des anciens combattants kosovars

Une horloge marquant un compte à rebours avait même été installée jusqu'à l'heure du jugement, entouré des mots : « Le Kosovo attend. » Pour tenter d'impressionner le tribunal, le week-end dernier, des dizaines de milliers de personnes s'étaient rassemblées pour exiger la remise en liberté des quatre guérilleros. « La libération du Kosovo a été acquise au prix de sacrifices. Aucun tribunal ne pourra effacer cette vérité », a lancé aux manifestants Hysni Gucati, le chef de l'association des anciens combattants kosovars. En août, Hashim Thaçi avait



L'ancien président du Kosovo Hashim Thaçi devant le tribunal de La Haye (Pays-Bas), le 9 novembre 2020.

affirmé, dans une interview depuis sa cellule de La Haye, où siège le tribunal spécial, s'attendre « à être acquitté de tous les chefs d'accusation », faisant naître l'espoir chez ses partisans. Le verdict est donc tombé comme une douche froide. « C'est un jugement terrible pour le Kosovo, pour notre guerre de libération. C'est une décision triste, injuste, imméritée », estime le ministre des Affaires étrangères du Kosovo, Glauk Konjufca.

Au cœur du procès, la réalité de l'autorité de Hashim Thaçi sur les menées de l'UÇK entre 1998 et 1999. Personne n'a réellement nié les 300 cas de tortures ou les 96 meurtres reprochés par l'accusation à la guérilla. Les avocats se sont attachés à rappeler que dans ce conflit, qui a fait 13 000 morts dont

11 000 civils kosovars, la violence était omniprésente. Mais surtout, ils ont tenté d'imposer l'idée que Hashim Thaçi, tout responsable de l'UÇK qu'il était, ne pouvait pas imposer ses ordres. Selon eux, le mouvement n'avait pas la chaîne de commandement verticale d'une armée organisée mais agissait plutôt comme une bande de paysans armés largement décentralisée.

En d'autres termes : Thaçi ne pouvait s'opposer à des règlements de comptes et autres vengeances de la part de ses hommes. « Personne ne conteste que des crimes aient été commis, mais l'UÇK était une armée hétéroclite ; même l'Otan a reconnu qu'il n'y avait pas de chaîne de commandement verticale, s'agace Pierre-Richard Prosper, ancien ambassadeur itinérant

des États-Unis chargé des questions relatives aux crimes de guerre et membre de l'équipe de défense de M. Thaçi. L'accusation est en train de réécrire l'histoire politique et juridique ». Pour le procureur toutefois, les morts, dont des Kosovars opposés à Thaçi ou des civils serbes, ont été clairement visés et souvent exécutés sur ordre.

Lors de l'audience, le général américain Wesley Clark, à l'époque commandant des forces de l'Otan en Europe, avait assuré que Hashim Thaçi n'avait pas son mot à dire en matière militaire. « Ça a été la question centrale tout au long du procès. L'argumentation de la défense n'a visiblement pas convaincu les juges. Nous verrons si cela tient la route en appel », rappelle

Wolfgang Petritsch, ancien représentant spécial de l'UE au Kosovo dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, s'attendant comme tous les observateurs à ce que l'accusé fasse appel.

La peine apparaît très lourde aux yeux de ses proches, qui mettaient en avant la participation de Hashim Thaçi tout au long de la procédure. Inculpé en 2020, il avait immédiatement démissionné de la présidence et s'était rendu volontairement à La Haye, où il est depuis incarcéré. Un contraste volontaire avec les Serbes Ratko Mladic ou Radovan Karadzic qui, outre leurs crimes commis sur une échelle bien plus vaste, ont fui leurs juges des années durant. Ils soulignaient aussi que le Tribunal spécial avait été mis en place en 2016 avec son aval. Cette cour a en réalité été imposée sous la pression de l'Union européenne et des États-Unis, agacés de constater que seuls les lampistes étaient poursuivis au Kosovo tandis que les gros poissons échappaient aux magistrats. Il en avait résulté ce Tribunal, un concept original : une cour composée de magistrats occidentaux qui appliquent la législation du Kosovo tout en siégeant aux Pays-Bas.

Cette bonne volonté n'a pas suffi à gommer toutes les zones d'ombre de cet homme complexe. Né en 1968 dans une région montagneuse, Hashim Thaçi participe très jeune à la résistance contre les Serbes, ce qui lui vaut le surnom de « Serpent » par sa capacité à fuir la police de Belgrade et une condamnation pour terrorisme. Il fuit alors en Suisse avant de revenir en 1998 pour prendre, à 30 ans, la tête de branche politique de l'UÇK. C'est à ce titre qu'il négocie la paix, devenant l'enfant chéri des dirigeants occidentaux de Tony Blair à Madeleine Albright, alors secrétaire d'État, ou de Joe Biden, qui le voit en lui le « George Washington du Kosovo ». Une fois au pouvoir, son aura va pâlir. On reproche au rebelle son incapacité à se muer en homme politique et son penchant à rester entouré d'anciens de l'UÇK pas toujours présentables. Les affaires de corruption entachent aussi sa gouvernance. En 2010, un rapport de Dick Marty, du Conseil de l'Europe, détaille les abus de l'UÇK durant les années de guerre, notamment un trafic d'organes dont auraient été victimes des prisonniers serbes. Ces accusations, que Hashim Thaçi a farouchement niées, n'ont jamais été prouvées. Elles ont pourtant jeté un voile supplémentaire sur sa réputation de héros. ■

Quand Donald Trump Jr. convolait aux frais d'un oligarque russe

Mayeul Aldebert Correspondant à Washington

Le site d'investigation américain ProPublica a révélé lundi qu'Umar Kremlev, un proche de Vladimir Poutine, était non seulement sur la liste des invités lors du luxueux mariage du fils du président des États-Unis aux Bahamas, mais qu'il en a aussi financé une partie.

Après leur mariage civil le 21 mai dernier à Palm Beach en Floride, Donald Trump Jr. et sa femme se sont envolés aux Bahamas pour célébrer leur union pendant trois jours, à grands frais. Îles privatisées, villas en bord de mer, allers-retours en hélicoptère et en hydravion, feux d'artifice... Le fils aîné du président, dont le magazine *Forbes* évalue la fortune à 300 millions de dollars, aurait pu s'offrir à lui seul de telles festivités.

Mais selon le site d'investigation ProPublica, ces trois jours de fête auraient été en partie financés par un oligarque russe proche de Vladimir Poutine, également présent sur la liste restreinte des invités. Le média new-yorkais explique que cet homme, Umar Kremlev, aurait payé des centaines de milliers de dollars, notamment pour la location d'une île paradisiaque qui a servi de décor aux films de la saga *Pirates des Caraïbes*. Kremlev dirige l'Association internationale de boxe (IBA). Les paiements effectués viendraient directement d'une entité basée à Dubaï utilisée par cette association pour réaliser ses transactions financières.

Surtout, Kremlev entretient des liens directs avec le président russe. Vladimir

Poutine lui a décerné en avril une haute distinction d'État, l'ordre de l'Amitié. Kremlev aurait aussi accompagné le chef du Kremlin lors de son déplacement en Chine en mai dernier juste avant de s'envoler pour les Bahamas. En raison de cette proximité avec Poutine, mais aussi pour ses relations avec les services de renseignements russes, le gouvernement ukrainien lui a imposé des sanctions à titre personnel, rapporte encore ProPublica.

Cette révélation explosive, alors que la Russie est accusée depuis longtemps de tenter d'interférer dans la politique américaine, qui plus est en faveur de Donald Trump, a forcé lundi le fils du président républicain à réagir. D'autant que Donald Trump Jr. avait déjà fait parler de lui lors de la campagne présidentielle de 2016, en plein « Russiagate », lorsqu'il avait reconnu avoir rencontré une avocate russe qui lui avait promis des informations compromettantes sur Hillary Clinton. Le fils du président américain avait exprimé des regrets un an plus tard. Cette fois, c'est sa femme, le mannequin Bettina Anderson, qui a posté sur son compte Instagram un texte signé conjointement avec son mari. Le couple explique qu'Umar Kremlev est

un « ami cher » qui « a très généreusement organisé deux soirées de célébration incroyables APRÈS » leur mariage.

Un porte-parole de Donald Trump Jr. a par ailleurs affirmé que les deux hommes n'entretenaient pas de relations d'affaires et qu'ils s'étaient rencontrés par l'intermédiaire d'une connaissance commune et qu'ils s'étaient découverts des atomes crochus autour de leur passion commune pour la boxe.

Donald Trump ne s'est jamais prononcé sur une éventuelle succession assurée par son fils. Publiquement, le président américain encense cependant régulièrement les talents d'orateur de son aîné

Interrogé par le site d'investigation ProPublica, Kremlev a assuré de son côté, via son service de presse, n'avoir jamais abordé de sujets politiques avec « aucun de ses amis et connaissances américains ». Donald Trump Jr. est

pourtant loin d'être éloigné des affaires politiques. Il joue un rôle très actif auprès de son père, et on lui prête à la Maison-Blanche une influence sans commune mesure avec les plus proches conseillers du président américain. C'est lui, par exemple, qui aurait convaincu Donald Trump de choisir JD Vance comme colistier pendant la campagne présidentielle de 2024. Il jouait à l'époque un rôle de porte-parole dans la campagne et apparaît encore régulièrement aux meetings de son père.

Il incarne aujourd'hui la fonction d'ambassadeur officieux du mouvement Maga. « Don Jr. », comme il est parfois surnommé, a ainsi effectué une tournée en Europe de l'Est au printemps 2025 pour rencontrer des dirigeants de la droite souverainiste. Il s'est aussi rendu au Groenland au moment où Trump suggérerait que les États-Unis puissent prendre le contrôle de ce territoire danois situé dans l'Arctique. La semaine dernière, il était encore présent à la convention républicaine à Dallas, où il a prononcé un discours ovationné.

Le fils aîné du président est très populaire auprès de la base Maga au point que son nom est parfois cité parmi les personnalités politiques susceptibles de

se présenter aux primaires républicaines pour l'élection présidentielle de 2028. Il a lui-même indiqué au printemps qu'il pourrait « peut-être un jour » se porter candidat.

Donald Trump ne s'est jamais prononcé sur une éventuelle succession assurée par son fils. Publiquement, le président américain encense cependant régulièrement les talents d'orateur de son aîné. Il était invité bien sûr à son mariage mais ne s'y est pas rendu. « Il aurait aimé que j'y aille, mais ce sera une petite cérémonie privée », a déclaré le président lors d'un échange avec la presse expliquant que ce n'était « pas le bon moment » pour lui.

Seule une cinquantaine d'invités, essentiellement des membres des familles des deux mariés, étaient conviés. Parmi eux, Eric Trump, le deuxième fils du président américain, qui s'est empressé d'assurer qu'il ne connaissait pas Umar Kremlev et n'en avait jamais entendu parler. Jared Kushner, le mari d'Ivanka Trump, était également présent. Lequel dirige, avec Steve Witkoff, les négociations entreprises par l'Administration Trump avec la Russie pour tenter de mettre un terme à la guerre en Ukraine. ■

Trump joue avec les nerfs des Britanniques sur leur souveraineté

Arnaud de La Grange Correspondant à Londres

Les déclarations du président sur l'Irlande ou les Malouines minent la « relation spéciale ».

En jouant du club dans son golf irlandais le week-end dernier, Donald Trump a envoyé une jolie balle dans les vitres de Westminster. Lors de sa visite à Dublin, alliant diplomatie et parcours sur le green, le président américain a lâché qu'une réunification irlandaise serait une idée « fantastique ». Londres a apprécié à sa juste mesure cette remise en cause de sa souveraineté. D'autant que Trump joue déjà avec les nerfs britanniques sur les Malouines (ou Falklands).

Lors d'un point presse avec le premier ministre irlandais, Micheal Martin, Trump a lâché qu'il « aimerait beaucoup » voir une Irlande « unifiée ». « Ce serait fantastique, cela finira par arriver », a-t-il ajouté, rom-

pant avec la position de neutralité affichée jusqu'ici par les États-Unis sur ce dossier sensible. Downing Street a réagi prudemment, se contentant de dire que la position de Londres restait inchangée.

Le premier ministre Andy Burnham a rappelé cette position à la Chambre des communes : selon les accords du vendredi saint de 1998, un référendum peut être organisé si une majorité d'habitants de la province britannique est susceptible d'approuver une unification. Et Londres, s'appuyant notamment sur des sondages, considère que ce n'est pas le cas aujourd'hui. Lors de sa première visite en Irlande du Nord depuis son entrée en fonction, fin août, Andy Burnham a exclu la tenue d'un référendum à court ou moyen terme. Pour mettre la pression sur Londres, les



Lors de sa visite à Dublin, le 12 septembre, Donald Trump a déclaré qu'une réunification irlandaise serait une idée « fantastique », rompant avec la position de neutralité affichée jusqu'ici par les États-Unis sur ce dossier sensible.

premiers ministres de trois des quatre nations constitutives du Royaume - autres que l'Angleterre, donc -, ont lancé un appel inédit depuis Cardiff lundi. C'est la première fois que les partis séparatistes sont au pouvoir en même temps en Écosse, au pays de Galles et en Irlande du Nord.

Dopés par les propos du président américain, ils ont revendiqué leur « droit à l'autodétermination », appelant Londres à des « changements constitutionnels ». Le Sinn Féin a estimé qu'Andy Burnham ne pourrait éviter « la fin du Royaume-Uni ». Michelle O'Neill, vice-présidente du parti nationaliste et première ministre d'Irlande du nord, a estimé que les déclarations de Donald Trump montrent que « le débat sur l'unification est bien vivant et que les gens s'y intéressent activement désormais aussi à l'échelle internationale ». Les unionistes nord-irlandais se consolent en se disant que Trump peut dire l'inverse la semaine suivante, voire le lendemain ou l'heure qui suit... Les Britanniques se demandent d'autant plus à quoi joue Trump que celui-ci s'est aventuré sur un autre sujet brûlant, les îles Malouines. Fin août,

le président a déclaré qu'il n'excluait pas de « revoir » la position américaine de neutralité concernant l'archipel de l'Atlantique. Lors de son voyage en Irlande, décidément très en forme sur les sujets de frontières, Donald Trump a de nouveau jugé qu'il serait « capable de régler » un éventuel conflit autour de ce territoire, pour lequel le Royaume-Uni et l'Argentine se sont fait la guerre en 1982. Le conflit avait fait 649 morts argentins et 255 morts britanniques. Depuis, Buenos Aires continue à revendiquer fermement ces îles de l'Atlantique Sud situées à quelque 600 kilomètres des côtes de la Patagonie.

Andy Burnham à New York la semaine prochaine

Jusqu'ici, les États-Unis, comme la plupart des pays occidentaux, reconnaissent que le Royaume-Uni administre de facto ces îles, sans se prononcer sur la souveraineté stricto sensu. Selon le *Telegraph*, l'Administration Trump utiliserait les Malouines comme moyen de pression pour que Londres augmente davantage ses dépenses militaires. Mais on note aussi que le président argentin Javier Milei est un proche allié de Donald Trump.

La fameuse « relation spéciale » tangué une fois de plus. Récemment, Trump a aussi fait savoir à Burnham qu'il pourrait payer le prix d'un trop fort rapprochement avec l'Union européenne. Le représentant des États-Unis pour le Commerce extérieur, Jamieson Greer, a déploré que le Royaume-Uni ait choisi « Bruxelles plutôt que l'Amérique », regrettant qu'il n'utilise pas la liberté offerte par le Brexit pour approfondir les relations avec les États-Unis. Et, bien évidemment, pour accepter des biens et des produits agricoles conformes aux normes américaines...

Andy Burnham doit rencontrer le président américain pour la première fois la semaine prochaine à New York, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. On se souvient que l'événement new-yorkais avait aussi été l'occasion d'un premier dîner de son prédécesseur avec Trump. Keir Starmer s'était dit enchanté d'une excellente prise de contact, dans une ambiance chaleureuse. Ce qui ne l'avait pas empêché de se faire copieusement maltraiter par la suite. ■

RMC STORY

LA SEULE CHAÎNE QUI DIFFUSE 4 ÉMISSIONS QUOTIDIENNES EN DIRECT

6\7

Le morning RMC

Elise Denjean
Matthieu Belliard
6H-7H

AM

APOLLINE MATIN

Apolline de Malherbe
7H-8H30

LES GRANDES

GUEULES

Olivier Truchot
Alain Marschall
9H-12H

Estelle

Midi

Estelle Denis
12H-15H

RMC STORY CANAL 23

Javier Milei cherche à tirer profit des Malouines

Fabien Palem
Buenos Aires

Pourquoi ressusciter un conflit qui a culminé, en 1982, dans une guerre entre l'Argentine et le Royaume-Uni et s'est soldé par une défaite dont le pays ne s'est toujours pas remis ? Début septembre, dans un discours à la Nation argentine, Javier Milei a remis sur la table la question des Malouines. « Elles sont argentines, par l'histoire et par le droit, c'est indiscutable », a affirmé le président argentin, dans un contre-pied radical à la politique qu'il prônait jusqu'alors.

Ce revirement s'explique d'abord par le changement de pied opéré par Donald Trump. Allié du président argentin, il a laissé entendre qu'il pourrait réviser la position de neutralité historique de Washington sur ce différend. Javier Milei s'en est aussitôt saisi : « Les États-Unis évaluent ce changement de position parce qu'ils voient dans l'Argentine un partenaire fiable, aligné sur les valeurs occidentales, dans une position d'importance stratégique, qui peut être un allié précieux dans les décennies à venir », a-t-il déclaré lors de son message à la nation.

Mais Javier Milei pourrait aussi être motivé par des conditions de politique intérieure.

Les Malouines sont, depuis la guerre, un pilier de l'identité argentine. Ainsi, avant de refaire irruption sur le terrain politique, la bataille des Malouines s'est jouée sur la pelouse d'Atlanta, lors de la demi-finale de la Coupe du monde de football. À l'issue de leur victoire face aux Anglais, plusieurs joueurs de l'Albiceleste ont brandi une banderole revendiquant les Malouines comme des îles argentines.

Pour le politologue Pablo Touzon, cet épisode a fonctionné comme « un coup de soft power ». « Ce geste a eu pour conséquence de refaire parler des Malouines dans le monde et de remobiliser en Argentine autour de ce sujet », estime-t-il. Porté par cet épisode sportif, mais plus encore par les encouragements de Donald Trump et un instinct

de survie politique, Javier Milei, en baisse dans les sondages, souhaite faire de la souveraineté sur l'archipel une cause nationale.

Suffisant pour convaincre l'opinion de ce retournement de veste de l'économiste libertarien, adepte de Thatcher et initialement opposé aux revendications souverainistes argentines ? Rien ne permet d'affirmer que la manœuvre paiera. Selon un sondage effectué juste après le discours du 3 septembre, 61 % des Argentins jugent le virage de Milei sur les Malouines dicté par un calcul électoral, contre 24,7 % qui y voient une vraie conviction. Pour 36,5 % des sondés, son image en est même sortie dégradée. Pablo Touzon reste lui aussi prudent. « C'est un sujet important et fédérateur, mais qui ne suffit pas à supplanter les défis économiques et sociaux, rappelle-t-il. Personne ne définit son vote uniquement sur les Malouines. »

« Défense de la souveraineté nationale »

À l'approche des îles Malouines, tout le monde navigue en eaux troubles. Argentins, Britanniques et Kelpers, les habitants de l'archipel, égaré dans les eaux froides de l'Atlantique Sud, se retrouvent suspendus aux déclarations officielles. Du côté du gouvernement argentin, on entend désormais construire une base navale près d'Ushuaia, en Terre de Feu, à 700 kilomètres de ces îles administrées par le Royaume-Uni depuis 1833. Un projet qui avait été lancé en 2022, sous la présidence péroniste d'Alberto Fernández, avant d'être victime de la tronçonneuse de Javier Milei.

Du discours de fermeté énoncé par le président argentin, on retiendra également l'annonce d'un projet de loi de « défense de la souveraineté nationale », destiné à durcir les sanctions contre les entreprises pétrolières britanniques et israéliennes opérant sans autorisation argentine aux abords de l'archipel, en particulier celles liées au projet offshore Sea Lion. Le texte étend ces sanctions aux fournisseurs, leur interdit de passer des contrats en Argentine et permet un jugement par contumace. ■

Au Sénat, Emmanuel Grégoire assure avoir pris en main le sujet du périscolaire

Emma Ferrand

Le maire de Paris a reconnu un manque de transparence de la ville. Mais il certifie que, depuis son arrivée, toutes les recommandations de l'inspection générale ont été mises en œuvre.

« Je tiens à vous dire mes plus profonds regrets, personnels d'abord, ceux de la ville de Paris aussi, pour ce qui s'est passé dans le périscolaire à Paris. » Auditionné par les sénateurs ce mercredi matin, le maire de Paris n'a pas mâché ses mots. Entendu durant plus de deux heures dans le cadre de la commission d'enquête dédiée aux violences dans le périscolaire, Emmanuel Grégoire a adressé ses premiers mots aux élèves et leurs parents. « Je tiens à exprimer tout mon soutien pour les enfants qui ont été victimes, pour leurs familles, et dire ma détermination totale à aider la justice à la manifestation de la vérité », a-t-il déclaré.

Une introduction davantage teintée d'empathie par rapport à celle de sa prédécesseure, Anne Hidalgo, auditionnée la veille au Palais du Luxembourg. Si elle avait déclaré comprendre « le désarroi et le sentiment d'abandon des familles » et évoqué un « échec collectif » des institutions qui « ont failli dans la protection des enfants », elle n'avait pas fait part de « regrets », à l'inverse de Patrick Bloche, qui lui avait succédé dans la salle A263 du Sénat le même jour.

Dans le sillon d'Anne Hidalgo - dont il fut adjoint chargé des ressources humaines de 2014 à 2017, et premier adjoint de 2018 à 2024 -, Emmanuel Grégoire a rappelé que la mairie avait demandé, dès 2014, un rapport à l'inspection générale de la ville pour faire la lumière sur d'éventuels abus de la part d'agents municipaux. « Nous avons été proactifs sur le sujet, parce que nous sommes pleinement conscients de l'enjeu », a souligné l'élue, entouré de plusieurs dossiers qu'il n'a cessé de consulter durant son audition. Ce qui ne convainc pas le collectif lanceur d'alerte SOS Périscolaire. « Emmanuel Grégoire paie sa fidélité à Anne Hidalgo sur la période qui précède son élection et n'a pas été plus convaincant que l'ancienne maire sur la non-mise en œuvre des revendications du rapport de 2015 », réagissent les deux fondatrices dans un communiqué.

« Aurait-on pu faire mieux ? Évidemment. Il y a eu clairement des dysfonc-



« Je tiens à exprimer tout mon soutien pour les enfants qui ont été victimes, pour leurs familles, et dire ma détermination totale à aider la justice à la manifestation de la vérité », a déclaré le nouveau maire de Paris lors d'une audition devant les sénateurs au Palais du Luxembourg, à Paris, mercredi.

tionnements et des failles », a poursuivi le maire de Paris. À commencer par le manque de remontées auprès du procureur de la République. Mardi matin, Anne Hidalgo confiait en effet que les signalements au titre de l'article 40 n'avaient pas été systématiques entre 2021 et 2025. « Il n'y avait de signalement que lorsqu'il n'y avait pas d'enquête judiciaire en cours », pour éviter un effet de redondance, avait-elle précisé.

Depuis son arrivée à la tête de la mairie de Paris, en mars dernier, Emmanuel Grégoire garantit avoir multiplié les chantiers. Création d'une École du périscolaire, mise en

« Auprès des parents et des collectifs que je reçois me revient souvent la critique d'une forme de froideur et d'indifférence institutionnelle »

Emmanuel Grégoire Maire de Paris

place d'exercices pratiques avant tout recrutement de vacataire, obligation du port du badge et affichage des trombinoscopes des animateurs dans les écoles... Reprenant les termes d'Anne Hidalgo de la veille, selon lesquels la mission flash de 2025 avait estimé que seule la moitié des recommandations du rapport de 2015 avaient été appliquées, le maire de Paris a assuré que ces manquements n'étaient plus d'actualité. « Aujourd'hui, l'intégralité de ces mesures a été mise en œuvre », a-t-il affirmé.

Selon les derniers chiffres énoncés par Emmanuel Grégoire ce mercredi, au 31 août dernier, 195 agents ont été suspendus depuis le début de l'année 2026, dont 74 pour violences sexuelles. Par ailleurs, 101 signalements au titre de l'article 40 ont été enregistrés pour violences sexuelles sur mineurs. « Cette explosion du nombre de signalements traduit, je l'espère, je le crois, une libération de la parole, une culture du signalement, une meilleure efficacité des procédures et des remontées des cas », a-t-il souligné.

Le maire est ensuite revenu sur la communication entre la ville et les familles, que de nombreux parents ont qualifiée d'inexistante ces derniers mois. « Il faut avoir l'humilité de le reconnaître : la ville a pu manquer de transparence. Les réunions publiques n'étaient pas systématiques. Auprès des parents et des collectifs que je reçois me revient souvent la critique d'une forme de froideur et d'indifférence institutionnelle », a-t-il admis. La faute, comme Anne Hidalgo l'indiquait la veille, au secret de l'instruction, dans le cas de certaines affaires. Pour le maire, ces « impasses » appellent « à des modifications législatives urgentes », a-t-il martelé.

C'est d'ailleurs ce sujet qui a conduit à plusieurs reprises Emmanuel Grégoire à hausser le ton face à la rapporteur de la commission d'enquête, la sénatrice LR Agnès Evren. Alors que cette dernière l'interrogeait sur le recrutement des agents, le maire de Paris a répondu du tac au tac : « La ville a-t-elle manqué à ses obligations de contrôle sur les recrutements ? La réponse est non », invitant plusieurs minutes plus tard la

sénatrice à « changer le cadre » législatif, si celui-ci ne lui plaît pas. « Les conditions d'emploi des structures d'accueil collectif de mineurs sont fixées par le législateur ! », a-t-il asséné. Pour l'élue, aucun animateur n'a cherché à dissimuler les violences sexuelles de ses collègues. « Non, on n'a pas caché des pédophiles à la ville de Paris. Que nous puissions être soupçonnés de cela m'est insupportable », a insisté le maire.

Comme celles d'Anne Hidalgo et de Patrick Bloche, l'audition d'Emmanuel Grégoire n'a pas convaincu les familles parisiennes. « On entend beaucoup parler d'échec collectif, de système, d'administration : à force que la responsabilité soit celle de tout le monde, elle finit par n'être celle de personne. Les parents veulent savoir qui répond de ce qui n'a pas été fait », lance Barka Zerouali, porte-parole du collectif #MeTooÉcole, fondé par des parents d'élèves parisiens. Ce mercredi après-midi, Agnès Evren confiait de son côté au Figaro TV regretter « cette dilution des responsabilités ». « On assiste à une forme de déni », a-t-elle commenté. ■

Violences sexuelles : Gérald Darmanin avocat de la future loi intégrale

Paule Gonzalès

Deux ministres, huit groupes parlementaires, autant de rapporteurs thématiques, et plusieurs heures d'audition devant la commission spéciale qui examine l'imposante loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles depuis dix jours à l'Assemblée nationale. Mercredi, Gérald Darmanin a été malmené lors de cet exercice durant lequel ont ressurgi, par la voix de Clémentine Autain, ses démêlés avec la justice pour des accusations d'agressions sexuelles passées, la députée Insoumise lui déniait sa légitimité sur un tel projet. De quoi susciter une réponse empreinte de colère froide où le ministre a rappelé « les sept ans d'instruction », « les vingt magistrats qui se sont penchés sur ces affaires », puis « les deux non-lieux et les deux arrêts de la Cour de cassation, tous en (sa) faveur ». Et le fait de n'avoir jamais été mis en examen, ni en garde à vue et pas plus sous contrôle judiciaire. « Ma légitimité, je la tiens de mes élections successives et de ces décisions de justice », a-t-il conclu avant d'entrer dans le vif du sujet.

Sur le fond, le ministre a tenté un exercice de vérité sur l'état de la justice pénale tout en affirmant « n'avoir aucune opposition sur le texte » et être « plus précisément favorable à l'intégralité des dispositifs judiciaires et bien sûr la création des juridictions spécialisées, à l'exception de la cour d'assises spécialement composée ». Ainsi a-t-il rappelé quelques chiffres qui disent tout de la justice pénale, et « notamment les 40 000 informations judiciaires en stock face aux 4 000 décisions criminelles rendues chaque année. La première conséquence de la nouvelle loi sera l'augmentation des premières, ce qui veut dire plus de jugements à rendre ».

De même a-t-il souligné « qu'en dix ans, les informations judiciaires concernant les violences sexuelles ont été multipliées par quatre tandis que les condamnés pour ces infractions sont passés de 7 à plus de 20 % des détenus en France ». « Aussi, ne faut-il pas promettre aux victimes ce que nous ne pouvons tenir », a-t-il insisté en évoquant « une difficulté d'audience faute de moyens supplémentaires ». Il a aussi insisté sur le fait que la justice a été, tout au long de ces deux quinquennats, « budgétairement épargnée, puisqu'elle n'a connu aucune annulation, aucun gel ou surgel de crédits ».

Gérald Darmanin est aussi revenu sur le déploiement de ces futures juridictions spécialisées qui ne pourront se faire d'un coup d'un seul. « Si vous demandez si ces juridictions spécialisées seront déployées dans les 164 tribunaux judiciaires, la réponse est non », a-t-il tranché, proposant de les établir dans les plus importants d'entre eux « dès 2027 », puis de les étendre ensuite aux tribunaux moyens au cours des quatre prochaines années. Selon les calculs du garde des Sceaux, et « tel que la loi est actuellement écrite, ces juridictions spécialisées exigeront 1367 magistrats et 858 greffiers supplémentaires ». Des effectifs qui ne se trouvent pas sous le sabot d'un cheval et qu'il faut former. « Une formation », a-t-il rappelé, « qui

doit aussi s'étendre aux avocats et aux experts et pas seulement aux magistrats et aux enquêteurs ». Pour le reste, il ne s'est opposé ni à l'allongement de la garde à vue, ni au socle d'actes d'enquêtes obligatoires, pas plus qu'à l'interdiction de confrontation. Il a cependant incité les parlementaires à « reprendre finement la rédaction de ces dispositions afin d'éviter les risques de

« Tel que la loi est actuellement écrite, ces (futurs) juridictions spécialisées exigeront 1367 magistrats et 858 greffiers supplémentaires »

Gérald Darmanin
Ministre de la Justice

censure constitutionnelle », en proposant « d'injecter en faveur du juge une exception au titre de la manifestation de la vérité ». En revanche, le ministre a proposé, pour épargner aux victimes

de revivre à l'infini leur traumatisme, que leur première audition puisse être enregistrée pour être utilisée tout au long de l'instruction de leur dossier qui peut durer plusieurs années.

Le ministre a mis le pied sur le frein quand a été abordée la question d'un avocat présent de bout en bout de la procédure. C'est-à-dire dès le dépôt de plainte d'un mineur pour agression sexuelle. « Si vous systématisez cette présence dans les commissariats et les gendarmeries, serait-ce une bonne justice de renvoyer le plaignant car il n'y aura pas d'avocat disponible ? », a-t-il interrogé, rappelant que déjà, la loi du 13 juillet 2026 va imposer dès le 6 janvier prochain la présence d'un avocat dans le cadre des mesures éducatives pour la protection des mineurs. À l'inverse, il s'est dit favorable à la création d'un certificat d'honorabilité pour toutes les professions en lien avec les mineurs, tout en distinguant les personnes définitivement condamnées de celles dont les affaires sont en cours et pour lesquelles la consultation des fichiers sera plus compliquée. ■

Édouard Geffray : « On va remettre de l'exigence à l'école, ce n'est pas un gros mot »

Propos recueillis par **Caroline Beyer**

Le ministre de l'Éducation nationale dévoile au « Figaro » son « barème indicatif » sur la maîtrise de la langue et de l'expression écrite dans toutes les disciplines pour le bac et le brevet 2027.

Quatre colonnes, allant de « très insuffisant » à « très satisfaisant ». Du français aux mathématiques en passant par l'histoire-géo et la SVT, la maîtrise de la langue sera cette année officiellement prise en compte dans la notation. Le document, qui paraît ce 17 septembre au bulletin officiel de l'Éducation nationale, détaille, à l'attention des correcteurs, des professeurs et des élèves, un barème de points incluant l'orthographe, la syntaxe, le lexique et l'organisation de la réflexion. Après les résultats catastrophiques du classement Pisa, le ministre de l'Éducation place l'année en cours sous le signe de l'exigence. Au programme également, l'intransigeance à l'égard des parents qui menaceraient des professeurs.

LE FIGARO. - Quelles seront les règles concernant la maîtrise de la langue pour le bac et le brevet 2027 ?

ÉDOUARD GEFFRAY. - L'an dernier, j'ai demandé que le niveau de langue soit pleinement pris en compte dans les épreuves du baccalauréat et du brevet, et ce, dans toutes les disciplines. Cela a, de fait, été pris en compte dans des proportions inégales, faute, sans doute, de précisions suffisantes... Des professeurs, comme des élèves, ont fait valoir qu'ils auraient dû connaître les règles du jeu dès le début de l'année.

« Si un élève a une mauvaise expression, il perdra d'office deux points, quelle que soit la matière, y compris en mathématiques »

Édouard Geffray
Ministre de l'Éducation nationale

J'ai entendu. L'Inspection générale a donc travaillé sur des barèmes concernant la maîtrise de la langue, pour chaque discipline et pour chaque épreuve. Une grille allant de « très insuffisant » à « très satisfaisant » a été définie, commune à toutes les disciplines. Grosso modo, si un élève a une mauvaise expression, il perdra d'office deux points, quelle que soit la matière, y compris en mathématiques par exemple. Ensuite pour les disciplines « rédigées », comme le français ou l'histoire-géo, il est dit explicitement qu'une copie défaille sur l'orthographe, la construction des phrases et l'organisation du propos ne pourra pas avoir la moyenne. Cette grille permettra, de manière prévisible, préparée et universelle, de dire : « Si vous ne savez pas vous exprimer correctement, ça vous coûtera X points. » Au bout d'un moment, la forme remonte à la surface : une expression très mauvaise et un vocabulaire inadéquat traduisent une pensée de fond atrophée.



Le ministre de l'Éducation nationale, Édouard Geffray, dans son bureau à Paris, le 14 janvier.

C'est le retour de l'exigence ?

C'est une exigence désormais inscrite dans le marbre. J'ai par ailleurs souhaité que l'on publie, dans les prochains jours, des sujets de référence pour le brevet. Tout le monde a pu constater l'an dernier que les sujets de brevet étaient de plus en plus simples. En histoire, par exemple, si vous aviez comme sujet la « Lettre de Guy Môquet », la première question était : « Quelle est la nature de ce document ? » Il faut refixer le standard, et passer du prélèvement d'information à l'analyse et à la déduction. Exemple : « À partir du document ci-joint, que pouvez-vous dire du régime de Vichy ? » L'objectif est que tous les professeurs commencent leur année en pouvant dire à leurs élèves : « Non, ce n'est pas moi qui suis trop exigeant. Ça, c'est le standard de l'épreuve. » On va remettre de la bonne exigence. Ce n'est pas un gros mot.

Mais peut-on parler d'exigence quand on sait que le concours d'enseignant n'attire pas forcément les meilleurs profils ?

Concernant l'attractivité, les indicateurs progressent légèrement. Les démissions ont baissé de 25 % en deux ans. Pour les concours de recrutement qui ont eu lieu en fin de licence, la moyenne obtenue par le dernier admis est très sensiblement supérieure par rapport aux années précédentes. L'autre sujet, c'est le

contenu de la formation. On paye des étudiants pour faire leur master. Il faut aussi que, derrière, le contenu disciplinaire et didactique soit à la hauteur. Après, que fait-on quand il y a des postes vacants ? Manifestement, dans certaines académies, le niveau demandé concernant le recrutement de contractuels est insuffisant. Nous allons reprendre cela avec tous les rectorats.

Le dernier classement Pisa montre une dégradation générale de la maîtrise de la langue dans tous les pays.

Quelles leçons tirez-vous concernant le cas de la France ?

Il y a une question dont personne n'a parlé, c'est le climat scolaire. La France est 79^e sur 82 pays. Un « petit » sujet quand même. Quand vous êtes en cours et qu'il y a un brouhaha permanent, vous ne pouvez pas apprendre. Il faut donc travailler sur l'autorité par le savoir. Ensuite, il ne faut pas avoir peur de dire que la culture de l'exigence s'est étiolée, parce que des gens ont fait à l'excellence le procès de l'élitisme. Or c'est l'inverse. Pour améliorer les résultats, je ne crois pas au renversement de la table, mais à une vision de long terme et constante, comme l'ont fait le Portugal, le Maroc ou le Royaume-Uni. Il faut arrêter de se disperser. Il faut des objectifs annuels très précis, tout en laissant un peu la paix aux établissements sur la

manière de les atteindre. Sur le prochain quinquennat, les marges laissées par la baisse démographique pourraient permettre d'alimenter le renforcement de l'autonomie, au collège notamment. Nos lycées généraux fonctionnent très bien. Pourquoi ? Parce qu'ils ont 12 heures de marge d'autonomie par classe et par établissement, pour pouvoir dédoubler des cours de physique-chimie, faire des langues... Au collège, il n'y a que trois heures. En quatre ans, nous pouvons augmenter de 50 %.

Près de Toulouse ou encore dans l'Yonne, cette rentrée a été marquée par de violentes menaces de parents d'élèves sur des enseignants. Un récent décret permet de changer d'établissement les enfants dont les parents font peser une menace grave. Il est très critiqué par les syndicats...

On ne peut pas accepter qu'un parent - ou un élève - menace un professeur. C'est catégorique. J'ai pris ce décret car je considère qu'aucun professeur ne peut accueillir une famille quelques jours après avoir été menacé de mort ou frappé. Un professeur, ce n'est pas un paillason. Des organisations se sont exprimées contre, en faisant valoir que c'était faire peser sur les enfants les actes de leurs parents. Mais ce n'est pas une mesure de sanction. C'est une mesure de protection, qui permet aussi d'éveiller

les consciences. L'enfant, lui, a toujours l'instruction obligatoire, il va toujours à l'école, mais il va ailleurs. À la suite de ces incidents, je constate d'ailleurs que beaucoup de professeurs m'ont dit : « Merci de l'avoir fait. »

Où en est le questionnaire concernant les violences sexuelles, qui sera soumis en novembre aux élèves, dès la maternelle ?

Il est en cours de discussion et sera bouclé d'ici à début octobre. J'ai réuni pour cela un comité d'experts, composé d'un membre de la Ciivise, d'un psychiatre, d'une magistrate et d'une professeur de médecine spécialisée dans la protection de l'enfance, et j'ai associé les organisations syndicales, les associations de parents d'élèves et de protection de l'enfance. L'idée est de permettre à tout élève de faire part de situations dont il aurait été victime, sans que cela repose seulement sur un ressenti, mais sur des actes qu'il aurait vécus. À l'issue de ce questionnaire, l'enfant pourra laisser son nom et son prénom et rencontrer des adultes de référence (infirmières, psychologues, assistants sociaux...), qui recueilleront sa première parole. La passation du questionnaire sera adossée à une séance d'éducation à la vie affective et relationnelle. Il ne s'agit pas que tous les élèves soient réunis un matin à 8 heures pour cocher des cases. L'idée, c'est qu'entre la Toussaint et les vacances de Noël, tous les élèves aient été mis en mesure de remplir le questionnaire.

Le téléphone portable est officiellement interdit au lycée depuis la rentrée. Avez-vous des remontées sur l'effectivité de cette mesure ?

Non, nous n'avons pas encore de remontée. Mais j'observe, évidemment. Je vois les vidéos TikTok dans lesquelles les jeunes expliquent : « Regardez, j'ai réussi à casser la pochette ! » J'avoue avoir du mal à comprendre pourquoi tout le monde est si attaché à ce qu'il y ait des pochettes et des casiers. S'il y en a, tant mieux, mais j'ai toujours dit que je n'obligerai personne à en mettre. Je crois en la capacité de l'adulte à faire respecter un interdit par l'enfant ou le jeune dont il a la responsabilité. Qu'il faille un peu de temps pour adapter le règlement intérieur, c'est normal. Mais, très clairement, il faut qu'au cours des prochaines semaines, les élèves n'utilisent plus leur portable. On m'explique aussi régulièrement que les élèves ont besoin de consulter les logiciels de vie scolaire. Mais on n'a pas besoin de les consulter en permanence ! C'est assez rare que les salles de classe soient bouleversées toute la journée ! On ne cesse de me dire : « Mais si jamais je reçois un message, si jamais ma salle change... » En fait, le téléphone portable, c'est l'objet du « si jamais ». C'est l'addiction à l'hypothèse. Mais dans l'institution scolaire, le « si jamais », ça n'existe pas. ■

En cette rentrée 2026, il manque toujours des professeurs devant les élèves

Alors que la France a dégringolé dans le dernier classement international Pisa et se situe désormais dans la moyenne basse de l'OCDE, les professeurs manquent à l'appel en cette rentrée, selon les décomptes de plusieurs syndicats enseignants. À la veille de la rentrée, le ministre de l'Éducation, Édouard Geffray, avait pourtant annoncé avoir « fait le plein cette année », notamment grâce au nouveau concours d'enseignant déplacé l'an dernier du niveau master (bac+5) à la licence (bac+3). Les chiffres de l'Éducation nationale montrent en effet que 98,5 % des postes ont été pourvus pour l'école primaire (contre 92,1 % l'année précédente) et 96,1 % dans les collèges et lycées (contre 90,6 %).

Mais entre les postes pourvus et les professeurs présents devant élèves, il y a une marge. « Contrairement aux

discours optimistes du ministre, il n'y a pas un professeur devant chaque classe à la rentrée », a dénoncé le 7 septembre dernier le Snes-FSU, à travers une enquête menée auprès de ses représentants sur un échantillon de quelque 1000 établissements, du 31 août au 4 septembre. Selon le syndicat majoritaire, il manquait au moins un professeur dans 53 % des collèges et des lycées publics à la rentrée - contre 55 % l'année précédente - avec des difficultés plus marquées dans des académies comme Versailles, Toulouse, Nantes, Créteil et Aix-Marseille. « S'étonner ensuite du recul de la France dans les classements internationaux sur l'éducation ou des piètres performances dans les évaluations relève d'une forme d'hypocrisie insupportable », assène-t-il. De son côté, le ministre de l'Éducation estime qu'il n'y a en cette rentrée « que quelques dizaines de postes vacants

dans le second degré » et que les difficultés sont essentiellement liées à des « petits bouts d'heures », liés à des temps partiels et des affectations sur plusieurs établissements. Un phénomène classique, en recul de 2,3 % par rapport à l'année précédente, qui se règle généralement en « deux, trois semaines après la rentrée ».

Derrière son chiffre de 53 % de collèges et lycées où au moins un enseignant fait défaut, le Snes pointe les

« S'étonner ensuite du recul de la France dans les classements internationaux relève d'une forme d'hypocrisie insupportable »

Le Snes-FSU
Syndicat majoritaire du second degré

postes pourvus, mais aussi les remplacements de moyenne et longue durée, « dont certains sont prévisibles », comme les congés maladies, maternité ou parentaux. « Des élèves ont commencé l'année sans professeur et cela devrait se poursuivre quand les besoins en remplacement vont augmenter », prédit le syndicat. De fait, la Depp, service statistique de l'Éducation nationale estime que sur les 9,8 % d'heures de cours perdues en 2024-2025 dans les établissements du second degré, 7,5 % s'expliquent par le non-remplacement d'enseignants absents - le reste relevant des fermetures d'établissements pour les examens. Le Snes souligne par ailleurs que dans deux établissements sur trois, l'équipe pédagogique et éducative est incomplète, en manque de profs, de conseillers d'éducation, de surveillants, d'AESH ou de psychologues de l'Éducation nationale.

Même son de cloche du côté du SNPDEN-Unsa, premier syndicat des personnels de direction. Selon son enquête de rentrée, dévoilée le 10 septembre, il manque au moins un professeur dans près de 65 % des établissements publics du second degré. La situation s'aggrave dans 40 % d'entre eux, où le déficit est d'un enseignant ou plus. « Comment faire avec rien ? », s'est interrogé son secrétaire général Bruno Bobkiewicz, qui a pointé lui aussi « la gestion des remplacements de longue durée », ainsi que des dotations « bien inférieures » à l'année passée. « Alors que l'État avait promis le report des budgets non dépensés du passe Culture, il a finalement annulé ce dispositif, supprimant plus de 10 millions d'euros », a-t-il fait valoir. Un manque de financement qui, explique-t-il, a impacté des dispositifs comme l'aide aux devoirs ou le remplacement des enseignants. ■

C.B.

Une grotte chinoise lève le voile sur une mystérieuse espèce humaine, les Dénisoviens

Vincent Bordenave

Pour la première fois, un site archéologique documente le quotidien de ces populations contemporaines de Neandertal qui ont occupé l'Asie avant d'être supplantées par « Homo sapiens ».



Les fouilles de la grotte de Bianfu, dans la province du Yunnan, au sud de la Chine, ont commencé en 2019, après sa découverte par hasard dans une carrière. QIJUN RUAN

Inconnus il y a une quinzaine d'années encore, les Dénisoviens ne cessent de sortir de l'ombre. Ils ont été identifiés pour la première fois en 2010, quand l'équipe du futur Prix Nobel de médecine Svante Pääbo parvient à décrypter une séquence génétique inconnue à partir d'un fragment de phalange mis au jour dans la grotte de Denisova, dans l'Altai, en Sibérie. Le débat scientifique qui accompagne chaque nouvelle trouvaille reste vif et les experts se déchirent sur la dénomination officielle à leur donner, mais un portrait-robot se dégage désormais nettement. Cette population humaine disparue occupait l'est de l'Eurasie, quand les Néandertaliens étaient installés en Europe, avant que nos ancêtres, *Homo sapiens*, originaires d'Afrique, ne les supplantent.

Deux nouvelles études publiées dans la revue *Nature* et signées par des scientifiques chinois et européens apportent un éclairage inédit. En se basant sur des données archéologiques mais aussi protéomiques, et sur près de 120 000 ans d'occupation continue de la grotte de Bianfu, dans le Yunnan, elles viennent combler une lacune géographique importante dans leur distribution. Jusqu'ici, les sites confirmés désignaient un arc allant de la Sibérie au plateau tibétain, puis au détroit de Taïwan. Les Dénisoviens s'imposent désormais comme le groupe ayant dominé l'essentiel de l'Asie pendant plusieurs dizaines de milliers d'années à la même période durant laquelle les Néandertaliens occupaient l'Europe.

La grotte de Bianfu a été découverte par hasard en 2019, après l'effondrement partiel de son toit et de son entrée à la suite des dispositifs explosifs mis en place pour l'exploitation d'une carrière voisine, dans le comté de Heqing. Le site présente une séquence culturelle exceptionnelle, couvrant environ 190 000 à 70 000 ans, et a déjà livré, lors de la fouille de sauvetage menée en 2019, quelque 1300 outils lithiques et plus de 64 000 restes osseux d'animaux. Parmi ces vestiges, sept fossiles ont été identifiés comme humains : des fragments crâniens, un radius et quatre dents, appartenant à au moins quatre individus.

C'est l'analyse des protéines contenues dans le collagène osseux et dentaire qui a permis d'identifier les individus. Chaque protéine a une fonction biologique précise dans l'organisme et elle est directement codée par l'ADN, ce qui fait que sa « signature » varie d'une espèce à l'autre, et parfois d'une population à l'autre. Mais ces protéines se conservent bien plus longtemps que le matériel génétique. En comparant les séquences protéiques de Bianfu avec les données de la littérature, les scientifiques ont donc

pu rapprocher les individus qui peuplaient la grotte de quatre autres sites connus. Celui de Denisova, en Russie, mais aussi Xiahe, sur le plateau tibétain, le crâne de Harbin des plaines du nord-est de la Chine et la mandibule de Penghu repêchée dans la mer de Taïwan. « L'analyse est ici suffisante pour déterminer l'espèce de ces individus, mais pas assez fine pour tracer les frontières entre d'éventuelles sous-populations », commente Clément Zanolli, paléanthropologue à l'université de Bordeaux et coauteur d'une des deux études. Mais on commence à voir se dessiner une tendance, avec une séparation nord-sud. Séparation observée par les données génétiques dans les populations modernes. »

« On note une grande stabilité dans la production des outils, avec de la pierre mais aussi des os. Nous sommes face à des technologies assez proches de ce que produisaient les Néandertaliens en Europe, sans pour autant avoir exactement les mêmes caractéristiques »

Clément Zanolli

Dans la grotte de Bianfu, l'occupation s'étend sur une période relativement longue de près de 120 000 ans, avec un trou dans le registre sédimentaire d'environ 30 000 à 50 000 ans, dont l'origine reste incertaine et peut être liée soit à l'abandon du site, à l'érosion ou à une simple interruption de la sédimentation. Les fossiles de Dénisoviens retrouvés datent de 167 000 à 134 000 ans, soit une fraction de cette occupation. « Sur toute la période, on note une grande stabilité dans la production des outils, avec de la pierre mais aussi des os », explique Clément Zanolli. Nous sommes face à des technologies assez proches de ce que produisaient les Néandertaliens en Europe, sans pour autant avoir exactement les mêmes caractéristiques. On note d'ailleurs qu'à la même période, *Homo sapiens* produisait aussi des outils comparables (en Afrique). » Plusieurs cycles climatiques traversent cette longue période, mais les analyses de pollen, ainsi que les restes animaux, indiquent que l'environnement dans lequel vivaient les Dénisoviens de Bianfu était forestier, dominé par les conifères, avec parfois une transition vers une steppe boisée. Une végétation qui reste globalement stable avant de basculer vers un paysage de steppe plus ouvert il y a 70 000 ans. Cette forêt abritait une faune de moyens et grands herbivores, cerfs, buffles d'eau et gaurs en tête, qui constituait l'essentiel du gibier chassé par les occupants du site.

Cette étude apporte donc un éclairage inédit sur ce groupe resté longtemps mystérieux. Elle documente pour la première fois le mode de vie de ceux que les auteurs appellent les Dénisoviens, mais dont le nom scientifique reste sujet de vifs débats. Plusieurs publications scientifiques ont tenté de nommer ce groupe, ce que le paléogénéticien Svante Pääbo s'était refusé à faire en 2010, quand il a publié le génome découvert dans la grotte de Denisova, faute de fossile suffisamment complet. Aucun des noms apparus dans ces études n'est retenu ici. Le terme « dénisoviens » fait

consensus dans l'usage courant et est celui retenu par la littérature depuis quinze ans, sans trancher le débat scientifique en cours. « Pour le moment, le nom d'espèce qui devrait s'imposer est celui proposé en 2021 pour le crâne de Harbin, *Homo longi*, note Clément Zanolli. Non seulement le terme « Dénisoviens » n'est pas un nom d'espèce valide sur le plan taxonomique, mais il a aussi

tendance à qualifier, par le nom d'une grotte sibérienne périphérique, un groupe qui a en réalité peuplé l'essentiel de l'Asie continentale. » Seize ans après la découverte de la grotte de Denisova, l'histoire des Dénisoviens reste donc à écrire et il y a fort à parier que les prochaines lignes de ce récit s'écritront surtout en Chine, où se concentrent désormais les découvertes les plus spectaculaires. ■

ffgolf®

Tous au Golf!

DU 4 AU 27 SEPTEMBRE 2026

TROUVEZ VOTRE INITIATION

PRÈS DE CHEZ VOUS.

Plus de 400 clubs vous attendent.

Rendez-vous sur ffgolf.org rubrique Débuter.

ffgolf®

PALATINE

Art d'Être Banquier

© ffgolf 2026 - MICREAPILLS - Paper Trident / Getty Images / Stock

« L'analyse est ici suffisante pour déterminer l'espèce de ces individus, mais pas assez fine pour tracer les frontières entre d'éventuelles sous-populations. Mais on commence à voir se dessiner une tendance, avec une séparation nord-sud »

Clément Zanolli Paléanthropologue à l'université de Bordeaux

Alexandre Roumat : « Il n'y a aucun endroit où je me sentirais aussi bien qu'à Toulouse »

Propos recueillis par **Pablo Guillen**

Quadruple champion de France de rugby en titre, le troisième ligne est un homme fort de l'ère Ugo Mola au Stade Toulousain.

Alexandre Roumat vit un rêve éveillé. Arrivé en provenance de Bordeaux à l'été 2022, le troisième ligne international (11 sélections) n'a connu que des succès sous les couleurs du Stade Toulousain (quatre fois champion de France et vainqueur de la Champions Cup en 2024). En ce début de saison, le Landais de 29 ans a accepté de se confier au *Figaro* sur son bien-être dans la Ville rose, sa relation avec son père et ancien international Olivier Roumat et sur l'objectif Coupe du monde 2027.

LE FIGARO. - Le Stade Toulousain vise cette saison un quintuplé encore jamais réalisé dans l'histoire. À quel point est-ce motivant ?
ALEXANDRE ROUMAT. - Tout le monde au club a cet objectif en tête. Mais mieux vaut ne pas y penser directement, car on sait très bien que les saisons sont longues. Il y a d'abord un focus sur les premiers matchs avec un calendrier particulièrement chargé. Bien sûr, c'est envisageable en fin d'année, mais on est conscient que le chemin pour y arriver sera périlleux et que, pour le moment, on en est encore loin.

Récemment, Romain Ntamack disait : « Il va nous falloir du temps pour réaliser ce qu'on a fait ces quatre dernières années. » Arrivez-vous à le faire ?
C'est dur à exprimer (*Rire*). Mais bien sûr, qu'on profite des moments de joie et de partage qu'on peut avoir lorsqu'on gagne. C'est ce pourquoi on s'entraîne chaque saison. On a tous envie de jouer des matchs de phase finale et d'enchaîner les titres. On a eu la chance d'en vivre énormément, mais on a toujours de l'appétit, toujours envie d'aller en chercher d'autres. Je crois que si on commence à regarder ce qu'on a déjà fait et à se taper sur le ventre, on va décliner. On veut essayer de garder cette légèreté, cette ambition, cette motivation en se disant qu'on profitera réellement plus tard. On est concentrés sur l'instant présent.

Vous entamez votre cinquième saison à Toulouse. D'un point de vue individuel, prenez-vous toujours



« Jouer pour l'équipe de France est un privilège mais ce n'est que la conséquence de ce que je fais en club », confie Alexandre Roumat (au centre). PHOTOPQR/L'INDEPENDANT/MAXPPP

autant de plaisir à jouer au rugby, comme le souhaite votre père, Olivier ?
Carrément, je suis épanoui. La manière dont on fonctionne, comment on s'entraîne, le groupe, qui est incroyable... On est une équipe basée sur le jeu, l'initiative, la prise d'espace. C'est vraiment une philosophie dans laquelle je me retrouve. Je prends du plaisir et je suis très content d'aller m'entraîner le matin, pour reprendre les propos de mon papa.

Quelle relation entretenez-vous avec lui ? Vous conseille-t-il encore sur vos choix de carrière ?
(*Rire*.) Oui, forcément. On garde toujours une sacrée proximité. Comme c'est une passion qu'on a tous les deux et qui rythme notre quotidien, on parle beaucoup de rugby. Mais, parfois, c'est aussi important de s'aérer l'esprit en évoquant d'autres sujets. Je m'intéresse à ce que lui fait dans son travail professionnel. Et ça me permet de conserver un certain équilibre.

Vous travaillez avec un manager, Ugo Mola, qui fait rarement dans la

langue de bois. Être secoué vous stimule ?
Bien sûr. Ugo (*Mola*) a une incroyable capacité à nous challenger et à nous dire clairement les choses. Au moins, on sait où se situer par rapport à nos performances. Je crois que, pour rester au plus haut niveau, pour continuer à conserver l'exigence qui fait la force de ce club, quelqu'un qui te dit réellement ce qu'il pense, et des choses qui sont parfois dures, ça ne peut que te faire progresser. Que ce soit lui ou l'ensemble de l'encadrement, les échanges sont constructifs et nous forcent à nous remettre continuellement en question.

Ces derniers mois, Hugo Mola a souvent utilisé l'injonction : « Tout le monde est contre Toulouse, seul le rugby compte. » Ressentez-vous davantage d'animosité envers votre club ?
Pour être honnête, je ne lis pas trop ce qui s'écrit dans la presse. J'essaie de m'en détacher au maximum. Mais pour l'avoir vécu avec Bordeaux, quand tu es dans l'équipe d'en face, tu n'as qu'une envie, c'est de battre Toulouse, de prendre sa place. Forcément, tu te pré-

pares de manière conséquente pour essayer de faire bouger les choses. Je comprends l'envie, la détermination des équipes qui sont face à nous en championnat, étant donné que ça fait quatre ans qu'on a la chance de le gagner. Nos adversaires sont de plus en plus armés, le niveau ne fait que s'intensifier. Au sujet d'une éventuelle polémique comme quoi « tout le monde est contre nous »... Non, je ne pense pas.

On parle souvent de votre qualité technique hors du commun ballon en main. Comment s'est-elle développée ?
Bonne question (*Rire*). J'ai toujours été passionné par les sports de balle. Mon père m'a souvent challengé sur des gestes techniques : lancer un morceau de papier dans une poubelle, faire des jongles main droite et main gauche, jouer avec un ballon dans la piscine. Je faisais aussi de la pelote basque quand j'étais jeune, la cesta punta. En tant que joueur de rugby, je pense qu'on s'adapte tous aux qualités naturelles que l'on possède. Même si j'ai su prendre du poids, j'ai toujours été un troisième ligne fin.

J'étais obligé de composer avec mes qualités physiques, de jouer davantage sur l'évitement et de prendre l'espace plutôt que d'utiliser mes capacités de force ou de perforation que je n'ai pas naturellement.

Avec un père international, faire du rugby votre métier était une évidence ?
Pas forcément, ça n'a jamais été une contrainte ni une obligation de faire du rugby. Même, au début, mon père ne voulait pas que j'en fasse. Il m'a plutôt poussé à faire un sport de balle, d'adresse. Aujourd'hui, j'en suis très content parce que ça m'a énormément aidé.

Pour revenir au Stade Toulousain, il y a un passage de flambeau qui s'opérera en fin de saison avec notamment les départs de Cros et de Ramos. Comment le vivez-vous ?
Avec les réseaux sociaux et ce qui peut se dire dans les journaux, plein d'infos peuvent fuiter. Mais nous, on reste concentrés sur le groupe. On sait très bien que les éventuels transferts se règlent parfois un an à l'avance. On va dire que ce sont les règles du jeu. Certains partiront en fin de saison, c'est vrai. Mais se concentrer sur quelque chose qui se passera dans longtemps, à part nous perturber ou nous donner une forme de parasite, ça ne sert à rien. On est focus sur l'entraînement et sur ce qu'on peut contrôler en match.

Vous êtes engagé jusqu'en 2028 avec Toulouse. Pensez-vous déjà à l'après ?
Je suis très bien au Stade Toulousain. J'ai la chance de jouer dans ce qui est pour moi le plus grand club d'Europe, si ce n'est du monde, avec un groupe incroyable, des joueurs qui sont mes amis et devenus des frères. Je ne suis pas très loin non plus de ma région d'origine, les Landes. Pour le moment, je n'y pense pas du tout et il n'y a vraiment aucun autre endroit où je me sentirais aussi bien qu'au Stade Toulousain.

La Coupe du monde en Australie arrive à grands pas. C'est un objectif ?
J'ai toujours eu le même discours. Jouer pour l'équipe de France est un privilège mais ce n'est que la conséquence de ce que je fais en club. Évidemment, tout joueur français qui a la chance de goûter au niveau international a envie de jouer une Coupe du monde. Pour ma part, je n'en ai jamais disputé. Ce serait un rêve. Mais je reste lucide et je pense que la pire erreur serait de trop se projeter et de ne pas penser à l'instant présent. Si j'ai la chance d'être performant avec mon club et d'être sélectionné avec les Bleus cette année, peut-être que je pourrai m'inviter dans une éventuelle liste. Pour le moment, je ne suis pas obsédé par 2027. Si je suis performant, le reste découlera naturellement... ■

Besiktas, PSG... La semaine de tous les dangers pour l'OM

Christophe Remise

Les Marseillais entament leur campagne en Ligue Europa, ce jeudi à Istanbul, avant le Classique, au Stade-Vélodrome, dimanche. Corsé.

Bricolage, difficultés, patience... Des mots qui reviennent en boucle depuis l'entame d'une saison si particulière à Marseille, et en l'occurrence avant une semaine qui devrait être excitante, palpitante, trépidante... mais qui est celle de toutes les peurs. Après trois défaites consécutives en Ligue 1, le club phocéen débutera sa campagne en Ligue Europa sur le terrain du Besiktas de Dusan Vlahovic (ex-Juventus Turin) et Alexander Nübel (ex-Bayern Munich), ce jeudi (21 heures, Canal+), à Istanbul, avant de recevoir le PSG dimanche (20h45), en Ligue 1.

Saison sans le sou, sans recrue. Et encore, ça aurait pu être pire, Frank McCourt, Stéphane Richard et les dirigeants marseillais ayant en effet arraché la place du club en Coupe d'Europe in extremis cet été. Le gendarme financier de l'UEFA était en effet à deux doigts d'exclure l'OM, qui a retardé au moins l'échéance avec un sursis d'un an et une amende de 10 millions d'euros.

Comme face à la DNCG en France, les décideurs olympiens ont dû montrer patte blanche, avec « la nécessité d'avoir un club qui soit géré, plus discipliné financièrement, plus stable économiquement, plus rationnel dans ses choix sportifs », comme l'avait soufflé une source proche du club à l'époque. Une discipline qui a conduit aux départs de plusieurs cadres (Greenwood, Rulli, Aubameyang...), sans renfort, sauf à considérer les retours de prêt de plusieurs anciens flops marseillais (Harit, Gomes, Maupay...) comme tels. Une cure d'austérité qui avait d'ailleurs déjà débuté l'hiver dernier, avec plusieurs départs, dont celui du latéral panaméen Amir Murillo à... Bekistas (5 millions d'euros).

« On a eu à faire beaucoup de bricolage pour l'instant et il faudra du temps. L'aura-t-on ? Je ne sais pas », soufflait l'entraîneur Bruno Genesio vendredi dernier, après la défaite de « son » OM à Rennes (1-0). Déjà le troisième revers de la saison pour les Marseillais, battus à

Monaco (2-0) et par le Paris FC (2-3). Et ce même si le contenu n'avait rien de désobligeant au Roazhon Park, notamment la première période, sans doute la plus aboutie depuis le début de saison. À la question de savoir si le club phocéen est parti pour jouer « la 8^e ou la 10^e place », le technicien de 60 ans a glissé ceci : « Il faut peut-être le dire pour que les gens le comprennent. Je crois que les supporters, qui sont des connaisseurs, s'en doutent. » Sur Ligue 1+, il avait expliqué que « n'est pas à (lui) » de dire ce genre de chose, renvoyant la balle du côté de la direction.

Une « saison de transition »

En interne, les choses sont toutefois claires : il est question d'une « saison de transition », sans prendre le risque de fixer d'objectif précis. « Pas d'autre choix, mais personne ne se dérobe, tout le monde est au travail », assure-t-on encore à la Commanderie, écartant d'ailleurs toute idée de malaise entre Bruno Genesio et les dirigeants. Il est

demandé à l'ex-coach de l'OL, Rennes et Lille de « tirer le maximum de l'effectif, et c'est le meilleur pour cela ».

Probablement que les supporters ont aussi intégré qu'il sera (très) compliqué de jouer sur les deux tableaux, Ligue 1 et Ligue Europa, même si, à Marseille, on assure qu'il n'est pas question de faire l'impasse sur la C3. Les mots, c'est une chose. On verra les actes. Une chose est sûre : les fans olympiens ont encore en travers de la gorge l'élimination honteuse en Ligue des champions la saison dernière, après une débâcle à Bruges (3-0). Le match le plus important de cette semaine pour les habitués du Vélodrome, c'est en tout cas le Classique contre le PSG. Encore que, la rivalité n'a presque plus de sens au vu de l'écart abyssal entre les deux clubs...

Peur sur la ville, avec la perspective de rallier la trêve internationale sur une potentielle série de cinq revers. Rappelons qu'après Besiktas, l'OM affrontera l'Olympiakos, le Sturm Graz, le Bayer

Leverkusen, le Levski Sofia, le Celta Vigo, le Celtic et Anderlecht dans cette C3 à laquelle participent aussi Lyon et Rennes, Monaco jouant la Ligue Conférence (1^{re} journée le 15 octobre).

Allez savoir, la magie de la Coupe d'Europe permettra peut-être aux hommes de Genesio de se sublimer. Et celle du Classique aussi, d'autant que les doubles champions d'Europe sont encore en rodage, à l'image de leur succès poussif à Brest (0-1) samedi dernier, leur premier de la saison en L1.

À noter que le Besiktas a remporté tous ses matchs à domicile depuis le début de saison (six, toutes compétitions confondues), et reste sur trois succès en championnat, dont un à Fenerbahçe (1-2). Bref, malgré le forfait de l'ancien d'Arsenal Leandro Trossard, le défi est de taille pour des Marseillais, il est vrai combattifs, mais dont il est encore difficile de savoir ce qu'il faut vraiment attendre d'eux. Éléments de réponse cette semaine. ■

LE CARNET DU JOUR

vous accueille du lundi au vendredi de **9h à 13h**
et de **14h à 18h (excepté les jours fériés)**
et tous les dimanches de **9h à 13h**.

Vos annonces doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour
toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

carnetdujour@media.figaro.fr

communications

L'avenir de votre enfant
dans les grandes écoles
suisses

Une rencontre individuelle
est organisée
avec Yacine Gendouzi,
directeur de LémanMaturité,
pour découvrir la maturité
Suisse (baccalauréat)
et les parcours vers

l'École polytechnique
fédérale de Lausanne
et les grandes écoles suisses,

le samedi 19 septembre 2026,
sur rendez-vous,
au Centre Fabert,
10, rue Fabert, Paris (7^e).
Inscriptions :
guillaume@chantemerle.ch

La Revue des Deux Mondes
recevra

Sylvain Tesson

pour une conversation entre
ciel et terre
avec Franz-Olivier Giesbert,

le mercredi 23 septembre 2026,
à 19 heures,
au Studio Marigny,
Carré Marigny, Paris (8^e).
Billetterie : theatremarigny.fr

conférences

Le Cercle France-Amériques
vous convie à la conférenceNumérique et cybersécurité,
nouvelles armes de défense
nationale ?
Visions transatlantiques

le lundi 12 octobre 2026
de 8 h 45 à 11 heures.
Accueil petit-déjeuner
à partir de 8 heures.

En partenariat
avec le barreau de Paris,
l'Association française
des docteurs en droit (AFDD),
droit et commerce
et le Club des juristes.

Accueil :
M. Jean-Luc Fournier,
président honoraire
Cercle France-Amériques.

Intervenants :
Bernard Barbier,
président de BB Cyber,
membre de l'Académie
des technologies
et ancien directeur technique
de la DGSSE,
Rayna Stamboliyska,
fondatrice et dirigeante
de RS Strategy,
experte en cybersécurité,
autonomie stratégique
européenne et politiques
numériques,
dr. Isabelle Landreau,
docteure en droit
et responsable de la protection
des données d'un groupe
français spécialiste
de la protection des données,
du droit des technologies
numériques et de l'intelligence
artificielle.

Modératrice :
Julia Noir,
directrice juridique,
avocate de formation,
présidente de Women in AI
Governance France
et auteure.

Participation à prévoir
Renseignements par e-mail à
manifestation@
france-ameries.fr
et sur france-ameries.org

9, avenue
Franklin-D.-Roosevelt,
Paris (8^e).

deuils

La Baule-Escoublac, Nantes
(Loire-Atlantique).

Tatiana et Sandra Derouet,
ses filles,
Milan, Andja, Gabrielle,
ses petits-enfants,

ont la profonde tristesse
de vous faire part du décès de

**Mme Milena
CVJIC DEROUET**
ancienne directrice
de l'Hôtel de France, à Nantes,

survenu le 13 septembre 2026,
à l'âge de 84 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 18 septembre 2026,
à 10 heures, en l'église
Notre-Dame de La Baule.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Agnès Condomine,
née Pradelle, son épouse,

Laure et Matthieu Vacarie,
Marie et Yvan Le Coniat,
Anne-Colombe et Charles
Condomine Siemiatycki,
Maud et Darragh McElligott,
ses filles et gendres,

Artus, Mathurin, Alix, Isaure,
Camilie, Auguste, Cyprien,
Donnacha, Léon, Fintan,
Tadhg,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part
du rappel à Dieu de

Laurent CONDOMINE

le 14 septembre 2026,
dans sa 82^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Laurent de Chindrieux
(Savoie),
le samedi 19 septembre,
à 11 heures, suivie
de l'inhumation au cimetière.

Une messe sera également
célébrée le samedi 24 octobre,
à 15 heures, en l'église
Saint-Denys de Vauresson.

Christine de Zaluski,
née Dazelle, sa fille,
Nicolas et Émilie de Zaluski,
Anne-Juliette et Frédéric
Plisson,
Mathilde et Alexandre
Fleytoux,
ses petits-enfants,
Alexia, Louise, Paul, Cécile,
Côme, Maxence, Constance,
Madeleine et Stanislas,
ses arrière-petits-enfants,

font part du rappel à Dieu de

Pierre DAZELLE

ancien président-
directeur général
de GTM bâtiment
et travaux publics,
chevalier
de la Légion d'honneur,

le 12 septembre 2026.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Ferdinand-des-Ternes,
Paris (17^e),
le lundi 21 septembre,
à 14 h 30.

L'inhumation aura lieu
au cimetière de Nieul-sur-Mer
(Charente-Maritime),
le mardi 22 septembre,
à 14 h 30.

*Le Seigneur nous l'a donné
pour notre plus grande joie.
Il l'a repris, qu'il repose
en Paix. »*

Mme Hervé Besancenot,
née princesse
Isabelle de Merode,
son épouse,

Frédéric et Mathilde
Besancenot
et leurs enfants,
Mélanie Besancenot,
Guillaume Besancenot,
Louis et Anne-Sophie
Besancenot,
Florence Besancenot,
ses enfants,

Patrick et Ghislaine
Besancenot,
Bertrand et Maud
Besancenot,
ses frères et belles-sœurs,

font part du rappel à Dieu de

Hervé BESANCENOT
prince d'Abomey
ancien ambassadeur
de France,
chevalier
de la Légion d'honneur,
officier
de l'ordre national du Mérite,

né à Casablanca,
le 6 avril 1952, et décédé
à Corroy-le-Château,
(Belgique),
le 15 septembre 2026.

Regretté des siens,
priez pour lui.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église Saint-Lambert,
à Corroy-le-Château,
le samedi 19 septembre,
à 10 heures, suivie
de l'inhumation au cimetière
de Corroy-le-Château.

Cet avis tient lieu de faire-part.

merode.besancenot.isabelle
@gmail.com

Cécile, Isabelle, Laure
Chiaramonti,
ses filles,
Clémentine et Claire Gouyet,
Grégoire et Caroline Caye,
ses petits-enfants,
Maxime et Ange
Sainte-Claire Deville,
ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de vous
annoncer la disparition de

Madeline CHIARAMONTI
née Schaefer,
épouse de
Paul Chiaramonti
(† 2008),

le vendredi 11 septembre 2026.

La cérémonie religieuse
aura lieu
le vendredi 18 septembre,
à 10 h 30, en l'église
Saint-Pierre-du-Gros-Cailou,
Paris (7^e).

L'inhumation, précédée
d'une bénédiction, se tiendra
le samedi 19 septembre,
à 14 heures, au cimetière
de Lafontasse, Castres (Tarn).

Le comte et la comtesse
de Gouvion Saint-Cyr,
Mme Adélaïde
de Gouvion Saint-Cyr
et M. Aleksei Miroschnikov,
le comte Édouard
de Gouvion Saint-Cyr,
Mme Timothy Cyr,
ses enfants,

William, Maxime, Augustin,
Arthur, Hélène, Apolline,
ses petits-enfants,

ont la douleur
de vous faire part du décès de

**Nadine
de GOUVION SAINT-CYR**
née Ferrand de la Conté,

le 14 septembre 2026,
dans sa 80^e année, munie
des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le samedi 19 septembre,
à 15 heures, en l'église
de Coglès (Ille-et-Vilaine).

Il a plu au Seigneur
de rappeler à Lui

**M. Joseph
GROUT de BEAUFORT**

le 15 septembre 2026,
à l'âge de 90 ans, muni
des sacrements de l'Église.

De la part de :
M. et Mme Guillaume
GROUT de Beaufort,
Guillemette et Jean-Guénolé,
Mme Marine
GROUT de Beaufort,
Johanna, Tommy et Léo,
M. et Mme Antoine
GROUT de Beaufort,
Ambroise et Augustin,
ses enfants, petits-enfants
et arrière-petits-fils.

La messe d'À-Dieu
sera célébrée
le samedi 19 septembre,
à 15 h 30, en l'église
du Sacré-Cœur, à Plumelec
(Morbihan).

Souvenez-vous
dans vos prières de
Guillemette Giraud,
son épouse bien-aimée.

Mme Sabine Marquézy,
son épouse,

Laure et Stéphane,
ses enfants,
Vicky, Elliott, Camille
et Juliette,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

M. Jean MARQUÉZY

survenu à Versailles,
le 1^{er} septembre 2026,
à l'âge de 83 ans.

Les obsèques ont eu lieu
à Versailles,
dans l'intimité familiale.

Catherine Mourgues,
son épouse,

Cécile, Véronique,
ses filles,

Inès, Léonie, Chloé,
ses petites-filles,

les familles Mourgues
et le Moign

vous font part
du rappel à Dieu de

Alain MOURGUES

le 12 septembre 2026,
dans sa 95^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le samedi 19 septembre,
à 10 heures, en l'église
Saint-François-Xavier,
Paris (7^e).

Ni fleurs ni couronnes,
mais des messes.

La comtesse Christian de Narp,
son épouse,

le comte et la comtesse Yann
de La Goublaye de Nantois,
le comte et la comtesse
Augustin de Narp,
M. et Mme Xuân Lê de Narp,
le comte Benjamin de Narp,
ses enfants,

Claire, Arthur, Alix, Pierre,
Mahault, Gisèle et Martin,
ses petits-enfants,

ses frères, sœurs,
beaux-frères, belles-sœurs,
neveux et nièces

ont la grande tristesse
de faire part du décès de

comte Christian de NARP

survenu le 13 septembre 2026,
à l'âge de 75 ans, muni
des sacrements de l'Église,
à l'issue d'un courageux
combat contre la maladie.

La messe d'À-Dieu
sera célébrée
le jeudi 17 septembre, à 14 h 30,
en l'église Saint-Thuriau
de Crac'h (Morbihan), suivie
de l'inhumation au cimetière.

Saint-Loup-sur-Semouse,
Corbenay (Haute-Saône).

Sophie Dupuis
et Jean-Charles Parisot,
ses enfants,

Laura, Pierre, Margaux,
Arthur, Benjamin, Julie,
Mathieu, Félix et Antoine,
ses petits-enfants,

Timo, Astrid et Hélié,
ses arrière-petits-enfants,

les familles Parisot, Dupuis,
toute sa famille et ses amis

ont la douleur
de vous faire part du décès de

M. Jean-Pierre PARISOT

le lundi 14 septembre 2026,
à l'hôpital de Luxeuil-les-Bains,
à l'âge de 88 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 18 septembre,
à 14 heures,
en l'église de Corbenay,
suivie de l'inhumation
au cimetière du village.

Jean-Pierre repose
à la chambre funéraire
de Saint-Loup-sur-Semouse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le comte et la comtesse
Armand du Pontavice
de Heussey,
son fils et sa belle-fille,

Guillaume
du Pontavice de Heussey
et Tina Triquart, sa fiancée,
Sébastien et Édouard
du Pontavice de Heussey,
Alexandre et Clément
Gaucheron-Perol,
ses petits-fils,

Elynn du Pontavice de Heussey,
son arrière-petite-fille,

font part du rappel à Dieu de

**Hervé, comte
du PONTAVICE de HEUSSEY**
officier des Arts et Lettres,

le 13 septembre 2026,
à l'âge de 96 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
de Chenillé-Changé,
(Maine-et-Loire),
le lundi 21 septembre,
à 15 heures.

Il a rejoint son épouse,
Ghislaine, née de Coëtneupren
de Kersaint (†),
et sa fille,
Claude Gaucheron-Perol (†).

On nous prie d'annoncer
le décès de

Martine RODHAIN
née Fourquet,

épouse de
Michel Rodhain (†)

survenu le 11 septembre 2026,
munie des sacrements
de l'Église.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 18 septembre,
à 10 heures, en l'église
Notre-Dame de Versailles,
35, rue de la Paroisse.

L'inhumation aura lieu
le samedi 19 septembre,
à 11 h 30, au cimetière
de Béhobie, à Urrugne
(Pyrénées-Atlantiques).

souvenirs

Merci d'avoir une pensée
ou une prière pour

Douceline DERRÉAL
(†) le 17 septembre 2013,

et pour son père,

Michel DERRÉAL
(†) le 18 août 2021.

CARNET DU SOIR

Lever de rideau
sur le Musée Pierre
Cardin, à Venise

Rodrigo Basilicati-Cardin (à droite), président et directeur
artistique de la Maison Pierre Cardin, avec Alberto
Stefani, président de la région de Venise, au Palazzo
Bragadin, lors de l'inauguration du Musée Pierre Cardin.

Carole Bellemare

Mostra, Biennale,
rallye Louis
Vuitton Dolomi-
tes, mais aussi
inauguration du Musée Pierre
Cardin : il fallait être à Venise
cette année à l'heure de la
rentrée des classes... Si
Rodrigo Basilicati-Cardin
avait choisi le 3 septembre
pour convier 500 personnalités
à la célébration « passé-
présent-futur » de la griffe
c'est que cette date a toujours
été très symbolique dans son
épopee. Il y a tout juste 75 ans
en effet, alors qu'il venait de
fonder sa maison, avait lieu
« le Bal du Siècle » organisé
par Charles de Beistegui,
pour lequel le jeune couturier
avait dessiné une trentaine de
costumes. Il était dès lors sur
orbite. « Chaque année à cette
date, la collection présentée
dans le musée sera renouve-
lée », annonçait le président
et directeur artistique de
Pierre Cardin. L'élégant et
très dynamique petit-neveu
s'est beaucoup investi dans la
transformation de l'ancienne
demeure de son mentor en
musée abritant désormais
350 modèles et objets cultes.
Bac scientifique, diplômé en
ingénierie civile et du
Conservatoire de musique,
l'ancien concertiste a beau-
coup séjourné au Palazzo
Bragadin, que fréquenta no-
tamment Casanova et où
de Pierre Cardin donna une
grande fête pour Jeanne
Moreau. Dans les pas de son
grand-oncle, il y développa

son goût pour le design,
l'architecture et l'innovation
technologique.

Exposition de sculptures
dans les jardins, projection de
créations emblématiques et
futuristes sur les façades, in-
vités costumés et masqués,
musique entraînante et lu-
mières chatoyantes... : d'en-
trée de jeu l'allure douce vita
de la fête était donnée. Le
nouveau maire de Venise,
Simone Venturini, coupa le
cordon et « Rodrigo », en-
touré de son épouse Sabrina
et de fidèles, prononça un
discours enthousiaste alors
que la marque du très disruptif
couturier, désormais réin-
tégrée dans la haute couture
parisienne, défilera le 6 octo-
bre. Assemblée hétéroclite :
mannequins, influenceurs,
people et licenciés, chinois
notamment, côtoyaient les
dirigeants d'Eurotunnel
(bientôt fournis d'uniformes
Cardin), et de l'ESA (une
combinaison d'entraînement
lunaire à l'étude). La présen-
ce de l'astronaute Matthias
Maurer semblait toute natu-
relle aux côtés des dirigeants
de Sotheby's, de la RAI, de la
Fenice ou du musée du
Bourget. Et surtout des aca-
démiciens des Beaux-Arts
- Dominique Perrault, Lau-
rent Petitgirard notamment,
touchés, lorsque la visite
commença, de découvrir
dans la très solennelle
« chambre chapelle » de
Pierre Cardin une copie de
l'habit avec lequel leur pair
avait souhaité être enterré.
Immortel en son musée. ■

QUE FAIS-JE ?

Bulle
de vivre-ensemble

Quentin Périnel

« Paris est un véritable
océan. Jetez-y
la sonde, vous n'en
connaitrez jamais
la profondeur », écrit Balzac,
dans *Le Père Goriot*. C'est
aujourd'hui une jungle urbain-
devenue invivable entre
citoyens qui ne peuvent plus
se supporter. Les automobilis-
tes haïssent les cyclistes. Les
cyclistes se courroucent dès
qu'un trottinettiste prend un
peu trop ses aises. Quant aux
piétons et aux chauffeurs de
bus, ils ne supportent plus
personne. On les comprend.

Néanmoins, la flânerie et
l'observation - il s'agit de se
balader sans avoir les yeux ri-
vés sur son smartphone donc
- permettent parfois d'assis-
ter à des situations inédites.
Scène vue à deux pas du tu-
multe parisien, entre le bois
de Boulogne et Longchamp. Il
est 11h30 et la population est
cosmopolite. Le décor est

moins dense et plus vert qu'à
Châtelet-Les Halles, certes.
Runners, vélos, promeneurs
avec leurs chiens, trottinet-
tes, gyroroues... Rien d'inha-
bituel si ce n'est qu'à cet en-
droit précis, on a le sentiment
de vivre dans une véritable
bulle de savoir-vivre. À ce
carrefour, tout ce beau mon-
de se croise, se toise avec
bienveillance, offre la priorité
aux piétons - alors qu'il n'y a
pas de passage dédié. Il faut se
pincer. Mais non : tout est bel
et bien réel.

Aux tables de jardin en
plastique dispersées aléatoi-
rement autour du petit café
chalet, on retrouve cette
même population. Café pour
la plupart et demi de bière lé-
gère pour les plus téméraires.
Un cycliste complimente son
voisin de table : « Votre chien
est magnifique, c'est bien un
berger australien ? » On rêve.
Afin de connaître la localisa-
tion Google de ce point idylli-
que : m'écire un mail. ■

LE FIGARO
le carnet du jourUn événement culturel ?
Mettez-le en lumière

Publiez votre annonce dans
le Carnet du Jour.

carnetdujour@media.figaro.fr
01 56 52 27 27



L'Autorité des marchés financiers (AMF) estime qu'un Français sur dix utilise l'IA comme source d'information avant d'effectuer un placement financier, notamment en Bourse.

À 25 ans, il gère son patrimoine avec une IA à 20 euros par mois



PAR
Adrien Bez

Au téléphone, Théo N., 25 ans, a promis de nous montrer son «family office». En français, cela donne «bureau de gestion de patrimoine», soit une structure privée dédiée aux affaires des familles fortunées.

«Tous les milliardaires en ont un», affirme le jeune homme, qui, pourtant, gagne 1250 euros par mois en tant qu'alternant en marketing au sein d'une société française de distribution, en parallèle de ses études en école de commerce. Et sa famille, à Rouen, ne roule pas sur l'or : Théo est le seul à avoir le bac ; sa mère, aide-soignante, ne lui a jamais vraiment parlé de placements ou d'investissements. «À la moitié du mois, c'est déjà compliqué pour elle...», nous précise-t-il, une fois installés à la table du café qu'il a choisi pour honorer notre rendez-vous, dans le 10^e arrondissement de Paris. Tee-shirt anthracite, fine moustache, cheveux bruns et bouclés coupés court, il commande un Coca, sort un ordinateur portable MacBook de son sac à dos, l'allume. Le bleu de l'écran se reflète dans ses lunettes de vue. Théo sourit, heureux de sa petite fantaisie : «Voilà mon «family office». Il ne me coûte rien. Enfin si, 20 euros par mois pour Claude.»

Inutile de chercher Claude dans la liste des conseillers en gestion de patrimoine (CGP) certifiés. Claude, concurrent du célèbre ChatGPT d'OpenAI, est le nom du modèle de langage d'Anthropic, le géant américain de l'intelligence artificielle. À partir de cette IA généraliste, Théo a bricolé son propre robot-conseiller patrimonial, auquel il confie en toute confiance et depuis janvier le suivi de ses finances personnelles. Et de sa stratégie de placement. Nous parlons là des 200 euros que cet étudiant en école de commerce arrive à dégager chaque mois. Guidé par ses différents échanges avec Claude, il place 90 % de ce montant dans des ETF sur son PEA (plan d'épargne en actions), le reste étant réservé aux cryptomonnaies. «En mars 2027, à mes 26 ans, j'aurai une augmentation, donc ça passera à 500 euros mensuels», se réjouit-il d'avance. En attendant, son portefeuille affiche déjà une plus-value latente de 10 % depuis qu'il a commencé cette stratégie, il y a huit mois.

L'Autorité des marchés financiers (AMF) estime qu'un Français sur dix utilise l'IA comme source d'information «avant d'effectuer un placement» financier, notamment en Bourse. Mais combien poussent l'affaire autant que Théo ? «Je compare Claude à Photoshop (célèbre logiciel de

Suivi du budget, allocation des placements, garde-fous comportementaux : Claude ou ChatGPT deviennent de véritables copilotes patrimoniaux. Une démocratisation prometteuse, mais qui expose aussi les épargnants aux biais, aux erreurs et à l'illusion d'un conseil sur mesure.

retouche photo développé par Adobe, NDLR) : tout le monde sait utiliser les fonctionnalités de base, mais rares sont ceux qui l'exploitent à 100 %», glisse-t-il. Rares sont ceux, aussi, qui en ont l'envie, et le besoin. Théo, lui, s'est pris de passion pour le secteur de l'IA. Il se verrait bien y faire carrière, et s'est toujours amusé à bidouiller les différents outils à disposition. Il a ainsi récemment fabriqué, déjà avec Claude, une application de révisions pour réussir ses examens.

Le monde de l'investissement, Théo le découvre en 2020 via des vidéos de «influenceurs» (contraction de «finance» et d'«influenceur») sur internet, mais sans l'assistance de l'IA. À cette époque, il est attiré par les cryptomonnaies et leurs rendements à deux chiffres, met «quelques billes» sur des produits prometteurs à fort effet de levier, garde des heures les yeux rivés sur les cours. Il mise les 30, 40 ou 50 euros mensuels durement gagnés dans son job étudiant à l'Aqualand de Sainte-Maxime (Var), les crame en quelques heures. Ces débuts fougoureux lui servent de leçon. Aujourd'hui, avec l'IA et son «family office», le jeune homme est «dans l'optique de faire le truc le plus passif possible». «Je ne me suis jamais fait trop de films : si, demain, on me donne la clé pour faire 1 million d'euros en trois ans, je la prends, mais ça n'a jamais été mon objectif, cette obsession de l'argent typique

de ma génération. Déjà, faire mes premiers 100 000 euros, c'est bien. Et après, on verra.»

Nous demandons à Théo de nous montrer ce fameux «family office». Il tourne l'écran vers nous. Pour gérer ses quelque 5000 euros de patrimoine, le jeune homme a bâti une architecture étonnamment sophistiquée. «Dans l'esprit, ça ressemble à ce que propose Finary (une fintech française). Mais je voulais un truc à ma sauce.» Sur la droite de l'écran s'empilent neuf fichiers aux noms obscurs : «mandat patrimonial», «protocoles comportementaux», «roadmap patrimoniale», «variables critiques»... Théo les a rédigés au commencement du projet. C'est un ensemble de règles, de consignes, d'instructions, d'objectifs fixés à froid, que Claude doit prendre en compte dans chacune de ses réponses. L'IA confronte systématiquement les décisions de Théo à cette «boussole» : les grands principes dont il ne veut pas s'écarter et les comportements dont il souhaite se méfier.

«Le recours à l'IA ne garantit ni la fiabilité des analyses ni la performance des investissements»

France Mayer Directrice des relations avec les épargnants au sein de l'Autorité des marchés financiers

Pour nous montrer comment fonctionnent ces garde-fous, Théo soumet à Claude une situation fictive. Il tape dans la barre de dialogue : «Un collègue me parle d'une action qui a fait +40 % ce mois-ci. J'ai 300 euros qui dorment. Je mets combien dessus ?» Claude lui explique alors que «les 300 euros ont déjà une affectation prévue», en l'occurrence son livret A. Théo s'est en effet imposé de conserver en permanence l'équivalent de trois mois de dépenses sur ses livrets A et LDDS, en guise de matelas de sécurité. Claude ajoute que sa demande est «en conflit direct avec une règle signée en mai 2026, qui interdit toute complexification du portefeuille avant d'atteindre 50 000 euros sur le PEA». Il signale également que la question de Théo «naît d'une comparaison sociale, identifiée comme facteur de dérive dans le diagnostic comportemental». Et de conclure : «Décision proposée : ne rien faire, réexaminer dans 30 jours si l'envie persiste sans nouveau stimulus.»

Chaque fin de mois, Théo renseigne dans un fichier intitulé «journal patrimonial» ses revenus, ses dépenses, ses décisions prises, les questions qu'il souhaite poser à l'agent. Sur cette base, l'IA rédige un bilan. «C'est un peu comme si j'avais un conseiller bancaire qui connaissait parfaitement mon dossier», explique le jeune Normand. «Il me dit : «Votre situation est comme ci, comme ça. Vous

avez pris de bonnes décisions sur tel point, moins bonnes sur tel autre.» Ensuite, on en discute.» L'échange dure une trentaine de minutes. L'IA peut lui signaler une dépense inhabituelle, s'étonner d'un taux d'épargne plus faible que d'habitude et lui demander ce qui l'explique. «Si j'ai acheté un cadeau d'anniversaire pour ma copine ou si j'ai beaucoup voyagé, je lui précise.» Elle peut aussi lui suggérer des pistes d'investissement pour le mois suivant. Au fil des mois, toutes ces données bâtissent une véritable mémoire patrimoniale : Claude sait tout de Théo, ou presque. Du moins ce qui concerne son argent.

Ce système d'allers-retours entre l'IA et lui permet à Théo, selon ses dires, de «toujours garder la tête froide face au marché». «On dit toujours qu'un investisseur est bon quand il ne ressent aucune émotion. Faire faire toutes ces analyses par l'IA me permet de moins divaguer, d'être hermétique aux effets de mode», avance l'alternant. Et à l'abri des erreurs d'investissement ? «Il peut y en avoir, mais si tu compares à ce que peut faire un humain, c'est minime», veut-il croire.

Deux spécialistes du sujet ont toutefois exprimé des réserves dans un récent entretien avec l'AFP. France Mayer, directrice des relations avec les épargnants au sein de l'AMF, prévient que «le recours à l'IA ne garantit ni la fiabilité des analyses ni la performance des investissements», les marchés étant «par nature imprévisibles». L'algorithme peut s'appuyer sur des données «incomplètes», voire «obsolètes», et «n'est pas conçu pour agir dans l'intérêt du client», contrairement aux conseillers bancaires. Et comment garantir la protection des données personnelles fournies par l'utilisateur à l'algorithme ? De son côté, Marie Brière, responsable de la recherche investisseurs du gestionnaire d'actifs Amundi, met en lumière les «biais cachés» de l'IA, comme la prépondérance des actions tech et américaines parmi les placements proposés, par rapport aux actions françaises par exemple. Elle rappelle également que les modèles d'IA peuvent avoir tendance à «faire plaisir à l'utilisateur, c'est-à-dire à le renforcer dans son jugement».

Théo a-t-il construit une machine qui lui donne toujours raison ? Le jeune homme a conscience du risque de «biais de confirmation», mais clame que l'IA n'est qu'un «accompagnant» dans sa démarche d'investissement. «Je me réserve la partie recherche et analyse. À la fin, c'est moi qui décide sur quoi je veux investir», assure-t-il. Il envisage, à terme, d'aller jusqu'à coder avec Claude sa propre application de gestion de patrimoine. Au moins le temps de se constituer un capital suffisamment important pour qu'il soit pertinent de consulter un vrai conseiller, en chair et en os. Ce jour-là, promet-il, il toquera à des portes. «Au moins par curiosité.» ■

Ce que révèle le succès du « Casse du siècle » de Sarah Knafo

L'ouvrage de l'eurodéputée Reconquête s'est vendu à 120 000 exemplaires. Elle y déploie une liste d'économies que l'État pourrait faire pour rendre du pouvoir d'achat. Son succès dit quelque chose de l'aspiration d'une partie des Français à une forme de dégagisme libéral.



■ **LE CASSE DU SIÈCLE**
De Sarah Knafo,
Fayard,
296 p., 19,90 €.



CHRONIQUE
Eugénie Bastié

Avec *Le Casse du siècle* (Fayard), Sarah Knafo pulvérise la rentrée littéraire, avec 120 000 livres vendus en deux semaines, démarrage presque sans équivalent pour un essai économique. Une hirondelle éditoriale ne fait pas un printemps politique. Après tout, *Le Mal français* d'Alain Peyrefitte, qui dénonçait dès 1976 les excès de la bureaucratie et le fléau de l'État dirigiste et qui s'est vendu à 1 million d'exemplaires, n'a pas empêché d'un iota l'inexorable dérive de nos finances publiques. Mais on aurait tort de sous-estimer ce que le succès de cet essai dit de l'aspiration profonde d'une partie du pays pour la liberté et sa colère à l'égard d'un État inefficace et spoliateur.

Contrairement aux rapports de think-tanks ou aux nombreux essais libéraux sur la dette publique parus ces dernières années, cet essai parvient sans ennuyer à rendre clair et accessible l'un des sujets les plus complexes et opaques qui soient : cette « spoliation légale » dont parlait Frédéric Bastiat, la ponction par l'État d'une part toujours croissante de la richesse produite par le travail : 45 % du PIB, le record du monde.

Tout le talent du livre réside dans sa pédagogie. Le dispositif est simple, direct, efficace : « Tous les mois, un vol a lieu chez vous. À heure fixe, en plein jour, à votre domicile. » Ainsi commence l'enquête, à partir d'une pièce à conviction banale : la fiche de paie. Knafo la décortique impitoyablement, jusqu'à ce « chef-d'œuvre dont seul le fisc français est capable », cette mystérieuse différence entre le « net à payer avant impôt sur le revenu » et le « net imposable ».

Malgré la pluie de chiffres, on tourne sans peine les pages de ce thriller fiscal. De la scène du crime « où va l'argent ? », on passe aux suspects : la bureaucratie, l'élite clientéliste, le fonctionnaire administratif, la folie normative, le système social. *Follow the money*. Sarah Knafo rend visible ce qui était devenu invisible. Non seulement l'État dépense trop, mais il dépense mal. Les budgets de la justice, de l'éducation

ou de la santé augmentent tandis que le sentiment de dégradation de ces services publics progresse. C'est ce qu'elle appelle très justement « la religion des moyens » : croire qu'un problème est résolu dès lors qu'on lui a consacré davantage d'argent.

La trajectoire de Sarah Knafo, passée du souverainisme eurosceptique – elle fréquentait à Sciences Po l'association Critique de la raison européenne – à une droite franchement libérale, est symptomatique d'une évolution plus profonde des droites occidentales, et du retour six ans après la crise du Covid d'une critique franche du pouvoir illimité de l'État. Par ce livre, elle se distingue en tout cas de la droite identitaire, à laquelle Reconquête semblait condamné à se cantonner. Elle investit un sujet souvent délaissé par les conservateurs : le pouvoir d'achat des Français, au premier rang de leurs préoccupations. Son héros n'est plus le chevalier des temps passés, le hussard noir de la République ou le paysan enraciné, mais l'entrepreneur, « ce héros qu'on traite en suspect ». Elle importe en France l'« afuera » de Javier Milei : « dehors ! », le cri par lequel le président argentin désignait les dépenses et administrations qu'il jugeait superfétatoires. Après le dégagisme national-populiste de Marine Le Pen et le dégagisme anticapitaliste de Jean-Luc Mélenchon, elle incarne une troisième forme d'antisystème : le dégagisme libéral.

Jusqu'ici, ceux qui insistaient dans le débat public sur le poids de la dette et la nécessaire réforme de l'État appartenaient pourtant aux tenants pâles du cercle de la raison. Gris et austères, ils alignaient les chiffres en promettant des sacrifices. En jaune et affichant un sourire jovial et carnassier, Sarah Knafo promet de rendre leur argent aux Français. Elle assume son admiration pour Thatcher et lui emprunte ce mélange de bon sens domestique et d'intransigeance idéologique. Si elle se permet quelques outrances pourjadistes, sa réflexion est moins caricaturale qu'on pourrait le croire. Ainsi lorsqu'elle met en garde son propre camp contre la tentation de faire de l'immigration l'explication universelle de l'affaiblissement français : « Non, l'immigration n'est pas la cause de tous nos problèmes, même si elle en aggrave beaucoup. »

Sarah Knafo est pourtant radicale quand elle remet frontalement en question notre système social hérité de l'après-guerre. Elle se garde de parler simplement d'« assistanat », comme le fait souvent la droite classique pour fustiger ceux qui profiteraient du système. Elle ne veut pas sauver l'État-providence : elle l'incrimine

pour avoir peu à peu rendu rationnels la dépendance, l'attente et le recours à l'aide publique. « Un peuple qui aimait le travail, une vieille nation paysanne qui a bâti les cathédrales, qui a travaillé dans les mines, qui se méfiait de la charité d'État, qui mettait son honneur à ne rien devoir à personne, a été placé pendant quarante ans dans un système conçu pour lui apprendre méthodiquement à attendre, à demander, à dépendre. »

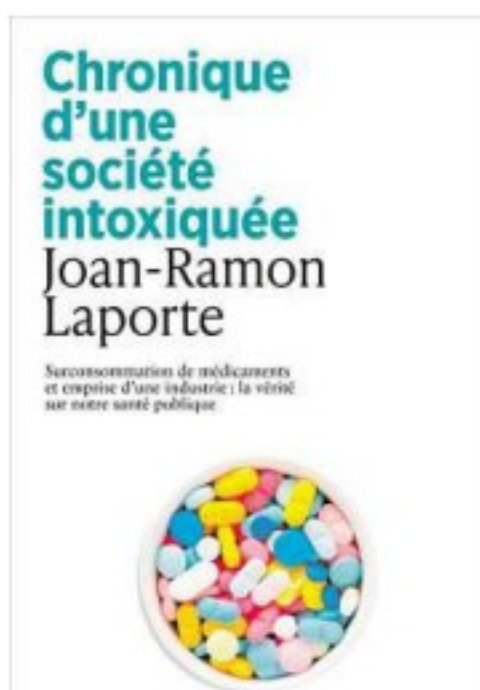
On pourrait aussi reprocher à ce livre d'avoir les défauts de son auteur : efficace, mais parfois trop mécanique. On aurait aimé que Sarah Knafo développe davantage les attachements charnels qu'elle entend défendre derrière cette froide bataille de milliards. D'autres lui reprocheront son optimisme quelque peu yakafokoniste, qui a pourtant le mérite de trancher avec la résignation ambiante. Elle se transforme parfois en Mary Poppins des finances publiques, nous promettant avec la simplicité d'un coup de baguette que « tout peut être défait, tout peut être refait, tout peut être résolu ». La tentative du Doge d'Elon Musk a pourtant montré que la meilleure volonté du monde et les coudées franches pouvaient aboutir à un fiasco.

Certaines de ses mesures seraient extrêmement difficiles à mettre en œuvre, même si elles sont inévitables, notamment la transition de notre système de retraite vers la capitalisation ou les coupes massives dans la dépense. D'autres ont pour elles la force provocatrice de la simplicité : automatiser par l'intelligence artificielle une partie des tâches administratives, supprimer les innombrables comités Théodule, remettre en cause France Travail, anachronique à l'heure des plateformes numériques, réserver certaines prestations non contributives aux citoyens français ou mettre fin aux subventions aux associations.

En bonne politique, Knafo est soucieuse de ne surtout pas promettre du sang et des larmes. L'élection qui approche l'empêche de tenir un discours totalement de vérité. Elle absout totalement « les Français » de leur responsabilité dans ce « casse ». Or un chiffre manque singulièrement à son enquête : selon l'Insee, 56 % des Français sont bénéficiaires nets de la redistribution publique. Autrement dit, une majorité de nos concitoyens reçoivent davantage qu'ils ne contribuent au système. Voilà peut-être le véritable obstacle à son programme massif. Elle fait le pari que la fin du « casse du siècle » sera populaire. On peut en douter. Le succès de son livre est l'indice d'une colère qui monte parmi les vaches à lait d'un système à bout de souffle. ■

Quand le remède est pire que le mal

Le livre de Joan-Ramon Laporte, professeur de pharmacologie, raconte le cauchemar des médicaments qui ne servent à rien et dont les effets secondaires tuent. Bientôt, nous finirons plus malades, plus malheureux et ruinés, car tout ça coûte de l'argent. À lire avant la présidentielle.



■ **CHRONIQUE D'UNE SOCIÉTÉ INTOXiquÉE**
De Joan-Ramon Laporte,
Éditions Arpa,
572 p., 26,90 €.



TÊTE-À-TÊTE
Charles Jaigu

Est-ce vraiment la peine d'en parler ? D'en reparler ? Car il ne se passera rien. Personne ne saisira ce sujet pendant la campagne présidentielle en France, ni nulle part ailleurs. Personne. Joan-Ramon Laporte, grand expert de la pharmacologie clinique, a néanmoins écrit son livre. Il ne se fait pas d'illusion. Il est publié en traduction française, après l'Espagne. On est avant la campagne présidentielle. On ne sait jamais. Peut-être que ça pourrait intéresser ? Si les candidats cherchent quelques bonnes idées pour réduire les dépenses de santé et améliorer l'état général de la population, ils pourraient faire lire ce livre par le « responsable du projet ». Ils verraient qu'il y a des choses à faire pour que l'ensemble des prescripteurs de médicaments mettent la pédale douce. Mais comme personne ne s'y essaye, en France ou dans tout autre pays, il ne faut pas s'attendre à une révolution. Joan-Ramon a 78 ans, et il travaille sur ce livre depuis toujours. Il amasse les exemples. Et il y en a beaucoup.

Ce Barcelonais francophone est aujourd'hui encore membre d'un conseil scientifique au service de l'Agence du médicament et de l'Assurance-maladie en France. Il a créé à Barcelone l'Institut de pharmacologie, et son parcours l'a mené dans les hautes instances de l'OMS et à l'Agence européenne du médicament. Il écrit ici à l'attention du grand public. Et il ne se contente pas d'un pamphlet. Car l'odyssée du médicament est fascinante. Le XX^e siècle en est le point culminant, tant il a été riche en découvertes fondamentales. Des centaines de millions de vies ont été sauvées et rallongées. Et puis ? Forts de ces aubaines prometteuses, les laboratoires ont continué tambour battant, toujours plus haut, plus fort, plus cher. Le soleil a poursuivi sa course jusqu'au zénith. Dans les années 1990, la consommation de médicaments est devenue massive. « Parmi les milliers de médicaments commercialisés depuis 1945, seuls 300 environ, utilisés à bon escient, peuvent prolonger la vie et en améliorer la qualité. Les autres ne sont que de légères variantes des médicaments principaux. Parfois inefficaces, et bien souvent toxiques », écrit-il. C'est sa thèse principale.

Est-ce nouveau ? Nous faisons part à Joan-Ramon Laporte de notre doute sur la nécessité d'un énième livre sur « Big Pharma ». Ne le sait-on pas déjà ? « Effectivement, de bons ouvrages sur le sujet ont été publiés ces dernières années. Mais je voulais insister sur l'impact des effets indésirables des médicaments sur la santé publique. Je m'efforce d'expliquer pourquoi les effets indésirables des médicaments sont une cause fréquente de maladie, d'invalidité et de décès, et qu'ils provoquent davantage de morts que la maladie d'Alzheimer, le diabète ou les accidents de la route. » Vous avez bien lu : « Ils constituent la troisième cause de mortalité ». Et tout ça coûte de l'argent public. En 2020, le Pr Bernard Bégaud – qui préface ce livre – estimait que, en France, le coût des soins de santé pour traiter les effets indésirables des médicaments s'élevait à 1,2 milliard d'euros. Le coût des médicaments prescrits inutilement avoisine les 10 milliards, ce qui n'est pas négligeable dans un marché du médicament évalué à 30 milliards...

« **Auparavant, le médecin s'attachait à connaître le malade, à l'écouter. Désormais, il lui fait une ordonnance et passe au suivant** »

Mais ce livre n'est pas un rapport de la Cour des comptes. Il s'avale goulument parce qu'il parle de nous, de tout ce que nous lisons sur le mal de dos, l'ostéoporose, la dépression, le taux de cholestérol. Ce dernier, nous dit Laporte, a été inventé pour justifier la prescription de médicaments à base de statines ; il explique qu'ils ne servent à rien. De même, dans un autre domaine, nous apprenons comment Big Pharma a fait campagne aux États-Unis dans les années 1990 contre « l'opioïdisme ». Les lobbyistes et les publicitaires ont plié le match. Et les analgésiques à base d'opioïdes se sont généralisés au nom du « droit à ne pas souffrir ». Cela a donné, entre autres, le scandale de l'Oxycontin. Sans parler du Fentanyl. Et bien d'autres. La tendance est donc à l'extension du domaine pathologique. Le normal devient un pathologique qu'il ignore. « Un deuil de trois mois est devenu une maladie. Bientôt ce sera trois jours ? », se demande Laporte, soudain humoriste. Pourquoi Mme Dolorès, 74 ans, doit-elle prendre sept médicaments alors qu'elle allait très bien ? Il faut lire le cha-

pitre XI pour le comprendre. Son histoire illustre ce que les spécialistes appellent une « cascade iatrogène ». Autrement dit : provoquée par le médecin.

« Les médicaments sont très souvent prescrits sans qu'ils soient nécessaires, et souvent à des doses trop élevées », écrit-il. Cette manie est particulièrement frappante dans le domaine psychiatrique. Il suffit d'un enfant un peu agité pour lui donner une pilule. Faut-il rappeler que toute la philosophie occidentale repose sur une idée simple : nous sommes des êtres de langage. Avant de filer un médoc, on peut discuter ? « La médecine actuelle, même dans le domaine de la santé mentale, n'est plus fondée sur la relation personnelle, et de moins en moins sur le diagnostic clinique ; elle s'appuie désormais sur la technologie des échelles de symptômes et des psychotropes », se désole Laporte. Auparavant, le médecin s'attachait à connaître le malade, à l'écouter. Désormais, il lui fait une ordonnance et passe au suivant. Ces informations ne changent pas la donne pour autant. « Je ne connais aucun pays qui, à l'heure actuelle, échappe à ces influences. Le marché mondial des médicaments est régi par des normes très uniformes, surtout depuis la création de l'OMC en 1995. »

La pression des laboratoires, la législation ainsi que les (mauvaises) habitudes des médecins et des usagers ne peuvent-elles être un peu modifiées ? « Je propose quelques mesures générales susceptibles de changer la donne : sélection des médicaments, évitement des copies, information sur les médicaments produite par le système de santé plutôt que par les laboratoires, formation médicale continue, indépendance des laboratoires, et prévention des conflits d'intérêts chez les professionnels de santé, les sociétés savantes et les associations de patients (la quasi-totalité de ces sociétés et associations bénéficiant d'un financement important – bien que variable – de la part des laboratoires). » Il est évident que l'on ne peut pas prétendre tout régler en un quinquennat, mais une bonne part des excès peut être corrigée par une bonne information. « Rien n'est fait en ce sens. La meilleure preuve ? La Caisse d'assurance-maladie a publié, le 10 juillet 2025, 60 mesures (soixante !) pour réduire le déficit de la Sécurité sociale : pas une (pas une !) n'évoque une action, même discrète, à l'encontre du mauvais usage et des prescriptions injustifiées », nous dit Bernard Bégaud. Laissons la conclusion à son ami catalan, auteur de ce livre salutaire : « Il y a cinquante ans, le défi des systèmes de santé était de garantir l'accès universel aux soins. Aujourd'hui, dans les pays riches, leur principal défi thérapeutique est de servir les patients des médicaments dont ils n'ont pas besoin. » ■

L'écologie doit réapprendre à aimer son territoire, en s'appuyant sur nos chasseurs et nos pêcheurs

PROPOS RECUEILLIS PAR
Enguerrand Bedez

LE FIGARO. - Votre rapport s'intitule « L'écologie des liens ». Qu'est-ce que cela signifie et qu'est-ce que cela change par rapport au modèle actuel ?

MARC LE CHEVALLIER. - Mon obsession est de retisser autant que possible les liens entre le citoyen et l'écologie. En s'inspirant des réflexions du pape François et du philosophe britannique Roger Scruton sur l'écologie, le rapport remplace une approche descendante par une approche ascendante qui part de la réalité des citoyens et de leur attachement local pour les reconnecter à l'écologie. J'emploie une métaphore dans le rapport : l'écologie doit abandonner la figure du technocrate et celle du militant pour réapprendre à jardiner. Comme un jardinier avec sa parcelle, elle doit accompagner les initiatives locales et citoyennes qui ne demandent qu'à essaimer, pour peu qu'on leur en donne les moyens - qu'il s'agisse des agriculteurs, des chasseurs, ou des associations sportives, solidaires ou écologiques.

Si l'on transfère davantage de pouvoir aux collectivités, ne risque-t-on pas de voir certaines d'entre elles se désintéresser purement et simplement de l'écologie ?

C'est là que le modèle danois m'intéresse : il permet d'avoir à la fois un État fort et des collectivités fortes. Grâce à une décentralisation plus poussée, l'État danois se concentre sur la fixation d'un cap ambitieux - 70 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre - sans prescrire de méthode pour l'atteindre. Il coordonne, il évalue, il peut sanctionner si nécessaire, mais ce sont les collectivités locales, en partenariat avec les associations, qui expérimentent. Il y a aussi un autre point : les collectivités locales n'ont en général pas besoin d'être forcées vers l'écologie. Elles innoveront déjà, en partie parce que les citoyens le veulent.

À l'heure actuelle, il y a deux travers : l'écologie technocratique et l'écologie radicale. L'écologie technocratique, c'est un peu celle de l'Union européenne depuis Bruxelles, c'est-à-dire une écologie centralisatrice, un langage scientifique, des objectifs chiffrés fixés d'en haut et « une addiction à la norme », pour citer un rapport du Sénat. Elle accentue le sentiment de dépossession des citoyens, ce qui nourrit en retour les réactions populistes.

L'écologie radicale, c'est plutôt celle qu'on retrouve chez Extinction Rebellion, par exemple : idéologique, parfois culpabilisante, allant jusqu'à critiquer les sentiments d'appartenance des citoyens à leur commune ou à des pratiques comme la chasse. Paradoxalement, les deux partagent la même méthode, à savoir, des objectifs abstraits qui réduisent le citoyen à un simple moyen.

Vous êtes d'ailleurs allé interroger des chasseurs, des pêcheurs et des agriculteurs. Pourquoi et comment ont-ils réagi ?

Le cœur du rapport est de construire le plus de liens possibles entre le citoyen et l'écologie, sans dogmatisme. C'est une évidence que les chasseurs et les pêcheurs devraient être au centre de cette réflexion. La plupart d'entre eux ont naturellement répondu qu'ils étaient surpris de ne pas être sollicités plus souvent, alors qu'ils ont un contact quotidien avec nos écosystèmes. L'Office français de la biodiversité les qualifie lui-même d'« acteurs clés de la biodiversité ». Avec environ 950 000 chasseurs et 1,5 million de pêcheurs, c'est une main-d'œuvre considérable, et beaucoup d'entre eux ont un engagement concret et régulier envers la nature ; car sans nature, pas de chasse. C'est une évidence de base.

Vous vous appuyez beaucoup sur le concept d'« oïkophilie » du philosophe Roger Scruton. En quoi consiste-t-il ?

Scruton part de l'étymologie du mot « écologie » : *oikos*, l'habitat, et *logos*, la science - la science de l'habitat. L'écologie était d'abord pour nous une façon d'habiter la nature. Et parce que c'est notre monde, comprenez un environnement que nous façonnons, que nous commençons à chérir, à vouloir protéger. C'est un attachement de même nature que celui que l'on porte à sa famille ou à sa communauté, étendu à son environnement local. Le débat écologique actuel parle beaucoup de chiffres, de catastrophes mondiales, d'une nature idéalisée à protéger... Il culpabilise les gens et néglige en fait un ressort beaucoup plus ordinaire et beaucoup plus puissant : l'amour pour sa terre et l'enracinement. C'est cet amour qui a justifié, à travers l'histoire, les sacrifices que les hommes ont été prêts à consentir. Il peut aujourd'hui justifier ceux qu'exige la transition écologique.

On pourrait vous reprocher de proposer un « guide de l'écologie de droite » - enracinement,

appartenance, famille - tout en citant comme exemple à suivre le Danemark, gouverné par la gauche. Comment conciliez-vous les deux ?

Je pense que l'écologie devrait être le débat le plus transpartisan possible : il y a de bonnes idées à gauche comme à droite. On ne devrait pas, par dogmatisme idéologique, se priver de prendre en compte d'excellentes initiatives sous prétexte qu'elles viennent du Danemark ou de l'économie sociale et solidaire. Mon objectif est que le plus grand nombre de partis reprennent ces idées, pour tourner la page d'une écologie trop idéologique et trop dogmatique.

Parmi les vingt recommandations que vous mettez en avant dans ce rapport, laquelle vous semble prioritaire ?

La plus importante est de consacrer dans la Constitution l'autonomie fiscale réelle des communes. Les collectivités locales sont en première ligne face à la crise écologique, mais on leur donne de moins en moins de moyens pour agir. Leur autonomie fiscale est passée de 47 % en 2019 à 40 % en 2024, c'est un scandale absolu ! Je propose de la porter à 60 %, pour la rendre comparable à celle de la Suède, du Danemark, de l'Espagne ou de la Suisse. Passer par la Constitution plutôt que par une loi ordinaire permettrait de protéger durablement les communes d'une tendance culturelle française à la centralisation. Une fois inscrite dans la Constitution, la trajectoire serait mise en œuvre sur vingt ans, à l'abri des alternances politiques.

Pour finir, quel est selon vous le plus grand chantier écologique pour la France aujourd'hui ?

Il y a des sujets urgents à traiter à court terme - le changement climatique, l'artificialisation des sols - mais je crois qu'il faut avant tout une transformation culturelle. On ne réfléchit pas assez à la vision susceptible de mobiliser les citoyens français dans leur ensemble vers une pratique écologique plus sobre, vers une logique de circuits courts. Le sujet le plus important, c'est cette transformation culturelle que requiert tout projet écologique. ■

Chercheur à la London School of Economics et à l'University College London, Marc Le Chevallier publie ce mercredi avec l'Institut Thomas More un rapport intitulé « L'écologie des liens : réconcilier le citoyen, la nature et le territoire » et réalisé en partenariat avec Nuances d'avenir, un think-tank tourné vers l'écologie.



MARC LE CHEVALLIER

Le chercheur à la London School of Economics a publié ce mercredi un rapport pour l'Institut Thomas More et Nuances d'avenir, dans lequel il appelle à substituer à l'écologie technocratique ou radicale une écologie fondée sur l'attachement local à sa terre.

L'immigration joue-t-elle un rôle dans la baisse du niveau à l'école ?

Les résultats de l'enquête Pisa 2025, publiés le 8 septembre 2026, ont relancé un débat que la France répugne à affronter sereinement : celui du rôle présumé de l'immigration dans l'effondrement du niveau scolaire. Sujet tabou s'il en est. Pour les uns, l'immigration expliquerait à elle seule l'échec du système scolaire ; pour les autres, seulement l'évoquer relèverait du racisme patenté. La vérité est ailleurs. Analyser les données chiffrées permet de sortir de ce débat houleux pour le placer sur le terrain de la rationalité.

Selon les données 2025, seize pays ou économies participant à Pisa affichent à la fois un taux d'élèves issus de l'immigration supérieur à celui de la France et de meilleurs résultats en mathématiques. Dans neuf d'entre eux, les élèves immigrés font même mieux que les natifs. Le taux d'immigration scolaire est donc, à l'évidence, un critère imparfait pour aborder sérieusement la question. Il convient d'étudier également la part d'élèves allophones, c'est-à-dire ceux qui ne parlent pas la langue de l'école à la maison, ainsi que leur niveau économique, social et culturel, mesuré par l'indice ESCS de Pisa, et de le comparer à celui des élèves natifs du pays d'accueil. Une donnée majeure surgit alors : parmi les seize systèmes étudiés, la France est celui où les élèves issus de l'immigration présentent le niveau ESCS le plus faible. Elle affiche également le plus grand écart de niveau économique et culturel entre natifs et élèves issus de l'immigration.

La France ne se distingue donc pas par un taux d'immigration scolaire élevé, mais par l'origine sociale particulièrement pauvre de ses élèves issus de l'immigration et par l'écart de niveau économique et culturel avec les natifs. C'est le marqueur essentiel pour comprendre les résultats. En mathématiques, 52,7 points Pisa séparent les élèves immigrés des natifs, soit un retard de deux ans et demi d'apprentissage. Mais une fois pris en compte le milieu social et la langue parlée à la maison, l'écart lié à l'origine migratoire tombe à 16,5 points. Deux tiers de l'écart initial relèvent donc des conditions sociales et linguistiques, non de l'origine elle-même.

Cela ne rend pas la situation moins préoccupante pour autant. En France, plus de la moitié des élèves issus de l'immigration (51,5 %) se situent sous le socle

minimal des compétences attendues à quinze ans, en mathématiques, contre 28 % des natifs.

L'exemple du Royaume-Uni, qui vient d'accéder au top 10 du classement Pisa en mathématiques, est, à cet égard, particulièrement éclairant. Les élèves issus de l'immigration y représentent 27,7 % des effectifs, contre 18,2 % en France. Parmi eux, 58 % sont allophones, contre 46,7 % en France. Au Royaume-Uni, ces élèves issus de l'immigration obtiennent même un meilleur score que les natifs en mathématiques et un score équivalent en compréhension de l'écrit. Cet exemple démontre que l'immigration ne fait pas mécaniquement chuter le niveau scolaire. Elle représente en revanche un défi social et linguistique majeur, auquel les systèmes scolaires ne répondent pas tous avec la même efficacité. En France, l'école ne parvient pas à réduire les inégalités de départ et laisse plus de la moitié des élèves issus de l'immigration sur le bord de la route. Ce constat est d'autant plus sidérant que les politiques éducatives menées depuis un demi-siècle n'ont cessé de fixer, précisément, la lutte contre les inégalités comme priorité absolue.

À des programmes stables, la France a opposé une succession ininterrompue de réformes. À l'exigence académique, l'hypocrite promesse de la réussite pour tous. À la discipline, l'effacement de l'autorité

Alors, comment expliquer ce paradoxe ? Peut-être en regardant du côté des systèmes qui parviennent, eux, à faire progresser tous les élèves, y compris ceux issus des milieux familiaux les plus éloignés de l'école. Ils reposent sur des attentes académiques élevées, portées à la fois par l'école et par la famille ; des programmes d'enseignement stables, centrés sur les savoirs ; une discipline scolaire rigoureuse ; un corps enseignant qualifié, valorisé et respecté ; une culture de l'effort partagée entre l'école et la famille ; un travail personnel exigé des élèves et un suivi régulier de leurs progrès. Pisa 2025 confirme directement l'importance de certains de ces critères. Dans la quasi-totalité des systèmes étudiés, un meilleur climat disciplinaire s'accompagne de meilleurs ré-

sultats. L'enquête montre aussi que les élèves dont la famille s'intéresse régulièrement à ce qu'ils apprennent à l'école obtiennent en moyenne 26 points de plus en sciences et ce, même après prise en compte de leur milieu social.

La France, elle, a fait l'inverse. À des programmes stables, elle a opposé une succession ininterrompue de réformes. À l'exigence académique, l'hypocrite promesse de la réussite pour tous. À la discipline, l'effacement de l'autorité. À la valorisation du professeur, le déclassement de sa fonction. À la transmission des savoirs, les effets désastreux du pédagogisme. À la remédiation des difficultés, l'empilement de dispositifs qui contournent le problème sans jamais le résoudre.

Et pourtant, la France ne ménage pas les crédits. Le coût de l'éducation prioritaire est passé de 1,1 milliard d'euros en 2014 à environ 2,6 milliards en 2023. Primes REP et REP+, dispositifs pour les élèves allophones, cités éducatives, cordées de la réussite : autant de sigles, autant de crédits, et un constat qui ne bouge pas, celui d'une promesse d'égalité des chances qui n'est pas tenue. Ce n'est pas un hasard si l'enseignement catholique attire aujourd'hui des familles musulmanes des cités : elles y cherchent l'exigence qu'elles ne trouvent plus dans l'école publique.

Car lorsque l'État renonce à instruire, seules les familles qui possèdent déjà les codes, les connaissances et la culture scolaire peuvent compenser ses défaillances. Les enfants des autres paient le prix de l'ignorance. Les politiques conduites au nom de l'égalité ont ainsi produit un système scolaire structurellement inégalitaire. Alors non, l'effondrement de l'École française n'est pas dû aux 18,2 % d'élèves issus de l'immigration. Leur situation sociale et linguistique constitue une difficulté réelle, qu'il serait absurde de nier. Mais d'autres systèmes scolaires affrontent cette même difficulté et parviennent à la surmonter. L'immigration n'est pas la cause de l'effondrement de l'école française. Elle est le révélateur impitoyable des manquements d'un État qui a renoncé à instruire. ■

**Sophie Audugé, ancienne directrice de SOS Éducation, est auteur et spécialiste des politiques éducatives et de protection de l'enfant. Elle est notamment l'auteur de « L'Éducation nationale en perdition » (Fayard). Naïma M'Faddel est essayiste, auteur de « Le peuple sacrifié » (Fayard), à paraître le 14 octobre 2026.*



SOPHIE AUDUGÉ ET NAÏMA M'FADDEL

Si la situation sociale et linguistique des 18 % d'élèves issus de l'immigration constitue une difficulté réelle pour l'école qu'il serait absurde de nier, d'autres systèmes scolaires, comme celui du Royaume-Uni, parviennent à affronter des problématiques similaires en obtenant de bien meilleurs résultats, analysent les essayistes*.

Les véritables causes du déclin de l'école



CHRONIQUE
Luc Ferry

Face au désastre enregistré par la dernière étude Pisa qui classe la France au 27^e rang, loin derrière les pays asiatiques qui occupent les premières places, mais aussi derrière la Suisse, les Pays-Bas, le Danemark, la Pologne, le Royaume-Uni, la Belgique, l'Allemagne et l'Autriche, chacun y va de son analyse : pour les uns, c'est la victoire des écrans sur les écrits, l'emprise des smartphones et des réseaux sociaux dans la vie de nos enfants. Pour les autres, ce sont les problèmes qui affectent le recrutement des enseignants qui expliquent la baisse de niveau de leurs élèves : le métier est devenu difficile comme jamais en raison de la mauvaise éducation et de la démission des parents : il est désormais peu attractif, mal rétribué, peu valorisé dans la société et mal protégé par l'institution de sorte que nous faisons face à une pénurie de professeurs qui oblige l'institution à baisser ses exigences.

Un troisième groupe d'observateurs vous dira que c'est tout simplement la démocratisation de l'école, en particulier avec le collège unique, qui explique le déclin, de sorte qu'il faudrait rétablir le fameux « palier d'orientation en fin de cinquième » qui permettait d'envoyer les élèves peu doués pour les études générales vers l'enseignement professionnel dès l'âge de 13 ans. Pour un quatrième, c'est bien entendu l'immigration le principal fautif, les enfants d'immigrés ayant forcément moins de chances de réussir leur vie scolaire que ceux des professeurs d'université et des bourgeois bien de chez nous. Enfin, la succession des ministres de l'Éducation interdit toute politique éducative cohérente.

De fait, depuis 2022, sept ministres se sont succédé rue de Grenelle, et certains étaient si opposés entre eux sur les questions essentielles (comme Jean-Michel Blanquer, républicain universaliste, et Pap Ndiaye, fervent héritier de la pensée 68 et de la « théorie critique de la race ») qu'on a assisté à une valse de réformes contradictoires dont rien de bon ne pouvait sortir. Toutes ces analyses ont sans doute une part (plus ou moins grande) de vérité, mais face à une lame de fond d'une telle ampleur historique, face à un tel désastre, on ne peut

« À droite, on dira, si on se situe à un niveau plus global, que c'est la faute de Mai 68, tandis qu'à gauche, on incriminera le capitalisme mondialisé qui pousse nos enfants chaque année davantage vers une logique consumériste qui valorise le plaisir plus que le travail »

pas se contenter d'évoquer des causalités partielles, on doit réfléchir plus en profondeur. Il s'agit d'une tendance, certes multifactorielle, mais néanmoins enracinée au plus profond de notre histoire récente, comme le montre la comparaison avec les années d'avant-guerre où l'école primaire, bien que déjà démocratisée, n'en permettait pas moins à nos enfants d'apprendre à lire et à écrire convenablement.

À droite, on dira, si on se situe à un niveau plus global, que « c'est la faute de Mai 68 », tandis qu'à gauche, on incriminera le capitalisme mondialisé

qui pousse nos enfants chaque année davantage vers une logique consumériste qui valorise le plaisir plus que le travail. Là encore, on s'en tient à des causalités partielles, car c'est à mon sens l'alliance paradoxale, en apparence contradictoire, entre l'héritage du joyeux mois de mai avec la mondialisation libérale qui a conduit nos enfants à privilégier toujours plus le principe de plaisir sur le principe de réalité. Pour prendre une métaphore imagée, empruntée à un conte bien connu, mais à mes yeux d'une réelle profondeur, les élèves des années 1950 avaient encore comme idéal la réussite du troisième Petit Cochon, celui qui se montre capable de différer les plaisirs pour tenir compte des menaces extérieures symbolisées par le loup afin de travailler à construire une maison bien solide, tandis que le premier, dont la vie est entièrement régie par le principe du plaisir, celui du « tout, tout de suite », refuse tant et si bien de faire des efforts qu'il est dévoré par le loup.

Je traduis : sous l'effet d'un capitalisme mondialisé qui pousse nos enfants à la consommation, associé à l'héritage de 68 aujourd'hui largement repris par le courant de l'éducation dite « positive », le premier Petit Cochon a pulvérisé le troisième : « jouer sans entraves ! », « interdit d'interdire ! », « cessez de discipliner vos enfants ! », ces thèmes n'ont en réalité rien de révolutionnaire, en revanche ils sont parfaitement en phase avec le principe de plaisir et la logique du consumérisme. De là une crise du rapport au travail comme à l'autorité qui mine non seulement notre école, mais la société tout entière, les 35 heures, la multiplication des arrêts de travail ou l'impossibilité de faire une réforme sérieuse des retraites en étant les conséquences les plus visibles dans le monde des adultes. ■

La TVA sociale, principale ligne de fracture des programmes économiques de 2027



ANALYSE
Jean-Pierre Robin

Il est une question fort simple à poser aux candidats à la présidentielle en matière économique et sociale : « Qui est le plus important pour vous, le consommateur et son pouvoir d'achat ou le producteur-travailleur et son emploi ? » Ils seront tentés de répondre : « Les deux, mon capitaine ! » Mais on sait d'expérience ce que vaut le « en même temps ». Le moment est venu de reconnaître que « gouverner, c'est choisir », selon l'adage de Pierre Mendès France. Le pays croule sous les déficits effarants de ses comptes publics - représentant 6,1 % du PIB en moyenne sur les six dernières années - et sa balance commerciale est la plus déséquilibrée d'Europe. La TVA sociale, qui consiste à substituer une partie des recettes de TVA aux cotisations sociales sur les salaires, permettrait de faire bouger les lignes, même si ce n'est certes pas la panacée.

Rappelons les ordres de grandeur. Selon les calculs de Fipeco, le site spécialisé des finances publiques, un point de pourcentage de TVA rapporte actuellement 13 milliards d'euros à l'État et un point de pourcentage de cotisations sociales sur les salaires représente 10,4 milliards. Autrement dit, une hausse de 0,8 point de TVA permettrait de réduire d'un point les cotisations sociales. Telle est l'équation de base qu'il convient d'avoir en tête. On ferait d'une pierre deux coups. D'un côté un tel transfert modifierait la structure de financement de la Sécurité sociale, alors que ses comptes sont dans le rouge vif, à hauteur de 22,1 milliards d'euros en 2025. Par ailleurs, relever la TVA payée par les consommateurs, les économistes en sont tous d'accord, produit les mêmes effets qu'une dévaluation de la monnaie. Elle entraîne un renchérissement des produits importés, d'où le terme de « dévaluation interne ou dévaluation fiscale » pour qualifier une augmentation de TVA.

Une telle opération paraît particulièrement pertinente au sein de la zone euro où, par construction, les pays ne peuvent plus dévaluer. Or l'économie française souffre d'un problème aigu de compétitivité vis-à-vis de ses voisins immédiats. Sur la période 2018-2025, la France a enregistré un déficit commercial cumulé de 862 milliards d'euros, hors matériel militaire, quand l'Italie, notamment, affichait un excédent de 298 milliards.

Obtenir un avantage compétitif en jouant sur la fiscalité au lieu de déprécier sa monnaie est donc possible. C'est la raison pour laquelle, en 2005, le chancelier allemand social-démocrate Gerhard Schröder a pris la décision de principe de relever de 16 % à 19 % la TVA, tout en réduisant les cotisations patronales sur les salaires. Il fut battu aux élections générales de l'automne 2005, en partie à cause de ce projet qui faisait craindre des hausses de prix à son électeurat. Angela Merkel, qui lui succéda à la chancellerie, mit la mesure à exécution à compter de 2007.

Arrivé à l'Élysée en mai 2007, Nicolas Sarkozy voulut faire de même. Mais Jean-Louis Borloo, le ministre des Finances du premier gouvernement Fillon vendit la mèche lors d'un débat télévisé, ce qui fit perdre, dit-on, 50 sièges de députés, à la majorité présidentielle lors des législatives de juin 2007. Sarkozy est curieusement revenu à la charge à la toute fin de son quinquennat faisant voter une « TVA anti-délocalisation » (sic) au taux de 21,2 % mais dont les décrets d'application ne sont jamais passés.

« La TVA est fort clivante pour les électeurs. Elle favorise les salariés aux dépens des inactifs. Ce sera le test le plus discriminant pour les candidats à la présidentielle et une façon pour eux d'afficher leurs priorités »

Son successeur à la présidence, François Hollande, s'empressa d'abroger au printemps 2012 une telle mesure jugée « injuste ». Mais seuls les imbéciles ne changent pas d'avis. L'ex-président (2012-2017), qui n'exclut pas d'être candidat à l'Élysée en 2027, s'est transformé en ardent défenseur de la TVA sociale. Dans son livre-programme intitulé *Unir*, publié le 3 septembre, Hollande propose de porter progressivement de 20 % à 24 % le taux « normal ». Et, pour faire passer la pilule à son camp, il promet en contrepartie de supprimer le taux réduit de 5,5 % sur les produits de première nécessité. Son argument majeur est « de rapprocher le salaire net du salaire brut ». Sans avancer de chiffres à ce stade, Gabriel Attal entend lui aussi

« soulager les travailleurs au détriment des consommateurs ». De même, Édouard Philippe propose dans son programme pour 2027 « une bascule d'une partie des cotisations sociales vers la TVA ou la CSG : le salaire net des actifs augmenterait en contrepartie d'une hausse des prix à la consommation. Pour un salarié, l'effet net serait légèrement positif, et pour un retraité ou un rentier, légèrement négatif ».

Tout est dit. La TVA est fort clivante pour les électeurs. Elle favorise les salariés aux dépens des inactifs. Ce sera le test le plus discriminant pour les candidats à la présidentielle et une façon pour eux d'afficher leurs priorités. Pour Marine Le Pen, « la TVA sociale, c'est l'augmentation de l'impôt qui frappe le plus injustement les plus modestes ». Jean-Luc Mélenchon balaise l'idée même, « ce n'est pas sérieux », selon lui. Il entend « créer de nouvelles tranches de l'imposition sur le revenu afin de taxer plus fortement les revenus les plus aisés ».

La ligne de fracture est claire. Le débat ne peut être éludé : faut-il continuer de privilégier le consommateur aux dépens du producteur, au sens large, l'entreprise et ses salariés ? Le Medef y est très favorable. Il fait remarquer que la TVA sociale existe d'ores et déjà dans les faits : 58 milliards des recettes de TVA collectées chaque année, plus du quart du total, sont affectés par l'État à l'assurance-maladie, cela pour compenser les exonérations de cotisations sociales des entreprises sur les bas salaires. Il sera évidemment plus délicat de décréter de but en blanc une augmentation de 2 à 4 points de TVA pour alléger les cotisations de l'ensemble des salariés. Mais n'est-il pas déjà trop tard ? « Compte tenu de la situation des finances publiques, la hausse d'un impôt comme la TVA devrait être réservée à la réduction du déficit public », avertit François Ecalle, le directeur de Fipeco. ■

le club
LE FIGARO
Idées
Ce soir à 22h30 sur
Le Figaro TV, présenté
par **Eugénie Bastié**

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Eric Trappier
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président
Eric Trappier
**Directeur général,
directeur de la publication**
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Tremolet de Villers
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Yves Thréard
(Enquêtes, Opérations spéciales,
Sports, Sciences, Culture,
Télévision).

Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

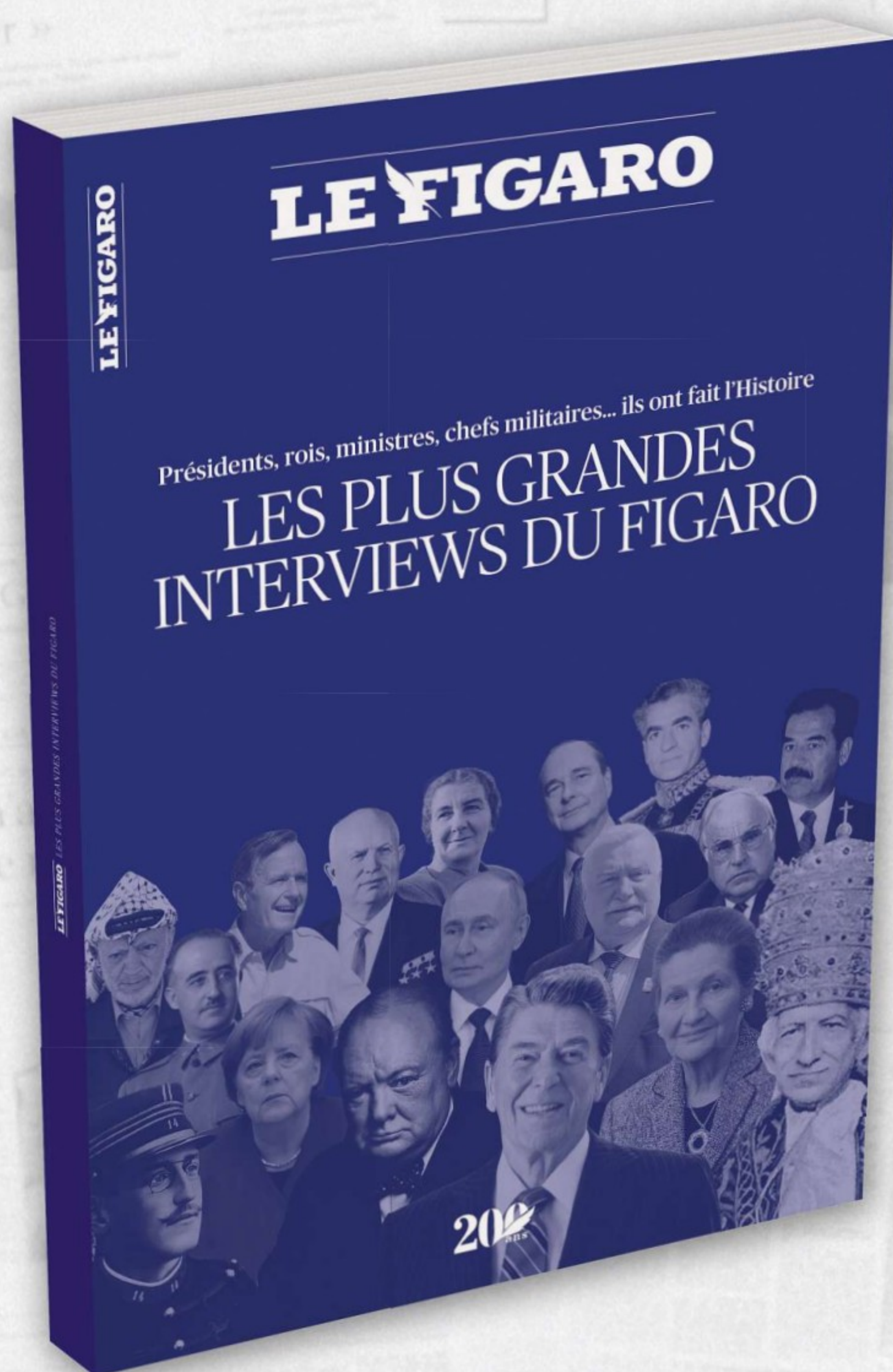
FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 80 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0531 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h 30 à 18h ;
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70 ou à abo@client.lefigaro.fr
Gérez votre abonnement sur www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 439 €. Semaine : 385 €. Week-end Prestige : 464 €. Week-end : 329 €. Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Écolabel européen
sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation** : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.

Le journal se compose de :
Édition nationale
1^{er} cahier 18 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous 8 pages
Cahier 4 Littéraire
8 pages

NOUVEAU

200 ANS D'INTERVIEWS DU FIGARO DE CEUX QUI ONT FAIT L'HISTOIRE



Konrad Adenauer
Yasser Arafat
Mustafa Kemal Atatürk
Georges Boulanger
George H. W. Bush
Jacques Chirac
Winston Churchill
Alfred Dreyfus
Francisco Franco
Georges Ier de Grèce
Valéry Giscard d'Estaing
Herbert Hoover
Ruhollah Khomeyni
Nikita Khrouchtchev
Helmut Kohl
Léon XIII
Golda Meir
Angela Merkel
Gamal Abdel Nasser
Mohammad Reza Pahlavi
Vladimir Poutine
Ronald Reagan
Simone Veil
Lech Wałęsa

12,90 €

EN VENTE ACTUELLEMENT

chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr

LE FIGARO économie



VENEZUELA
LES ÉTATS-UNIS ÉTENDENT
LEUR MAINMISE SUR LE PÉTROLE
DU PAYS SUD-AMÉRICAIN **PAGE 21**

ÉNERGIE
CE RÈGLEMENT EUROPÉEN QUI FAIT
CRAINdre UNE NOUVELLE FLAMBÉE
DES PRIX DU GAZ ET DU PÉTROLE **PAGE 23**



La hausse des taux rattrape entreprises et particuliers

Le renchérissement du coût du crédit va freiner les projets industriels, handicaper le secteur du capital-investissement et peser sur le marché immobilier.

C'est un nouveau coup dur qui se profile. Alors que la France se débat avec une croissance économique anémique, les entreprises doivent désormais composer avec l'emballement des taux d'intérêt qui renchérit le coût des crédits bancaires et des emprunts obligataires. De

fait, le taux de la dette française à 10 ans (OAT) s'échangeait mercredi à 4,5 %, alors qu'il ne dépassait pas les 3,6 % le 1^{er} janvier. Cette nouvelle flambée des taux tombe au plus mauvais moment pour les entreprises, dont la demande de crédit restait assez sou-

tenue ces derniers mois. Un grand nombre de sociétés, en particulier celles qui sont très endettées ou positionnées dans des secteurs en difficulté (agroalimentaire, distribution, construction...), n'auront peut-être plus les moyens de souscrire de nouveaux prêts, plus

chers, qui alourdiraient la charge de leur dette. Cette hausse des taux inquiète jusqu'à l'industrie du capital-investissement, à la peine depuis quatre ans. Pour les particuliers, elle se traduit par une nouvelle poussée de fièvre sur les crédits immobiliers.

→ LA PRESSION S'ACCROÎT SUR LE CAPITAL-INVESTISSEMENT → LES PARTICULIERS SUBISSENT DÉJÀ LE RENCHÉRISSEMENT DES COÛTS DU CRÉDIT **PAGES 20 ET 21**



Les IA chinoises font peur aux géants américains

Les modèles de langage développés en Chine, compétitifs et ouverts, ont fait une percée commerciale dans le monde, y compris aux États-Unis. Un défi majeur pour Anthropic et OpenAI. **PAGE 25**

> FOCUS CARBURANT : LECORNU PROLONGE LES AIDES CIBLÉES

Alors que les prix à la pompe n'en finissent plus de grimper à cause du conflit au Moyen-Orient, dépassant 2 euros le litre en moyenne en France, le premier ministre Sébastien Lecornu a choisi de reporter la date limite des aides ciblées par secteur jusqu'au 31 décembre 2026. Ces aides concernent les professions les plus touchées par la crise du carburant. « L'objectif est de préserver l'activité économique, l'emploi et la croissance, en donnant de la visibilité aux entreprises jusqu'à la fin de l'année », placent ses équipes dans un communiqué publié ce mercredi. Dans le détail, le soutien sera prolongé à hauteur de 20 centimes par litre de gazole non routier pour les entreprises éligibles de la construction et des travaux publics (BTP) et à hauteur de 15 centimes pour les agriculteurs. Pour ces derniers, « le soutien au carburant viendra en complément des autres aides du plan d'urgence agricole », précise le cabinet de Sébastien Lecornu. Les pêcheurs bénéficient, en outre, d'une revalorisation de la ristourne. L'aide sera relevée de 25 à 35 centimes par litre, soit 10 centimes supplémentaires. « Après son ajustement à la baisse cet été, en raison de la baisse des prix cet été, elle retrouvera ainsi le niveau maximal autorisé par la Commission européenne pour permettre aux navires de continuer à sortir en mer », est-il expliqué dans le communiqué. Début septembre, la porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon, avait déjà annoncé de premières prolongations jusqu'au 31 octobre. Le dispositif représente « 70 millions d'euros par mois » de dépenses dans le budget de l'État, avait-elle indiqué. **P. G.**

le PLUS du FIGARO ÉCO

AUDIOVISUEL
Les producteurs français de séries redoutent une récession **PAGE 26**

LA SÉANCE

DU MERCREDI 16 SEPTEMBRE 2021

▲ **CAC 40**
8140,59 +0,62%

▲ **DOW JONES**
52055,26 -0,07%

▲ **ONCED'OR**
3978,00 (3899,00)

▲ **PÉTROLE (Brent)**
105,550 (108,550)

▲ **EUROSTOXX50**
6280,20 +0,34%

▲ **FOOTSIE**
10694,45 +0,34%

▲ **NASDAQ**
29168,28 +0,80%

▲ **NIKKEI**
63923,00 +0,69%

L'HISTOIRE

Quand TotalEnergies recadre Mélenchon sur les réseaux sociaux

Traditionnellement, les entreprises attaquées par des hommes politiques font le dos rond. Un cap a été franchi cette semaine, après une nouvelle sortie de Jean-Luc Mélenchon visant TotalEnergies. Le groupe pétrolier dirigé par Patrick Pouyanné fait l'objet de critiques régulières et virulentes de la part du leader de LFI. La hausse des prix des carburants à la pompe, due au conflit au Moyen-Orient et à la guerre en Ukraine, attise le débat. Cette fois, dans un post sur X, Jean-Luc Mélenchon veut bloquer les marges des raffineurs pour faire baisser les prix des carburants, expliquant que « les marges de profit ont été multipliées par quatre ! Et, bien sûr, on veut faire croire que Total, par exemple, ne fait pas de bénéfices en France... », venant

apporter son soutien à des propos tenus par Michel-Édouard Leclerc traitant les raffineurs de « profiteurs » ! Cette fois, TotalEnergies a décidé de répondre, opposant des chiffres et des faits à des « on veut faire croire que ». Le groupe, dans un long tweet, explique qu'il paiera l'impôt sur les sociétés en France en 2026 « vu les résultats attendus ». Il rappelle que ses activités de raffinage ont été déficitaires sur six des dix dernières années - ce qui explique pourquoi il ne payait pas d'impôt sur les bénéfices, étant en perte. Malgré tout, le groupe « a maintenu des capacités de raffinage sur le territoire (...) on en découvre l'importance aujourd'hui ». Enfin, il explique mobiliser les profits réalisés partout dans le monde pour plafonner les prix à la pompe en France. Un cas unique au monde. ■



ELSA BEMBARON

Cinq millions de factures électroniques échangées depuis le 1^{er} septembre

Quinze jours après son lancement, l'adoption de la facturation électronique est « au-delà des attentes », se félicite le ministre des Comptes publics, David Amiel. Depuis le 1^{er} septembre, toutes les entreprises assujetties à la TVA doivent être en mesure de recevoir des factures dématérialisées via une plateforme agréée par l'État. Sur 4 millions de sociétés concernées, 70 % ont déjà désigné leur solution de réception, selon le ministre. « Cinq millions de factures ont déjà été échangées, pour un montant de plus de 15 milliards d'euros. Quand on avait fait des estimations, on pensait que ces résultats arriveraient plutôt à la fin du mois d'octobre », a souligné David Amiel à l'occasion du 81^e congrès de l'Ordre des experts-comptables, ce mercredi. « Mais évidemment le chemin est encore long, puisqu'il faut toucher les entreprises qui ne sont pas encore équipées, aider celles qui rencontrent des difficultés, qui s'interrogent

parfois d'ailleurs sur le choix de la plateforme », a-t-il nuancé. Pour le ministre, la priorité reste « l'accompagnement ». En effet, aucune sanction n'est prévue à l'encontre des entreprises retardataires d'ici à la fin décembre. Un peu plus tôt ce mercredi, la directrice générale des Finances publiques, Amélie Verdier, avait toutefois souligné que cette période de clémence ne signifiait pas « qu'on repousse aux calendes grecques » la pleine entrée en vigueur de la réforme. Elle a appelé les entreprises à être bientôt prêtes et en mesure de « démontrer ce qui est fait pour basculer » vers la facturation électronique. Un deuxième chantier attend les petites entreprises à la rentrée prochaine. Dès le 1^{er} septembre 2027, les PME-TPE et microentreprises devront être en mesure d'émettre des factures dématérialisées. Ce dispositif vise, entre autres, à lutter contre la fraude à la TVA. **P. G.**

Les entreprises rattrapées par la hausse des taux

Danièle Guinot

L'important renchérissement du coût de la dette va pénaliser les projets d'investissement et compliquer encore les gestions de trésorerie.

C'est un nouveau coup dur qui se profile pour les entreprises. Alors qu'elles se débattent avec une croissance économique anémique, elles doivent désormais composer avec l'emballement des taux d'intérêt qui renchérit le coût des crédits bancaires et emprunts obligataires. De fait, le taux de la dette française à 10 ans (OAT) s'échangeait mercredi à 4,5 %, alors qu'il ne dépassait pas les 3,6 % le 1^{er} janvier ! Cette augmentation sensible (+0,9 %) pourrait remettre en question les projets d'investissement et compliquer encore les gestions de trésorerie. « Il va y avoir un véritable ruissellement de la hausse des taux vers le bilan des entreprises, prévenait lundi sur BFM Business Stéphane Boujnah, le président du directoire d'Euronext. Celles qui sont très endettées vont subir cette augmentation dans leurs charges de manière plus importante que les autres. »

Les causes du coup de chaud sur les taux sont multiples : la flambée des coûts de l'énergie, avec la guerre en Iran qui s'éternise, fait grimper l'inflation et dans son sillage les taux d'intérêt. Pour contrer la hausse des prix, la BCE a relevé ses taux directeurs de 0,25 % la semaine dernière (à 2,5 %). La tension est surtout vive sur les marchés obligataires, où les dettes souveraines de nombreux pays ont retrouvé leurs niveaux de 2008. « L'augmentation est plus marquée dans les pays comme la France, les États-Unis ou le Royaume-Uni, où la situation budgétaire est très dégradée, explique José Bardaji, directeur études et perspectives pour le groupe BPCE. L'incertitude politique aggrave la situation de la France, dont la composante "prime de risque" du taux d'emprunt augmente sensiblement. »

Pour l'heure, l'impact de cette nouvelle donne récente n'est pas encore très perceptible. En France, les PME et les entreprises de taille intermédiaire (ETI) souscrivent surtout des crédits bancaires (de 5 à 7 ans), le plus souvent à taux fixe, ce qui les protège des variations de marché. Et retarde de plusieurs mois la répercussion des changements. « Nous ne sommes pas très inquiets à court terme, mais nous suivons la situation de près, directement sur le terrain. Les entreprises ont dans l'ensemble des fondamentaux solides et un taux d'endettement maîtrisé, mais les situations sont hétérogènes, souligne Emilie Quema, directrice des entreprises à la Banque de France. En outre, il n'y a pas de problème de financement, les banques françaises sont solides, elles n'ont pas restreint l'accès au crédit et ne répercutent

pas forcément immédiatement les hausses de taux. »

Pour autant, cette nouvelle flambée des taux tombe au plus mauvais moment pour les entreprises, dont la demande de crédit restait assez soutenue ces derniers mois. « Les sociétés ont rarement autant souscrit de prêts de trésorerie qu'au premier semestre, observe José Bardaji. Cela indique que la dégradation de la conjoncture économique pèse sur certaines d'entre elles et les contraint à emprunter pour faire face à leurs besoins de trésorerie. » D'autres problématiques seraient aussi en jeu. « Les petites entreprises ont terminé de rembourser leurs PGE, mais cela en a appauvri un certain nombre, car ces prêts ont financé des pertes réalisées pendant le Covid et non des investissements productifs, explique Germain Simoneau, président de la commission financement des entrepreneurs (ex-CPME). Or, dans le même temps, la consommation des ménages cale et les coûts de l'énergie ont beaucoup augmenté. En conséquence, les trésoreries sont sous tension et les délais de paiement s'allongent. »

« L'incertitude politique aggrave la situation de la France, dont la composante "prime de risque" du taux d'emprunt augmente sensiblement »

José Bardaji

Directeur études et perspectives pour le groupe BPCE

Un grand nombre de ces sociétés, en particulier celles qui sont très endettées ou positionnées dans des secteurs en difficulté (agroalimentaire, distribution, construction...), n'auront peut-être plus les moyens de souscrire de nouveaux prêts, plus chers, qui alourdiraient la charge de leur dette. « Des crédits à 4 % restent soutenables pour une entreprise, mais, au-delà, cela devient compliqué. L'état actuel de l'économie ne permet pas d'emprunter plus cher », estime Germain Simoneau.

Cette situation risque fort de freiner les projets d'investissement pourtant importants, notamment en matière d'intelligence artificielle ou de transition énergétique. « Les entreprises devront parfois faire des arbitrages et certains projets seront reportés ou voire annulés », avance José Bardaji. D'ores et déjà, de grands projets d'investissement, tels que la construction de nouveaux sièges sociaux ou le renouvellement de machines-outils, auraient été mis sur pause dans certaines entreprises. Les raisons ne sont pas uniquement liées au ren-



La salle de surveillance des marchés d'Euronext Paris.

chérissement du coût de la dette. « Les trésoriers d'entreprise se posent beaucoup de questions sur l'économie et plus encore sur l'environnement géopolitique », relèvent Virginie Biau et Philippe Berneur, qui dirigent la commission financements de l'Association française des trésoriers d'entreprise. Les incertitudes entourant le projet de loi de finances pour 2027 inquiètent aussi. « C'est la première fois que je vois des dirigeants de PME suivre les débats budgétaires, note Germain Simoneau. Ils se demandent à quelle sauce les entreprises vont être mangées et ils redoutent des hausses d'impôts. »

À l'approche de l'élection présidentielle, les incertitudes politiques sont aussi prégnantes sur le marché obligataire, où s'endettent les grands groupes. « Depuis fin août, on constate que beaucoup d'entreprises avancent leurs projets d'émission ou de refinancement de dette, relève Olivier Enthoven, en charge de l'activité global markets chez ABN Amro. Elles anticipent que les conditions de marché seront plus difficiles en début d'année

prochaine à mesure qu'on se rapprochera de l'élection. » Ces dernières semaines, Lagardère, Clariane, Orange, EDF, Engie, Bureau Veritas, La Poste ou encore Thales ont émis de la dette obligataire avec succès. Jusqu'à présent, l'appétit des investisseurs reste solide. Mais avec l'emballement récent des taux d'intérêt, « les investisseurs sont un peu plus sélectifs et les taux de financement ont un peu augmenté, note Blaise Bourdy, responsable origination obligatoire pour les clients stratégiques en France, Belgique et Luxembourg chez Société générale. Dans ce contexte, les entreprises françaises sont un peu plus prudentes et on observe un mouvement d'anticipation des besoins de financements 2027 pour sécuriser les émissions au cas où le contexte se dégraderait. » La hausse des taux d'intérêt n'est sûrement pas terminée. ■

Les particuliers renchérissement

Jorge Carasso

C'est la douche froide pour les acheteurs. La flambée mondiale des taux d'intérêt provoque une nouvelle poussée de fièvre sur les crédits immobiliers. Un emprunt sur vingt ans coûte désormais en moyenne entre 3,5 % et 3,8 % (+0,30 à 0,40 point depuis février 2026, le début de la guerre en Iran). « C'est un mouvement global, planétaire. On le subit », constate Éric Allouche, directeur France du réseau d'agences ERA immobilier. Les banques ont réajusté leurs barèmes dès septembre, avec des hausses de l'ordre de +0,10 à +0,25 point. Une fois n'est pas coutume, quatre établissements ont aussi bougé leurs curseurs mi-septembre pour s'adapter à l'évolution du loyer de l'argent. « Aujourd'hui, les moins bons profils se voient offrir des taux à plus 4 % », observe Sandrine Allonier, porte-parole du courtier Vous Financer.

Après la flambée des OAT 10 ans, le taux de référence auquel les marchés prêtent de l'argent à la France, et qui reflète leur confiance dans la capacité du pays à diminuer son endettement, se situe désormais autour de 4,5 %. Il oblige les banques à revoir leur copie. En effet, les OAT font figure de boussole pour le crédit immobilier. Lorsqu'ils grimpent, les banques doivent s'ajuster. Mais ce n'est pas tout, la poussée inflationniste créée par le blocage du détroit d'Ormuz oblige aussi les banques centrales à renchérir le loyer de l'argent à court terme. La BCE a remonté son principal taux directeur à 2,50 % (+0,25 point) la semaine dernière, après l'avoir déjà rehaussé en juin. Il était attendu que la Fed remonte ses taux également ce mercredi, là aussi pour tenter de calmer la hausse des prix.

C'est une mauvaise nouvelle de plus pour les emprunteurs. La poussée de fièvre post-Covid, avec des taux passés de 1 à 4,2 % entre 2022 et 2023, a été suivie d'une baisse des coûts de crédits. Mais cette parenthèse, qui a vu les taux tomber autour des 3 % en 2025, est bel et bien fermée. « Les clients se demandent s'ils n'ont pas laissé passer le train », constate Samuel Berrih, agent immobilier pour le réseau Keller Williams à Paris. Pire. La hausse des coûts de financement se lit déjà dans l'appétit des acheteurs. La production de crédit s'est

La pression s'accroît sur le capital-investissement

Dans les sociétés de capital-investissement, les gestionnaires de fonds surveillent de très près l'évolution des taux d'intérêt », avance un professionnel du secteur. La hausse récente des taux d'intérêt (l'emprunt d'État français à 10 ans, l'OAT, est à 4,5 %) fait peser en effet des risques sur l'industrie du capital-investissement, à la peine depuis quatre ans. Certes, « l'onde de choc actuelle est à ce stade de bien moindre amplitude qu'en 2022, lorsque l'Euribor est passé de 0 % à presque 4 % en quelques trimestres », nuance Pierre-Louis Nahon, associé-gérant au sein de la banque d'affaires Alantra. Mais les répercussions potentielles sont bien réelles : le renchérissement du coût de l'argent fragilise certaines entreprises non cotées acquises par dette avec effet de levier (ou LBO) et il risque de griper un peu plus le marché.

De fait, des taux d'intérêt élevés limitent la capacité des fonds à s'endetter pour mettre la main sur une entreprise. Car ces derniers ont une obligation de rendement et ils ne peuvent pas se permettre de payer trop cher une acquisition. « Une hausse des taux durable et structurelle devrait marginalement faire baisser la valorisation des entreprises », prévient Pierre-Louis Nahon. Ce qui

aurait des conséquences. « Cela risque de créer de l'attentisme et de freiner le marché, devenu très exigeant, explique Bertrand Rambaud, le président de la société d'investissement Siparex. Or, depuis fin 2025, celui-ci montrait des signes d'amélioration. » La hausse des taux d'intérêt risque donc de maintenir le

« Depuis peu, nous constatons une forte hausse d'entreprises sous LBO en difficulté. Cela va de la PME à l'ETI et tous les secteurs sont représentés »

Julien Sortais Managing director au cabinet Interpath advisory France

marché du capital-investissement dans une situation difficile, où les cessions d'entreprise peinent à se concrétiser, faute d'accord sur les prix entre les vendeurs et les acquéreurs potentiels. Résultat, les durées de détention des entreprises en portefeuille ne cessent de s'allonger : elles sont passées de quatre ans à six à huit ans en moyenne.

Certaines de ces sociétés sont ébranlées par la dette. Cela est dû notamment

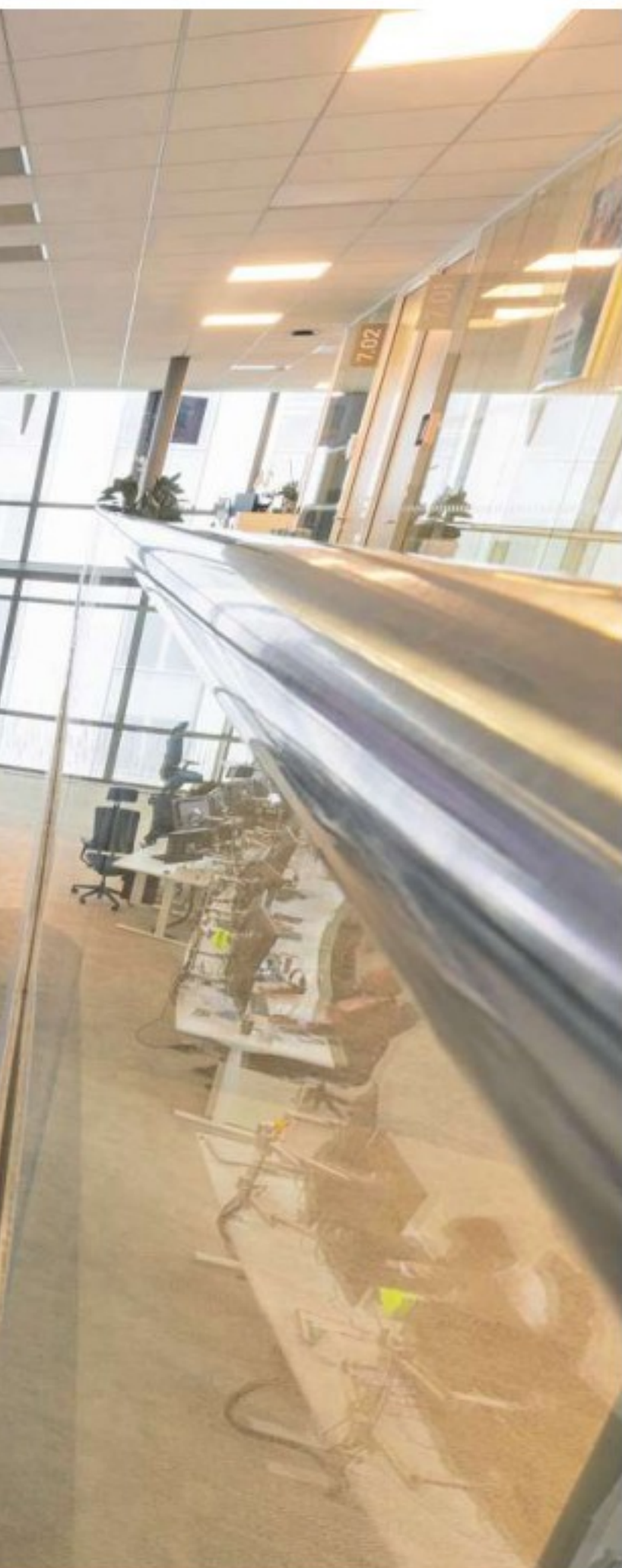
à la spécificité des montages financiers de LBO. Concrètement, dans le cadre de ces opérations, un holding détenu par des fonds d'investissement est créé pour racheter la société avec de la dette. Actionnaire majoritaire, il rembourse les emprunts souscrits à taux variable avec les revenus et profits de l'entreprise. Les ratios d'endettement (effet de levier) sont eux calculés par rapport à l'excédent brut d'exploitation (Ebitda) de l'entreprise. Certes, les gestionnaires de fonds souscrivent généralement des produits financiers permettant de couvrir une partie de ces montages contre des hausses de taux, mais cela ne les protège pas complètement et un certain nombre d'entreprises se trouvent sous pression.

« Depuis peu, nous constatons une forte hausse d'entreprises sous LBO en difficulté », note Julien Sortais, managing director au cabinet Interpath advisory France. Cela va de la PME à l'ETI et tous les secteurs sont représentés. » Ces entreprises, dont l'endettement peut atteindre le milliard d'euros, ont souvent en commun d'avoir été achetées à prix d'or avec un fort effet de levier (jusqu'à cinq ou six fois l'excédent brut d'exploitation, voire plus) lorsque les taux étaient au plancher. Mais, faute de revenus suffi-

sants, elles ne peuvent plus honorer la dette du holding, désormais plus chère. « L'activité de ces entreprises ne s'est pas toujours développée comme espéré lors de la mise en place du LBO et elles souffrent du ralentissement économique et de la hausse des coûts de l'énergie, explique Julien Sortais. Faute de revenus suffisants, leurs flux de trésorerie ne permettent pas de couvrir les charges d'endettement. »

La plupart du temps, des solutions sont proposées pour les soulager. « Dans la majorité des situations, des solutions de réaménagement de dette, avec notamment un allongement des maturités ou un gel des remboursements pendant un ou deux ans, sont mises en place à l'amiable », détaille Julien Sortais. Mais certaines situations sont bien plus complexes. C'est le cas pour le groupe de laboratoires d'analyses médicales Cerba HealthCare. Racheté en 2021 en plein boom des tests liés au Covid, avec un effet de levier vertigineux, par le fonds suédois EQT et le canadien PSP, la société est étranglée par une dette de près de 5 milliards d'euros. Récemment, elle a demandé l'ouverture d'une procédure de conciliation au tribunal de Nanterre, selon Les Échos. Un allègement de dette serait prévu, mais la répartition des efforts entre fonds d'investissement, créanciers et biologistes resterait à définir. ■ D. G.

d'intérêt



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Au G20 de l'énergie, Donald Trump veut faire oublier le pétrole à plus de 100 dollars

Clara Galtier

Devenu central dans la stratégie pétrolière de Washington, le Venezuela a été convié pour ce rendez-vous à Houston. Avec une nouvelle annonce d'investissement majeur à la clé.

C'est l'invité surprise de la réunion des ministres de l'Énergie du G20 – présidée cette année par les États-Unis – qui se tenait du 14 au 16 septembre au Texas. Le Venezuela, qui ne fait pas partie du groupe des 20 plus grandes économies mondiales, a été convié cette semaine à Houston par l'Administration Trump. La ministre des Hydrocarbures, Paula Henao, et le vice-président de la compagnie pétrolière publique PDVSA, Jovanny Martínez, ont fait le déplacement.

L'invitation n'a rien d'anecdotique. Quelques semaines après l'impressionnant accord conclu entre Washington et Caracas sur l'exploitation de 17 gisements pétroliers, la Maison-Blanche entend faire du pays l'un des piliers de sa stratégie énergétique. Ces champs renfermeraient quelque 65 milliards de barils de réserves, soit plus d'un cinquième des réserves prouvées du Venezuela.

À Houston, dans la capitale pétrolière du pays, le secrétaire américain à l'Intérieur, Doug Burgum, a déclaré vouloir « libérer le plein potentiel énergétique » du Venezuela. La compagnie pétrolière américaine Continental Resources devait, ce mercredi en fin de journée, annoncer un investissement majeur alors que Washington cherche à relancer l'industrie pétrolière, en décrépidité, du pays.

Donald Trump espère que ce nouveau flux d'hydrocarbures aidera à compenser les perturbations en cascade provoquées par la guerre contre l'Iran qu'il a lancée avec son allié israélien. Le Brent a dépassé les 100 dollars le baril et atteint près de 109 dollars en ce début de semaine, au plus haut depuis mai. La circulation des pétroliers est fortement perturbée dans le détroit d'Ormuz, par lequel transitent habituellement 20 % du pétrole et du gaz mondial. Les attaques contre les infrastructures saoudiennes et les menaces des houthistes, alliés de Téhéran, sur le

détroit de Bab el-Mandeb entravent la voie de contournement qu'utilisait jusque-là l'Arabie saoudite. Résultat, le prix moyen du diesel a dépassé 6,27 dollars le gallon aux États-Unis mardi, un record national. Pour une Administration qui avait promis aux Américains une énergie bon marché, la situation est particulièrement délicate, à quelques semaines des élections de mi-mandat.

Marges de manœuvre

Pour Antonio De La Cruz, président d'Inter American Trends et analyste politique et énergétique basé à Washington, la crise au Moyen-Orient renforce aussi l'intérêt stratégique du pétrole vénézuélien. Si les tensions autour du détroit d'Ormuz perturbent durablement les exportations du Golfe, « Washington pourrait chercher à sécuriser davantage de barils dans son pro-

pre hémisphère », écrit-il dans une note de blog. Avec ses immenses réserves et sa proximité avec les raffineries américaines du golfe du Mexique, le Venezuela prend en toute logique une part importante dans la politique énergétique des États-Unis. « Le centre géopolitique de l'énergie doit quitter le Moyen-Orient », a d'ailleurs plaidé Doug Burgum.

Washington veut donc montrer qu'il dispose de marges de manœuvre. Outre le Venezuela, l'Administration Trump pousse à davantage de production américaine et cherche à accroître les capacités de raffinage. Doug Burgum a toutefois reconnu lundi qu'interdire les exportations américaines de pétrole ou de carburants ne suffirait pas à faire baisser les prix à la pompe.

Les priorités américaines tranchent avec celle du G20 de 2025. Sous prési-

dence sud-africaine, les discussions étaient centrées autour de la transition énergétique. Lundi, l'Agence américaine de protection de l'environnement a annoncé la suppression de certaines limites imposées aux émissions de gaz à effet de serre des centrales électriques, imposées en 2024 par Biden, faisant bondir les représentants d'associations qui y voient « un cadeau aux producteurs d'énergie fossiles ». La Maison-Blanche justifie ce détricotage par la nécessité de produire davantage d'électricité afin de pourvoir aux très énergivores data centers de l'IA.

Depuis son retour à la Maison-Blanche, le président américain, climatocceptique notoire, a fait de l'« abondance énergétique », thème de cette réunion du G20, un axe de sa politique, en promettant de favoriser la production de pétrole, de gaz et de charbon, avec sa célèbre formule « fore, bébé, fore ».



Le prix moyen du diesel a dépassé 6,27 dollars le gallon aux États-Unis mardi, un record national. La situation est particulièrement délicate pour Trump, à quelques semaines des élections de mi-mandat. EVELYN HOCKSTEIN / REUTERS

subissent déjà le des coûts du crédit

établie à 11 milliards d'euros en juillet, selon la Fédération bancaire française (FBF), en forte baisse par rapport à juin (13,2 milliards d'euros). Les taux auxquels les acheteurs immobiliers se financent pourraient encore grimper de 0,10 à 0,20 point d'ici à la fin d'année. « Aux clients qui ont des projets, je dis "dépêchez-vous" », insiste Éric Allouche.

Pour autant, le marché immobilier reste solide. Il devrait atterrir autour des 955 000 transactions en 2026, selon le site d'estimation immobilière Meilleurs-Agents. Un niveau qui reste élevé. Et l'impact sur les mensualités reste mesuré. « La hausse représente 10 ou 20 euros de plus par mois. Cela ne fait plaisir à personne, mais ça reste absorbable », estime Pierre Chapon, cofondateur du courtier Pretto. Surtout, les banques restent preteuses. « Elles n'ont pas fermé le robinet du crédit comme cela avait été le cas en 2022 et 2023 », constate Julien Langlade, président du courtier Cafpi. Elles continuent d'ouvrir grand leurs portes à cer-

« La hausse représente 10 ou 20 euros de plus par mois. Cela ne fait plaisir à personne, mais ça reste absorbable »

Pierre Chapon

Cofondateur du courtier Pretto

tains clients. Les plus riches tout d'abord, pour lesquels elles sont prêtes à consentir de gros efforts. « Pour ces clients, on peut encore trouver du 3,10 ou 3,20 % sur vingt ans », indique Pierre Chapon. À condition bien sûr de placer aussi un confortable matelas d'épargne dans leurs comptes. « À 3,20 % les banques ne vont pas gagner d'argent. Il y a donc la volonté de rentabiliser les clients qu'elles financent », complète Sandrine Allonier.

Les primo-accédants restent aussi une clientèle phare. Certaines banques (Crédit mutuel, Crédit agricole, LCL...) proposent des coups de pouce à 1 % ou 2 % sur une petite partie du crédit. Ils s'ajoutent au prêt à taux zéro dans le neuf. De quoi faire baisser franchement la facture finale du crédit. Les primo-accédants sont d'ailleurs majoritaires (54 %, selon la FBF) dans les dossiers de financements. ■

Les États-Unis poussent à la dollarisation du Venezuela

Et si le Venezuela abandonnait définitivement le bolivar ? Le débat, déjà ancien, a ressurgi le 22 août, lorsque le député d'opposition Antonio Ecarri a annoncé travailler avec l'économiste américain Steve Hanke à une proposition visant à faire du dollar la monnaie officielle du pays. Une initiative qualifiée « d'irresponsable » par le président de l'Assemblée nationale, Jorge Rodríguez, qui a démis le jour même l'élu de la présidence du groupe d'amitié parlementaire Venezuela-États-Unis. Même son de cloche de la part de Matthieu Pigasse. Le patron du bureau parisien de la banque d'investissement américaine Centerview, choisi par Caracas pour négocier la restructuration d'une dette de quelque 150 milliards de dollars, fait savoir au Figaro que « le Venezuela n'est pas dollarisé et qu'il n'y a de débat ni sur sa dédollarisation ni sur sa dollarisation ».

Steve Hanke, surnommé le « Money Doctor » par ses pairs, défend depuis des années la dollarisation des pays frappés par l'hyperinflation. Il a participé à la transition de l'Équateur, qui a adopté le billet vert en 2000, en convainquant le président Jamil Mahuad, dont il fut le proche conseiller, de sauter le pas. L'opération a plutôt bien réussi au pays qui a connu une période de prospérité. Aujourd'hui, pour « tuer l'inflation au Venezuela », propulsée à 576 % en juillet, il propose « de mettre le bolivar en réserve, de l'exposer dans un musée et de le remplacer par le dollar américain ».

La situation est critique pour Caracas. Après des années de crise économique, le bolivar s'est effondré. « Lorsque les revenus pétroliers se sont taris parce que le gouvernement avait laissé les infrastructures se dégrader, il a payé ses factures, notamment les salaires des fonc-

tionnaires et les retraites, en imprimant de la monnaie », explique l'économiste. Avec le dollar, le gouvernement ne pourrait plus dévaluer à sa guise ni utiliser la planche à billets pour financer ses dépenses.

Quelque 7 millions de fonctionnaires et de retraités sont payés en bolivars aujourd'hui, qui perdent un tiers de leur valeur chaque mois. Les sommes qu'ils perçoivent ne suivent pas l'inflation des prix des produits de première nécessité – alimentation, médicaments et loyers. « C'est pourquoi ils se débarrassent de leurs bolivars et se procurent des dollars aussi vite que possible. Et cette érosion constante du pouvoir d'achat d'une part importante de la population pèse lourdement sur l'économie », explique Hanke. En 2019, alors que le bolivar avait perdu la quasi-totalité de sa valeur, le président Maduro avait été contraint d'autoriser sa convertibilité en dollars.

C'est pourquoi le Venezuela connaît déjà, depuis plusieurs années, une forme de dollarisation informelle. Le billet vert s'est imposé comme valeur refuge et moyen de paiement, notamment dans le commerce. Nicolas Maduro lui-même remerciait presque le billet vert, en 2019, le qualifiant de « soupe de sécurité » pour l'économie. Cette même année, selon EcoAnalitica, 53,8 % des paiements relevés dans les principales villes du pays étaient effectués en dollars. Avec la devise américaine, une monnaie stable, les habitants et les entreprises n'auraient plus à craindre que leur argent perde rapidement de la valeur, argue encore Steve Hanke, créant ainsi un choc de confiance. Cela pourrait aider à freiner la hausse des prix. « C'est faire preuve de réalisme, appuie Christopher Dembik, conseiller en

stratégie d'investissement chez Pictet Asset Management, bon connaisseur du pays. Le bolivar est un peu symbolique... La dollarisation, de facto, a commencé : si vous souhaitez acheter un appartement, le prix est en bolivars mais tous les règlements se font en dollars. »

« Le bolivar est un peu symbolique... La dollarisation, de facto, a commencé : si vous souhaitez acheter un appartement, le prix est en bolivars mais tous les règlements se font en dollars »

Christopher Dembik

Conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet Asset Management

Certains analystes soupçonnent par ailleurs Washington de pousser en faveur d'un arrimage plus étroit au dollar. Cela faciliterait et sécuriserait les investissements des entreprises américaines dans le pays, tout en éliminant le risque de change pour les exportations. À fortiori alors que les deux capitales viennent de signer de juteux contrats, surprenant plus d'un spécialiste. Depuis la chute de Maduro, capturé puis emprisonné par l'armée américaine en janvier, les États-Unis prennent une place prépondérante dans la reconstruction du secteur pétrolier vénézuélien. Washington détient désormais 35 % de North American Blue Energy Partners, la société qui a obtenu des droits d'exploitation pendant cent ans sur 17 champs représentant environ 65 milliards de barils de réserves. C'est l'équivalent d'un peu moins de deux

ans de consommation mondiale annuelle ! Le Pentagone dispose en outre d'un droit de première offre sur une partie du pétrole produit.

Pour Michael Hudson, professeur à l'université du Missouri-Kansas City, l'enjeu dépasse le Venezuela. Dans une analyse consacrée à la politique américaine, il rappelle que le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, a lui-même expliqué que si les sanctions américaines visaient le Venezuela, c'est parce que le pays vendait son pétrole à la Chine « sans en tirer de dollars ». Selon l'économiste, Washington chercherait ainsi à préserver la domination du billet vert dans le commerce mondial, notamment face à Pékin. « La domination du dollar est essentielle », reconnaissait Scott Bessent le 24 juin ajoutant que « le nouveau Venezuela va facturer en dollars ».

Bien sûr, le projet de dollarisation du Venezuela provoque des levées de boucliers, question de souveraineté oblige. En abandonnant le bolivar, Caracas laisserait aussi l'un des derniers instruments de politique économique dont dispose un État. Les taux de la Réserve fédérale américaine s'appliqueraient sans que Caracas ait son mot à dire. Impossible, en cas de choc, de dévaluer sa monnaie ou d'ajuster les taux pour soutenir l'économie. « Il n'y a pas de très bonne décision dans ce dossier, estime Christopher Dembik. Puisqu'il existe plusieurs taux de conversion du bolivar en dollar sur le marché noir, il va falloir choisir et accepter à quel taux on va convertir, avec un risque de perte important pour certains ménages. » Surtout, changer de monnaie n'est pas une solution miracle. Elle ne règle ni les déficits publics, ni l'effondrement des infrastructures, ni la dépendance au pétrole. ■ C.G.

Pierre-Loeiz Thomas

Le ministre du Travail a présenté une synthèse de plusieurs mois de discussions dans le cadre de la conférence « Travail, emploi retraites ».

Terminus, tout le monde descend. Après neuf mois de discussions entre les partenaires sociaux, Jean-Pierre Farandou a remis les conclusions de la conférence TER (pour travail, emploi, retraites) au premier ministre, ce mercredi 16 septembre. « Certains pensaient que ça ne marcherait pas, ça a marché », s'est félicité le ministre du Travail lors de la présentation du volumineux dossier de 183 pages rédigé par Jean-Denis Combrexelle, Anne-Marie Couderc et Pierre Ferracci, les trois « garants » des travaux. Inauguré en décembre dernier lors d'une plénière au palais d'Iéna, cet objet social non identifié devait permettre de « redonner un projet au pays. Et, dans le champ du travail, de l'emploi et des retraites, redonner un espoir de convergence, de clarification, d'explication, c'est important », selon les termes du ministre.

« Nous avons cherché à écrire une histoire : celle des années qui viennent pour le travail, l'emploi et les retraites », écrivent aujourd'hui les trois coauteurs en préambule de ce « document final ». Dans la suite, ils rappellent le contexte économique, écologique et démographique français. « Les participants de la conférence ont partagé, de manière objective, un certain nombre de constats sur les contraintes auxquelles notre pays est confronté », notent-ils en abordant pêle-mêle le décrochage du niveau de vie des Français, le « ratio croissant de dépendance démographique » ou le « niveau élevé de dette publique ». « Les participants sont convaincus qu'aucune de ces contraintes n'est insurmontable », ajoutent les trois garants.

Une fois le tableau posé, les auteurs avancent les convergences et les divergences des partenaires sociaux sur les trois thèmes abordés. « Nous ne sommes pas là pour faire des recommandations, mais nous sommes là pour esquisser des voies de passage, a détaillé Jean-Denis Combrexelle en se reprenant plusieurs fois sur les termes. Tout ça, c'est peut-être de la sémantique, mais cela fait partie du sujet. » Le document essaye tant bien que mal de rabibochoer les positions syndicales et



Le ministre du Travail, Jean-Pierre Farandou, en décembre 2025, à Paris. IAN LANGSDON/AFP

Retraites : les partenaires sociaux n'ont pas trouvé de « voie de passage »

patronales sur la place de l'entreprise, la pénibilité au travail ou encore l'orientation des plus jeunes.

Enfin, une vingtaine de pages se concentrent sur « des voies de passage pour une réforme des retraites ». Les auteurs ont toutefois pris le soin d'ajouter un point d'interrogation au titre de ce chapitre. « Personne ne s'accorde sur ce que serait une réforme idéale des retraites, notent, lucides, les rapporteurs dans leur synthèse. Chaque acteur défend une cohérence propre,

« Nous ne sommes pas là pour faire des recommandations, mais nous sommes là pour esquisser des voies de passage »

Jean-Denis Combrexelle
L'un des auteurs du rapport

et ce qui apparaît juste aux uns semble régressif aux autres. » Le document propose toutefois une ébauche de réforme basée sur un « âge d'ouverture des droits », un « âge d'équilibre » et un « âge de départ effectif à la retraite ». Une formule qui rappelle la réforme du système de retraite proposée en 2019 par Édouard Philippe, alors premier ministre. Le document propose également des retraites anticipées pour raisons de santé en reprenant les positions patronales et syndicales exposées lors du « conclave » convoqué sous François Bayrou. Enfin, les trois garants suggèrent également d'introduire un « système additionnel de capitalisation » en parallèle de notre système de retraite par répartition.

Reste à savoir ce qu'il va advenir de toutes les propositions avancées dans ce document final, dont la terminologie même a été sujette à débat. « Pour moi, l'idéal, ça serait que les partenaires

sociaux poursuivent, avance Jean-Pierre Farandou. Qu'ils choisissent, dans le cadre de l'agenda autonome, de prendre ce document par morceaux, dans le sens qu'ils veulent. Ils ont le temps, ils peuvent forger quelque chose. » « Indépendamment des échéances politiques prochaines, les partenaires sociaux représentatifs, tant dans le secteur privé que dans le secteur public, pourraient se réunir pour amorcer une ou plusieurs négociations interprofessionnelles, suggèrent également les auteurs du rapport. Le point de départ de ces travaux, non le point d'arrivée, pourrait être le document final de la conférence. »

Dans les faits, la tâche s'annonce ardue. Le lourd document se termine par les annexes dans lesquelles on retrouve des dizaines de tableaux Excel qui recensent les positions de chacun des participants sur l'ensemble des sujets abordés pendant ces longues discussions. Si Jean-Denis Combrexelle

pointe « les nombreuses convergences », les divergences de point de vue restent flagrantes.

Du côté des partenaires sociaux, l'accueil est mitigé. Ce mercredi, avant même la présentation des conclusions, Sophie Binet a d'ores et déjà attaqué le compte rendu de la conférence. « Ce rapport n'engage que ses auteurs, a avancé la secrétaire générale de la CGT devant l'Association des journalistes de l'information sociale (Ajis). Nous avons le sentiment d'un hold-up sur le résultat, avec une instrumentalisation de la conférence pour installer l'idée qu'il faudrait une nouvelle réforme des retraites. » Reste également à convaincre le Medef de se saisir des pistes esquissées pendant les débats. Malgré les nombreux appels du pied du ministre du Travail, la principale organisation patronale n'a jamais souhaité participer aux discussions, préférant se référer à l'agenda autonome. ■

Santé : des actions efficaces de prévention proposées à Lecornu

Jean Citti

Un rapport parlementaire préconise une « génération sans tabac ». À la clé, des milliards d'euros d'économies pour la Sécurité sociale.

A l'heure des politiques court-termistes et des promesses électorales, parler de prévention semble un pari osé. C'est pourtant le sujet majeur des années à venir, rabâchent tous les acteurs institutionnels du secteur de la santé. Une ambition qui peine pourtant à dépasser le stade de l'invocation. Un rapport parlementaire commandé par Sébastien Lecornu, rendu public ce mercredi, vient formuler des propositions concrètes pour enfin « mieux organiser et structurer un système de prévention primaire en santé ».

Ce rapport, confié au député Cyrille Isaac-Sibille, médecin de formation et élu Modem dans le Rhône, martèle l'intérêt sanitaire – ainsi qu'économique – d'une politique de prévention efficace. Les personnes en affection de longue durée (ALD) étaient par exemple 14 millions en France en 2024, soit 20 % de la population, alors qu'elles n'étaient que 6 millions au milieu des années 2000, représentant alors environ 10 % des Français, note cette étude. Ces ALD entièrement prises en charge par la

Sécurité sociale vont de Parkinson aux cancers, en passant par la sclérose en plaques et le diabète, mais elles ne sont pas une fatalité : « 40 % des cancers pourraient être évités en agissant sur les principaux comportements et facteurs de risque », explique le rapport.

Agir sur les comportements signifie prendre des mesures fortes. Parmi ses propositions, le rapport parlementaire préconise de « viser une génération sans tabac pour les personnes nées après 2009 », reprenant une proposition faite par l'Assurance-maladie cet été. En avril, le Royaume-Uni a déjà adopté une telle mesure, ce qui signifie que tous les Britanniques nés après le 1^{er} janvier 2009 – et qui ont donc actuellement 17 ans ou moins – ne pourront jamais acheter légalement de cigarettes. Un autre pays, les Maldives, a fait de même en 2025. En France, une proposition de loi transpartisane, portée par l'écologiste Nicolas Thierry, a été déposée en novembre 2025 mais n'a toujours pas été inscrite à l'ordre du jour.

Les gains financiers liés à l'arrêt du tabac ont par ailleurs été évalués par

une étude économique de l'association Acteurs de la French Care publiée en 2024. Ce rapport sur la prévention sanitaire estimait que si les performances de la France en matière de prévention (tabagisme, alcoolisme, dépistage et vaccination) « étaient alignées sur la moyenne de l'OCDE », alors « les dépenses remboursées chaque année par l'Assurance-maladie et les organismes complémentaires diminueraient de 5 milliards d'euros ». Si la France était au niveau des meilleurs pays de l'organisation, cette baisse de dépenses pourrait même se chiffrer à 16,7 milliards d'euros, dont plus de 10 milliards grâce à la diminution du nombre de fumeurs.

Malgré un bénéfice indéniable, à la fois pour la santé des patients et pour les dépenses de la Sécurité sociale, une moindre consommation de tabac risquerait-elle d'avoir un effet négatif sur les finances publiques ? Le tabac est en effet taxé à 55 % actuellement, ce qui a rapporté plus de 12 milliards d'euros à l'État en 2025. L'étude de la French Care estime toutefois que « la baisse des recettes fiscales n'est pas proportionnelle

à la baisse du nombre de fumeurs, puisque la consommation d'autres biens et services se substitue à la consommation de tabac, générant des emplois et recettes fiscales dans d'autres secteurs ». Autrement dit, l'ex-fumeur, en plus d'être en meilleure santé, dépensera son argent autrement, entraînant une hausse des revenus issus de la TVA.

« L'exemple du tabac montre que l'on peut durablement modifier les comportements en agissant simultanément sur l'éducation, l'information et la régulation »

Extrait du rapport parlementaire

« L'exemple du tabac montre que l'on peut durablement modifier les comportements en agissant simultanément sur l'éducation, l'information et la régulation », insiste le rapport de Cyrille Isaac-Sibille, et que « la même logique doit s'appliquer à l'alcool, à l'alimenta-

tion, à l'activité physique, aux addictions ou aux écrans ». En agissant sur tous les fronts, les comportements bénéfiques à la santé deviennent alors « plus simples et plus naturels ». À condition de « rendre la prévention visible » en l'inscrivant clairement dans l'objectif de dépenses de santé fixé chaque année (Ondam).

Le rapport remis à Sébastien Lecornu préconise d'autres mesures, souvent présentes dans le débat public mais qui tardent à être mises en œuvre : rendre le Nutri-score obligatoire, « taxer fortement » les produits ultra-transformés, voire les interdire, et mieux encadrer la consommation et la publicité autour de l'alcool. Ce dernier point s'est récemment heurté à la main tremblante de l'État. En 2023, une enquête de Radio France a révélé que le gouvernement avait enterré deux campagnes de prévention élaborées par Santé publique France visant la consommation d'alcool. Un recul de l'exécutif face au lobby du vin, mais qui confirme l'efficacité réelle des campagnes de prévention pour changer les comportements. ■

Vers une nouvelle flambée des prix du gaz et du pétrole à cause d'un règlement européen

Elsa Bembaron

La mise en place d'obligations sur le suivi des émissions de méthane fait craindre une hausse de 24% du prix de l'essence à la pompe.

Alors qu'Emmanuel Macron a demandé au gouvernement une « totale mobilisation sur l'approvisionnement et les prix des carburants », des voix se font entendre pour alerter sur un risque réel de flambée des prix en janvier. La raison ? Un règlement européen sur les émissions de méthane liées à la production de pétrole et de gaz. Sur le papier, les intentions de la Commission sont louables. Il s'agit de lutter contre le rejet dans l'atmosphère d'un gaz à effet de serre dont le pouvoir de réchauffement est quarante fois supérieur à celui du CO₂. L'Europe a déjà quelques réussites à son actif, comme la baisse des émissions de gaz réfrigérants, nocifs pour la couche d'ozone. Elle veut appliquer le même principe au méthane : imposer des normes qui pousseront les producteurs à s'améliorer, avec un effet à l'échelle mondiale. En revanche, le chemin pour y parvenir et ses conséquences pour les consommateurs soulèvent quelques interrogations.

À compter du 1^{er} janvier 2027, les importateurs de gaz, de pétrole et de charbon devront démontrer que leur production a fait l'objet d'un suivi, d'un reporting et de vérifications équivalentes à celles applicables aux producteurs européens dans ces domaines. L'obligation ne porte donc « que » sur la mise en place d'outils d'audit, de mesures physiques et comptables, pas sur les émissions elles-mêmes - cela viendra, à partir du 5 août 2031. Or, très peu de pays producteurs de gaz et de pétrole ont commencé à mettre en œuvre les outils de mesures imposés par la réglementation européenne sur le méthane (MER). Et pour cause. « La situation est ubuesque. L'Europe demande une mise en conformité au 1^{er} janvier 2027. Mais elle ne donnera que mi-2029 les précisions sur les certifications à obtenir,



CARINA JOHANSSEN/BLOOMBERG

Une plateforme pétrolière d'Equinor, au large de la Norvège. Peu de pays producteurs sont équipés pour mesurer leurs émissions de méthane.

les informations d'import à fournir... », explique un des grands acteurs du secteur. La conséquence de ce flottement réglementaire a été évaluée par une vaste étude réalisée par le cabinet Wood Mackenzie. Il estime que sur la période 2027-2009, en moyenne, seulement 57 % de la production mondiale de gaz seront éligibles aux règles d'importations européennes, voire 80 % dans un scénario optimiste. La situation est encore pire pour le pétrole : 87 % des importations seraient non conformes !

Avec moins de fournisseurs potentiels, l'Europe se fragilise et risque de payer plus cher ses approvisionnements. « Il nous faudrait supporter un premium (un supplément, NDLR) sur les cours actuels pour être certains que les produits que nous achetons et qui répondent à la norme européenne nous soient effectivement livrés », explique le porte-

parole d'un groupe anglo-saxon. Il n'est pas rare que des pétroliers ou des méthaniens changent de route au beau milieu de l'océan pour aller livrer un client mieux-disant. Demain, l'Europe ne pourra plus se permettre de laisser filer des bateaux au prétexte que leur cargaison est devenue trop chère si elle coche toutes les cases du MER. Le prix du baril de brut importé en Europe pourrait augmenter de 11 %, avec un impact encore plus fort sur les prix à la pompe : + 24 % sur l'essence et + 16 % sur le diesel, selon Wood Mackenzie. « C'est à se demander si on ne veut pas tuer les raffineries européennes », s'interroge un spécialiste.

« Face à cela, nos interlocuteurs à Bruxelles nous rétorquent que ce n'est pas grave, que les pays européens ont renoncé aux sanctions financières. Mais nous ne pouvons pas ne pas être en règle : nos banques, nos assureurs, nos actionnaires, notre éthique nous imposent de nous conformer aux lois et aux règlements locaux », peste encore un acteur du secteur. La Commission reconnaît implicitement que le marché n'est pas prêt, mais sans pour autant accepter de

décaler la mise en place des normes d'audit et de contrôle. « L'administration française et européenne semble ne pas comprendre la différence entre sanction et conformité. Un grand groupe international coté ne peut pas prendre le risque de ne pas être en conformité », se

« La situation est ubuesque. L'Europe demande une mise en conformité au 1^{er} janvier 2027. Mais elle ne donnera que mi-2029 les précisions sur les certifications à obtenir, les informations d'import à fournir... »

Un des grands acteurs du secteur

plaint un autre acteur du secteur. Dix-sept pays européens, dont la République tchèque, la Slovaquie, la Roumanie, sont montés au créneau pour demander une suspension de l'application de la directive, avec une mise en place globale des mesures en 2030. Il aura fallu attendre ce mercredi pour que la France, par

la voix de sa ministre de l'Énergie, Maud Bregeon, envisage « une possibilité d'avoir davantage de flexibilité dans la réglementation à l'échelle européenne ». Il faut dire que Paris a longtemps poussé à la mise en place de la réglementation méthane et que le gouvernement ne veut pas avoir l'air de se dédire.

Seul point positif, les géants du pétrole et du gaz, TotalEnergies en tête, n'ont pas attendu le règlement européen pour lutter contre les émissions de méthane. Ils ont mis en place de nouveaux outils de lutte contre les fuites de gaz sur leurs exploitations, essentiellement grâce à l'installation de capteurs, et ils ont réduit les opérations de torchage (consistant à brûler le méthane). Depuis 2020, le groupe français a réduit de 60 % ses émissions de méthane et vise 80 % en 2030. ExxonMobil estime les avoir diminuées de 70 % à 80 % en dix ans, Shell de 78 % entre 2016 et 2025, BP de 37 % entre 2019 et 2025. Aux préoccupations environnementales s'ajoute aussi la possibilité de mieux valoriser économiquement le méthane, qui est le principal composant du gaz naturel. ■

Les ex-petits actionnaires de Carmat en conflit avec le repreneur

Marie Bartnik

Plus de soixante d'entre eux ont déposé plainte pour escroquerie contre la medtech française, reprise à la barre du tribunal en janvier.

S'ils n'ont plus le cœur à attendre des plus-values, les ex-petits actionnaires de Carmat SA ont encore de la force pour réclamer un dédommagement. La société réputée pour son projet de cœur artificiel, dans laquelle ils avaient investi avec espoir depuis son introduction en Bourse, en 2010, a été liquidée le 6 janvier dernier sur décision du tribunal des affaires économiques de Versailles. Juste avant, l'homme d'affaires Pierre Bastid avait créé Carmat SAS pour reprendre tous les actifs de Carmat SA, ainsi que 88 des 127 salariés.

Laissés sur le bord de la route, ces petits actionnaires, qui ont collectivement investi plus de 4,5 millions d'euros, sont décidés à obtenir réparation. Comme l'a révélé BFM Business, une partie d'entre eux - près de 70 à ce jour, selon nos informations - a déposé plainte auprès du Parquet national financier contre Carmat SA et ses anciens dirigeants. Ils estiment avoir été trompés par la précédente direction. Pierre Bastid, le repreneur, était le président du conseil d'administration Carmat SA et son premier actionnaire, avec 17 % du capital.

« Pendant plus de quinze ans, le développement de Carmat a nécessité des

financements considérables, explique la plainte. Faute de générer des ressources suffisantes, la société a procédé à de nombreuses levées de fonds et augmentations de capital auxquelles les actionnaires minoritaires ont été appelés à participer. Or, parallèlement à ces communications, les comptes de Carmat faisaient apparaître des pertes récurrentes, une consommation très importante de trésorerie, un endettement significatif et une dépendance persistante à de nouveaux financements. »

Les plaignants se demandent dans quelle mesure la précédente direction « disposait, lorsqu'elles sollicitaient encore les investisseurs, d'informations déterminantes qui n'auraient pas été portées à la connaissance du marché de manière exacte, complète et suffisamment claire ».

Certains plaignants ont investi quelques milliers d'euros, d'autres bien davantage. L'un d'entre eux a misé 2 millions d'euros avant les déboires de Carmat. « Nous sommes conscients qu'investir en Bourse peut nous faire perdre de l'argent, souligne Malek H., l'un de ces plaignants, qui a perdu 22000 euros. Nous sommes pour beaucoup des cadres dans l'informatique ou dans la santé, qui

avons investi dans Carmat car nous avons cru dans le potentiel de son cœur artificiel. Mais nous pensons avoir été lésés. La direction savait que cela allait fermer mais continuait à lever des fonds. »

Des biotechs ont déjà été condamnées par le passé. AB Science a ainsi écopé d'une amende de 800 000 euros pour avoir tardé à divulguer une information cruciale (mais n'avait pas levé de fonds dans l'intervalle).

« Notre technologie est validée. C'est un produit qui marche. Nous reste à trouver notre équilibre économique »

Pierre Bastid
Président de Carmat SAS

« Dans le cadre d'une plainte pénale pour escroquerie, celle-ci doit être juridiquement caractérisée, soulignent Emmanuelle Trombe et Théophile Jomier, associés chez McDermott, Will & Schulte. Elle ne peut consister en une simple faute d'appréciation. Or dans le secteur de l'innovation, il est classique de donner une vision prospective du potentiel

de la technologie », sans que cela soit répréhensible si les risques sont par ailleurs bien expliqués.

Les ex-actionnaires sont d'autant plus remontés que Carmat « semble désormais se porter comme un charme. La liquidation aurait-elle été orchestrée ? », s'interroge Dimitri Debord, l'avocat de ces ex-petits actionnaires. La plainte souligne que Pierre Bastid « participait à la gouvernance de Carmat avant que le plan de cession ne soit arrêté au profit de la SAS Carmat, tandis que la valeur des titres des anciens actionnaires était anéantie mais que l'activité, la technologie et le potentiel clinique étaient préservés. »

La nouvelle société a récemment engrangé quelques bonnes nouvelles. Elle a publié le 1^{er} septembre les résultats d'une étude clinique confirmant les performances de son cœur artificiel. Pierre Bastid, qui a repris la société aux côtés du holding de la famille Ligresti, estime que Carmat a fait le plus dur. « Notre technologie est validée. C'est un produit qui marche, estime-t-il. Il nous reste à trouver notre équilibre économique. »

La plainte des ex-actionnaires de Carmat « ne l'empêche pas de dormir », assure Pierre Bastid. « Le processus de reprise s'est déroulé de façon claire et

transparente, avec l'aval du président du tribunal de commerce, souligne-t-il. Ils ont perdu de l'argent. Mais j'en ai perdu aussi, et bien davantage (60 millions d'euros). » Pierre Bastid et son coactionnaire à hauteur de 40 %, le holding de la famille Ligresti, ont réinjecté 30 millions d'euros dans la nouvelle société. Dix millions ont été versés immédiatement aux fournisseurs. Mais ces derniers restent échaudés par la liquidation du premier Carmat, si bien que le redémarrage de la production est poussif.

L'avenir de Carmat est loin d'être réglé. « Nous parviendrons à la rentabilité en divisant par deux le coût de revient de chaque cœur, et en travaillant à ce que les médecins adoptent notre technologie, assure Pierre Bastid. Pour tout cela, il faut du temps, et de l'argent. »

La biotech a suffisamment d'argent pour tenir jusqu'à la fin de l'année. Au-delà, il lui faudra à nouveau lever des fonds. Pierre Bastid évalue les besoins financiers de la société à 150 millions d'euros. « Nous ne les lèverons pas d'un coup, explique-t-il. Mais je suis confiant. De nombreux family offices et des fonds de taille moyenne sont intéressés, à la condition qu'un plus gros investisseur nous rejoigne. » ■

Comment Nexans est devenu un champion des câbles sous-marins

Emmanuel Egloff Oslo

L'entreprise a inauguré un troisième navire câblé, l'«Electra», pour profiter du dynamisme du secteur. Elle a développé un savoir-faire hors norme.

C'est un géant des mers très particulier que le fabricant de câbles français Nexans fait voguer depuis une poignée de mois. L'Electra, c'est son nom, mesure 150 mètres de longueur et 35 mètres de large. Son gigantisme lui permet de gagner en stabilité et d'avoir une faible tirant d'eau. Le centre du navire est occupé par une grande rotonde métallique jaune. Ce qui permet de stocker des câbles. L'Electra en embarque 13 500 tonnes, soit un poids plus important que celui de la tour Eiffel. Ces câbles seront posés au fond des mers par des opérateurs embarqués à bord du navire. Leur diamètre peut varier, et donc la longueur que peut poser le bateau en un seul voyage. La limite étant de 150 km !

« Nous avons fait un choix primordial d'avoir nos propres bateaux et nos équipes de pose, avec des vrais spécialistes de la conduite de projets, car il ne faut pas aller trop vite ou trop lentement dans la pose sous peine d'abîmer le câble »

Pascal Radue
Vice-président de Nexans

Actuellement, l'Electra opère au large des côtes de la mer du Nord, et travaille pour le compte de l'opérateur allemand Tenet. Il va permettre de relier un champ d'éoliennes offshore à une sous-station sur la terre ferme, ce qui représente une distance d'une centaine de kilomètres. Le navire mettra ensuite le cap vers la Méditerranée, et Malte, où il va travailler à la liaison électrique entre ce pays et la Sicile. Un sujet tellement stratégique pour Malte que la ministre de l'Énergie avait fait le déplacement à Oslo, en début d'été, pour participer à l'inauguration de l'Electra.

Nexans s'est spécialisé depuis quelques années dans les câbles à l'énergie, sur terre mais aussi, donc, en mer. Leur pose dans le fond des océans demande des compétences très pointues. « Pour

Nexans, la spécificité de cette activité est, précisément, que nous posons le câble, explique Pascal Radue, vice-président du groupe en charge de la division génération et transmission. Pour les autres activités, nous concevons, fabriquons et vendons à des entreprises qui les installent elles-mêmes. » Et Nexans a développé un réel savoir-faire dans ce domaine sous-marin, qui nécessite une grande expertise. « Nous avons fait un choix primordial d'avoir nos propres bateaux et nos équipes de pose, avec des vrais spécialistes de la conduite de projets, car il ne faut pas aller trop vite ou trop lentement dans la pose sous peine d'abîmer le câble », précise Pascal Radue.

Ce choix stratégique a été fait il y a bien longtemps puisque le premier navire câblé de Nexans date de 1976. Il y a eu une accélération des besoins depuis quelques années, avec la mise en service d'un deuxième navire, l'Aurora, il y a cinq ans et, donc, l'Electra aujourd'hui. Les deux navires les plus récents se ressemblent



Nexans a investi 300 millions d'euros dans l'Electra. À la pointe de la technologie, le navire de 150 mètres de longueur et de 35 mètres de large peut embarquer 13 500 tonnes de câbles.

NEXANS/JOSIAS DEIN

beaucoup, mais l'expérience acquise avec le premier a permis, en procédant à quelques modifications, d'augmenter la capacité d'emport de 30 %, de 10 000 à 13 500 tonnes de câbles. « Cette augmentation de la capacité permet de faire gagner du temps à nos clients, et donc d'alléger les coûts », se félicite le dirigeant.

Sur de très longues distances - par exemple Nexans travaille pour raccorder l'Irlande à la France, soit 450 km -, plusieurs câbles sont nécessaires, qui doivent être reliés en pleine mer. Il faut alors rester immobile pendant une dizaine de jours, une capacité rendue possible par la conception du navire, qui dispose de six moteurs sur la coque pouvant bouger à 180 degrés, et ainsi assurer la stabilité du navire. Des robots sous-marins sont également stockés sur l'Electra pour sur-

veiller le travail de pose sous la mer. Et parfois à des profondeurs très importantes : l'Aurora a battu le record du monde du câble sous-marin le plus profond, à 3 000 mètres de profondeur, au large de la Grèce.

Le nouveau fleuron de la flotte de Nexans a été construit dans un chantier naval polonais pour la coque et en Norvège pour tous les équipements spécifiques à l'activité du câble. Le groupe français dispose d'une grande compétence dans ce pays, car c'est ici qu'est localisée sa principale usine produisant des câbles sous-marins, à Halden, à 120 kilomètres au sud d'Oslo. Le groupe français investit beaucoup dans le domaine car le marché est très dynamique, porté par le développement de l'éolien offshore, notamment en Europe,

mais aussi le développement des interconnexions électriques entre les différents pays afin de stabiliser le réseau.

« Le chiffre d'affaires de la branche s'est envolé ces dernières années, passant de 800 millions d'euros en 2023 à 1,6 milliard l'an dernier », se réjouit Pascal Radue. La dynamique est telle que Nexans avait loué un navire câblé depuis quelques mois en attendant la mise en service de l'Electra. De quoi justifier les 300 millions d'euros consacrés à ce nouveau navire. Mais les investissements se font aussi dans les usines, à Halden mais également à Charleston, aux États-Unis, et à Charleroi, en Belgique, avec un doublement des capacités de production ces dernières années. En tout, 800 millions d'euros ont été consacrés à toutes ces dépenses de croissance. ■

L'insolente santé du marché du jouet, porté par l'engouement des adultes

Manon Malhère

Les ventes du secteur en France ont bondi de 8,5 % en valeur entre janvier et juillet.

Le secteur du jouet et des jeux a-t-il trouvé la martingale ? Il affiche une croissance record. Entre janvier et juillet, ses ventes en France ont bondi de 8,5 %, à 2 milliards d'euros (et de 9 % en volume). « Je n'ai jamais vu des chiffres aussi bons, explique Frédérique Tutt, experte monde du marché des jeux et jouets à l'institut Circana. En deux ans, le secteur du jouet a progressé de 20 % en chiffre d'affaires ! »

Les ménages sont pourtant préoccupés par leur pouvoir d'achat et

continuent d'épargner massivement. Le contexte économique et politique est incertain, marqué par le conflit au Moyen-Orient, qui a provoqué une flambée des prix de l'énergie. « 44 % des Français font des arbitrages sur les dépenses discrétionnaires », fait remarquer Frédérique Tutt. Au premier semestre, les dépenses des ménages ont reculé de 5,6 % dans la mode, de 1,9 % dans la restauration et de 5,2 % dans l'équipement de la maison, selon Circana.

Reste que les Français veulent aussi continuer à se faire plaisir, en privilé-

giant notamment le divertissement. Outre les sorties et activités culturelles (dépenses en hausse de +8 % entre janvier et juillet), le marché des jouets et des jeux est devenu l'un des plus dynamiques. Il est vrai que l'offre est proposée à des prix raisonnables : le prix moyen d'un jouet est resté stable par rapport à l'an dernier, à 15,62 euros. « Le jouet est devenu une valeur refuge dans une société aussi anxieuse que la nôtre, ajoute Delphine Quelin, directrice générale de Junior City, un institut d'études marketing spécialisé sur les enfants et les familles. Le jeu n'est plus un objet, il devient un temps relationnel et partagé entre adultes et avec les enfants. »

En 2025, le secteur avait déjà enregistré un bond de 7 % de ses ventes, à 4,8 milliards d'euros, après trois années de petite forme, porté par l'engouement des adultes pour les jeux. Lego, objets cultes, figurines Pokémon, Barbie de collection... Les « kidultes » sont en effet devenus un levier de croissance crucial pour ce marché confronté à la baisse de la natalité ces dernières années. Les ventes de jeux pour les grands ont progressé de 18 % en mars sur les douze derniers mois, et représentent désormais un tiers du chiffre d'affaires du secteur. « Les adultes ne recherchent pas tant la nostalgie que le bien-être et la possibilité de se déconnecter des écrans », explique Delphine Quelin.

« La bonne nouvelle est aussi un retour de la croissance sur le marché des enfants de moins de 12 ans », souligne Frédérique Tutt, qui observe une progression de 5 % en mars sur un an, sur ce segment. Aujourd'hui, les petites occasions comme le début des vacances, la rentrée scolaire ou Halloween sont propices aux achats, en plus de Noël et des anniversaires. « Pour confirmer cette croissance sur le reste de l'année, la filière compte

non seulement sur les temps forts promotionnels et les grosses occasions, mais surtout sur la capacité des marques à proposer des produits réellement innovants et désirables », note la spécialiste.

Selon Circana, les catégories en plus forte progression depuis le début de l'année sont les jouets de collection, achetés surtout par des adultes collectionneurs, ainsi que les jeux de construction, avec Lego. Les sculptures et autres activités de création ont également le vent en poupe.

« Le jouet est devenu une valeur refuge dans une société aussi anxieuse que la nôtre. Le jeu n'est plus un objet, il devient un temps relationnel et partagé entre adultes et avec les enfants »

Delphine Quelin
Directrice générale de Junior City

Les licences, qui permettent aux fabricants d'utiliser les personnages et univers d'une marque ou d'un film, constituent également un levier de croissance majeur. Aujourd'hui, 33 % des ventes concernent des jouets sous licence, soit 49 % de plus qu'en 2024. Avec en tête de liste Pokémon, les produits autour de la Coupe du monde de football, Star Wars, les mangas One Piece et l'univers Marvel avec le film Spider-Man. « La licence devient le moteur certainement le plus puissant du "jouer ensemble" avec une dimension intergénérationnelle », souligne Frédérique Tutt. Alors que les parents retrouvent des personnages qu'ils connaissaient, comme ceux de Toy Story et de Star Wars, les enfants sont séduits par ces découvertes. ■

LA SÉANCE DU MERCREDI 16 SEPTEMBRE

LECAC										JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12
ACCOR	45,61	+111	45,97	45,33	0,355	-5,41	L'OREAL	381,9	+0,18	383,8	376,15	0,055	+4,17								
AIR LIQUIDE	166,42	+0,11	166,98	165,88	0,123	+14,23	LEGRAND	135,3	+177	136,1	133,55	0,173	+6,33								
AIRBUS	196,28	+0,76	197,62	194,78	0,12	-1,07	LVMH	410,95	+111	411,7	403,15	0,124	+36,29								
ARCELOMITTAL SA	64,68	+2,28	65,04	63,3	0,184	+65,46	MICHELIN	33,18	+0,39	33,34	32,86	0,259	+17,2								
AXA	44,21	+1,35	44,21	43,5	0,13	+7,93	ORANGE	15,875	+0,38	15,965	15,735	0,137	+11,8								
BNP PARIBAS ACT.A	102,32	+1,01	102,7	101	0,152	+26,65	PERNOD RICARD	60,54	-0,36	61,08	60,02	0,236	+17,18								
BOUYGUES	44,55	+1,78	44,84	43,96	0,196	+0,45	PUBLICIS GROUPE SA	97,04	-1,78	98,58	96,78	0,26	+9,5								
BUREAU VERITAS	27,89	+0,4	27,89	27,62	0,204	+2,61	RENAULT	28,27	-4,49	29,6	28,13	0,767	+20,19								
CAPGEFIM	105,65	-2,81	107,9	105,25	0,315	-25,73	SAFRAN	326,3	+124	327,4	323	0,124	+9,72								
CARREFOUR	16,81	+0,24	16,81	16,505	0,269	+18,13	SAINT GOBAIN	69,66	+0,11	70,04	69,08	0,187	+19,89								
CREDIT AGRICOLE	18,385	+0,19	18,57	18,35	0,11	+4,76	SANOFI	74,35	+0,19	74,67	73,45	0,188	+10,12								
DANONE	60,92	-1,07	61,3	60,72	0,183	-20,66	SCHNEIDER ELECTRIC	279,4	+1,49	280,55	276,65	0,116	+18,94								
DASSAULT SYSTEMES	20,9	-0,52	21,04	20,6	0,135	-12,33	SOCIETE GENERALE	73,67	+1,25	74,08	73,22	0,173	+7,2								
EIFFAGE	107,7	+1,89	108	105,75	0,298	-12,01	STELLANTIS NV	4,334	-3,41	4,445	4,315	0,249	+53,89								
ENGIE	24,07	+1,95	24,07	23,67	0,208	+7,41	STMICROELECTRONICS	42,605	+1,96	43,01	42,32	0,201	+89,86								
ESSILORLUXOTTICA	145,1	+0,48	146,05	143,05	0,126	-46,24	THALES	240,9	+0,42	242,5	237	0,148	+4,83								
EUROFINS SCIENT.	74,7	+1,66	74,74	72,74	0,219	+9,71	TOTALENERGIES	80,03	-0,57	81,13	79,43	0,182	+43,96								
EURONEXT	157,2	-0,44	158,5	156,4	0,306	+22,81	UNIBAIL-RODAMCO-WE	94,18	+0,32	94,86	93,86	0,231	+15,3								
HERMESINTL	1383	+0,58	1389	1358,5	0,087	-34,83	VEOLIA ENVIRON.	31,86	+1,14	31,99	31,48	0,209	+7,2								
KERING	238	+1,56	240,05	233,45	0,286	-20,93	VINCI	112	+1,27	112,55	110,7	0,146	+6,71								

LES DEVISES

AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6176	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,6082	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8574	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	9,0507	HKD
JAPON	YEN	178,88	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9449	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,1537	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,38	TND
MAROC	DIRHAM	11,103	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	56,136	TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	59,76	EGP
CHINE	YUAN	7,738	CNY
INDE	ROUPIE	110,714	INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	153,96	DZD

L'OR

Lingot 9K	Cours	31/12
Lingotin 100g	118 800€	+154 %
Lingotin 50g	12 740€	+0,24 %
Lingotin ONCE (31,10g)	6 480€	+141 %
Lingotin 10g	3 978€	+751 %
Lingotin 5g	1 320€	+0,38 %
20Ff NAPOLEON	665€	+0,76 %
20Ff SUISSE	690€	-3,48 %
	692€	-2,96 %

CRYPTOMONNAIES

Bitcoin	75 784,13€	-14,15 %
Ethereum	2 395,2€	-19,79 %
BNB	712,42€	-17,31 %
Solana	97,25€	-22,38 %
XRP	1,267€	-32,16 %

L'essor fulgurant des IA chinoises fait trembler Anthropic et OpenAI

Lucas Mediavilla

Ces modèles sont devenus des alternatives compétitives aux produits des deux géants américains, y compris aux États-Unis.

Son ombre fait plus que planer dans l'appel de Dario Amodei à freiner la vitesse de développement de l'IA. Tout au long de sa dernière prose sur les risques grandissants liés à la technologie, qui enflamme le secteur, le dirigeant d'Anthropic ne cesse de réclamer des mesures pour entraver l'essor de l'IA chinoise. « Une avance chinoise en IA représenterait un grave danger pour les États-Unis et le monde », explique-t-il. Un appel du pied à l'exécutif américain, pour qui la compétition avec la Chine et les risques associés en matière de défense ou de domination technologique mondiale, sont les seuls qui mériteraient de discuter d'une régulation de l'IA.

Mais le propos n'est pas dénué d'arrière-pensées commerciales pour Dario Amodei, dont la firme Anthropic vise une valorisation supérieure à 2000 milliards de dollars lors d'une introduction en Bourse prévue en octobre. « Je ne crois pas que cela soit de l'altruisme », souligne un entrepreneur français de la tech installé aux États-Unis, qui connaît ces acteurs. Durant l'été, les modèles chinois ont fait une percée commerciale, y compris aux États-Unis, sapant le modèle d'affaires des deux leaders du marché. « C'est un tsunami. Pour qu'ils en viennent à implorer le gouvernement de faire de la régulation, chose qu'ils détestent par ailleurs, ou à repousser l'introduction en Bourse s'agissant d'OpenAI, c'est un aveu terrible de faiblesse », insiste Stéphane Roder, patron d'AI Builders.

Moonshot AI, Qwen, Zhipu, Mini-Max, MiMo, Hunyuan... À l'exception de DeepSeek, aucun des noms de ces IA chinoises ne résonne à l'oreille du grand public en Occident, la plupart des particuliers et des petites et moyen-

« Une avance chinoise en IA représenterait un grave danger pour les États-Unis et le monde »

Dario Amodei PDG d'Anthropic

nes entreprises utilisant 95 % du temps les agents conversationnels déployés par OpenAI, Google et de façon croissante Anthropic. C'est une autre paire de manches dans l'écosystème de l'IA et des développeurs. Une étude récente du cabinet Wavestone, indique que la part de marché des modèles chinois est passée de 15 % à 56 % en douze mois sur la plateforme OpenRouter, place de marché la plus reconnue pour les co-deurs. « Sur l'utilisation pour du codage assisté à l'IA, la part de marché des outils chinois a explosé cet été », confirme un patron français de la tech installé aux États-Unis. Conséquence directe, la



L'entreprise chinoise Moonshot AI a présenté, en juillet, lors de la Conférence mondiale sur l'IA 2026 de Shanghai, la nouvelle version de son chatbot d'intelligence artificielle Kimi K3. GO NAKAMURA / REUTERS

croissance des revenus dégagés par Anthropic sur Claude Code a largement décéléré cet été, après avoir explosé au printemps.

La raison est simple : « Les Chinois proposent des modèles très performants qui rendent pratiquement le même service que les IA américaines, mais vingt fois moins cher sur certains cas d'usage », explique Stéphane Roder. Si les modèles chinois sont en retard, selon Wavestone, sur la génération d'images, ils sont au coude à coude en ce qui concerne la gé-

nération de textes, de vidéos, les plateformes de création d'agents IA, et même devant les Américains pour les modèles vocaux. Le français Mistral, pourtant éditeur de modèles d'IA, n'a ainsi pas hésité cet été à distribuer sur sa plateforme un modèle de Zhipu, GLM 5.2, capable de faire du codage automatique sur une longue durée. « C'est un excellent modèle, tout le monde l'adore (...), il n'y avait aucune bonne raison de ne pas le faire », justifie Guillaume Lample, l'un des cofondateurs de l'entreprise.

L'autre pari gagnant de la Chine, c'est d'avoir publié la quasi-intégralité de ses modèles en « open weight ». Cela permet à un utilisateur donné de télécharger gratuitement le modèle pour l'utiliser sur son infrastructure, mais aussi le personnaliser afin de le spécialiser sur un métier ou sur un cas d'usage. Pékin se sert de cette approche pour diffuser largement la technologie au niveau local - 602 millions de personnes utilisaient l'IA générative dans le pays à la fin de 2025, soit 42,8 % des

internautes -, mais également dans de nombreux pays en voie de développement. Renforçant par là même son « soft power » technologique. Cette approche ouverte est également très appréciée dans les pays développés. « Les modèles ouverts vous permettent un meilleur contrôle des données ou de votre propriété intellectuelle. Ce n'est pas toujours le cas des modèles fermés (comme ceux d'OpenAI ou Anthropic, NDLR) », estime le dirigeant cité plus haut, pour qui le succès chinois n'est donc pas uniquement « une histoire de coûts ».

Cette protection liée aux modèles ouverts vaut lorsque le système tourne sur des serveurs déployés directement dans l'entreprise. Si cela se fait via un fournisseur de cloud chinois ou l'application native proposée par le fournisseur de modèle, par exemple, le contrôle des données échappe à l'utilisateur. Ce qui limite le marché potentiel pour les acteurs chinois en Occident, sachant que cela n'a pas de sens pour beaucoup d'entreprises de développer leur propre infrastructure. « Je ne vois pas d'entreprise

« Les Chinois proposent des modèles très performants qui rendent pratiquement le même service que les IA américaines, mais vingt fois moins cher sur certains cas d'usage »

Stéphane Roder
Président d'AI Builders

aux États-Unis prendre le risque d'un déploiement d'outils chinois pour les flux de travail structurants et critiques », estime le dirigeant. « Il va y avoir une segmentation des usages en fonction de la confidentialité des données. Pour les usages critiques, les entreprises peuvent télécharger les modèles chinois sur leurs propres serveurs ou des clouds sécurisés. Pour le reste, ils passeront par des API et des clouds chinois », nuance Stéphane Roder.

L'utilisation des modèles chinois ne va cependant pas sans compromis. Ces derniers ont été entraînés par des sociétés qui intègrent pleinement les biais liés à la censure et à la propagande du régime communiste. Cela n'est pas important pour du code automatisé mais peut l'être dans d'autres circonstances. Par ailleurs, rien ne dit que Pékin ne décidera pas un jour de revenir sur sa stratégie d'ouverture des systèmes d'IA. Enfin, ces modèles sont fournis de façon brute. Ce qui impose aux entreprises qui les choisissent de rajouter une couche de contrôle et de supervision pour éviter que l'IA ne devie trop de la tâche qui lui a été confiée. ■

La Chine veut empêcher la fuite des talents de l'IA

Sébastien Falletti Correspondant en Asie

De nouvelles règles permettent d'interdire un voyage à l'étranger aux Chinois, au nom de la « sécurité nationale ».

Alors que la Chine ouvre grand ses portes aux touristes étrangers, elle les ferme sur ses propres citoyens. De nouvelles règles permettant d'interdire un voyage à l'étranger aux ressortissants chinois sont entrées en vigueur le 15 septembre au nom de la « sauvegarde de la souveraineté nationale, la sécurité et les intérêts de développement » du pays.

À l'aéroport, les douaniers peuvent désormais exiger des voyageurs qu'ils justifient les raisons de leur départ et leur interdire la sortie du territoire au nom de la sécurité du pays ou de la leur, ou pour protéger les avancées technologiques nationales, selon le décret signé par le premier ministre Li Qiang. Des pratiques déjà courantes, désormais formalisées par ce nouveau texte révisant l'administration en charge de l'entrée et de la sortie du territoire.

Cet arsenal juridique lui offre une large discrétion pour prévenir la fuite des talents, arrêter des criminels ou tout individu jugé critique par le régime communiste, marquant un nouveau seuil dans le contrôle de la population dans la « nouvelle ère » du président Xi Jinping. « Le monde s'éloigne un peu plus », commente un internaute sur la plateforme Xiaohongshu, surnommée « l'Instagram Chinois ».

En pleine rivalité technologique avec les États-Unis, le nouveau texte vise notamment à enrayer la fuite des cerveaux,

sur fond de course effrénée à l'intelligence artificielle (IA) avec la Silicon Valley. Les fonctionnaires de sécurité pourront empêcher un citoyen « de quitter le pays s'il met en danger la sécurité industrielle et technologique nationale », précise le texte, comme un avertissement aux entrepreneurs tentés par le grand large.

La menace n'a rien de théorique comme l'a expérimenté Xiao Hong, le cofondateur de la start-up Manus AI, à qui on a interdit de quitter la Chine au début de l'année alors que la pépète venait d'être rachetée par l'américain Meta pour 2 milliards de dollars et qu'il revenait une dernière fois au pays pour saluer sa famille. Un oukase qui a finalement eu raison du rachat par le groupe de Mark Zuckerberg et qui a jeté un froid dans l'écosystème technologique de la deuxième puissance mondiale, joyau stratégique. « Je n'ose plus revenir au pays de peur de ne pouvoir repartir », affirme en ligne un Chinois ayant émigré.

La nouvelle législation formalise ce type d'assignation au territoire, voire d'arrestation aux frontières en offrant aux douaniers une base juridique permettant de justifier des pratiques opaques déjà en vigueur ciblant les dissidents, les criminels ou toute personne jugée digne d'intérêt par les services de sécurité du régime communiste. « Avant, la police interrogeait un voyageur en jouant la montre jusqu'à ce que l'avion décolle. Désormais, elle a officielle-

ment le droit de lui interdire de partir », analyse Wang Xi, avocat dans un cabinet à Shenzhen. Une nouvelle déclinaison de « l'état de droit » aux caractéristiques chinoises déployé méthodiquement pour offrir un habillage juridique aux contrôles croissants sur la société mis en place depuis l'arrivée au pouvoir du secrétaire général du parti en 2013.

« La tendance politique générale est au repli. Bien qu'on clame d'un côté la volonté d'attirer les touristes étrangers en Chine, les restrictions de mouvement sur les citoyens chinois se renforcent »

Un politologue chinois indépendant

« Le 28 août, mon copain s'est fait arrêter à la douane de Shenzhen et j'ai dû regarder mon vol décoller, impuissant. Le douanier n'a pas donné de raison précise, seulement que la ville d'où il venait avait interdit les voyages à la population. Toutes les réservations de vols et d'hôtels sont perdues ! », se plaint une internaute qui s'apprêtait à visiter la Malaisie. Pékin justifie ces nouveaux contrôles par la recrudescence des réseaux d'arnaques en ligne orchestrée par les triades à partir de

l'Asie du Sud-Est, mettant en garde les voyageurs à destination du Cambodge, de la Thaïlande ou de la Birmanie.

Cette nouvelle réglementation survient alors qu'un nombre croissant de Chinois voyagent, voire s'installent à l'étranger, au Japon, aux États-Unis ou en Asie du Sud-Est, tournant le dos à la morosité de l'empire du Milieu. Le nombre de sorties du territoire est en pleine croissance depuis 2022, atteignant 167 millions en 2025, pour bientôt s'approcher du niveau d'avant la pandémie (169 millions en 2019), porté par l'envie d'ailleurs des nouvelles générations.

En ligne, la tendance « run » (partir vivre à l'étranger) est virale et les agences d'émigration ont fleuri, sous le regard inquiet du régime, confronté à la crise démographique et à une consommation en berne. Un exode qui s'accompagne d'une fuite des fortunes, symbolisé par le départ estimé de 15 200 millionnaires en 2024, selon le cabinet Henley & Partners. Une goutte d'eau par rapport au nombre croissant de grandes fortunes dans le pays, mais qui masque des flux d'argent bien plus massifs dribblant les strictes règles de contrôle. Lesquelles limitent les transactions vers l'étranger à 50 000 dollars par an.

La nouvelle réglementation entérine l'interdiction aux fonctionnaires de voyager à l'étranger sans demande expresse auprès des autorités, alors que la plupart d'entre eux ont déjà leur passe-

port confisqué pour prévenir les « déflections » de cadres. Le texte élargit encore cette catégorie, notamment aux enseignants, désormais priés d'abandonner à leur tour tout projet de vacances par-delà la Grande Muraille.

L'officialisation de ces pratiques sécuritaires ravive les souvenirs enfouis de l'ère Mao, quand les Chinois étaient privés de passeport dans un empire idéologique sous cloche. Elle marque un recul par rapport à la libéralisation en vigueur depuis les années 1990, consacrant le nouveau prisme sécuritaire de la Chine de Xi Jinping.

Du « zéro Covid » à la nouvelle loi de contre-espionnage de 2023, le pouvoir présente le monde extérieur comme menaçant pour mieux justifier un verrouillage sécuritaire protecteur. « La tendance politique générale est au repli. Bien qu'on clame d'un côté la volonté d'attirer les touristes étrangers en Chine, les restrictions de mouvement sur les citoyens chinois se renforcent. Ce règlement vise à étendre les pouvoirs des services à plus grande échelle », juge un politologue indépendant, à Pékin. Avec en arrière-plan, le spectre d'une crise dans le détroit de Taïwan ou une nouvelle pandémie qui pourrait justifier de nouveau de barricader le pays. « En cas d'état d'urgence ou au moindre événement imprévu, ce texte pourra être invoqué pour imposer des restrictions de voyage ciblées ou collectives », juge ce politologue. ■

La production audiovisuelle française s'inquiète de l'avenir

Amélie Ruhlmann

Sous pression économique, les chaînes de télévision réduisent les commandes de fictions.

« Nous sommes très inquiets », confie Sophie Révil, productrice et présidente du Festival de la fiction de La Rochelle. Cette grande messe des séries et des téléfilms s'est ouverte mardi dans un climat plus morose que jamais pour le secteur. « Il y a déjà eu des crises dans la production audiovisuelle française, mais celle-ci est d'une intensité sans précédent, indique un bon connaisseur de l'industrie. Le secteur est à l'arrêt depuis six mois, et va vers une récession l'année prochaine. » « Beaucoup de boîtes de production déposent le bilan ou sont en liquidation, abonde un producteur. Les difficultés touchent aussi les groupes, avec une hausse des licenciements. On produit moins, avec des budgets à l'os. »

Les nuages s'accumulent pour la filière : France Télévisions, qui doit réaliser 150 millions d'euros d'économies en 2026, en raison de la baisse de sa dotation publique, a déjà réduit ses investissements dans la création de 440 millions à 420 millions d'euros pour l'année, dont 13 millions pour la fiction. Le groupe public, qui investit davantage que ses obligations légales (380 millions d'euros) dans le financement de la création, est contraint de revoir à la baisse son soutien. TF1, tenu de consacrer 12,57 % de son

chiffre d'affaires net à la production audiovisuelle patrimoniale, est aussi sous pression, tout comme M6, pénalisés par un marché publicitaire en berne.

Or les diffuseurs sont des rouages incontournables pour la filière : France Télévisions, TF1 et M6 ont apporté à eux trois 541,6 millions d'euros à la fiction, aidée par le CNC en 2025, soit près de 77 % des investissements. « Cette année, France Télévisions, TF1 ou M6, qui avaient l'habitude d'aller au-delà de leurs obligations légales ont produit considérablement moins, indique une productrice. Ils commandent de la fiction au compte-goutte. » « Ce double recul se traduit par un choc majeur, abonde un bon connaisseur du secteur, car France Télévisions pouvait jusqu'ici jouer un rôle d'amortisseur, ce qu'il a fait pendant le Covid, par exemple ».

Certes, la fiction tricolore, qui a gagné en qualité ces dernières années, est largement plébiscitée par les Français. Mais « le modèle économique qui soutenait la filière a été bouleversé à une vitesse phénoménale », indique Sophie Révil. « Les téléspectateurs ne regardent plus les séries le soir en télévision linéaire : ils se reportent davantage vers le replay, mais cela ne compense pas la baisse de l'audience. La publicité sur les plateformes de replay rapporte beaucoup moins que celle sur le linéaire. Une partie des téléspectateurs se

replient vers les plateformes de streaming, comme Netflix, quand ils ne partent pas directement vers YouTube. »

Dans ce contexte très tendu, les chaînes de télévision font de nouveaux arbitrages stratégiques. « Les ressources publicitaires reculent, captées par d'autres acteurs et les coûts de production ne cessent d'augmenter, explique un acteur. Produire deux épisodes d'une série de prime time coûte aujourd'hui 1,5 million d'euros pour une grande chaîne. Dans ce contexte, elles vont forcément prioriser les formats les plus rentables et les plus utiles pour leur grille, et se concentrer sur l'événementiel, qui fait vraiment la différence ». Comme c'est déjà le cas pour la production cinématographique, « c'est la production du milieu qui risque d'être la plus

« Beaucoup de boîtes de production déposent le bilan ou sont en liquidation. Les difficultés touchent aussi les groupes, avec une hausse des licenciements. On produit moins, avec des budgets à l'os »

Un producteur

pénalisé, et l'on risque de ne plus avoir que du low cost ou que du très gros budget », estime un producteur.

L'introduction progressive des grandes plateformes de streaming dans le cadre des obligations légales de financement de la création depuis 2021 a reconfiguré le marché. Ces dernières doivent désormais consacrer 20 % de leur chiffre d'affaires réalisé en France à la création audiovisuelle et cinématographique française et européenne. Netflix, Disney+, Prime Video, Apple TV et Crunchyroll (animation japonaise) ont ainsi contribué pour 397 millions d'euros à la production française en 2024. Mardi, HBO Max, la plateforme de Warner Bros. Discovery, a signé ses premiers accords de contribution à la création avec les organisations de producteurs et d'auteurs français en 2026 et 2027.

« C'est évidemment positif mais il ne faut pas s'emballer, commente un expert du secteur. L'arrivée des plateformes a joué le rôle de miroir aux alouettes : beaucoup de producteurs de cinéma se sont dit qu'il fallait aller vers la fiction. Il y a sans doute eu trop d'acteurs par rapport au volume réel de commandes. Netflix produit davantage que les autres, mais cela reste de l'ordre de six ou sept séries par an ». Des séries à gros budget en majorité. « Ce sont des séries à 30 millions ou 40 millions d'euros, certes,

Tournage de la série Karma pour France Télévisions. Le groupe audiovisuel public a réduit de 13 millions d'euros sa dotation pour la création de fictions.

mais il n'y en a pas assez pour faire travailler tout l'écosystème », abonde Sophie Révil. « Cela pose une question de souveraineté culturelle, et en termes de contenu, ce ne seront pas les mêmes séries ou téléfilms qui seront produits par une plateforme de streaming américaine que par France Télévisions », ajoute Jérôme Enrico, président de la Société civile des auteurs, réalisateurs et producteurs (ARP).

Dans ce contexte, l'ensemble des acteurs du secteur en appellent aux pouvoirs publics. L'organisation du sommet Lumière a été saluée par la filière, mais « c'est un réveil beaucoup trop tardif », insiste Jérôme Enrico. Dans un courrier adressé au premier ministre, Sébastien Lecornu, en juillet, le PDG de TF1, Rodolphe Belmer, plaide pour une libéralisation de la publicité télévisée afin de redonner des recettes aux chaînes privées face aux géants numériques (Google, Meta, YouTube, Amazon...). Il y dénonçait une asymétrie de concurrence mortifère. « L'immobilisme n'est plus une option », concluait-il. ■



FABIAN MALOT - FRANCE TÉLÉVISIONS

VOTRE RÉFLEXE MÉTÉO AU QUOTIDIEN

Simple. Précise. Toujours à portée de main

la chaîne météo

La meilleure info météo

Télécharger dans l'App Store

DISPONIBLE SUR Google Play

www.lachainemeteo.com

Meta lance ses abonnements payants sur ses réseaux sociaux

Ingrid Vergara

Le groupe monétise des fonctionnalités d'IA auprès du public et des petites entreprises.

Meta actionne le levier de l'abonnement sur toutes ses plateformes. Une cinquantaine de fonctionnalités à base d'IA proposées sur Instagram, WhatsApp et Facebook vont nécessiter de souscrire à l'une des formules de Meta One, le nouveau service d'abonnement lancé mardi. De 2,49 euros par mois pour WhatsApp+ à 549 euros mensuels pour le plus cher des abonnements entreprise, le groupe propose un éventail de possibilités, par plateforme (Instagram+, Facebook+) ou en combinaison sur les trois.

Selon le prix qu'ils sont prêts à mettre, les utilisateurs bénéficient d'options de personnalisation (polices personnalisées pour les messages privés sur Instagram, notifications lorsque certains utilisateurs regardent une story...) ou de droits étendus (quarante-huit heures pour une story au lieu de vingt-quatre heures pour un utilisateur gratuit). Les offres les plus chères permettent d'utiliser des outils basés sur le modèle Muse AI pour générer des photos et des vidéos, retoucher des contenus ou créer des effets vocaux sur Instagram. D'après les premiers tests menés par Meta, ces deux dernières options ont été les principales raisons motivant des utilisateurs à franchir le pas. « Les abonnements nous aident à développer des fonctionnalités trop spécialisées ou trop coûteuses pour être proposées à tout le monde », explique Helen Ma, vice-présidente des abonnements chez Meta. Autrement dit, plus la fonctionnalité requiert de puissance de calcul, plus l'abonnement sera élevé.

Pour rentabiliser les investissements massifs consentis sur l'IA et les surcoûts d'utilisation engendrés, Meta vise surtout les créateurs de contenu professionnels et les petites entreprises, dont il espère tirer le maximum de revenus. Son agent Meta Business IA peut couvrir des besoins en création de contenu, en analyse de performance ou proposer l'automatisation d'un service client « 24/7 ». Comme il l'a fait pour la publicité, le groupe de Mark Zuckerberg vise des entreprises avec peu de moyens mais de réels besoins identifiés. « La plupart de ce qui existe sur le marché est soit conçu pour des grandes entreprises disposant de gros budgets soit oblige les petites entreprises à quitter la plateforme où se trouvent leurs clients », explique la société. L'offre de fonctionnalités va s'enrichir au cours des prochains mois. Aucun de ces abonnements ne se substituera à la publicité, pas même celui à 549 euros, qui reste le moteur de tout l'écosystème Meta.

Après avoir testé ses offres pendant le premier semestre, Meta revendique 15 millions d'abonnements et d'essais cumulés à date. Il reste au groupe à convaincre les 3,6 milliards d'utilisateurs quotidiens sur l'ensemble des réseaux du groupe de la valeur ajoutée de ces nouvelles formules payantes. « Si seulement 5 % des utilisateurs de Meta finissent par payer un abonnement mensuel, cela pourrait représenter des centaines de millions de dollars de chiffre d'affaires supplémentaires par mois », analysait Mike Proulx, directeur de la recherche du cabinet Forrester, dans une note, en début d'année. ■

LE FIGARO et vous



HIGH-TECH

« LE FIGARO » A RENCONTRÉ JOHN TERNES, LE PATRON D'APPLE, POUR DISCUTER DE LA CONCEPTION DU TÉLÉPHONE PLIABLE DE LA MARQUE **PAGE 29**

ANDY WARHOL

À PARIS, LE MUSÉE DU LUXEMBOURG RÉUNIT DES DESSINS PEU VUS, VOIRE INÉDITS, DE L'ARTISTE DU POP ART **PAGE 31**

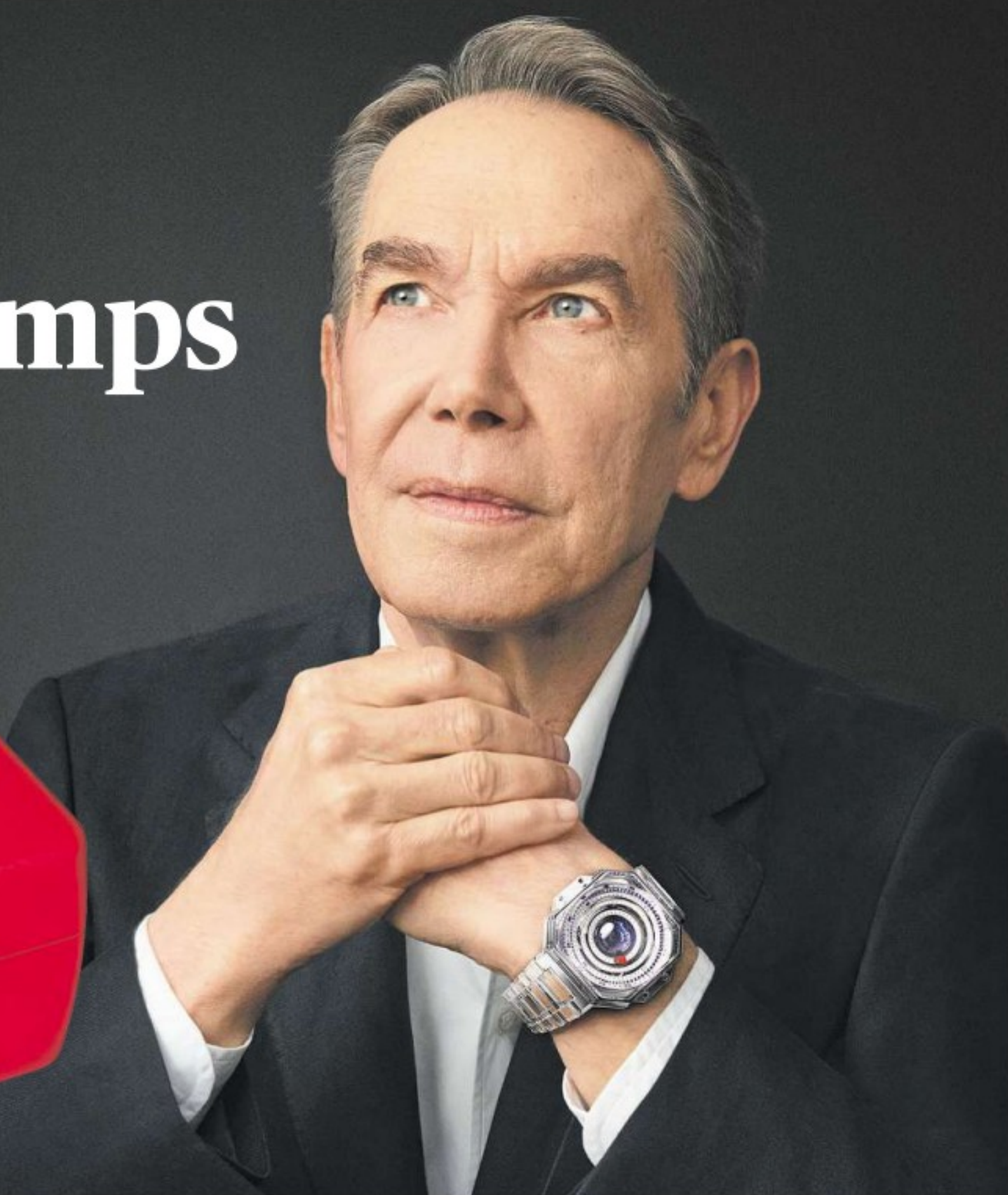
Upper Torso Boy Picking Nose, 1948-1949, Andy Warhol.



Jeff Koons dans l'air du temps

L'artiste américain présente deux montres cosignées avec l'horloger Hublot. Entretien exclusif. **PAGE 28**

L'artiste Jeff Koons porte la MP-14 Origin by Jeff Koons, une montre à tourbillon central, édition limitée à 30 pièces. En rouge, une adaptation du modèle Classic Fusion de Hublot.



CARLOS BARRIA / REUTERS; THE ANDY WARHOL FOUNDATION FOR THE VISUAL ARTS, INC. / LICENSED BY ADAGP PARIS 2026; HUBLOT - AGENCE MONTTHIRVIERE



Assemblée nationale : Yaël Braun-Pivet veut son pavillon d'accueil

PAGE 30

La révélation Dario Vitale bientôt chez Emporio Armani

Hélène Guillaume

Cet Italien, révélé par un génial défilé Versace il y a un an, était le styliste le plus courtisé du moment. Il a décroché le job de rêve de l'industrie.

Il y a quasiment un an, jour pour jour, le 26 septembre 2025, un inconnu sortait sauter à l'issue de son premier défilé pour Versace, quelques semaines après le départ chaotique de Donatella Versace. Le genre de situation complexe qui ne favorise, en général, ni la créativité, ni la sérénité d'un directeur artistique. Mais Dario Vitale est un grand. En un show à la Pinacothèque de Milan, il était parvenu à rendre tout son sex-appeal à cette marque en berne. Avec de

l'humour, du talent, de la culture et une fraîcheur devenue rare dans l'industrie de la mode. Deux mois après, Versace annonçait pourtant son départ dans des circonstances restant à déterminer, ce qui causait la consternation générale. Évidemment, les *insiders* spéculaient sur son avenir. Parmi les nombreuses marques ayant fait l'objet de rumeurs, il y avait Armani, qui a perdu son fondateur en septembre 2025, au moment même de l'apparition de Vitale sur le

devant de la scène mode. Et, effectivement, ce 16 septembre, le groupe Armani a annoncé sa nomination en tant que directeur artistique d'Emporio Armani et des accessoires Giorgio Armani, « le premier à occuper ce poste en dehors de la famille Armani ». C'est une révolution pour l'empire fondé il y a cinquante ans par le maestro milanais. « Je suis honoré d'assumer ce double rôle entre Emporio Armani et Giorgio Armani, et profondément reconnaissant envers Silvana

(Armani, nièce de Giorgio Armani, NDLR) et Leo (Dell'Orco, le bras droit historique du couturier) de m'avoir accueilli dans leur univers. Armani possède un héritage puissant et un langage de design indéniable ; un héritage qui s'étend sur des décennies et façonne l'histoire de la mode. » Né en 1983, diplômé en design de mode de l'Institut Marangoni, Dario s'est formé dans plusieurs grandes maisons italiennes, dont Bottega Veneta sous la direction de Tomas Maier. En 2010, il re-

joignait Miu Miu aux côtés de Miuccia Prada, avant d'être nommé directeur du prêt-à-porter et de l'image. Si Miu Miu faisait partie du top 15 des marques créatives depuis déjà un moment, c'est avec sa collection de l'été 2022, qu'elle est devenue un véritable phénomène. Le chiffre d'affaires s'envolait, le nom de Dario Vitale commençait à sortir du cercle des initiés. Pourtant, en avril 2025, il décidait de se lancer dans une nouvelle aventure chez Versace en

plein maelstrom de rachat. En quelques semaines, Miuccia Prada et Patrizio Bertelli, ses anciens employeurs chez Miu Miu, devenaient les nouveaux propriétaires de Versace. Dans la foulée était annoncé le départ de Dario Vitale, puis la nomination à sa place de Pieter Mulier, venant, lui, d'Alaïa (Richemont). Il prend sa revanche aujourd'hui au sein de la marque la plus célèbre d'Italie. On attend avec impatience la date de son premier défilé. ■

Propos recueillis par Judikael Hirel

L'un des plus célèbres artistes américains contemporains vient de dévoiler deux garde-temps directement inspirés de son œuvre et cosignés avec Hublot. Entretien exclusif.

Combien de temps faut-il pour créer une montre ? Depuis déjà deux ans, en toute discrétion, l'Américain Jeff Koons travaillait au sein de ses studios, au cœur de New York, sur la meilleure façon de transposer son univers dans le monde horloger. En effet, passer de sculptures bien souvent monumentales, tels les bouquets géants exposés il y a quelques années dans les jardins du château de Versailles, à la dimension d'un objet à porter au poignet n'a rien d'évident en soi. Mais l'art du temps est tout autant une forme d'art. Le plus célèbre des artistes new-yorkais, aux côtés des Andy Warhol, Keith Haring et autres Jean-Michel Basquiat, a tout récemment ajouté son nom à la déjà longue et riche liste des collaborations artistiques tissées depuis 2011 par la marque horlogère suisse Hublot. De Balloon Dog à Rabbit en passant par Puppy, Jeff Koons transforme depuis déjà quatre décennies des formes universellement reconnaissables en créations aux surfaces réfléchissantes. Certaines de ses œuvres s'ajoutent à plusieurs dizaines de millions d'euros.

« Je crois que lorsqu'on voit une surface réfléchissante, c'est une célébration du "connais-toi toi-même". C'est un symbole de connaissance et de physique, et de la manière dont la lumière fonctionne »

Jeff Koons Artiste

« Rares sont les artistes à avoir autant transformé la culture populaire, à avoir métamorphosé des objets du quotidien en icônes mondiales, estime Julien Tornare, président de Hublot. Sous l'audace se cache une discipline extraordinaire, et sous la surface, la maîtrise. » Concernant le duo de montres cosigné par l'artiste et dévoilé hier à New York, l'inspiration sera d'abord venue du Balloon Dog, figure joyeuse, haute en couleur, et surtout gonflable. Son adaptation autour du modèle Classic Fusion de la marque, affiché à 24 600 €, s'avère bluffante de modernité et d'originalité. À cela s'ajoute une seconde pièce de haut vol : une MP-14 Origin by Jeff Koons en édi-



Jeff Koons, inspiré par son célèbre Balloon Dog, a réinventé le modèle emblématique Classic Fusion de Hublot.

Jeff Koons : « Une montre garde la trace du temps »

tion limitée à 30 pièces, proposée à près d'un demi-million d'euros, transformant le Big Bang en garde-temps hypnotique au tourbillon central en suspension entre cristal, titane et diamants. Un retour aux sources symbolique pour l'artiste qui a débuté sa carrière en 1980 sur la 14^e Rue.

LE FIGARO. - Est-ce que vous vous intéressez à l'horlogerie ?

JEFF KOONS. - C'est un univers qui a toujours attiré ma curiosité, et l'opportunité s'est présentée à moi. J'ai été invité à visiter la manufacture, et je voulais travailler avec Hublot à créer des pièces spéciales. C'est une marque qui a un haut souci de la qualité, qui maîtrise la science des matériaux, et cherche toujours à innover. La réalisation de ce que peut être une surface, le matériau lui-même : dans mon propre travail d'artiste, ce sont des critères dans lesquels je suis profondément impliqué. Entre la dimension de la relation individuelle au temps et la compréhension de la matière, j'ai vraiment été ravi de travailler sur ce projet. C'est très impressionnant de voir ces gens perpétuer ce savoir-faire aujourd'hui pour créer des pièces aussi complexes. Mais c'est extrêmement minuscule ! Ajuster correctement un garde-temps avec tous ces mécanismes, ces composants pour indiquer l'heure et la position des éléments constitue un trésor de

complexité et de précision. Sans une manufacture, tout cela serait impossible.

Avez-vous eu une grande liberté créative pour concevoir ces montres ?

Bien sûr ! J'ai intégré le fait qu'il fallait qu'elles soient d'abord performantes, fonctionnelles, avec un mécanisme horloger éprouvé. Au fond, je voulais simplement créer quelque chose qui transmette un sentiment de qualité, la beauté de la matière, de la couleur. Ensuite, lorsque je crée une nouvelle œuvre, l'échelle est la première chose à laquelle je pense. Si mes souvenirs sont bons, je crois que nous travaillons sur ces montres depuis environ deux ans. Le processus de design pur, entre mon studio de création et les équipes de la manufacture, a pris environ un an et demi.

Deux ans, est-ce long par rapport à la création d'une nouvelle œuvre d'art ?

Le temps de gestation, le moment où l'on pense activement à quelque chose, est toujours long. Les idées apportées dans cette montre, cela faisait probablement deux ans que j'y pensais. Comme l'idée d'avoir une surface polie sur la Classic Fusion, ou les aspects hémisphériques sur la MP-14 Origin. Au fond, on porte déjà ces idées en soi avant de trouver l'opportunité de les concrétiser. Avec Hublot, nous avons réussi à développer une relation qui m'a permis d'ex-

primer ces gestes. Nous avons formé une très bonne équipe. Je crois beaucoup au soin que l'on apporte aux choses. C'est plus important que la seule esthétique, qui ne constitue qu'une partie de l'attention que l'on prête aux choses. Et je sais que Hublot partage ce souci du détail avec moi, afin de créer pour leurs clients des objets dont ils sont fiers. C'est aussi ainsi que je conçois mon art.

Pourquoi les surfaces réfléchissantes sont-elles ainsi au cœur de votre œuvre ?

Je pense que la raison pour laquelle j'ai toujours été attiré par la réflexion vient de la philosophie. C'est vraiment le mot le plus souvent utilisé, si l'on décortique le discours philosophique. On parle de refléter, de contempler. Et bien sûr, la réflexion est une contemplation. Le mythe de Narcisse aborde l'acte de réflexion en le plaçant parfois sous un jour négatif, comme s'il s'agissait d'amour-propre au lieu de "connais-toi toi-même". Je crois que lorsqu'on voit une surface réfléchissante, c'est une célébration du "connais-toi toi-même". C'est un symbole de connaissance et de physique, et de la manière dont la lumière fonctionne. C'est pour cela que je suis attiré par cela et que je l'incorpore dans mes œuvres. C'est un symbole d'optimisme. La réflexion, c'est la lumière qui rebondit sur quelque chose. La lumière est le fondement de la vie et de l'existence.

Quel regard portez-vous sur ce que l'on pourrait qualifier d'art du temps ? Nous pourrions parler pendant des heures de ce qu'est l'art, de ses raisons d'être, de sa portée et de son lien avec l'histoire humaine. Je crois qu'au fond, l'art est une forme d'empreinte, qui marque notre passage, nos expériences ici-bas. Concevoir une montre, le concept même de temps, d'existence, de passé, de présent et de futur, est profondément ancré dans ce qui nous aide à comprendre l'existence. Je suis sûr que cela vient de la rotation de la Terre, du lever et du coucher du soleil, de notre rotation autour du Soleil, des saisons... Tout cela façonne le concept de temps. Une montre garde la trace de ce temps, conserve cette progression mathématique. L'existence humaine est sociale, et nous avons besoin de montres pour cela. C'est une démarche ancrée dans l'expérience humaine de la façon la plus profonde. Pouvoir créer quelque chose qui célèbre les arts et les sciences de la matière, donner une épaisseur à ce lien profond avec l'existence humaine, c'est pour moi la base de ce travail. Le design de la MP-14 Origin évoque quant à lui à mes yeux l'abondance de la sphère, le cercle étant probablement la forme la plus abondante dans l'univers. En quelque sorte, le cercle représente le visage du temps. Cette pièce symbolise la création de l'univers et l'infini du cosmos à partir de ce moment précis. Le temps est quelque chose que l'on vit à la fois intérieurement et extérieurement. Lorsqu'un sentiment d'unité s'établit entre notre être intérieur et nos interactions extérieures avec le monde, cet équilibre est très puissant. J'aime à croire que cette montre tend vers cela, vers cette sensation d'équilibre. ■

Les prix fous des montres d'artiste

Avrai dire, l'horlogerie est un art en soi. Pour autant, une montre est-elle une œuvre d'art ? Oui, quand un artiste, reconnu ou en passe de l'être, s'en empare et l'intègre à son œuvre. De quoi en faire bien plus qu'un simple accessoire de mesure du temps. Mais, sur la durée, est-ce un bon placement ? « Avant d'être un placement, c'est d'abord une question de plaisir, estime Aymeric Mantoux, rédacteur en chef du magazine Montres Heroes, par ailleurs grand connaisseur de l'art contemporain. Pour autant, la signature d'un artiste compte. Tout ce qu'il crée a de la valeur, d'autant plus qu'une montre produite en petite quantité répond au critère de rareté. Une montre signée de lui aura durablement de la valeur. Et, en général, les collaborations artistiques se font avec des artistes contemporains déjà reconnus. »

Ce qui n'empêche pas de pouvoir tout de même réaliser de bonnes affaires, comme avec l'Octo Finissimo de Bulgari revisitée par l'artiste coréen Lee Ufan, sortie fin 2025. « Aujourd'hui, elle est introuvable. Elle était proposée à 22 000 euros, quand la moindre de ses œuvres vaut d'ordinaire cinq fois plus. » Un prix de vente bien plus abordable que la Richard Mille RM 68-01 qui fut taguée par le célèbre street artiste français Kongo, d'autant plus exceptionnelle que,

pour la première fois, même son mouvement squeletté en titane était peint pour en faire une œuvre abstraite. Un exploit qui aura supposé de créer un aérographe et des process spécifiques pour être capable de peindre des pièces ne mesurant parfois que quelques millimètres. Proposées à 850 000 euros, ses 30 exemplaires se sont tous vendus. Les deux exemplaires de seconde main en vente sur la plateforme en ligne Chrono24 s'affichent aujourd'hui à environ 2 millions d'euros. « Ces montres réunissent horlogerie de qualité et art contemporain, et c'est ce qui fait toute leur valeur. Sur Chrono24, elles se vendent pour ce qu'elles sont : des pièces de collection en édition limitée, d'un intérêt culturel fort, achetées par des personnes qui s'intéressent plus à l'objet et à l'artiste qu'elles n'en attendent un retour sur investissement, explique Sophie Rindler, directrice des partenariats de la plus grande plateforme en ligne de vente de montres de seconde main. Le calcul est différent de celui que l'on pourrait faire en investissant dans des montres classiques. Elles permettent aux collectionneurs qui les achètent de posséder quelque chose d'à la fois rare et riche de sens. »

Aucune chance, pour autant, de trouver sur le marché un exemplaire de la Hublot Classic Fusion Aérofusion Chronograph All Black (2) signée par Shepard Fairey. Une création à 50 exem-

plaires uniquement vendue outre-Atlantique pour 25 900 dollars, en 2022. Pas plus la création atemporelle de Daniel Arsham pour la manufacture de Nyon. L'une des éditions limitées créées à 100 exemplaires la même année pour Hublot par le célèbre artiste japonais Takashi Murakami est en revanche proposée à 200 000 euros sur Chrono24. Quant à la très colorée Time to Love créée en 2024 par Jean-Charles de Castelbajac pour la marque MAD (3) Editions de Maximilien Büsser, on peut encore se l'offrir pour 4 500 euros.

« Collaborations inattendues »

Rien n'empêche, heureusement, de dénicher des ovnis artistiques à prix sage, comme certaines créations signées Louis Erard, dont le président, Manuel Emch, est un grand collectionneur d'art contemporain. En sus des multiples collaborations entre Hublot et différents artistes, « Bulgari effectue un véritable sans-faute avec des pièces très originales approchées comme des œuvres d'art, estime Aymeric Mantoux. À cela s'ajoutent parfois des collaborations inattendues, comme celle absolument magnifique entre Baume & Mercier et Pierre Soulages.



Personne n'a compris comment ils ont pu avoir cette idée, et qu'ils le fassent avec une montre à moins de 10 000 euros. Cette pièce est épuisée et collector. » Une Hampton que l'on peut encore trouver, en cherchant bien, à environ 12 000 euros. Le coup de cœur d'Aymeric Mantoux : l'Art 01 en bronze imaginée par Bernar Venet pour le compte de la jeune marque française Alto. Une édition très limitée, à seulement 10 exemplaires. « C'est l'un des plus grands artistes contemporains vivants. Il va rester dans l'histoire de l'art, et cette montre aussi. »

Dans les années 1980, la marque Lito a fait office de pionnière, avec des montres

signées des plus grands artistes. Puis Swatch a ouvert la voie dès 1985 avec ses montres signées Keith Haring, pionnier du street art. Plus près de nous, quelques-unes d'entre elles ont vu leur cote exploser. Telle la Mickey Damien Hirst (1) créée pour les 90 ans de la célèbre souris de Walt Disney. Cette Gent à cadran noir et bracelet bicolore éditée à 1 999 exemplaires et proposée 165 euros fut mise en vente pendant 24 heures, le 18 novembre 2018, jour de la naissance de Mickey. Elle était épuisée en quelques secondes. Aujourd'hui, elle se négocie aux alentours de 1 500 euros sur eBay ou Vestiaire Collective. ■

Vincent Jolly

Le nouveau patron d'Apple, John Ternus, accompagné de ses deux vice-présidents en charge du design industriel et de l'interface utilisateur, a accueilli « Le Figaro » au cœur de l'Apple Park pour discuter de la conception de ce téléphone pliable qu'il vient de dévoiler.

En 2017, Tim Cook présente au monde l'iPhone X. Dix ans après la première itération du smartphone d'Apple, ce modèle vient alors bouleverser les usages et, in fine, le reste de l'industrie : disparition du bouton d'accueil, écran de bord à bord et apparition de la reconnaissance faciale. Des codes de design et d'ingénierie que reprenne l'intégralité des smartphones haut de gamme actuels, toutes marques confondues. Neuf ans plus tard, l'iPhone Duo présenté par John Ternus le 9 septembre dernier à Cupertino en Californie préfigure l'ambition d'Apple de repenser, à nouveau, ce que doit être un smartphone pour les dix prochaines années.

« L'iPhone Duo est la parfaite représentation de la manière dont nous travaillons à Apple, assure au Figaro celui qui a pris les rênes de l'entreprise à la suite de Tim Cook le 1^{er} septembre dernier. C'est un appareil exprimant la volonté de Steve Jobs, à savoir créer des objets à l'intersection du design et de l'ingénierie. » Contrairement à l'iPhone premier du nom, le Duo est loin d'être une révolution : les concurrents d'Apple ont investi ce marché il y a bien longtemps. Marché qui reste aujourd'hui microscopique puisque les pliables représentent 2 à 3 % des ventes de smartphones dans le monde.

Mais beaucoup estiment que le géant californien pourrait tout de même réussir là où les autres ont échoué. Notamment grâce à certaines innovations et choix de design – sans oublier la puissance marketing prescriptive que s'est forgée Apple depuis bientôt trois décennies. « L'iPhone Duo d'Apple va faire des téléphones pliables la nouvelle norme », se risque même un journaliste de Bloomberg. Et de rappeler comment, au milieu des années 2000 lorsqu'ils sont apparus, les smartphones aussi ne représentaient qu'une fraction des ventes de téléphones portables.

« C'est un iPhone unique en son genre, offrant l'expérience d'un iPad tout en tenant dans la poche »

Molly Anderson Vice-présidente du design industriel d'Apple

Dans ce scénario, les progrès techniques rendus possibles par le développement de cet iPhone Duo déborderaient sur le reste des appareils et finiraient par démocratiser le besoin d'un appareil hybride à la jonction de la tablette et du téléphone pour créer le cœur de ce que John Ternus appelle dans sa Keynote un « hub personnel intelligent ». Une ambition technologique qui ne peut s'affranchir d'innovations dans le design de ces engins. Dans sa courte intervention accordée à quelques journalistes internationaux, dont *Le Figaro*, l'ancien vice-président Hardware Engineering qui a intégré l'équipe de direction de l'entreprise en 2021 s'est d'ailleurs félicité de diriger la meilleure équipe de design au monde.

Une équipe elle-même emmenée par Molly Anderson, vice-présidente du design industriel, et Steve Lema, vice-président de la conception de l'interface utilisateur, avec qui *Le Figaro* a pu s'entretenir pendant une heure au cœur de l'Apple Park. Minutieusement déposées sur les tables devant eux, les différentes pièces des appareils dévoilés la veille lors de la Keynote. Dont l'iPhone Duo, mais aussi l'iPhone 18 Pro et la nouvelle gamme d'Apple Watch dont celle faite entièrement en céramique. Une matière

qui nécessite un procédé long et fastidieux pour arriver au produit final : façonnée à la main, passée au four à 1500 °C, compressée sous 150 mégapascals avant d'être rectifiée au diamant.

« Nombre de nos matériaux, comme les métaux ou les céramiques, sont des alliages ou des mélanges sur mesure, raconte Molly Anderson au Figaro. Il nous arrive de devoir inventer des procédés de fabrication entièrement nouveaux, voire de concevoir de nouvelles machines. » Nous abordons le sujet de l'ouverture et de la fermeture de l'iPhone Duo, de facto au centre de l'expérience utilisateur. Tout comme pour le glissement des boîtes en carton dans lesquelles sont emballés les produits Apple, la résistance et l'effet de clip de l'appareil ont été étudiés pendant une « très longue période » afin d'obtenir l'effet escompté, satisfaisant pour l'utilisateur.

« Nous avons conçu ce mouvement avec une attention obsessionnelle aux détails, poursuit Anderson. Le Duo illustre parfaitement l'intégration étroite du matériel et du logiciel, ainsi que la synergie entre les idées issues de différentes gammes de produits, une caractéristique propre à Apple. C'est un iPhone unique en son genre, offrant l'expérience d'un iPad tout en tenant dans la poche. » Mais quid du format, beaucoup commentent et qui tranche avec le sempiternel rectangle auquel le public est habitué depuis 20 ans. Lors de sa courte prise en main de l'appareil, *Le Figaro* a pu constater que le Duo tenait aisément dans une seule main, qu'il soit plié ou déplié – et le téléphone est entièrement utilisable en étant refermé. « Nous l'avons conçu autour du système de format de papier international, ajoute Molly Anderson. Sa forme asymétrique distinctive, avec ses deux coins arrondis, rappelle celle d'un carnet de poche et invite à l'ouvrir. »

Selon Steve Lema, vice-président de la conception de l'interface utilisateur, ce choix de format a lui-même permis d'explorer plusieurs innovations : « Il était primordial pour nous que l'iPhone Duo offre une expérience utilisateur cohérente, et non deux produits distincts maladroitement fusionnés. » Et de poursuivre : « L'interface s'adapte dynamiquement à l'orientation de l'écran. Nous ajustons la largeur des colonnes et les marges pour optimiser la mise en page et garantir un affichage toujours impeccable. Nous nous efforçons constamment d'être au plus près des besoins de nos clients et d'adapter l'interface à leurs préférences. »

Mais l'avenir d'Apple ne s'écrit pas qu'autour du Duo. Les modèles 18 Pro et Pro Max apportent des nouveautés moins spectaculaires mais tout aussi importantes dans les domaines qui comptent pour les acheteurs : la qualité de l'appareil photo, l'autonomie et la rapidité. Sans oublier le design. Beaucoup reprochent un manque d'innovation sur la forme de ces derniers depuis plusieurs générations. Mais à se pencher sur l'histoire des produits Apple, force est de constater que la plupart des appareils connaissent de nombreuses variations à leurs débuts mais, une fois une certaine maturité atteinte, évoluent plus progressivement.

Les MacBook sont un parfait exemple de ce phénomène avec des premières générations très variées avant d'obtenir cette architecture monocoque. Mais sur

l'iPhone classique, Apple a notamment tenté de corriger les défauts longuement critiqués sur la version 17, notamment sur la résistance de sa colorisation et sa susceptibilité aux rayures. « Nous avons mis au point une nouvelle formule d'encre pour le verre arrière, composée de pigments minéraux et de paillettes d'aluminium, et d'une fine texture mate unique à chaque couleur, conclut Molly Anderson. Cette combinaison assure une homogénéité de la couleur et des reflets sur l'aluminium et le verre, donnant pour la première fois l'impression d'un matériau unique et uniforme. »

Avec le début des précommandes prévu pour le 16 octobre à un prix à partir de 2339 €, l'iPhone Duo promet déjà de bouleverser le marché. Des analystes estiment que l'entreprise pourrait vendre 6 millions d'exemplaires avant la fin de l'année avec une demande pour le pliable d'Apple qui dépasserait dans un premier

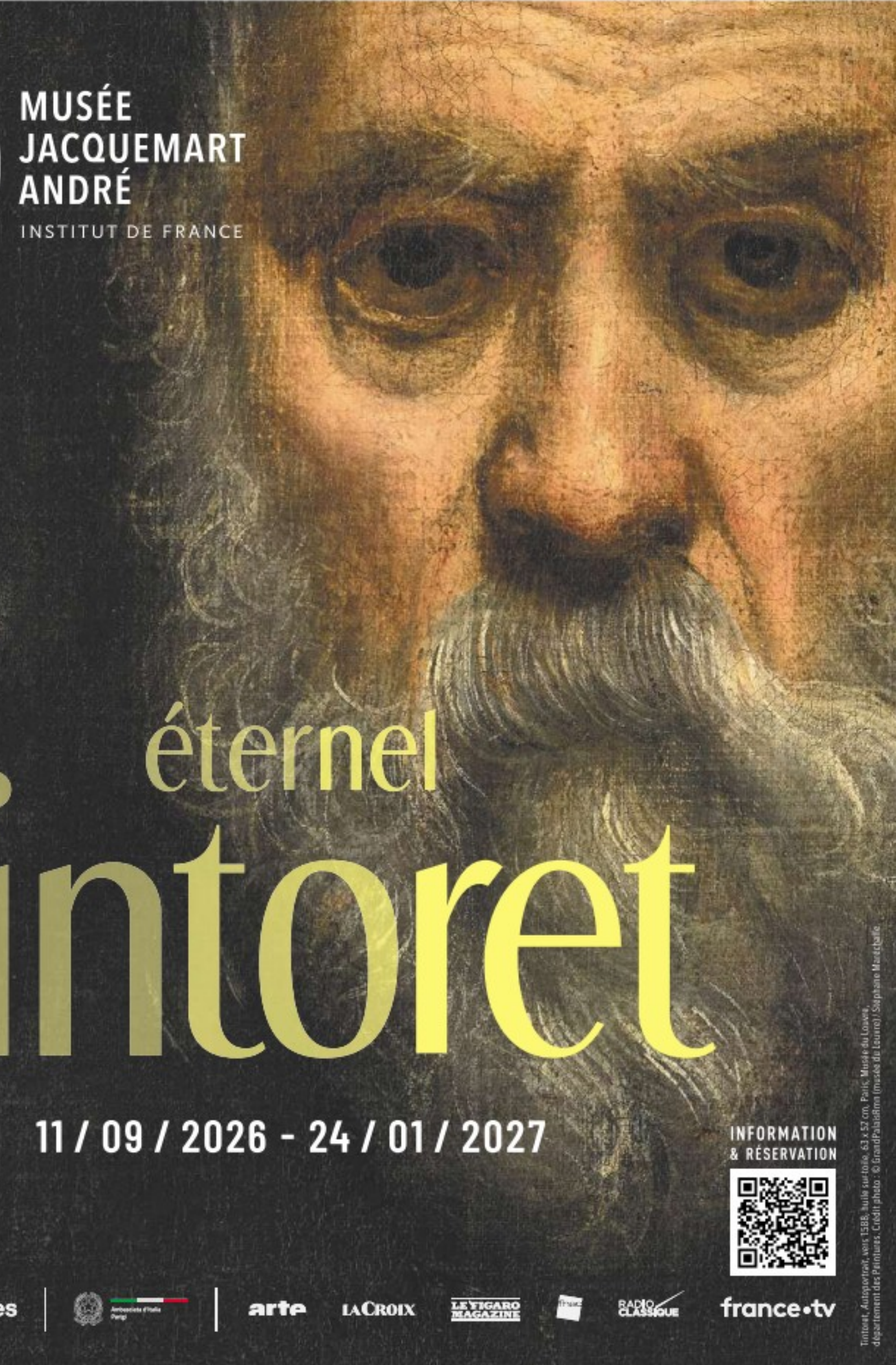
temps les capacités du géant californien à y répondre à cause des tensions sur les chaînes d'approvisionnement. Son succès débordera sur le reste des produits. À commencer par l'iPhone classique. Les enseignements tirés du développement du pliable, comme la mise au point d'un verre laminé ultra-fin, influenceront probablement la finesse et la résistance du verre utilisé dans d'autres produits à venir. Des progrès et des fonctionnalités qui préfigurent, peut-être, le design de l'iPhone 20 attendu l'année prochaine pour célébrer les 20 ans de la sortie du premier iPhone. ■

John Ternus, nouveau PDG d'Apple, sur la scène du Steve Jobs Theater, à Cupertino (Californie), le 9 septembre, pour la présentation de l'iPhone Duo (ci-dessous).





MUSÉE JACQUEMART ANDRÉ
INSTITUT DE FRANCE



éternel
Tintoret

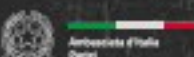
11 / 09 / 2026 - 24 / 01 / 2027

INFORMATION & RÉSERVATION



france.tv

culturespaces



arte

LA CROIX

LE FIGARO MAGAZINE

RADIO CLASSIQUE

Yaël Braun-Pivet ne veut pas renoncer au pavillon d'accueil de l'Assemblée nationale

Claire Bommelaer

La présidente de la Chambre a martelé, mercredi, que ce « projet est d'intérêt public et général ». Avec l'architecte Alain Moatti, ils se sont longuement expliqués sur ces travaux si contestés.

De son propre aveu, la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, aurait « dû communiquer plus tôt » sur son projet contesté de nouveau pavillon d'accueil. Mercredi 16 septembre, plus d'un an après la publication des premières images du fameux édifice de verre ayant déchaîné les passions, la présidente et l'architecte choisi pour le projet, Alain Moatti, se sont finalement pliés à un exercice de transparence devant la presse. Prises de parole, film d'architecte, dévoilement d'une maquette, visite des sous-sols qui pourraient à terme être entièrement revus... La présidente et l'architecte ont tenté de convaincre l'opinion publique du bien-fondé de ces travaux, présentés comme étant au service de la « médiation démocratique, de l'ouverture et de l'accessibilité de l'Assemblée nationale aux citoyens ».

« Des informations erronées ont été publiées, mes équipes et moi avons été effarés de la capacité de certains à tordre la réalité », a commenté Alain Moatti qui



Vue d'artiste du projet du pavillon d'accueil près du Palais Bourbon. AGENCE MOATTI-RIVIÈRE

Palais Bourbon. Ces dernières sont parées des mots « indivisible, laïque, démocratique, sociale ». Outre l'entrée, il contiendrait une boutique et un café. De vastes salles de médiation et d'exposition, ainsi qu'un mini-hémicycle, s'étendraient au sous-sol. Quant à l'édifice bâti en 1888, qui sert aujourd'hui de sas pour les visiteurs, il disparaîtrait pour laisser place à la construction contemporaine. « Le Palais Bourbon, d'une hauteur de 28 mètres, est situé dans une zone protégée. Pour respecter le plan de sauvegarde et de mise en valeur du 7^e arrondissement, le pavillon fera 8 mètres de haut, soit la taille du bâtiment actuel », a insisté l'architecte.

Il y a toutefois encore loin de la coupe aux lèvres. À moins d'un an de la présidentielle, et alors que les finances publiques sont au plus bas, nombreux sont les groupes d'opposition qui dénoncent un projet dispendieux. Après mai 2027, et si Yaël Braun-Pivet n'est pas élue au perchoir, « le prochain bureau pourra décider ce qu'il veut. Moi, j'aurai rendu les choses possibles et il me semble qu'arrêter la procédure n'aurait pas de sens », a prévenu devant les caméras, la présidente.

« Le Palais Bourbon, d'une hauteur de 28 mètres, est situé dans une zone protégée. Pour respecter le plan de sauvegarde et de mise en valeur du 7^e arrondissement, le pavillon fera 8 mètres de haut, soit la taille du bâtiment actuel »

Alain Moatti

Architecte lauréat du projet

Au-delà des incertitudes politiques, le chemin administratif pour parvenir à ses fins est semé d'embûches. Pour construire du neuf à deux pas de la Seine et de la place de la Concorde, il faut que ce plan de sauvegarde soit modifié - ce qui ne se fait pas en un claquement de doigts. Une première manche a été gagnée au cœur de l'été puisque le préfet d'Ile-de-France a engagé une procédure en ce sens. Et que le Conseil de Paris l'a approuvé, dans la foulée. « Tout cela s'inscrit dans des gabarits proches de ceux des édifices existants et a été conçu dans le respect des caractéristiques architecturales et patrimoniales du site », a fait valoir le maire de Paris, Emmanuel Grégoire. Ce à quoi Rachida Dati, élue et maire du 7^e arrondissement, a répondu sur X : « Ce site patrimonial protégé a été déclassé par le maire et ses alliés écologistes, tout ça pour plus de 50 millions d'euros ! Mobilisons-nous pour empêcher cette destruction patrimoniale ! »

Une enquête publique doit en principe suivre, avec son lot de consultations et de délibérations. Enfin, il faudra que le permis de construire soit non seulement déposé, mais obtenu. Le démarrage des travaux est prévu en 2028, pour une ouverture en 2030. ■

s'est dit « touché, blessé et humilié » par des critiques qu'il trouve visiblement injustes. Depuis plus d'un an, des publications sur les réseaux sociaux montrent la façade sous un angle peu avantageux, comme si elle écrasait presque la colonnade. Les commentaires ne sont pas mieux : ils traitent le pavillon « d'Apple Store » ou de « verrue », alors que le bâtiment doit être érigé dans une zone de Paris entièrement classée, et près des bords de Seine, lesquels sont classés au Patrimoine mondial de l'Unesco.

Dans ce concert, l'association de sauvegarde du patrimoine Sites et mo-

numents est particulièrement à la manœuvre, dénonçant autant l'esthétique que le coût du projet. Sa pétition « Non à l'enlaidissement de Paris par l'Assemblée nationale » a déjà recueilli 150 000 signatures, ce qui est très élevé pour ce type de sujet. De son côté, la Commission du Vieux Paris s'est dite opposée « fermement et unanimement » à la construction, au motif que « la façade de verre proposée, tournée vers la Seine, dans la perspective de la place de la Concorde et de la Madeleine, s'apparente à un étrange simulacre de colonnade, et manque singulièrement de cette discrétion qui devrait prévaloir dans un tel cadre ».

Fermez le ban ? Après avoir annoncé en février dernier, devant les questeurs qui gèrent les finances de l'Assemblée nationale, puis en réunion du bureau des présidents, la suspension des travaux, Yaël Braun-Pivet a décidé de ne pas lâcher. « Nous avons tenu compte des remarques de l'architecte des bâtiments de France et avons réduit la hauteur du futur pavillon de 80 cm. Nous avons encore des discussions autour de cette façade si décriée. Mais ce projet est d'intérêt public et général, et à un moment où la démocratie ne va pas bien, se rapprocher des citoyens est une impérieuse nécessité », a-t-elle indiqué, mercredi 16 septembre.

Le futur pavillon, ainsi que les vastes espaces au sous-sol (en tout 4 000 mètres carrés), devrait mettre fin à des conditions d'accueil et de visites indignes de l'institution. « Nous avons doublé le nombre de visiteurs, à 200 000 par an, et nous ne pouvons pas en accueillir davantage. Nous avons pourtant des demandes constantes de groupes scolaires, à qui nous sommes obligés de dire non », a expliqué Yaël Braun-Pivet. Il est vrai que le petit bâtiment du XIX^e siècle par lequel passent les classes et les journalistes est peu commode, impraticable entre autres pour les fauteuils roulants, et cela fait des lustres que les présidents successifs s'interrogent sur son renouveau. Il est vrai également que nombre de parlements étrangers possèdent des espaces modernes ouverts au public, où le fonctionnement de leur institution est expliqué.

Avec l'assentiment et la validation du bureau des présidents, avant et après la dissolution, la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, s'est donc lancé dans la mêlée, puisant dans les fonds de l'Assemblée pour mener les études techniques (6 millions d'euros). En tout, les travaux représenteraient la somme rondelette de 52,8 millions d'euros.

Désignée lauréate en 2024, l'agence Moatti & Rivière a imaginé un niveau habillé de verre et de brise-soleil verticaux en pierres évoquant les colonnes corinthiennes de la façade voisine du

18^e EDITION
FESTIVAL LUMIÈRE
10/18 OCTOBRE 2026

Un festival de cinéma pour tous

O'Brothers !

Joel & Ethan Coen
PRIX LUMIÈRE 2026

430 séances, rétrospectives Joel et Ethan Coen, Norman Jewison, Ettore Scola...
Ciné-concerts : Metropolis, Clara Bow et Chaplin, Master class, expositions, avant-premières, séances événements...

Cité de la Métropole de Lyon
Au Grand Hôtel-Dieu

festival-lumiere.org

© Good Machine - Working Title / DR



Les espaces qui seraient créés en sous-sol doivent permettre d'améliorer les conditions d'accueil du public de l'Assemblée nationale. AGENCE MOATTI-RIVIÈRE

Retour à la case dessin pour Andy Warhol

Valérie Duponchelle

À Paris, le Musée du Luxembourg réunit des œuvres sur papier peu vues, voire inédites. En suivant l'artiste à la ligne, l'exposition offre un autre regard et une fraîcheur inattendue.

Prière de lire le texte sous l'ange ailé qui porte la Croix, sur l'invitation *Horoscopes for the Cocktail Hour*, 1961, entre putti roses et joufflus, étoiles et vagues schématisées. Il ondule comme une vague, se déploie comme une fleur, habite le dessin comme un hiéroglyphe. « Selon la légende, pressé un jour de terminer une commande qui nécessite un texte, Warhol demande à sa mère d'écrire à la main le texte en question (...). Originaire de Slovaquie et de souche ruthène (les Ruthènes parlent une langue slave proche de l'ukrainien et utilisent l'alphabet cyrillique, NDLR), Julia Warhola a des difficultés à lire et écrire l'anglais. Son fils rédige donc le texte, qu'elle recopie, souvent en commettant des fautes. Son écriture précise, digne de celle d'une écolière, est intrinsèquement déficiente et organique », souligne en historienne Ellen Lupton, qui analyse cette « écriture maternelle », à la fois « affectée et imparfaite ». C'est l'irruption de l'art brut dans le pop art de son dandy de fils.

Mettre sa mère au creux de ses dessins, c'est une forme d'amour filial pour celui qui partagea sa vie quotidienne, pourtant à quelques années-lumière de celle de cette fille de paysans des si lointaines Carpates. Cet hommage indirect ouvre l'exposition « Andy Warhol. La ligne et l'image » qui nous replonge dans l'océan de ses dessins au Musée du Luxembourg, devenu un petit temple de papiers juste derrière le Sénat. « Mme Warhola était tout à fait charmante. Toute sa vie se déroulait dans l'église tchèque de New York. Chaque fois que je venais travailler, elle adorait discuter. Andy n'aimait pas que je lui parle parce que cela ralentissait mon travail », rapporta Ted Carey, l'un des assistants de Warhol (1928-1987). « Dès qu'Andy sortait, elle montait (à l'atelier, dans l'immeuble en grès brun de Lexington Avenue, où les Warhola habitaient à l'étage inférieur, NDLR) et on parlait. Elle adorait la télévision (...). Elle riait beaucoup. Elle était comme un enfant. Elle avait un sens de l'humour formidable. »

L'innocence et l'ironie ne l'ont pas quitté, d'où cette impression de fraîcheur intense qui se dégage de cette exposition composée par Alain Cueff, « en immersion dans le monde de Warhol depuis trente ans » (il exposa « Le Grand Monde d'Andy Warhol » au

Grand Palais en 2009). Que Warhol évoque les saintes en costumes de guerrières de son enfance chrétienne ou le désir brûlant de ses amours gays, cette fraîcheur demeure partout, comme une nuée qui adoucit le sujet. Le trait, décidé et épuré, y est pour beaucoup puisqu'il ne garde que l'essentiel des choses et bannit la trivialité des détails. Dans les années 1950, ses œufs décorés, typiques de l'Église grecque-catholique ruthène comme de la tradition orthodoxe, sont dessinés à l'encre sur papier, légers comme des œufs Fabergé en apesanteur. Même la liasse de dollars roulés comme un petit fagot devient un dessin délicat, quoique monumental, au chromatisme doux, vert d'eau et gris perle, grâce au crayon, crayon de cire et feutre sur papier (un trésor muséal de 1962, prêté par le MoMA de New York).

Autodérision

« L'ironie est une donnée fondamentale de l'œuvre de Warhol, sans laquelle on ne peut pas vraiment comprendre ce que ce travailleur acharné, qui prétendait être dilettante, a voulu faire. Cet aspect de l'autodérision est assez présent, notamment sur le premier mur de l'exposition avec les œuvres de la main de Julia Warhola à laquelle j'ai voulu redonner toute sa place avec ses dessins d'anges, de chats et surtout ses calligraphies. La calligraphie de Julia Warhola est devenue un des signes distinctifs du Warhol publicitaire, sujet qui a déjà été étudié et exposé ailleurs, nous explique Alain Cueff, qui vit littéralement son sujet. Alors, excentricité, lieux communs, tout y est. On voit, dans les dessins de bouteilles de Coca-Cola et de boîtes de soupe Campbell's, comment Warhol cherche sa voie, non pas son vocabulaire puisque au fond, il est déjà acquis, mais comment il cherche à identifier les lieux communs de l'Amérique de cette époque et surtout, à identifier la meilleure façon de les présenter. »

Ce qui est frappant, c'est la lisibilité de ses dessins réduits souvent à une ligne pure, pas ou peu de modelé, comme dans les *Illustrations pour les 14 poèmes de C. P. Cavafy* de David Hockney et dans sa série *Estantes érotiques*, des années 1960 et 1970. « Un des principes de la formation au Carnegie Institute de Pittsburgh était de dire que le dessin n'avait pas de valeur intrinsèque. Il n'est pas destiné à rester comme une bonne feuille, mais destiné à



Kids on Swings, d'Andy Warhol, 1946. Tempera, crayon et encre sur Masonite (à gauche).

Self-Portrait (Passport Photograph With Altered Nose), d'Andy Warhol, 1956. Crayon sur tirage argentique (ci-dessus).

la reproduction. C'est le départ de la réflexion d'Andy Warhol sur l'image. À savoir un intérêt marqué pour le contour et pour le contour seul, insiste l'historien. Il va mettre au point un certain nombre de techniques, utiliser notamment la technique de la ligne tamponnée, la blotted line. Elle consiste à reprendre segment par segment un dessin qu'il a pu faire, en reportant une feuille de papier vierge sur l'encre fraîche de chaque segment de l'image. De cette façon, il peut reproduire l'image autant de fois ou presque qu'il le souhaite et, surtout, il obtient une dépersonnalisation du geste initial de son dessin. » Le pied d'un amant, et tout est dit.

Le dessin induit directement la peinture de celui « qui voulait être une machine », sans passer par l'étape du dessin préparatoire cher aux peintres. Étude de cas avec les quatre sérigraphies issues d'un portfolio de dix estampes qui ont défini en 1967 le visage de Marilyn pour l'éternité : rouge

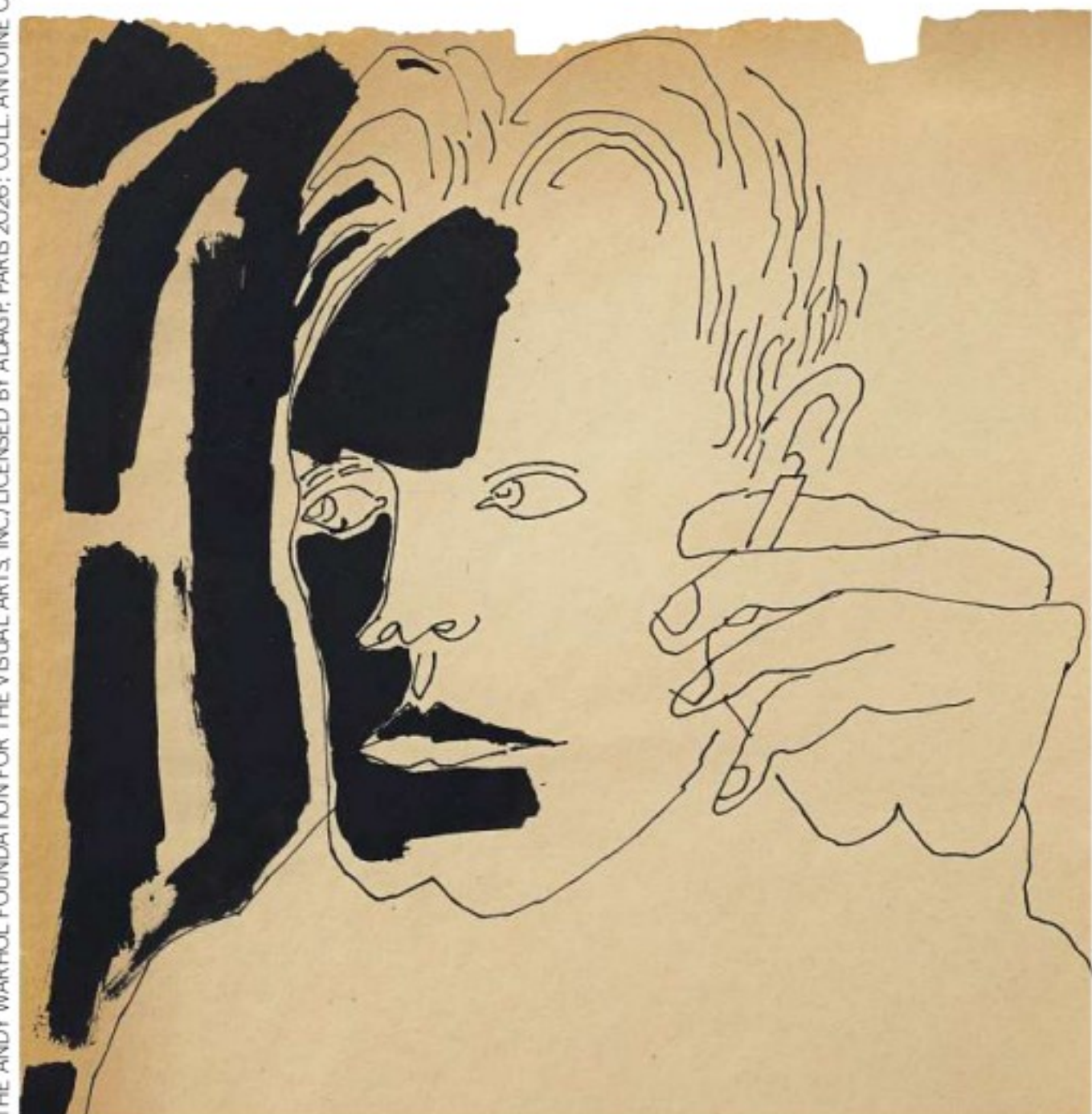
vermillon sur rose shocking, bleu céleste sur rose thé, mauve sur bleu-gris, avec sa coiffure blonde comme une sainte auréole. « L'intérêt du dessin, c'est aussi de le mettre en rapport avec la photo sérigraphie. Cette technique consiste à transférer sur la toile une image photographique et à l'appauvrir, à ne retenir de l'image photographique que le seul contour. Ensuite, Warhol va faire un repérage sur la toile, va peindre les couleurs en fonction des zones, du nez, du front, des yeux et des lèvres. Une fois que la peinture est sèche, repasser, passer l'écran sérigraphique sur la toile, évidemment, soit fixer l'image qu'il a choisi de produire. Il aime retoucher l'image, c'est-à-dire à la fois la reprendre, la corriger, éventuellement l'envisager à nouveau. »

Il y a donc un étonnement à découvrir cette suite de dessins, peu vus, voire inédits, accrochés pour les icônes sur le papier aluminium de tradition pour évoquer la célèbre Factory

new-yorkaise. On y voit ses influences (Paul Klee pour *Kids on Swings*, 1946), son sens du geste théâtral (*Tennessee Williams Reading from the Glass Menagerie*, *The Yellow Bird*, and *Five Poems*, 1952), son sens de l'observation et du symbole politique (*Le Marteau et la faucille*, vers 1977, ou bien sûr *Mao sous toutes ses formes*). Son regard sur la scène américaine (*Stamped Flag*, années 1950, soit celles de Jasper Johns et de ses drapeaux). Un des plus beaux dessins est une encre et tempera sur papier vers 1954 où le haut du torse d'un jeune homme porte tout l'espace de la feuille par ses bras ouverts, très christiques (*Boy's Upper Torso with Marbled Background*, rareté du Andy Warhol Museum de Pittsburgh). ■

« Andy Warhol. La ligne et l'image », au Musée du Luxembourg (Paris 6^e), jusqu'au 10 janvier 2027. Catalogue, publication Grand Palais Rmn Éditions 2026, 248 pages, 150 illustrations, 45 euros.

THE ANDY WARHOL MUSEUM, PITTSBURGH; COLLECTION PARTICULIÈRE NEW YORK; THE ANDY WARHOL FOUNDATION FOR THE VISUAL ARTS, INC./LICENSED BY ADAGP, PARIS 2026; COLL. ANTOINE CHANNESSIAN



Unidentified Male, d'Andy Warhol, vers 1956. Encre sur papier teinté.

3^e festival
INTERNATIONAL
DES ŒUVRES
cultes

ANGERS
25-27
SEPT. 2026

Avec
Marc LEVY
Marion MONTAIGNE
Marie-Aude MURAIL
Laurent HOPMAN
Renaud ROCHE
Karine GIÉBEL

Raphaël QUENARD
Ambre CHALUMEAU
Katherine PANCOL
Thomas SCHLESSER
Agnès MARTIN-LUGAND
et bien d'autres ...

DÉDICACES • RENCONTRES • EXPOSITIONS
ANIMATIONS • PROGRAMMATION JEUNESSE

Angers

Collégiale Saint-Martin

anjou

AXA

LE FIGARO

arte

pass Culture

« Prisonnière 951 » : l'enfer dans les geôles iraniennes

Julia Baudin

Cette minisérie britannique diffusée sur Arte, inspirée de faits réels, dénonce la répression du régime et rend hommage à son héroïne.

Adaptée d'une histoire vraie, cette série britannique en quatre épisodes revient sur l'arrestation arbitraire, en 2016, à Téhéran, de la citoyenne anglo-iranienne Nazanin Zaghari-Ratcliffe, alors qu'elle s'apprêtait à rentrer en Angleterre après un séjour en famille. Aux officiers qui l'interrogent, elle répète qu'elle est venue présenter son bébé à ses parents et fêter avec eux le Nouvel An. Ceux-ci n'ont d'autres mots à la bouche que : « *Tu mens !* » Un semblant de juge lui enjoint, si elle veut « *revoir sa fille* », de signer une fausse déclaration. Elle est désormais la prisonnière 951, son numéro d'écrou. Nazanin va passer six années dans l'enfer carcéral de la dictature des mollahs pour « complot visant à renverser le gouvernement iranien ». Son mari, depuis Londres, remuera ciel et terre pour organiser sa défense. Mais comment traverser une telle épreuve ? Comment rester debout ? Aimer sans relâche ? Ne pas perdre espoir ? Pendant

que la première tente de survivre, le second œuvre à distance, se heurtant à l'impunité des gardiens de la révolution, à la lenteur des procédures et à l'indifférence des diplomaties occidentales.

La crudité du réel

Narges Rashidi et Joseph Fiennes campent ce couple que rien n'ébranlera malgré l'adversité. « *J'ai rarement incarné un personnage d'une telle densité* », note le comédien de *Shakespeare in Love*. Son interprétation de Richard Ratcliffe n'est en effet jamais anodine. S'il est celui dont la partie semble a priori la plus aisée, il est aussi celui qui se retrouve seul face aux institutions, à l'enfant qui grandit sans sa mère, aux familles, à la peur de ne jamais revoir sa femme, à ses patrons pas toujours compassionnels, à l'effondrement et à lui-même. Elle – magnifique Narges Rashidi (*Gangs of London*) – n'a d'autre choix que de respirer, ne pas hurler et attendre, dans un contexte où les agents secrets et les exfiltrations n'existent pas. Juste des jours sans fin, la saleté, la chaleur, la violence, le sentiment



Dans *Prisonnière 951*, Narges Rashidi incarne Nazanin Zaghari-Ratcliffe, une jeune mère anglo-iranienne emprisonnée du jour au lendemain. DANCING LEDGE PRODUCTIONS

d'injustice et l'effroi. Le réel est ici beaucoup plus cru que la fiction. Sous la plume du créateur, auteur et showrunner Stephen Butchard (*The Last Kingdom*) apparaît le fossé qui sépare le factuel de l'émotionnel. « *Un des grands enjeux, selon lui, de cette série.* » Partant de ce postulat, il compose une intrigue intense, tendue, qui s'enroule autour du drame intime des protagonistes non seulement pour dire l'inique d'un régime autoritaire, mais aussi, et peut-être plus encore, pointer

l'impéritie, voire l'hypocrisie d'une machine d'État supposée se soucier avant tout de liberté et de droits de l'homme. Nazanin n'est pas célèbre. Elle n'est pas de prime abord une monnaie d'échange suffisamment importante. Elle n'intéresse bientôt plus personne. Son mari est aussi isolé. Certains finiront même par le trouver encombrant. Applaudie dans maints festivals, dont *Séries Mania 2026*, et honorée de plusieurs récompenses, dont le Bafta de la meilleure actrice pour Narges Rashidi, *Prisonnière 951* laisse sans voix. Arrêtée le 3 avril 2016, Nazanin Zaghari-Ratcliffe est restée détenue jusqu'en mars 2022. En 2017, le procureur général de Téhéran a déclaré que la mère de famille, professeur et traduc-

trice était détenue pour avoir organisé « *un cours de journalisme en ligne persan de la BBC qui visait à recruter et à former des personnes pour diffuser de la propagande contre l'Iran* ». Comme d'autres avant elle, elle aurait été choisie pour ses liens avec la Fondation Thomson Reuters comme levier possible dans le cadre d'un litige financier – une vente d'armes non aboutie – opposant les deux pays. « *Ce programme n'est pas que le récit d'une méthode systématique de pression ou de répression politique, c'est un hommage au courage de Nazanin* », conclut Stephen Butchard. ■

« **Prisonnière 951** » À 20 h 55, 4 x 60 minutes sur Arte Notre avis : ●●●●

« Surveillant ! » : les trublions de la prison

Céline Fontana

La série créée par John Wax, avec Jean-Pascal Zadi et Audrey Lamy, plonge dans l'univers carcéral par le biais d'une comédie.

La prison a toujours offert un formidable « terrain de jeu » aux séries. Côté anglo-saxon, on se souvient de la cultissime *Oz*, de *Prison Break*, *Orange Is the New Black*, *The Night Of*, *Black Bird*... La France l'a abordée en déclinant le film *Un prophète* ou encore avec *Zonz*, incursion drôle, pop et émouvante dans un établissement pénitentiaire pour adolescents. John Wax a eu l'idée, originale, d'en faire le lieu d'une comédie de bureau en la racontant par le prisme du personnel. Et sur le mode du docu-fiction qui avait fait ses preuves dans le long-métrage *Tout simplement noir* (2020), coréalisé avec Jean-Pascal Zadi. Ce dernier avait obtenu le

César du meilleur jeune espoir masculin pour son rôle dans le film. « *Surveillant !, c'est d'abord l'histoire d'une mère qui a raté l'éducation de son fils et va essayer de réussir sa réinsertion* », insiste l'auteur-réalisateur. Cette directrice d'établissement d'une bienveillance rare, extrêmement maternelle avec les détenus (incarnée avec le plus grand sérieux par Audrey Lamy) est confrontée à une situation complexe : par un concours de circonstances, son ado est incarcéré dans son propre établissement ! Autour d'elle, gravitent des gardiens aux tempéraments très marqués, limite bande dessinée : le strict et scrupuleux qui parle de sa vocation avec des trémolos dans la voix

(l'humoriste Benjamin Tranié), le cool nonchalant adepte de la navigation à vue (Jean-Pascal Zadi) ou la petite nouvelle qui n'y connaît rien mais veut bien faire, parfois trop, et ne se laisse pas marcher sur les pieds (Eva Huault – *L'Affaire Laura Stern* – toujours d'un parfait naturel). **La caméra, un « témoin gênant »** La caméra de l'équipe de tournage, qui vient suivre le quotidien des employés, se révèle un personnage à part entière. « *L'exercice est assez jouissif car on joue avec l'objectif alors qu'il est normalement interdit de le regarder. On explique nos émotions, nos sentiments, on s'adresse à*

la caméra comme si c'était un acteur supplémentaire », souligne Audrey Lamy. « *Cette caméra est un témoin gênant, qui impose des contraintes de réalisme, complète John Wax. Pourquoi est-elle là, alors qu'il se passe ça ? Cela nous évite des facilités que l'on pourrait avoir quand on décide de tout filmer* ». Au-delà de l'humour, parfois potache, avec des reparties savoureuses, la fiction s'est imposée une part de réalisme. « *Nous avons passé deux jours avec des surveillants pour les suivre dans leur quotidien à la prison de Blois. Nous avons rencontré le directeur de l'administration pénitentiaire. C'est la première fois que l'on voit une série du point de vue du personnel, il fallait en être respectueux* »,

explique John Wax. Tourner dans l'ancienne prison centrale de Clairvaux, un établissement désaffecté qui a aussi servi de décor à *Zonz*, en hiver, crée une atmosphère bien particulière qui ajoute à l'authenticité et... à la tension. Cela permet d'évoquer aussi en filigrane des aspects plus sérieux du sujet : manque de moyens et conditions de vie des détenus, difficultés à faire fonctionner le système... Loin de la fiction sociale ou sociétale, un message simple peut-être : ne faudrait-il pas repenser, enfin, la prison ? ■

« **Surveillant !** » 8 x 30 minutes sur Disney+ Notre avis : ●●●○

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 7338

HORIZONTALEMENT

1. Chargés de mission. – 2. Teignant le corps des Jivaros. – 3. Arrivé à terme. C'est un préfixe, mais il est toujours à la queue. – 4. Sport de glisse où l'on fonce tête la première. – 5. Note qui laisse rêveur. Solide aide-mémoire. – 6. Direction. Enfant du coin. – 7. Grandement recherché en arithmétique. Récipient d'eau de toilette. – 8. Frotte pour nettoyer. Entendu pendant le défilé. – 9. On est surpris quand il sort. On tire sur sa corde raide. – 10. Associés à la tête de veau. – 11. Roi qui met le gnou à terre. Démonstratif dans ce sens mais nullement dans l'autre. – 12. Mouche déguisée en abeille.

VERTICALEMENT

1. Canards aux légumes (deux mots). – 2. Voltaire en Amérique. – 3. Fait venir l'ombre. Pièce meublée. Travailler pour celui de Prusse ne rapporte pas grand-chose. – 4. Fort ou faible, il reste un battant. Bons tuyaux pour chasser la mauvaise humeur. – 5. Donne l'alternative. Avait la police à ses basques. Des barkhanes à perte de vue. – 6. Passent sans arrêt. En liquide ou en poudre. – 7. Prenait des engagements. Rapproché le père et le fils. – 8. Défoncé. Est sur le déclin.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 7337

HORIZONTALEMENT

1. Tambours. – 2. Équeutée. – 3. Ruer. Ino. – 4. Aar. Éloi. – 5. Traiteur. – 6. Cèil. Me. – 7. Li. Épées. – 8. Olé. Anse. – 9. Gisant. – 10. Issue. St. – 11. Eton. Fou. – 12. Sérapiéum.

VERTICALEMENT

1. Tératologies. – 2. Aquarelliste. – 3. Muerai. Essor. – 4. Ber. Ile. Auna. – 5. Ou. ET. Pané. – 6. Utilement. Fe. – 7. Renouées. Sou. – 8. Seoir. Septum.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION

SUDOKU

RCI JEUX

GRILLE 5566 MOYEN

				3	5			7
	8	1				2		5
				8			9	6
		4	8	7		3		
	9	8	1	4	3	7	6	
		7		2	6	9		
8	1			9				
3		2				1	8	
6			4	1				

GRILLE 5567 CHAMPION

			2	7	3			
	2						4	
	1		6		5		9	
			7		9			
5		3		8		2		7
			4			8		
			5	6	7			
		9		3		6		
1								8

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

MOTS À CASER

USINIER	DECENT								
NANA	PAMER	LORI							
ALE	PILAF	PITON							
NADIR	ETIREMENT								
IMITER	CERE	CI							
MATE	ECHANCRE	M							
IL	METHANOL	TOI							
TER	CIE	AMUSANT							
ECHAUFFER	SAUCE								

SOLUTION DU N° 5564

4	9	8	1	5	2	3	6	7
5	2	3	6	7	4	9	8	1
7	6	1	9	3	8	4	2	5
6	5	9	2	4	7	1	3	8
8	3	4	5	1	9	2	7	6
2	1	7	3	8	6	5	9	4
1	8	6	4	2	3	7	5	9
9	4	2	7	6	5	8	1	3
3	7	5	8	9	1	6	4	2

SOLUTION DU N° 5565

3	5	7	6	8	4	9	1	2
9	1	8	5	3	2	4	6	7
2	4	6	9	1	7	3	8	5
5	3	4	1	2	8	6	7	9
6	8	2	7	4	9	5	3	1
8	2	5	4	7	3	1	9	6
9	4	6	3	2	9	1	7	5
4	6	3	2	9	1	7	5	8
7	9	1	8	5	6	2	4	3

MOTS À MOT

En regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de trois lettres proposés, composez un troisième mot de six lettres.

ION + CEP = C _ _ _ _

OIE + VAN = _ _ O _ _

ILE + RAI = _ _ _ _ E

TF1

21.10
Le mystère de la Chambre Jaune

Série. Suspense
Fra. 2026. Saison 1. Avec Claire Romain, Pierre-Yves Bon. 2 épisodes. Inédit. Après la nouvelle agression de Mathilde, tout semble accuser Darzac. Mais Jo ne peut pas y croire. Le chrysanthème qu'elle a trouvé l'emmène vers une nouvelle piste.

23.15 New York police judiciaire. Série.

CANAL+

21.00
Football : Ligue Europa Sport

1^{re} journée : Besiktas - Marseille. En direct. Avec son nouvel entraîneur Bruno Genesio, l'OM tentera de soigner son entrée en compétition ce soir, alors que le club olympien connaît un début de Ligue 1 plutôt compliqué.

22.56 Soir d'Europe le débrief. En direct. **23.47** Cityzen Pep. Doc.

france 2

21.10
Envoyé spécial Magazine

Prés. : Elise Lucet. 1h50. «Doctolib : votre santé les enrichit». Enquête sur le succès de cette plateforme. – «Commerce : une boîte sinon rien ?». – «Arménie : le plus vieux vin du monde».

23.00 Complément d'enquête. Magazine. Keffieh, tweets et polémiques : la méthode Rima Hassan.

arte

20.55
Prisonnière 951
Série. Suspense

GB. 2025. Saison 1. Avec Narges Rashidi. 2 épisodes. Inédit. Sur le point de quitter l'Iran après une visite à sa famille, Nazanin Zaghari-Ratcliffe est arrêtée à l'aéroport de Téhéran par les Gardiens de la révolution.

23.10 Prisonnière 951. Série. Suspense. 2 épisodes. Inédit.

france 3

21.10
Meurtres à...
Série. Policière

Fra. 2019. Saison 7. Avec Pierre Arditi, Garance Thénault, Isabelle Candelier. Meurtres à Colmar. Etienne Ronsard, chirurgien humanitaire, arrive à Colmar, où il espère découvrir les circonstances de la mort de son fils Gilles. A son arrivée, Etienne découvre le cadavre d'un homme.

22.45 L'oasis. Documentaire.

6

21.10
La chute de Londres
Film. Action

EU/GB/Bul. 2016. Réal. : Babak Najafi. 1h39. Avec Gerard Butler. L'agent Mike Banning et le président des Etats-Unis assistent à Londres aux funérailles du Premier ministre anglais. Mais une attaque terroriste survient.

22.55 La chute de la Maison Blanche. Film. Action. Avec Gerard Butler.

LE FIGARO TV
Île-de-France

12.00 Points de vue.
18.30 Le Buzz TV. Nicolas Vollaire et Mathilde Seifert reçoivent Caroline Delage, productrice.
19.00 Bienvenue en Île-de-France.
21.00

Les grands maîtres de la peinture
Série documentaire. Michel-Ange.
22.30 Le Club Le Figaro Idées « Le communautarisme islamiste à l'école ». Eugénie Bastié reçoit Omar Youssef Souleimane (Les Héritiers de la haine, Plon) et Iannis Roder, professeur agrégé d'histoire et membre du conseil des sages de la laïcité.

Pour regarder Le Figaro TV ?
Canal 34 de la TNT en Île-de-France ou sur les box
SFR 194 | Orange 118
Free 203 | Bouygues 247

À LA DEMANDE

NETFLIX

Unchosen

Rosie, son mari Adam et leur fille vivent au sein d'une communauté religieuse isolée, régie par des règles strictes. Quand Sam, un homme charismatique et mystérieux, entre dans sa vie, les certitudes de la jeune femme vacillent. Entre secrets, manipulations et désir de liberté, elle finit par remettre en question le fonctionnement de ce groupe fermé et par douter en même temps de ses fondements de son mariage et de sa foi. Un thriller psychologique sous haute tension, qui joue habilement sur l'ambiguïté de ses personnages et qui s'appuie notamment sur la composition solide d'Asa Butterfield. Le comédien, qui a fait ses débuts à l'âge de 7 ans, fait ici preuve d'une maturité impressionnante.

la chaîne météo

ÉPHÉMÉRIDE St-Renaud
Soleil : Lever 07h30 - Coucher 20h00 - Premier croissant de Lune

MATIN

APRÈS-MIDI

T (en °C)

LE TEMPS AILLEURS...

ALGER 21/29 AMSTERDAM 14/16 ATHÈNES 19/28
BARCELONE 20/24 BELGRADE 15/28 BERLIN 12/19
BERNE 9/20 BRUXELLES 13/18 BUDAPEST 15/22
COPENHAGUE 12/17 DUBLIN 12/16 LISBONNE 18/29
LONDRES 14/19 MADRID 15/25 PRAGUE 12/20
RABAT 19/26 ROME 20/29 TUNIS 23/33

VENDREDI SAMEDI DIMANCHE

la chaîne météo lachainemeteo.com

LIVE 24/24 CANAL+ Sur L'APPLI GRATUITE La Chaîne Météo

MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°4555

ASSIGNÉE A RÉSIDENCE BOURGADE	FLEMMES FRUITS DU SAPIN	ABJECT EFFETS SONORES	DISPARU DE FAÇON TRAGIQUE	EPOUSANT LES FORMES	FANE PAR MANQUE DE SOINS INENTAMÉE	MUSIQUE D'ORIGINE JAMAICAINE	MOUSSE CHEZ LES ITALIENS ENCARTÉ	ANAI, FEMME DE LETTRES	BISTROTS A GUEUSES	DÉESSE MARINE COUPE LE MOTEUR	LAUREL, MAIS PAS HARDY SAUF	BREF SIFFLEMENT ARRIVER EN GARE
				SCOOTERS DES MERS				PAROLES OBSCÈNES LIGNE DE CUBE				
CORRECT ADDITIONNER D'ALCOOL			RAP-PROCHÉ CHROME AU LABO			DE JADIS (D') BASSIN DE PAPILLON			SIEGEANT NID D'ESPIONS			
		APRÈS CELLE DÉSERT SABLEUX		CRÉ D'ARRÊT DEVENIR PRESSANT		HOMME DISTINGUÉ A LONDRES		BUS AJOUTER LE GRAS DU LAIT		IL A LE TEMPERAMENT EXPLOSIF		POSITION LATÉRALE DE SÉCURITÉ
EN FINIR FAIRE TOURNER UN ECROU				EMPLOYÉ ATTRIBUT DU COQ			ÉTÉTERA FAIT PEAU LISSE				UN PÈRE FACULTE DES ROBOTS	
			FONDÉES PAR UN PIONNIER TELANCES			REPLI ADMIS				IL EST BLEU PAR BEAU TEMPS		
BIEN PRONONCÉ	CONGESTIONNER TAXE				FRISÉE SUR LA TÊTE VILLE DU BÉARN				BOISSONS DES DIEUX			
		IL FAUT LE VIVRE AU JOUR LE JOUR	IL CRÉA UNE ÉCOLE NORMALE SUR LE RÉ		ESPIONNE APPRÉCIATION EN MARGE		RÉCOMPENSE POUR UN LOULOU	MADAME EN ABREGÉ		IL VIT DANS LA FORÊT DU BRÉSIL	SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT	
PRENOM FÉMININ RÉDUIT À RIEN		MESURA SUR LE CHANTIER			PLANTE AUX PÉTALES EN ÉPERON				DEVANT CE QUI T'APPARTIENT		R V H F H L E D D O S I A P E R I D U R A L E A N T R E R E E C O U T E R S E R R A S A R I S E R C L A N C L E A U S S E N A T I O N S E C L I P S E E C R A N O T E N T A N N E E S A I S I R A N I E N S U R A S T E X C R U C I A L R T R I P R E S C A P E A P P R E T E X E M P T E S I S C I E R I E A L E V I N I E R I E E N T E N E B R E R B O O M E R A N G O S T I E D E C A T I C N U S A T E	
				MARÉ-CAGEUSE				QUI A PRIS UNE JOLIE COULEUR				

Zoé Leboucher: habiller les femmes de pouvoir



PAR
Alban Barthélemy

Avec sa marque Admise Paris, l'entrepreneuse a contribué à redéfinir les standards du tailleur féminin. Mais souligne les difficultés du prêt-à-porter tricolore.

Savoir composer sa tenue est un art sensible, dans lequel elle est passée maître. « Quand je vois des gens mal habillés, je souffre », dit-elle en plaisantant à moitié. Avec sa marque Admise, qui fête ses 10 ans cette année, elle a contribué à redéfinir les standards du tailleur féminin.

Une entreprise qu'elle s'efforce de faire grandir, à l'heure où les boutiques de prêt-à-porter ferment, partout en France. « La concurrence est devenue très rude. Des centaines de nouvelles enseignes en ligne apparaissent tous les jours », reconnaît Zoé Leboucher.

Son succès part d'un constat simple : les vêtements contribuent à nous définir socialement et peuvent améliorer la confiance en soi. Avec une différence fondamentale : « Alors que les hommes portent des costumes dans le monde professionnel, l'équivalent chez les femmes n'existe pas ! »

Chez elle, l'habillement est une affaire de famille : son grand-père ainsi que son arrière-grand-père ont été tailleurs en



Pour Zoé Leboucher, l'habillement est une affaire de famille. SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

leur temps ; elle se rappelle, petite, avoir joué dans une arrière-boutique. Une source de fierté pour elle, autant qu'un héritage complexe.

« Mon arrière-grand-père était d'origine polonaise. Durant la Seconde Guerre mondiale, il a été déporté parce que juif. On n'a jamais su où, ni quand il était mort », explique-t-elle à demi-mot. Un drame aux conséquences multiples : « J'ai été élevée dans l'athéisme le plus complet. Le rapport à la religion est trop douloureux. On l'a mis de côté et on n'en parle pas. »

Très jeune, la mode la fascine : « Lors-que les défilés passaient au journal télévisé de 20 heures, c'était pour moi un moment merveilleux. Un peu comme un spectacle. » Adolescente, elle découvre l'univers des blogs sur internet et les styles vestimentaires portés par les influenceuses d'autres pays. Déjà, elle s'intéresse à ses tenues : « C'était une manière de m'exprimer. À travers ce que je portais, je gagnais en assurance. »

Ses parents, tous deux avocats de profession, regardent d'un œil critique la passion de leur fille. Au moment de

choisir ses études supérieures, la jeune femme souhaite se diriger vers une école d'art. « Ils n'étaient pas du tout d'accord, d'autant que ce genre de formation coûte cher. Ils m'ont dit : "Fais du droit, ça mène à tout." C'est vrai... à condition d'en sortir. »

« Je crois qu'il est important d'avoir au travail des tenues agréables, que les employés se sentent fiers de porter »

Zoé Leboucher Styliste

Se conformant au souhait parental, elle s'inscrit à la Sorbonne, sans grande conviction. « J'aimais bien la mécanique intellectuelle de l'argumentation. Par contre, la lourdeur juridique... » Après un stage en banque privée, elle rejoint avec un certain soulagement la chaire d'entrepreneuriat de l'ESCP, une école de commerce ; puis part à New York durant six mois, à l'occasion d'un stage chez Cartier. Le géant du luxe, avec son fonctionnement très institutionnel, ne la convainc pas. Mais l'esprit entrepreneurial américain la gagne. « Dans cette ville, on a vite le sentiment que tout est possible ! »

Dans un coin de sa tête, l'idée de lancer une entreprise de prêt-à-porter la séduit. « À l'époque, on ne trouvait presque rien en boutique pour les femmes cadres supérieures. Tout était vieillot et moche. D'ailleurs, je n'aimais tellement pas ce que je portais au travail, qu'il m'arrivait de rentrer chez moi le soir pour me changer, avant d'aller voir des amis. » Elle dépose la marque Admise, et lance l'entreprise en 2016. « C'est le mot que j'attendais avec impatience chaque fin d'année durant mes études. Et puis, c'est aussi un mot qui est rarement employé au féminin. »

À son retour en France, elle imagine des premiers modèles avec un ami et

fait réaliser sa première production, qu'elle revend ensuite dans des stands éphémères et des salons. Très vite, le bouche à oreille fonctionne. Camille Cottin, Marie Drucker, ou encore Valérie Pécresse portent ses créations. « Il y a eu une identification très forte à la marque, car je crois qu'il y avait un vrai besoin. Beaucoup de dirigeantes ont des tenues qui ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités. C'est d'autant plus un problème dans un monde où l'image a pris énormément d'importance. » Avec le recul, l'entrepreneuse se dit qu'elle aurait pu aller plus vite, plus loin. « Mais j'étais jeune : le vêtement me passionnait ; l'aspect business, beaucoup moins. »

Progressivement, elle acquiert les moyens d'ouvrir sa propre enseigne, non loin de celle tenue à l'époque par son grand-père ; puis une deuxième. « Et voilà qu'est arrivé le Covid », soupire-t-elle. Durant les confinements, elle tente de se diversifier, en produisant notamment des pyjamas. La pandémie passée, elle décide toutefois de fermer ses deux adresses pour se concentrer exclusivement sur la vente en ligne. « Cela a été une étape importante pour moi ; mais un lieu de vente, c'est aussi de nombreuses galères à gérer... »

Longtemps, Zoé Leboucher a gardé sa production à Paris. Plus aujourd'hui : « Le coût était tout simplement devenu trop élevé », constate-t-elle avec dépit. Ses vêtements sont à présent réalisés au Portugal, en Italie et, dans une plus petite mesure, en Asie. Sa communication, quant à elle, passe par les réseaux sociaux, une newsletter et l'organisation d'événements privés. « J'ai la chance d'avoir des clientes très fidèles et un taux de rachat énorme. Mais ce qui est difficile, c'est l'acquisition. »

Pour se développer, Zoé Leboucher vient de créer Admise Studio, une marque spécifiquement dédiée aux uniformes d'entreprise. « Je crois qu'il est important d'avoir au travail des tenues agréables, que les employés se sentent fiers de porter. » Selon elle, la difficulté est surtout l'harmonisation : « Le tout n'est pas juste d'avoir des beaux vêtements ; c'est aussi de savoir les associer entre eux. »

Si le monde du prêt-à-porter féminin a changé ces dernières années, Zoé Leboucher constate que certaines habitudes ont la vie dure. « On a beau faire du body positive dans la mode, 90 % des femmes considèrent que lorsqu'un vêtement ne leur convient pas, c'est parce qu'elles ont un problème. Mes clientes me disent : "Le souci, c'est que j'ai des hanches". Cette phrase m'insupporte ! Jamais un homme ne se fait ce genre de réflexion en essayant une tenue. »

Une sensibilité qui trouve ses racines, là encore, dans son histoire familiale : « Après la disparition de son mari, ma grand-mère a dû élever seule ses enfants, et subvenir aux besoins des siens. Je crois que je suis l'héritière de cette éducation. Pour moi, il n'y a rien de plus satisfaisant que d'être libre. » Une valeur qu'elle cherche d'ailleurs à transmettre. « J'aimerais, à travers mon travail, pouvoir aider d'autres femmes à se sentir mieux, grâce à leurs vêtements. »

Entourée d'une petite équipe, la trentenaire, qui vit désormais à Lyon, tente, comme d'autres, de concilier activité professionnelle et vie de famille : depuis un an, elle est devenue la mère d'une petite fille. « Plus tard, je suis certaine qu'elle aura confiance en elle. Ou du moins... je l'espère ! » ■

LES
CROISIÈRES
LE FIGARO

GRANDE CROISIÈRE CULTURE
DU FIGARO
en mer Baltique

Arts - Cinéma - Littérature - Histoire - Musique...

> DU 18 AU 25 JUIN 2027

FINLANDE
Helsinki
Tallinn
ESTONIE
Saaremaa
Riga
LETTONIE
Visby
MER Baltique
SUÈDE
Stockholm
Kalmars
DANEMARK
Copenhague

avec **Jean-Christophe BUISSON**
Directeur adjoint du Figaro Magazine

et ses invités

Sylvain Tesson
Laure Dauriche
Régis Wargnier
Nicolas Chaudun
Catherine Van Offelen
Laetitia de Witt

OFFRE EARLY BOOKING*

CROISIÈRE
À bord du Champlain
8 JOURS / 7 NUITS
à partir de 7 770 €**

01 57 08 70 02
lesvoyagesfr.fr

* Offre premiers inscrits. ** Tarif Early Booking par personne sur la base d'une occupation double en cabine Deluxe, excursions et taxes portuaires incluses. Il varie en fonction des disponibilités de la croisière et peut être modifié sans préavis. Présence des invités sous réserve de désistement en cas de force majeure. Document non contractuel. Droits réservés. Crédit photo : Shutterstock.



UN DERNIER MOT

Par **Étienne de Montety**

Baril (ba-ri-l) n. m. Tonneau qui fait la culbute.

La crise au Moyen-Orient fait grimper les prix du baril de pétrole. Le mot vient du gallo-roman *barriculus*, qui désigne un petit tonneau. Le baril est devenu une métonymie médiatique pour parler du pétrole : sa hausse se répercute évidemment sur le prix de l'essence à la pompe : pour dire les choses autrement, le commandant baril dicte sa loi. Et à en juger par le tarif de celui-ci, l'or noir devient de l'or en barre : cette barre, justement, que son prix franchit, jour après jour, allègrement. Qui dit baril dit maintenant péril pour un budget. Jusqu'ici, les automobilistes paient sans barrir ni barguigner. Ils sont certes conscients de se faire lessiver, mais que peuvent-ils faire ? On a du mal à imaginer des mécontents dans une station-service sortir leur harangue (en baril ou pas) pour conspuer les pouvoirs publics. Tout le monde consentirait donc ? Pas tout à fait ; le niveau astronomique du baril commence à faire du barouf dans l'opinion. Comme si le baril de pétrole se remplissait peu à peu de poudre. ■

LE FIGARO littéraire



HISTOIRE
TOUT CE QUE VOUS AVEZ
TOUJOURS VOULU SAVOIR
SUR LA RENAISSANCE **PAGE 6**

NADJA-BRETON
PUBLICATION DE L'INTÉGRALE
DES LETTRES ET DESSINS DE LA MUSE
DU PAPE DU SURREALISME **PAGE 8**



La famille dans tous ses éclats



DOSSIER Quatre romanciers explorent leurs souvenirs personnels entre bonheur et tragédie. **PAGES 4 ET 5**

L'État, c'est moi!

La chute de Fouquet a fait couler beaucoup d'encre. Elle a été résumée d'une formule magnifique par Paul Morand : *Fouquet ou le Soleil offusqué*. C'est à ce coup de sang de Louis XIV et ce qui s'ensuivit que Camille Pascal consacre son nouveau roman. Ses lecteurs le savent, du complot du duc du Maine aux calomnies contre Marie-Antoinette lors de l'affaire du collier, cet auteur n'aime rien tant qu'explorer les galeries arpentées par les puissants, surtout si le soufre vient ternir le scintillement des dorures.

LA CHRONIQUE d'Étienne de Montety

Le roman s'ouvre sur la longue agonie de Mazarin : c'est elle qui tient la note des premiers chapitres. Portrait du cardinal qui s'est un temps rêvé pape (il n'était pas prêtre, mais quelle importance !). Pascal détaille la fortune qu'il a accumulée, sa stratégie pour marier ses nièces afin d'asseoir la puissance de sa famille en Europe... Pendant que Mazarin se meurt, la cour bruisse : qui pour le remplacer - il occupait une telle place ? Colbert le voudrait. La reine mère elle-même y songe, et puis il y a Fouquet. Soudain un coup de tonnerre éclate dans le ciel bleu roi de la monarchie, le jeune roi Louis décide de concentrer tous les pouvoirs entre ses mains : assez d'intrigants, assez de ministres dispendieux. Morand a décrit la scène, ramenée à un mot : « *La face du théâtre change* », dit Louis XIV en annonçant sa décision de gouverner.

Avec ce cinquième roman, Camille Pascal continue son entreprise singulière : procéder à une reconstitution en costumes de moments clés de l'histoire de France. Pour celui-ci, les personna-

ges sont connus : le jeune Louis, Mazarin, Anne d'Autriche et Colbert, Brienne, Fouquet, nos livres d'histoire nous ont assez enseigné sur eux.

Mais pour les raconter, Pascal a sa manière, unique. Il ne pastiche pas, il invente un ton, un style allègre, précis pour décrire et mener son récit. Il paraphrase volontiers les grands auteurs (clin d'œil à notre mémoire) : « *Turenne, dont le bras avait le royaume et affermi le trône de son roi* ». Corneille n'aurait pas mieux dit. Il compose des scènes qui en disent beaucoup plus qu'une longue analyse politique ou psychologique : le jeune roi joue à colin-maillard avec trois princesses, dont Mademoiselle de La Vallière ; on sait ce qui sortit de ces jeux.

Camille Pascal nous régale. Grâce à lui on quitte la littérature contemporaine du *ressenti* qui inonde les étals des libraires : bonnes œuvres peut-être louables, mais pesantes. Et alors qu'on explore les allées du pouvoir, on songe aussi qu'on est loin de la France contemporaine.

Et cependant, l'écrivain a beau avoir dressé le décor d'une époque révolue, une monarchie en voie d'absolutisation, avec pour personnages des premiers rôles de l'histoire de France, son propos dépasse largement le cadre du Grand Siècle. Une succession, des luttes intestines, un pays exsangue, ces situations appartiennent au passé ? Vraiment ? Pascal a certes écrit un roman historique mais dans lequel il conduit une analyse subtile de ce qui constitue l'éternel moteur des hommes pour assouvir leurs ambitions. ■



LE BAL DES FOUDROYÉS
De Camille Pascal,
Robert Laffont,
270 p., 22,50 €.

Photo F. Mantoux - G. Collard

Gallimard
présente

XAVIER LE CLERC

LE GARÇON ÉBLOUI

roman

Gallimard

XAVIER
LE CLERC

XAVIER LE CLERC

Le garçon ébloui

« Xavier Le Clerc fait de l'histoire tourmentée de son pays le terreau d'une œuvre bouleversante. Il s'attaque cette fois au nerf de la guerre, nous plongeant, avec ces pages au verbe tranchant comme une lame de rasoir, dans le conflit sanglant pour l'indépendance. Un roman puissant. » Léonard Desbrière, *Lire Magazine*

« Un magnifique roman qui nous plonge au cœur des essais nucléaires français en Algérie, et met en lumière leurs terribles répercussions, tant sur les appelés que sur les populations locales. » Matthieu Noël, *France Inter*

« C'est lumineux, profond et tout en pudeur, d'une intensité absolument incroyable ! » Gérard Collard, *Sud Radio*

Sahara, 1960. Un soldat instituteur et son fils adoptif, pris au cœur des essais atomiques français.

nrf

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Plume délirante



Par Éric Neuhoft
de l'Académie française

C'est une obsession. *L'Île au trésor* lui dicte sa conduite, fait pour elle office de guide de développement personnel. Voilà ce que c'est d'avoir découvert le roman de Stevenson à 25 ans ! La narratrice brandit son exemplaire emprunté à la bibliothèque sous le nez de tous ceux qu'elle rencontre. Elle se targue d'appliquer à la lettre les quatre préceptes énoncés dans le classique : audace, détermination, indépendance, fanfaronnade (dans ce dernier domaine, elle ne craint personne).

On ne peut pas dire que cette lecture soit une réussite. Elle perd le job qu'elle occupait nonchalamment dans une animalerie. Son petit ami la fiche à la porte. Elle retourne habiter chez ses parents, imitant en cela sa jeune sœur Adrianna. Entre ces deux-là, les étincelles ne sont pas rares. Parfois, la cadette explose : « Elle a renoncé au travail, aux responsabilités et à toute civilité, tout ça pour pouvoir se perdre dans un livre pour garçons escapistes totalement dénué d'intérêt ou de profondeur psychologique ! » Pour compléter le tableau, elle s'est acheté un perroquet dont elle ne sait pas quoi faire et qui dérange tout le monde avec ses « Scraaaaaw ! Scraaaaaw ! » (Variante : « Il est gros, il est chaud, il est de retour ! »).

Dialogues tordants

Le volatile, un amazone à nuque d'or, laissera quelques plumes dans l'aventure. On voit par là que mettre ses pas dans ceux de Jim Hawkins ne constitue pas une solution. Quelle peste ! Elle est impitoyable



FILLE PAUMÉE ET PERROQUET
De Sara Levine,
traduit de l'anglais
par Charles Bonnot,
La Croisée,
236 p., 22 €.

avec les autres, aveugle sur ses propres défauts. Elle essaie de squatter le logement d'une ancienne camarade d'école qui vend des sandwiches dans un centre commercial. À l'époque, cette Patty était la coqueluche de tous les élèves. Quelle idée,

aussi, d'avoir une Sabrina pour colocataire. En plus, Adrianna a une liaison avec un homme plus âgé, par-dessus le marché ami de la famille.

Certains chapitres sont dignes d'un dessin animé. Les dialogues sont tordants. Celle qui dit « je » n'a pas sa langue dans sa poche. Elle a le sens de la formule : « Elle ressemblait à un verre que quelqu'un avait vidé d'un trait », « Elle ressemblait à Lady Macbeth dans la scène de somnambulisme, à ceci près qu'elle bénéficiait des bienfaits du savon antibactérien ». À la fin, il reste cette interrogation : « Un livre comme Les Quatre Filles du docteur March pourrait-il m'apprendre ce que j'ai besoin de savoir ? » L'avenir n'est pas gagné. Sara Levine photographie la classe moyenne américaine à coups de Polaroid. Elle a, comme son héroïne, un style rapide et futé. On se demande pourquoi ce premier roman, publié en 2012, arrive seulement aujourd'hui chez nous. « Scraaaaaw ! » ■

Sara Levine
photographie
la classe moyenne
américaine à coups
de Polaroid »

Les secrets de l'architecte

Un premier roman tout en finesse sur une petite équipe d'architectes qui travaille à un projet de bibliothèque au pied du volcan Asama. Un remarquable portrait du Japon moderne

Alexandre Fillon

En cette rentrée, il est vivement conseillé de pousser la porte de la maison d'été. Le décor du délicat roman de Masashi Matsuie en est aussi l'un des personnages. Pour la trouver, le voyageur doit se rendre dans une ancienne station balnéaire de la région de Kita-Asama. Il faut atteindre le village d'Aoguri, perché à plus de mille mètres d'altitude, au pied d'un volcan. Le lieu de villégiature de l'agence d'architecture Murai et de ses treize membres qui quittent Tokyo aux beaux jours. Fils d'un ingénieur qui n'apprécie pas ses choix de carrière, le héros de Masashi Matsuie est un jeune homme têtue. Toru Sakanishi a rejoint l'agence au début des années 1980. Il a d'emblée été ébloui par le maître, Shunsuke Murai. Un homme de plus de soixante-dix ans dont le nom est fameux jusqu'aux États-Unis. Ce moderniste a jadis été apprenti dans le bureau d'études de son mentor, Frank Lloyd Wright, et a travaillé sur la côte ouest juste avant la guerre.

Shunsuke Murai a fondé sa propre agence au début des années 1940 dans un petit studio d'un immeuble de Ginza avec M. Iguchi, l'un de ses cadets des Beaux-Arts qui l'assiste encore aujourd'hui. Le maître est un créateur ayant choisi « de s'éloigner du contexte de l'architecture traditionnelle japonaise pour s'approcher d'une forme radicalement moderne ». Depuis ses débuts, il a dessiné et fait émerger des résidences, des musées ou encore l'église d'Asukayama, tout en douceur et en fluidité, « comme le



Le volcan Asama (préfecture de Nagano) sert de cadre au roman enveloppant de Masashi Matsuie.

ventre rond et souple d'un chat ». Cet homme à l'apparente sérénité, mais habitué de tension, s'en va à l'aube se promener chaque matin.

Une œuvre qui traverse le temps

Le jeune homme regarde et écoute, avide d'apprendre et de comprendre les secrets de l'architecture. Un art où il n'existe pas de réponse parfaite, qui se doit de rester au service des personnes et de s'intégrer discrètement dans son environnement. Autour de lui gravitent notamment M. Iguchi, le chef de bureau, et M. Uchida, son tuteur. Il n'est pas insensible au charme et au mystère de Mariko, la nièce du maître qui écoute Al Jarreau et Michael Franks avec son walkman. L'apprenti architecte s'initie à l'art d'allumer un feu de cheminée et à

celui de tailler ses crayons avec un Opinel gravé au nom de chaque employé par le maître en personne. Une activité du matin et du début d'après-midi, jamais en fin de journée. L'heure de pause est celle du thé, de quinze heures à seize heures. Il lui faut aussi se familiariser avec le potager où l'on cultive trois variétés de pommes de terre, tout en participant activement à la réflexion sur le chantier en cours : la conception d'une bibliothèque nationale avec toutes les questions qu'un tel bâtiment peut poser...

La Maison d'été est un roman enveloppant dans lequel on s'installe avec un rare plaisir, comme projeté hors des modes et du temps. Happé par la manière dont l'écrivain japonais fait appel aux sons et aux odeurs, laissant entrer dans ses pages un pic-vert ou des particules lumineuses volant sans bruit dans la forêt. On n'a plus

envie de quitter ce village qui peut être privé d'électricité lorsqu'il est pris au

cœur d'un typhon et que la maison d'été ressemble alors à « un navire dérivant sur une mer sombre ». « Un architecte doit créer des œuvres qui traversent le temps », affirme le maître Murai. C'est ce qu'est parvenu admirablement à faire Masashi Matsuie avec *La Maison d'été*. ■

LA MAISON D'ÉTÉ
De Masashi Matsuie,
traduit du japonais
par Deborah Pierret
Watanabe,
Éditions du Sous-sol,
448 p., 24,90 €.

Ferdinand von Saar : cherchez la femme

L'écrivain viennois revient sur ses thèmes habituels – la nostalgie du passé, l'amour qui ne s'est pas dit à temps. Mais, pour la première fois, son personnage féminin n'est pas une victime mais un bourreau.

Christophe Mercier

Gâce aux efforts conjugués de ses éditeurs parisiens, Charles Ficat, des Éditions Bartillat, et Jacques Le Rieder, le spécialiste de l'auteur, on n'a plus à présenter en France le Viennois Ferdinand von Saar (1833-1906) dont les novellas ont suscité un intérêt qui ne se dément pas. Ses *Novelle aus Österreich*, réunies en 1897, nous arrivent ainsi en France une par une, telles qu'elles ont été conçues et écrites, comme autant de courts romans dont l'ensemble constitue une vue « balzacienne » de l'Autriche d'avant la Fin, d'avant la Grande Guerre, quand l'ancienne Vienne commençait à disparaître, bien avant la chute de l'Empire, devant l'avancée des constructions modernes cernant les anciens palais.

Requiem pour l'amour (1896) est un récit tardif, et tout aussi désenchanté que les précédents (*Histoire d'un enfant de Vienne* et *Le Lieutenant Burda*, les plus remarquables de ceux portés à notre connaissance). Comme toujours chez von Saar, la narration n'est pas faite en direct, mais remonte dans le passé, avant que les déceptions et le vieillissement n'aient fini par faire lentement se dégrader les personnages.

Quand le musicien Leo Bruchfeld a aperçu pour la première fois la toute jeune Paula, elle avait 18 ans et était dans toute la fleur de sa beauté, et lui était encore un homme en pleine possession de sa force,

et pensait devenir le grand compositeur de sa génération. Mais lorsqu'il la croise vingt ans après, alors qu'il a « réussi », à sa mesure, sans pour autant pouvoir atteindre les hauteurs d'un Wagner ou d'un Brahms, à acquérir la notoriété, elle en a 37, et, même si elle est encore très belle, sa beauté est fanée.

Une part de mystère

Jeune, il ne lui a jamais parlé ; il la savait fiancée à un jeune fils de famille. Au bout de vingt ans, quand il l'aperçoit dans un compartiment en route vers la campagne d'autrefois devenue une banlieue, il se

laisse prendre à ses anciens rêves d'amour. Ils se parlent, se revoient. Il a appris que son mariage prévu avait capoté, et il s'imagina en vieil époux-chevalier servant. Elle lui dit qu'elle est mariée, et refuse un bouquet, mais en prend quand même une fleur. Elle joue avec lui au chat et à la souris. Elle le dra-



REQUIEM POUR L'AMOUR
De Ferdinand von Saar,
traduit de l'allemand
et présenté par
Jacques Le Rieder,
Bartillat, 170 p., 16 €.

gue gentiment ; il se laisse prendre. Jusqu'au jour où il s'aperçoit qu'elle lui a menti, et il part finir sa vie à Florence – une issue que je n'aurais pas dévoilée si la maladroite quatrième de couverture du livre ne s'en était imp(r)udemment chargé !

Dans *Requiem pour l'amour*, von Saar revient sur ses thèmes habituels – la nostalgie du passé et de l'ancienne Vienne, l'amour qui ne s'est pas dit à temps, la mélancolique vieillesse – mais il change de point de vue : ici, la femme n'est pas une victime, mais une séductrice qui sent venir sa fin, dont on ne sait tout compte fait pas grand-chose, qui jusqu'au bout conserve une part de mystère, mais dont on peut dire qu'elle est une tueuse de sang-froid, et qu'elle n'a jamais aimé. On sent dans ce récit le mal-être de l'écrivain, qui ne fait qu'effleurer avec un grand art le problème de ses rapports avec les femmes de sa vie – il a plusieurs fois vécu chez des dames-mécènes – et qui finira par se donner la mort.

Mais l'essentiel, peut-être, à part le récit de cet amour mort-né, tient à la description détaillée d'une Vienne chérie qu'il sent s'effacer sous ses yeux. Il y a des lampadaires au coin des rues, des immeubles ont pris la place de certaines parties du Prater. Von Saar sent qu'il n'aura plus sa place dans le monde nouveau. Qui sait si les soucis de santé en raison desquels il s'est suicidé n'étaient pas un prétexte bienvenu ? Mais ses « microromans » continuent d'exister. ■

Une femme quittée par son mari part sur les routes de province, le coffre de sa voiture rempli de ses livres qu'elle décide d'essaimer. Une réussite.

Par Alice Ferney



LA PEAU NEUVE
De Jean-Pierre Montal,
Séguier,
189 p., 19,50 €.

Jean-Pierre Montal : une déclaration d'amour au roman

L'auteur signe une œuvre intimiste sur la reconstruction personnelle et la passion des livres.

Qui n'a pas rêvé un jour, quand plus rien n'allait, de tailler la route ? C'est ce que fait Cécile Blain, 56 ans, « quittée pour une jeunesse ». Digne de son créateur Jean-Pierre Montal, à son image, l'héroïne de *La Peau neuve* est une femme cultivée, spirituelle et mordante. Avec elle, pendant ce voyage de divorce, on ne s'ennuiera pas. En guise de cliques et de claques, elle a pris sa bibliothèque, des cartons de livres embarqués dans sa voiture, direction une maison « en plein Massif central ». Mais rien en elle ne souhaite « être bien arrivée », tout aspire à la liberté, à rendre la

pareille aux mauvaises surprises de la vie, à faire advenir ce qui n'a jamais été prévu.

On se croyait chez Sagan ou chez Truffaut, mais l'auteur a aussi lu les Américains, et nous voilà dans un road trip plein de sa fantaisie. « Pour aller où tu ne sais pas, va par où tu ne sais pas ! » conseillent le saint et le poète, Cécile obéit, semant en route « la colère, la tristesse et la jalousie ». Et dans les boîtes à livres qu'elle trouve en chemin, voilà qu'elle sème aussi les romans collectionnés avec son ex-mari éditeur, lus avec passion, annotés avec sévérité. « Lire, c'est sérieux » ; donner ou abandonner sa bibliothèque personnelle, des

années et des années de lecture, ne l'est pas moins. Soupesant chaque livre abandonné, l'héroïne nous fait sentir l'un et l'autre.

Éloge de la beauté

Pourquoi lit-on ? Pourquoi tient-on à ses livres ? Avec eux et grâce à eux, Cécile a compris bien des choses sur l'existence, les sentiments, l'art et l'art d'écrire. Ses petits cours à Enzo, lycéen rebelle et désagréable, sont à ce propos une merveille. Ses annotations dans la marge disent le goût qu'elle a formé. À Julien Gracq (mal noté), Virginia Woolf (une valeur), Modiano (une passion), Beckett (objet d'une théorie), Antoine

Blondin (difficile à abandonner), Frédéric Dard... Cécile offre l'ultime test de la boîte à livres : « *Pris ou laissé !* » Et elle s'allège de son passé. Sa balade fait envie, fait réfléchir et, puisque la vie ne s'arrête pas avec un amour perdu, réserve une surprise qu'il ne faut pas raconter.

Fort de son idée géniale d'une mue par les livres, Jean-Pierre Montal invente des noms de villes (qui auront toutes leur hôtel, leur café, leur laideur et leur charme), des écrivains (qui auront un type de style qu'il analyse), comme s'il suivait la règle de Gracq (dans la fiction, tout doit être fictif) puis la rompt avec autorité. Dans son

roman, tout est original, les situations piquantes, l'écriture épurée, la maîtrise évidente.

Le romancier a su créer le cadre parfait pour faire entendre ce qui lui tient à cœur : l'éloge de la beauté, de la découverte autodidacte, du roman, et ce lui de la phrase équilibrée à laquelle « il n'y a rien à ajouter ». *La Peau neuve* résonne comme une déclaration d'amour à l'art romanesque. Et qu'il parle justement d'amour, de lecture, de style, d'édition, on se dit que l'auteur connaît son sujet. Il sait que certaines phrases nous accompagnent, nous guident et nous soutiennent. Il sait même les écrire. ■

Franz Bartelt : leçons de chose dans l'atelier du maître

Dans son atelier d'ardoise et de pluie, le romancier ardennais Franz Bartelt nous rappelle avec malice que l'écriture n'est pas une affaire d'illumination sacrée mais d'accord avec le monde.

Sébastien Lapaque

« C'est un trou de verdure où chante une rivière » : combien de fois faudrait-il lancer au hasard les 47 caractères d'imprimerie de ce vers de Rimbaud pour qu'ils apparaissent disposés avec art ?... En piochant dans l'alphabet complet des milliards de fois par seconde, on finirait par le savoir...

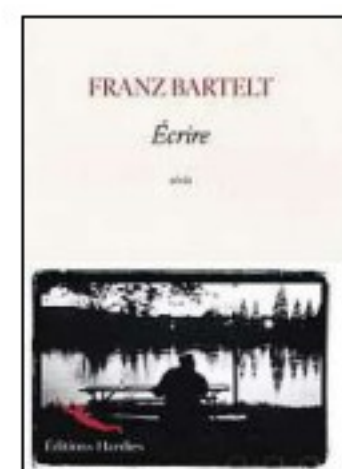
On aura reconnu le théorème du singe savant. Virtuellement impossible à l'échelle humaine, l'événement devient certain à celle de l'infini.

En attendant que soient réalisées parfaitement les plus folles promesses du transhumanisme, on s'en tiendra à ce que l'on nomme l'« écriture » - entendez l'art placé non pas sous le régime des calculateurs géants de la Silicon Valley, mais sous le signe du pain quotidien. Une discipline incarnée où les conditions d'exécution concrètes - l'espace,

le temps, le sujet - deviennent le théâtre d'exercice même de la vertu d'art, ainsi que le rappelle Franz Bartelt. Écrivain aux plus de soixante-dix livres publiés en trois décennies de labeur, c'est un forçat du crayon de bois.

L'auteur d'*Écrire*, publié à contre-courant en pleine rentrée littéraire,

nous invite à comprendre qu'il n'a jamais prétendu être allumé par une étincelle sacrée. Alternative-ment romancier, nouvelliste, chroniqueur et dramaturge, c'est un poète, comme on dit en grec



ÉCRIRE
De Franz Bartelt,
Éditions Hardies,
200 p., 20 €.

ancien, un artisan, un ouvrier de la langue qui ajuste des mots comme le menuisier assemble le menu bois. En refusant d'asservir le texte à une fonction étrangère, qu'elle soit militante, thérapeutique ou marchande, l'auteur du *Jardin du bossu* (2004) et de *Chaos de famille* (2006), deux romans parus dans la « Série noire », n'oublie pas que l'art ne s'intéresse pas au salut de l'écrivain, mais à la perfection de l'œuvre. Ce qui restitue toute sa noblesse. Écrire n'est pas exploiter le langage comme on vidèrait un filon d'or ; c'est accomplir le geste manuel suprême qui transforme la matière brute du vocabulaire en chant accompli.

Le parti pris du dépouillement

En découvrant son dernier livre, les curieux seront heureux d'être invités dans l'atelier du romancier et de recevoir ses leçons : « *Se méfier des adjectifs et des*

adverbes. Les peser. Les comparer. Choisir le plus léger. Puis le supprimer. Sauf s'il glisse naturellement sous la plume ou sous la langue. »

De l'école d'André Dhôtel, Philippe Jaccottet, Jean-Claude Pirotte et Guy Goffette, Franz Bartelt n'est pas un baroque. « *Pas de descriptions* », exige-t-il dans ce traité de bien écrire à l'usage des jeunes générations. Malgré la proximité de ses paysages ardennais avec les ciels de Flandre lourds et théâtraux qu'a peints Rubens, il cultive l'ascèse de la phrase courte et le parti pris du dépouillement, persuadé que l'absence de style est bien capable, un jour, de devenir une question de style. Il tient pour tant à ce que la littérature demeure une œuvre de sueur et de sang. Les règles formelles et la peine du travail ne sont pas des contraintes, mais le moule à tarte dans lequel l'idée prend corps et s'inscrit, jour après jour, dans la pâte des mots. ■

Franck Courtès : l'enfant triste

Aurélien, élevé par une mère toxique, est un garçon tourmenté et perdu qui va peu à peu sombrer dans la violence.

Laurence Caracalla

Il porte sur la photo une tenue de cosmonaute. C'est sans doute le jour de Noël, il est fier Aurélien, heureux même, c'est ce qu'on croit deviner. Minuscule dans ce déguisement trop grand pour lui, il cache pourtant l'impensable : ce petit garçon n'est pas aimé par sa mère. Il l'a découvert très tôt et a dû grandir avec ce manque, cette douleur constante et inguérissable. Depuis *À pied d'œuvre*, on sait comme Franck Courtès parvient à mêler avec habileté fiction et récit biographique. On ignore si cette histoire familiale est la sienne mais qu'importe, elle sonne chaque fois juste. Et ce roman, composé de textes courts mais intenses, nous laisse souvent pantois, tant il comporte des scènes oppressantes et le plus souvent violentes.

C'est en effet la violence qui mène la danse dans ces pages. Celle d'un enfant tourmenté, d'un adolescent paumé,

d'un adulte lucide mais qui ne peut se départir de ses envies de castagner, seul remède pour ne pas étouffer. Élevé par un père absent, fuyant les sommations de sa femme dont la méchanceté dépasse l'entendement, il vit dans une totale incompréhension : est-il responsable de cette ambiance délétère ? « *Qu'est-ce que ce gosse fait là ?* », voilà ce que lit le petit Aurélien dans le regard méprisant de sa génitrice. Ce « gosse » qui l'encombre, qu'elle menace sans cesse, ce « gosse » qui n'arrive à rien et qui ne doit pas tenter de lui échapper. Elle, qui, entre chantage et intimidation, réussira à broyer toutes ses velléités d'indépendance et dont le mantra pourrait être : éloigne-toi et je meurs, viens plus près et je te ferai mal.

Écorché vif

Comment alors grandir dans cet environnement toxique ? En évacuant sa

colère sur les autres, en frappant des inconnus qui n'en reviennent pas, en sentant monter en soi cette drôle d'adrénaline qui, un instant, fait du bien. Personne n'a expliqué à Aurélien comment fonctionne le monde, ni comment y vivre : il le regarde stupéfait, conscient de n'y rien comprendre, conscient aussi d'être à part, différent, incapable de se lier, incapable d'aimer. Comment peut-on lui en vouloir ? Écorché vif, lié financièrement à sa mère, c'est un marginal instable, sans



LE PETIT COSMONAUTE
De Franck Courtès,
Julliard,
320 p., 21,90 €.

passion, sans envie, condamné à regarder la femme qui l'a mis au monde se détruire à petit feu et l'emporter avec lui dans sa noirceur.

L'auteur n'épargne personne, si sa mère est infâme, ridicule dans sa manière de se prendre pour ce qu'elle n'est pas, tellement méprisante que c'en est risible, son fils, lui, n'a plus d'énergie pour la combattre. Quant à la douceur, elle lui fait plus mal qu'un uppercut. Il y a un jour goûté : invité chez un petit camarade lorsqu'il était enfant, il a vu, abasourdi, la quiétude d'un foyer, l'affection d'une mère pour son fils, les gestes tendres d'un couple. Des scènes banales mais ahurissantes pour ce garçon qui n'avait jamais imaginé qu'une famille pouvait s'aimer ainsi. Des yeux qui découvrent pour la première fois un bonheur simple. Son envie d'appartenir à ce tableau idyllique et sa manière si triste de se résigner serrent le cœur. ■

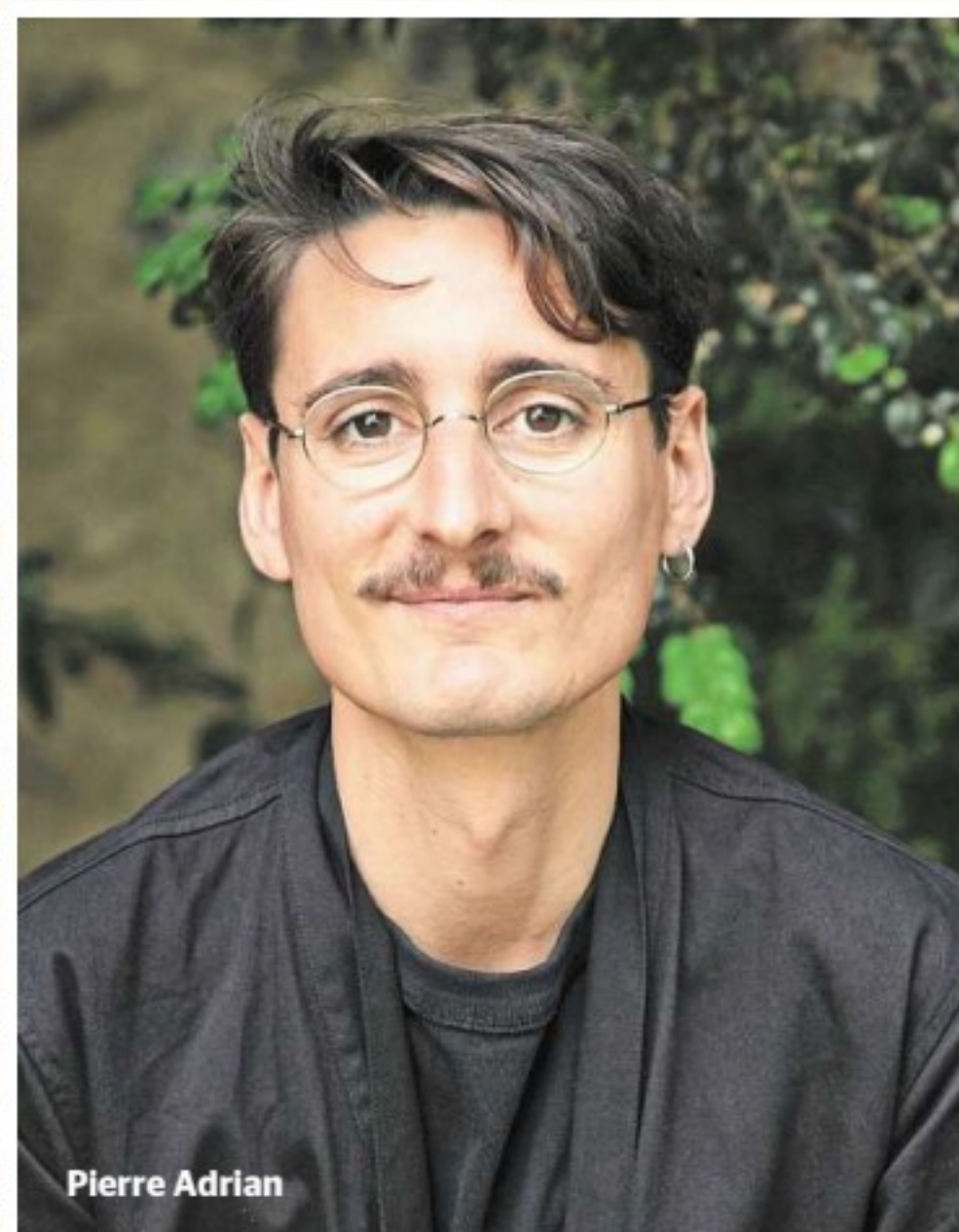
LAURENT RENAULT/TWILLY MORILOSTOCK ADOBE FRANCESCA NANTOVAN/GALLIMARD, PAULINE BELLUSI, STEPHAN GLADIEU, EDITIONS LE CERCLE OUVERT



Quand les écrivains explorent leurs souvenirs



Anne Godard



Pierre Adrian

Anne Godard : des adolescents d'autrefois

Astrid de Larminat

Paris, rive gauche, Quartier latin. Le récit commence par suivre à la longue-vue une bande de cousins qui vit dans le même hôtel particulier, fréquente les mêmes écoles. Dès la première page, on est happé, saisi. On sent leur insouciance, la conviction innocente qu'ils ont d'être les rois du monde, on entend leurs pas claquer sur le dallage des couloirs de la Sorbonne lorsqu'ils traversent l'université pour aller plus vite de chez eux au collège. Chez eux : un immeuble haussmannien, quatre bâtiments autour d'une cour, dont les appartements appartiennent tous à la même famille, grands-parents, oncles, tantes, cousins, hérité d'un arrière-grand-père. L'ancêtre fut un pont de la III^e République, une figure de cette nouvelle aristocratie qui assimila les manières de l'ancienne, avec la bonne conscience souveraine de celui qui ne doit ses privilèges qu'à son mérite.

Ses héritiers, la bande de cousins, se sentent chez eux dans tout le périmètre du quartier, leur jardin du Luxembourg, leurs commerçants, leur concierge, leur royaume, avec, à l'horizon, Henri-IV, puis Polytechnique ou Normale Sup. On sait qu'on est privilégiés, mais on est lettrés, et on a des valeurs qu'on veut faire rayonner. En fait, on vit un peu comme les personnages de la comtesse de Ségur. L'été, on se retrouve dans le château de famille acheté par l'arrière-grand-père à un comte d'Ancien Régime, des gros murs, des meubles d'époque, une ferme, des fermiers chez lesquels on va chercher des poulets et traire les vaches, une basse-cour, un potager, la vue sur les Alpes. Et des chambres qui ferment à clé en haut de la tour.

Sommes-nous dans les années 1950 ou les années 1980 ? La narratrice,

encore non identifiée, qui sortira du lot dans la seconde partie du roman, évoque-t-elle son enfance ou celle de ses parents ? Qu'importe, elle joue la confusion, car, à quelques détails près, les générations se sont succédé sans se distinguer, tout le monde dans le même panier, c'est justement le sujet de ce roman d'Anne Godard, son troisième en vingt ans, dont les deux précédents, *L'Inconsolable*, très remarqué en 2006, et *Une chance folle*, pourraient être lus comme des excroissances - des spin-off, dirait-on maintenant - de celui-ci, *Nous aussi*. Un livre qui tente de récapituler l'histoire d'une grande famille pour tenter de mettre au jour les causes de l'indicible souffrance de l'un de ses membres, la narratrice.

Un livre qui tente de récapituler l'histoire d'une grande famille pour tenter de mettre au jour les causes de l'indicible souffrance de l'un de ses membres, la narratrice

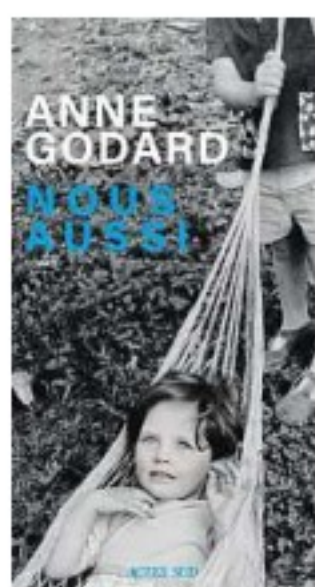
Si le premier quart du roman, dédié à l'évocation radieuse des lieux de l'enfance, est gonflé de nostalgie, on sent déjà qu'un ver est dans le fruit. Dans le sentiment qu'on a d'être propriétaire de ce (et ceux) qui nous entourent, et de faire partie d'une caste à part, hors norme. Dans la structure familiale même : « *Les corps, les pensées, les goûts, on ne sait pas quoi est à qui. On ne fait pas de distinction, pas de séparation, on n'a pas de frontière, pas de limite, pas de corps propre, pas de soi. On est dans un tout indistinct, mais hiérarchisé.* » Une hiérarchie qui fait que certains membres de la famille, plus âgés, plus forts ou plus méritants, se sentent autorisés à imposer leur volonté aux autres.

Le rythme narratif est suffoquant, la pulsation stylistique rapide comme un

cœur de petite bête affolée. Phrases courtes, énumérations, appositions à répétition. Chapitres d'une page et demi maximum, comme si les souvenirs ne pouvaient être restitués que par fragments, entourés de blancs, englobés d'ombres, comme si la mémoire était fracturée, et, dans cette fracture, on a une sensation d'effraction. Le récit est, du début à la fin, au présent de l'indicatif, la chronologie est brouillée, emmêlée, passé et présent coexistent, car, au fond, rien ne passe. Le pronom impersonnel « on » est seul en usage. Il désigne aussi bien le nous collectif familial que l'un ou l'autre de ses membres, que le lecteur peine à identifier : des oncles boomers qui ont fait éclater les cadres de la bienséance, des tantes célibataires vouées à de nobles causes, la narratrice, mais aussi son frère, son presque jumeau, de dix mois son aîné, dont elle partageait la chambre. « On », pronom mal défini qui oblige parfois l'auteur à transgresser la grammaire, à forcer les accords, à faire violence à la langue.

Le roman s'achève par une sorte d'enquête interne à la famille pour tenter d'élucider l'origine du mal qui aura été timidement dévoilé. La faute peut-elle être imputée au seul système clanique ou élitiste des grandes familles ? On n'en est pas convaincu.

En revanche, Anne Godard nous force jusqu'au malaise à regarder les choses en face : la sexualité n'est pas pour les enfants, la sexualité n'est pas un jeu, la sexualité n'est pas innocente. Un réquisitoire littéraire poignant. ■



NOUS AUSSI
D'Anne Godard,
Actes Sud,
240 p., 20 €.

Pierre Adrian : la nostalgie des vacances

Bruno Corty

Depuis une décennie, Pierre Adrian, 35 ans, nous régale avec des livres de passionné de littérature (sur les traces de Pasolini, Pavese, Kerouac) et de nostalgique d'une époque pas si éloignée, où il passait ses étés en Bretagne dans « la grande maison » du Finistère où sa grand-mère veillait comme un phare sur la famille nombreuse. C'était il y a quatre ans dans *Que reviennent ceux qui sont loin*. Un roman qui connut un joli succès critique et public.

Aujourd'hui il reprend la route de l'Ouest dans *Le Pays des étés*. Mais la très vieille femme aimée s'éteint paisiblement, emportant avec elle des pans entiers de la mémoire familiale. « *Certaines maisons existent aussi parce qu'une personne vous y réunit. Quand elle meurt, si le souvenir devient sa seule raison d'être, les murs vous étouffent et ils vous empêchent de vivre. On habite alors dans la contrainte et sous les ordres du passé.* »

Chroniqueur du temps qui passe

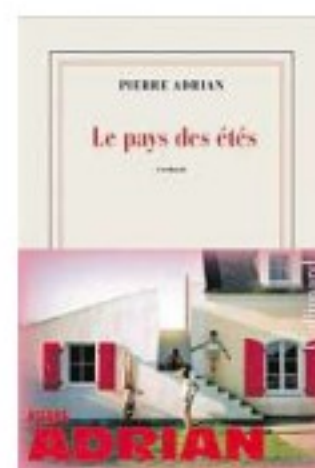
Bien sûr, comme dans toutes les familles nombreuses va se poser la question de la maison. Qu'en faire ? La partager ? La garder ? Mais, toutes ces années, personne n'a voulu voir qu'elle se dégradait, que des champignons l'avaient rongée. Le coût des travaux sera forcément exorbitant. Le narrateur, lui, ne sait qu'une chose : « *Les semaines de juillet avec ma grand-mère furent parmi les plus belles de ma vie.* » Il revient séjourner dans la maison des parents, non loin sur la presqu'île. Il promène le chien dans les dunes. Il attend le prochain arrivage de cousins. Adrian est un merveilleux chroniqueur du temps qui passe, qui file et emporte tout sur ses ailes. Il évoque une vieille tante, une cousine enceinte, un oncle qui retape une demeure et fait appel aux jeunes pour

l'aider. C'est lui qui désormais emmène les adolescents au concert et veille à ce que tout se passe sans débordement.

Bien sûr il faut vendre, se partager les objets. Un dernier été particulier : « *Sur la plage, un soir sans vent, on organisa un apéritif et une grande sardine. (...) On ne parla plus de la maison (...)* Nous avions les mains qui sentaient la sardine et buvions du vin blanc servi dans des verres en plastique par un cousin fêtard... » Le narrateur profite de ces derniers jours. Il fait la lecture, le soir, à sa nièce, suit avec elle le sentier côtier pour apercevoir les trois grands mâts du *Bel Espoir*, le grément du père Jaouen.

Et puis, au fil des jours, les choses se mettent à changer. Le poids du tourisme s'accroît. Les nouveaux propriétaires transforment la « grande maison » en résidence locative attirant du bon grain et du moins bon. Fêtes sauvages, débordements sonores, bagarres entre garçons du coin et touristes avinés. « *Une maison secondaire avait été vandalisée. Une pauvre femme, en allant chercher son pain le matin, avait retrouvé sa voiture, immatriculée en région parisienne, avec les quatre pneus crevés. Des graffitis recouvraient les murs des bourgs. On vit même réapparaître les slogans de mouvements indépendantistes que l'on croyait disparus.* » La tempête après le calme. Comme partout.

Les dernières pages où l'on voit le narrateur marcher, seul, sur les lieux bénis de l'enfance sont de toute beauté et serrent le cœur : « *J'appri plus tard, en apprivoisant l'absence, que les lieux que nous aimons nous aident à supporter un grand chagrin. Ils réparent, et la mer où qu'elle soit console. La mer console tous les jours.* » ■



LE PAYS DES ÉTÉS
De Pierre Adrian,
Gallimard,
192 p., 19 €.



Élise Lespade



Pauline de Vergnette

Élise Lespade : une tragédienne contemporaine

Isabelle Spaak

Sept cent quatre-vingts pages exactement. L'épaisseur de *Paradisi Gloria* intimide. Il faut faire preuve de témérité pour se lancer à l'assaut d'une telle somme, surtout s'agissant du premier roman d'une inconnue. Une montagne, un Everest, oserait-on écrire, tant ce livre relève de la performance. En partie grâce à l'écriture d'une limpidité, d'une justesse et d'une acuité saisissante. Mais également grâce à « la faculté d'Élise Lespade d'entremêler les histoires et à se tenir sans faiblir sur une ligne de tension digne des séries télévisées », apprécie son éditeur, Mathieu Larnaudie. Car *Paradisi Gloria* est vraiment ce qu'on appelle un « page-turner ». Un livre haletant et magistral sur les mécanismes souterrains qui préludent aux destinées des familles. « J'ai eu l'impression de tenir un monument entre les mains », confie le romancier Philippe Jaenada, « ébahi ». Président du jury du prix Stanislas, l'auteur de *L'Inconnue du quai de Javel* (Flammarion), lui-même en lice pour le Goncourt, il a ardemment défendu *Paradisi Gloria*. Comment passer à côté ?

« *Paradisi Gloria* est un grand roman sur le langage, plein d'épaisseurs différentes et d'une sémantique remarquable. Il ne déçoit jamais. Typiquement, ce que, dans le jargon des éditeurs, on appelle un « livre de libraires ». » « Leur enthousiasme porte le roman », se réjouit encore l'éditeur, qui se félicite des premiers chiffres de vente pour un démarrage (2200 exemplaires en 15 jours). Et ce, en dépit d'un « petit retard à l'allumage » dû justement à la frilosité initiale des libraires. Dorénavant, ils sont conquis et « se conseillent le livre entre eux », commente le cofondateur avec Bertrand Py, ancien directeur éditorial d'Actes Sud, de la toute jeune maison d'édition Le Cercle ouvert.

Une nouvelle aventure éditoriale qui affiche ses ambitions : offrir une littérature ambitieuse et inventive. Un

manifeste relevé avec brio par *Paradisi Gloria*. Mathieu Larnaudie s'en félicite. L'occasion de remonter à la genèse du livre, « une histoire singulière », dit-il. Car, contrairement aux manuscrits des premiers romans qui parviennent en général achevés aux mains des éditeurs, Mathieu Larnaudie suit avec passion l'évolution de *Paradisi Gloria* depuis cinq ans. À l'époque, il faisait partie du jury du master de création littéraire à Paris 8. Élise Lespade, 30 ans, y passait sa soutenance avec un premier état du texte sur lequel elle travaillait « depuis deux ou trois ans », se remémore celui qui était encore éditeur au Seuil à l'époque.

Une jeune femme habitée

Dès la première lecture, « soit le premier quart du texte actuel, l'auteur de *Trash vortex* (Actes Sud, 2024) est « très impressionné ». « Ça démarrait sur les chapeaux de roue, le système narratif était en place et tous les éléments déjà là. » Il offre à la jeune fille de suivre l'évolution du manuscrit. Tous les six mois, Élise Lespade lui fait donc parvenir les chapitres qu'elle vient d'achever. À chaque envoi, le récipiendaire éprouve un plaisir identique. « J'étais content de retrouver les personnages, et le développement de la narration. Je n'étais jamais déçu. » Toutefois, en tant qu'éditeur, il s'interroge : va-t-elle tenir ? « Eh bien oui, elle a tenu ! » Esbaudi par son talent autant que chaviré par l'idéal de « cette jeune fille habitée qui s'est embarquée avec une telle foi et un tel espoir magnifique dans ce projet auquel elle a consacré des années », il décide de la publier pour la rentrée inaugurale du Cercle ouvert. En dépit des risques financiers pour un volume aussi conséquent signé d'une primo-romancière. « On nous regardait avec des yeux ronds. Tout le monde nous disait : « Vous êtes complètement fous. » Oui, c'est un acte fou. Mais la souveraineté du texte d'Élise Lespade était une évidence, elle nous obligeait. Il en allait de notre honneur d'éditeur de la publier. Sans parler du bonheur. » Le bonheur, justement. Celui de la lecture, assurément.

La fresque familiale élaborée par l'auteur de 34 ans repose sur l'entrelacs d'une narration à multiples voix qui tournent et se retournent. L'enjeu ? Tenter de comprendre la fatalité au cœur de laquelle se sont confrontés deux frères jusqu'à s'entretuer : Dimitri, l'ainé, pilote de chasse flamboyant, et Gaspard, le cadet, un psychiatre plus vulnérable et plus ambigu. Plus attachant, aussi. À leurs côtés, trois personnages féminins : Alexis de la Paz, l'épouse de Dimitri, polytechnicienne autodestructrice mais portée par une joie de vivre qui bouscule la famille et aussi brillante pilote de chasse que son mari. Zoé, leur fille, enfant non désirée. Et Dolly, la mère omniprésente des deux garçons. Mentionnons aussi Greta, la sœur sur laquelle plane un mystère et, enfin, le père, figure violente et trouble. Le tout au sein d'une bourgeoisie de province catholique, policée et conservatrice. Un clan à l'hérédité dysfonctionnelle. Pour autant, comme dans la vie réelle, le chemin est tortueux entre l'ombre et la lumière, la passion et le drame, les émotions vibrantes et le doute omniprésent. Mensonges, inceste, viol, fratricide, suicide, folie, alcoolisme. Le cocktail est détonnant. Il pourrait effrayer. Il n'en est rien. Car *Paradisi Gloria*, qui entremêle voix et points de vue sans verser dans la polyphonie est aussi un roman de la passion amoureuse, de la tendresse véritable, ainsi qu'une ode au sens des responsabilités et à la justice.

Si Élise Lespade ne cache pas que *Paradisi Gloria* s'inspire de sa « propre biographie », la famille Bromberg de son roman n'est pas la sienne. Toutefois, leur portrait correspond à des « mécanismes » qu'elle a

observés et dont elle a eu « besoin de parler ». Transposer ses observations dans la fiction découle de « plusieurs nécessités ». Entre autres, celle d'aborder le thème de la maladie mentale et de ses répercussions sur les proches. Mais surtout, insiste l'auteur, d'« avoir compris vers l'âge de 20 ans que tout ce que j'avais, je pouvais le perdre de façon brutale ». Au seuil de l'âge adulte, Élise Lespade, qui n'a jamais écrit, se met soudain à écrire sans discontinuer. « Dans une période d'instabilité permanente où plus rien n'était acquis, l'écriture est venue comme une béquille, je voulais reprendre le pouvoir sur ma vie sans attendre passivement qu'on vienne m'arracher les choses. Cet acte d'écriture a correspondu avec le moment où je lisais Proust. La poétique du passé, sa sacralisation et ce temps qui vous file entre les doigts si on ne fait pas l'effort de se retourner a résonné avec une phase de ma vie ».

Intrigue tentaculaire

Passionnée de tragédies grecques, l'*Orestie* d'Eschyle lui ayant servi pour le thème du procès de la même façon qu'elle s'est nourrie du réalisme magique de Gabriel García Márquez et de « l'art époustouffant du dialogue » de Cormac McCarthy, Élise Lespade a eu envie d'écrire « une tragédie contemporaine ». Un récit méticuleusement documenté, que ce soit pour les passages sur l'univers militaire, monastique, psychiatrique ou carcéral. Autant de biotopes où elle s'est immergée pour les ressusciter au rythme de la progression de l'intrigue tentaculaire méticuleusement construite plan après plan avant même de débiter la rédaction. Un montage « au carré » qui nous tient et qui lui évite, à elle, l'auteur, de s'égarer dans tous les sens dans une écriture « au fil de la plume ». Pour autant, Élise Lespade avait-elle présagé que son texte allait « gonfler » à ce point ? Et qu'elle y consacrerait sept années de sa vie ? Un sacerdoce auquel elle a failli mettre un terme à plusieurs reprises avant de se reprendre. « Je ne pouvais pas abandonner mes personnages. Après tant d'efforts, je leur devais bien ça. » À eux, certes. Mais à nous aussi. ■



PARADISI GLORIA
D'Élise Lespade,
Le Cercle ouvert,
780 p., 23,50 €.

Pauline de Vergnette : un bonheur qui prend feu

Victoire Lemoigne

On le sait, les familles heureuses n'ont jamais rien pour elles. Enfin, rien pour un roman tout en orages et tragédies. Les familles heureuses sont comme ces cartes postales des boutiques estivales : toutes heureuses, et de la même manière. Les familles malheureuses, elles, le sont chacune à leur façon. C'est, on s'en souvient, l'incipit fameux d'*Anna Karénine*. C'est, soyons taquins, pourquoi les sorties littéraires carburent aux pères absents, aux mères toxiques et aux secrets de Polichinelle. Plus simple, pour le souffle romanesque, de suivre le « Familles, je vous hais » de Gide que de peindre un village Potemkine façon Cyrillus.

Puis il y a Pauline de Vergnette, qui a préféré - exercice périlleux - écrire sur une famille heureuse. « Jour d'été. Grand soleil. Pour le dîner une salade froide de pommes de terre. Découper les tomates en petits morceaux et gicler les pépins. Aromatiser et mélanger bien. » Il y a de la première gorgée de bière de Philippe Delerm dans « le goût du café sucré qui fond dans la bouche accroche encore le chaud soleil », et dans tous ces riens du quotidien qu'on balaye d'ordinaire trop vite du regard. La jeune doctorante en philosophie leur donne vie avec une virtuosité folle. Ce sont des plaisirs minuscules qui dessinent toute une comédie humaine, logée entre la poire et le fromage d'une grande table d'été. L'auteur scrute les vertiges métaphysiques et le « mental breakdown » du cousin boutonneux, observe et juge les « neuves naissances », les premières timides pièces rapportées de la génération qui suit...

C'est un roman sublime sur l'universel de la famille, sur ses permanences. « Comment l'alchimie familiale survit-elle aux extensions subites et au remplacement des vieux par les jeunes, et bateau de

Thésée la famille reste-t-elle la famille ou c'est une tout autre qui progressivement remplace ? » La famille, c'est finalement ce bateau dont on a changé toutes les pièces pour l'entretien mais qu'on attribue toujours à Thésée. Les générations se suivent, qu'importe. On trouvera chaque été les mêmes discussions, hachées entre deux tartines qu'on tend à sa cousine en pyjama. On retrouvera chaque hiver le « scratch scratch de la neige sous les bottines » et les cœurs qu'on dessine sur la buée des vitres, ayant grandi d'un Noël à l'autre « sans s'en rendre compte ».

Une mauvaise farce climatique

Et pourtant, chaque pièce du bateau se renouvelle au rythme des saisons, et la langue elle-même de ce roman-poème s'écoule superbement, accole certains mots, en écourte d'autres. On pressent, surtout, la fin des jours heureux, avec la chaleur de plus en plus étouffante de l'été. Car les ravis de la crèche peuvent passer leur chemin : ce roman plein de soleil est celui d'un « soleil immense de jours d'été pas comme les autres », comme une mauvaise farce climatique. On sent arriver la chute. « Jour d'hiver. Enneigé. Cet été, le bois a brûlé, explique Pauline, et la fille de Fanny, la sœur de mon mari, a été

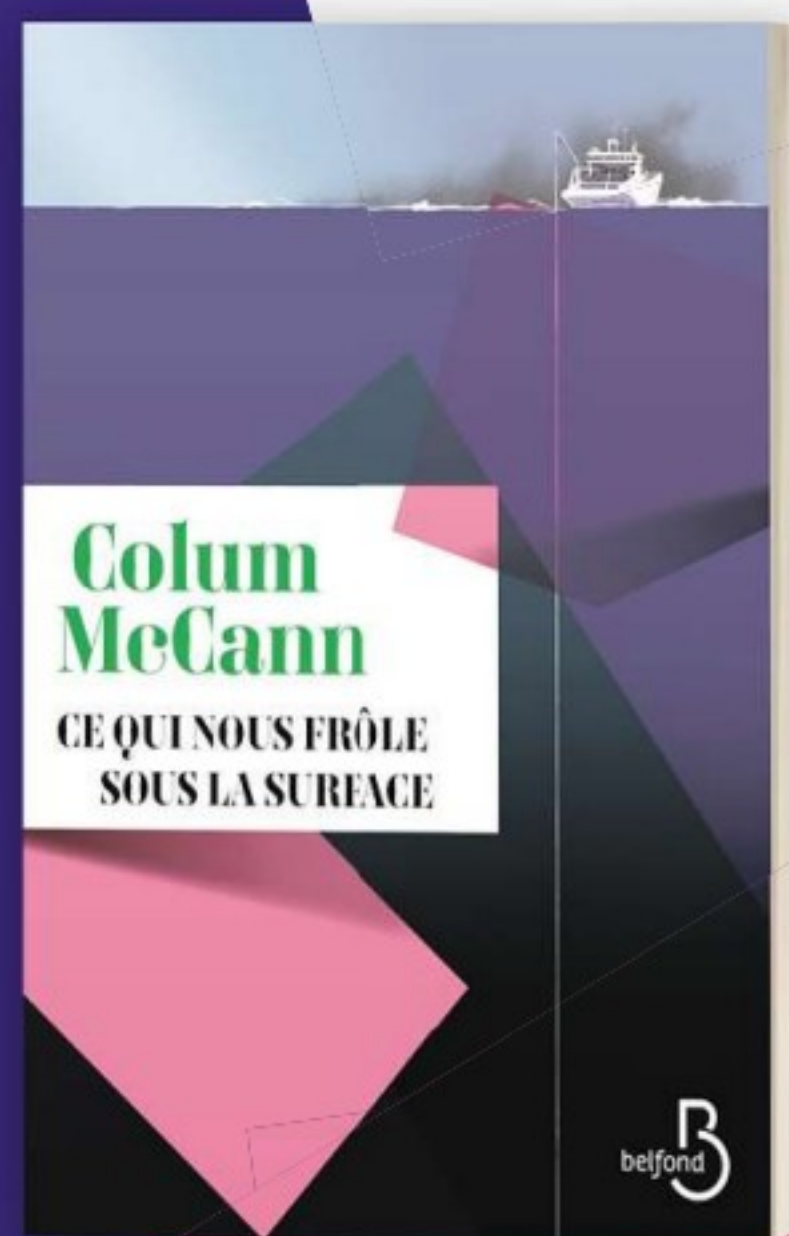


CET ÉTÉ IL NEIGE
De Pauline de Vergnette,
Éditions du Panseur,
208 p., 19 €.

brûlée vive, mais elle est vive encore - seulement brûlée alors. » Il y a eu drame, mais on n'en parlera pas. « Les conversations continuent - l'une et l'autre. Ici l'amour qui s'en vient et s'en va. Et l'histoire d'une amie qui... Et là-bas les décisions post-bac. » ■

Colum McCann

CE QUI NOUS FRÔLE SOUS LA SURFACE



« Une prose hypnotisante et magnétique »

Le Nouvel Obs

« Une intrigue follement romanesque »

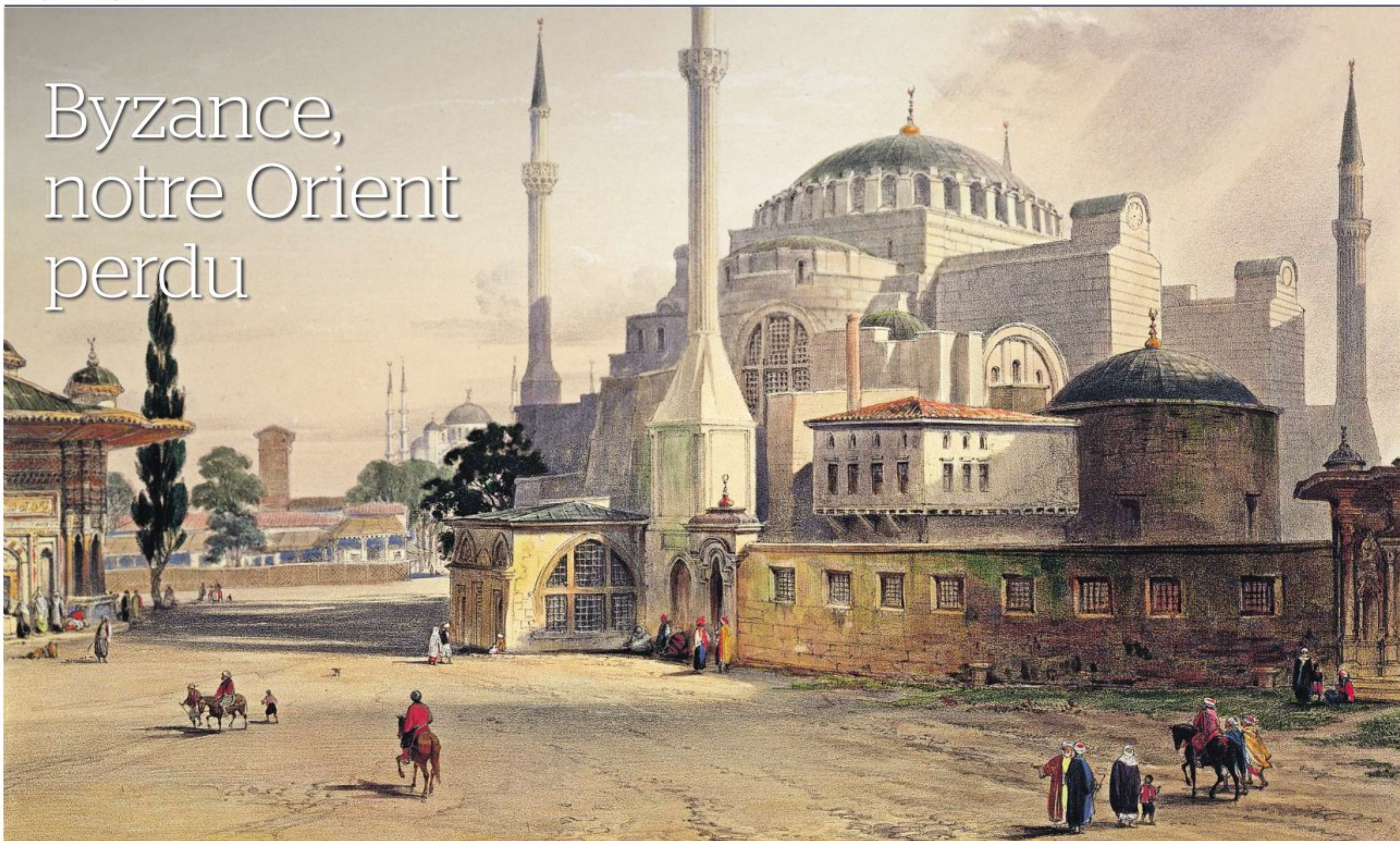
Libération

« Un récit envoûtant sur l'impatience de notre époque, les rapports filiaux, la chute ou le recommencement. »

La Croix

belfond

Byzance, notre Orient perdu



LA CHRONIQUE
Jacques de Saint Victor

L'histoire de la civilisation millénaire, de la fondation de Constantinople à la prise par les Ottomans, à travers un récit non chronologique mais pour autant fascinant. À lire comme une véritable saga.

Le 29 mai 1453, Constantinople tombe. Après plus de mille ans d'existence, l'Empire romain d'Orient s'efface sous les coups des Ottomans de Mehmed II. La ville est livrée au pillage pendant trois jours. Sainte Sophie devient une mosquée. Pour les contemporains, l'événement est immense. Pourtant, l'Occident avait depuis longtemps pris ses distances avec cette étrange civilisation, chrétienne, romaine et grecque, qu'il regardait avec un mélange de fascination et de condescendance.

C'est tout le mérite du beau livre de Judith Herrin, professeur émérite au King's College de Londres, que de faire sortir Byzance de cette longue disgrâce. Son *Byzance*, enfin traduit en français, n'est pas une histoire conventionnelle de l'Empire d'Orient. L'auteur procède par tableaux successifs : Constantinople, Sainte-Sophie, le droit romain, les icônes, les eunuques, le feu grégeois, le mont Athos, les croisades, la chute de 1453 et même la fourchette, dont l'usage par une princesse byzantine scandalisa au départ l'Occident. Cette promenade savante poursuit un but : rendre à Byzance sa place dans notre histoire sans rebuter le lecteur.

Car cet Empire souffre d'un singulier paradoxe. Il intrigue. Sans lui, une partie de l'héritage grec aurait pourtant disparu. Sans Justinien, le droit romain n'aurait pas pu retrouver la puissance des grands juristes latins. L'Empire d'Orient n'est donc pas une curio-

sité exotique aux marges de l'Europe. Il est l'un de ses plus précieux berceaux.

Pendant des siècles, Byzance a en outre constitué le grand rempart de la chrétienté face à l'expansion de l'islam. Le choc commence par une brutalité extraordinaire. Mahomet meurt en 632. En dix ans à peine, les armées arabes s'emparent de la Syrie, de la Palestine et de l'Égypte, soit environ les deux tiers du territoire impérial. Damas tombe en 634, Antioche en 637, Jérusalem en 638. Les lieux saints du christianisme passent sous domination musulmane. C'est le début d'une longue colonisation de l'Orient chrétien qui ne cessera de marginaliser le christianisme.

En 1453, Mehmed II ne veut pas seulement détruire Byzance : il fait venir cinq mille familles musulmanes dans la capitale, amorçant, écrit Herrin, son « processus d'islamisation »

Byzance tient pourtant. Grâce à ses murailles, à sa flotte, au fameux feu grégeois, mais surtout à une remarquable capacité d'adaptation. L'Empire que l'on a si volontiers présenté comme décadent se révèle d'une exceptionnelle résilience. Il perd des territoires, connaît des guerres civiles et d'interminables querelles théologiques, mais survit. Cette résistance n'est pas un épisode marginal : elle

contribue durant des siècles à protéger les Balkans et, derrière eux, l'Europe.

Judith Herrin se garde cependant de transformer cette longue confrontation en un « choc des civilisations » avant la lettre. Byzantins et musulmans guerroyaient, mais ils négocient aussi, commercent et échangent des savoirs. La frontière n'exclut pas l'échange, pas plus que l'échange ne fait disparaître la frontière. Notre époque, qui aime les récits simples, a parfois du mal à tenir ensemble ces deux vérités.

Le plus troublant est que le coup dont Byzance ne se remettra jamais vraiment ne vient pas des musulmans, mais des chrétiens. En 1204, la quatrième croisade est détournée vers Constantinople. La capitale chrétienne est prise et pillée par les Latins. Reliques, œuvres d'art et trésors prennent le chemin de l'Occident. Les Grecs reprennent la ville en 1261, mais l'Empire n'est plus que l'ombre de lui-même. Le souvenir du sac empoisonne durablement les rapports entre les deux chrétientés.

Au point que, lorsque le danger ottoman devient mortel, certains Byzantins préfèrent encore la domination turque au rapprochement avec Rome. La formule fameuse prêtée au grand-duc Lucas Notaras – « mieux vaut le turban turc que la mitre latine » – résume cette haine au bord du précipice.

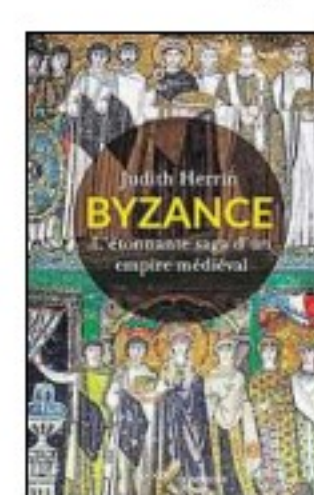
C'est ici que le livre de Judith Herrin prend, sans jamais forcer le parallèle, une singulière actualité. Les civilisations ne disparaissent pas seulement parce qu'elles ont des ennemis. Elles peuvent

Vue de Sainte-Sophie (lithographie de 1852, d'après Gaspard Fossati). Pendant des siècles, Byzance a constitué le grand rempart de la chrétienté face à l'expansion de l'islam. THE STAPLETON COLLECTION / BRIDGEMAN IMAGES

aussi mourir de leurs divisions, de leurs aveuglements et de leur incapacité à discerner la hiérarchie des périls.

La colonisation musulmane est habile. En 1453, rappelle l'auteur, Mehmed II ne veut pas seulement détruire Byzance : il fait venir cinq mille familles musulmanes dans la capitale, amorçant, écrit Herrin, son « processus d'islamisation ».

C'est peut-être la grande réussite de ce livre : nous rappeler que Byzance n'est



BYZANCE. L'ÉTONNANTE SAGA D'UN EMPIRE MÉDIÉVAL
De Judith Herrin, Éditions Passés composés, 450 p., 27 €.

pas cet Orient compliqué dont l'Europe pourrait contempler de loin les splendeurs et les malheurs. Pendant mille ans, cet Empire a conservé une part de Rome, de la Grèce et du christianisme antique. Byzance, c'est aussi nous. Sa chute ampute l'Europe d'une de ses mémoires les plus riches. ■

La Renaissance, ce mythe créateur

Plus qu'une époque, la Renaissance est un mythe créateur qui a longtemps accompagné l'Occident. C'est ce qu'explique avec une clarté synthétique et une grande précision factuelle Guillaume Frantzwa.

Jean Marc Bastière

Sait-on que, dès les origines, du moins très tôt, la Renaissance fut une entreprise de propagande italienne, plus précisément florentine ? On pense à l'œuvre majeure de Giorgio Vasari, les *Vite*, parue dans ses deux premières éditions respectivement en 1550 et 1568 : la première fonde l'historiographie de la Renaissance et la seconde l'histoire de l'art en tant que discipline. C'est grâce à Vasari que Léonard de Vinci, Michel-Ange et Raphaël s'imposent à la postérité comme les trois grands noms de la Renaissance. Bien sûr, ne sont en cause ni le génie de ces artistes, ni non plus le fait que l'Italie ait joué un rôle fondamental dans ce mouvement majeur. En revanche, ce qui pose problème, c'est l'exclusivisme italien, sinon toscan, du temps des Médicis. Par exemple, le foyer flamand a suivi sa propre voie et fut très influent en Europe. Cette peinture est unanimement admirée, Van Eyck pouvant être considéré à bon droit comme l'étendard d'une véritable Renaissance du Nord. Et puis, ne l'oublions pas, le prince des humanistes, Érasme de Rotterdam, est bel et bien un Flamand.

Voici donc, parmi bien d'autres, l'une des facettes de cette Renaissance qu'éclaire avec clarté synthétique et une grande précision factuelle Guillaume Frantzwa, dont le dernier livre, *Comprendre la Renaissance*, annonce un projet pédagogique limpide. Ce n'est pourtant pas une entreprise facile à laquelle s'est attaqué ce jeune historien, archiviste-paléographe de formation et conservateur du patrimoine, tant de puissants préjugés se sont incrustés dans les esprits depuis cinq siècles. En effet, le concept même de Renaissance s'impose à partir du siècle des Lumières. Mais c'est au XIX^e siècle, avec l'historien Michelet, que les mythes et les clichés au sujet de cette notion phare se diffusent auprès du grand public.

Retour en force des textes antiques

L'idée centrale de son ouvrage, très éclairante, c'est que la Renaissance est la dernière renaissance du Moyen Âge. Ce qui signifie qu'elle en procède profondément, même si elle en sort pour aboutir à un monde nouveau. En partant de là, l'opposition manichéenne entre la lumière de

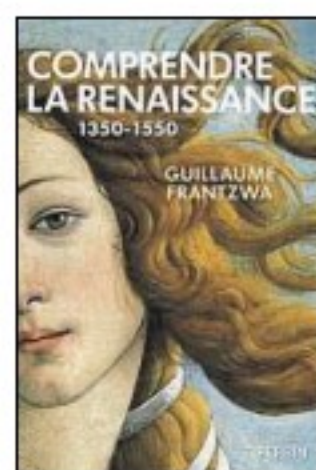
l'Antiquité retrouvée et la nuit d'un Moyen Âge réputé sombre ne tient pas vraiment, puisqu'une lecture fine des choses nous montre plutôt un clair-obscur. C'est sur un arrière-fond de doute et de peur que naît la Renaissance. Comme les effroyables épidémies de peste ou le Grand Schisme d'Occident, qui voit deux, puis trois papes différents se déchirer. Confronté à un présent scandaleux et désespérant, on cherche des échappées intérieures dans la dévotion privée ou dans un passé lointain réputé prestigieux.

Le retour en force des textes et des arts antiques s'inscrit dans ce contexte. On relit les discours de Cicéron, la poésie de Virgile ou les historiens ro-

maines. La Renaissance est celle des lettres, mais aussi des sciences, avec une utilité bien concrète : droit, botanique, physique, géographie, géométrie... Les traités d'architecture romaine alimentent la réflexion des ingénieurs sur les anciens aqueducs qui subsistent ici ou là ainsi que sur l'adduction des villes en eau.

On voit l'émergence d'un nouveau rapport à l'art, qui n'est plus perçu comme une simple activité manuelle, mais comme un ensemble dynamique de disciplines d'excellence mû par une force créatrice. Pour un Léonard de Vinci, il s'agit non seulement d'égaliser les Anciens, mais de les dépasser. L'artiste incarne le divin sur la terre !

Les Renaissances, aux cultures divergentes, sont sujettes aussi aux rivalités nationales et politiques. Elles dépendent des intérêts géostratégiques des souverains, qui sont des acteurs parfois oubliés, ce qui ne les empêche pas d'avoir joué un rôle essentiel. Plus qu'un simple mouvement artistique, la Renaissance est une époque. Et, plus qu'une époque, elle est un mythe créateur, qui a longtemps accompagné l'Occident. ■



COMPRENDRE LA RENAISSANCE
De Guillaume Frantzwa, Perrin, 288 p., 20 €.

Comment on devient écrivain

Le besoin de fiction naît-il du vide ? C'est la conviction de Stéphanie Janicot, vingt-quatre livres de tous genres (roman, fantastique, jeunesse, chronique), la plupart publiés chez Albin Michel, mais aussi chez Zulma et Michel Lafon. Son nouveau titre, *La Fabrique des histoires*, tente de répondre à la question. C'est une interrogation profonde chez elle : pourquoi un enfant « normal » irait-il « s'enivrer de lecture, et plus tard, d'écriture » ?

Il se trouve que ce mois de septembre voit paraître deux autres livres qui abordent le même sujet : Philippe Besson, avec *La Première Phrase du premier livre* (Julliard), se retourne sur un quart de siècle d'écriture, lui qui n'était absolument pas destiné à la « carrière » d'écrivain – diplômé d'une école de commerce, il a été DRH dans un grand institut de sondage. Quant à l'Américaine Donna Leon, la reine du roman policier qui a pour cadre Venise, une cinquantaine de titres au compteur, elle fait un pas de côté avec *Mon voyage littéraire* (Calmann-Lévy), où cette ancienne guide de voyages raconte sa vocation de romancière.

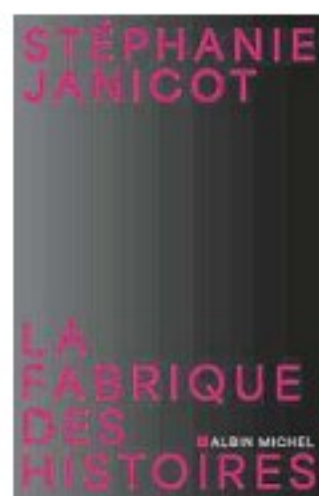
Alors, comment devient-on écrivain ? Le vide qu'elle pourrait nommer « manque », répond Stéphanie Janicot. « Quand ma vie réelle se remplit, ma vie imaginaire se vide, et réciproquement. » On ne le dit pas assez, mais la solitude et le mensonge sont les meilleurs compagnons du romancier. À l'adolescence, on a raconté à Stéphanie qu'elle était bretonne, fille unique, catholique et qu'elle avait la chance de vivre une enfance de rêve à la campagne. « Je n'étais ni bretonne, ni fille unique, ni catholique, et je n'aimais pas la campagne », écrit-elle, et on sent derrière cette phrase le sourire, l'émotion et le caractère.

Philippe Besson, Stéphanie Janicot et Donna Leon racontent leur vocation de romancier. Entre réflexions intimes et master class.

Mohammed Aïssaoui



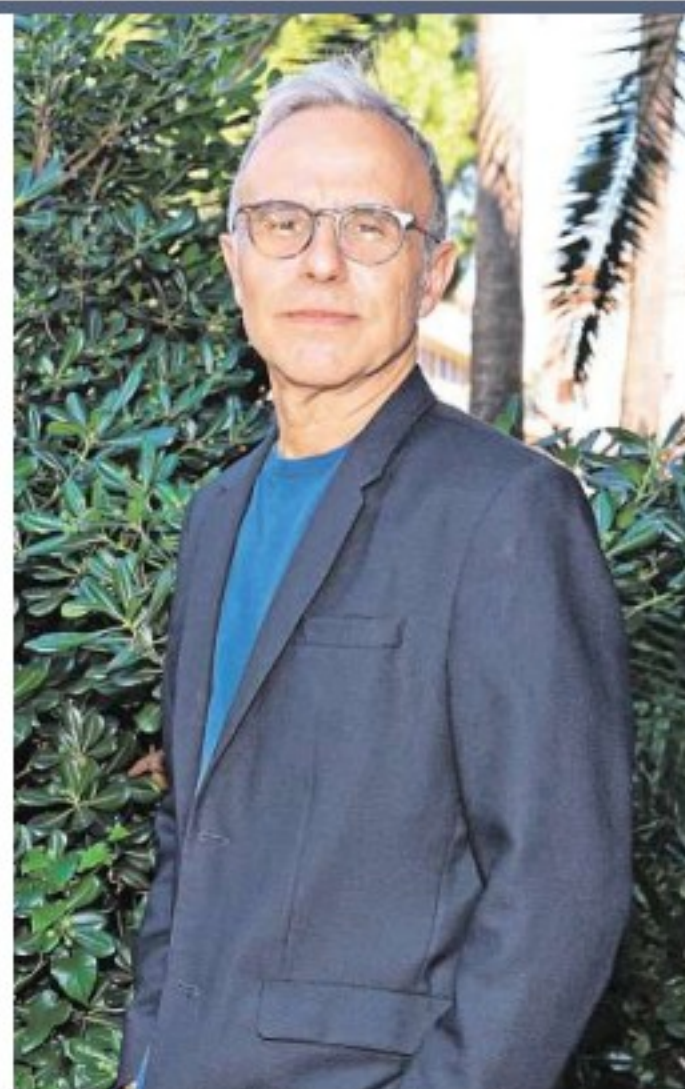
LA PREMIÈRE PHRASE DU PREMIER LIVRE
De Philippe Besson, Julliard, 244 p., 21 €.



LA FABRIQUE DES HISTOIRES
De Stéphanie Janicot, Albin Michel, 248 p., 19,90 €.



MON VOYAGE LITTÉRAIRE
De Donna Leon, traduit de l'anglais (États-Unis) par Gabriella Zimmermann, Calmann-Lévy, 229 p., 20,50 €.



De gauche à droite : Philippe Besson, Stéphanie Janicot et Donna Leon.

Avec cette *Fabrique des histoires*, Stéphanie Janicot, comme Philippe Besson et Donna Leon, revient sur les livres qu'elle a écrits – une sorte d'autobiographie via la bibliographie. Elle a commencé fort : en ajoutant des chapitres à *Fantômette*, une tentative de roman à douze ans, et même un récit en anglais ! Elle raconte d'autres événements plus intimes et plus dramatiques aussi, mais de belles rencontres également (Philippe Sollers), des refus, etc. Tout ce qui forge un destin d'écrivain. *La Fabrique des histoires* est une évocation forte du métier d'écrire et de lire qui peut se lire comme une master class.

Philippe Besson remonte le fil de sa mémoire pour comprendre ce qui, en lui, l'a conduit à l'écriture. Vraiment rien ne le destinait à la littérature, il revoit son enfance rurale, le garçon singulier qu'il était, le parcours scolaire et professionnel. Mais, en 2001, il fait une entrée fracassante en littérature avec le superbe roman *En l'absence des hommes*. Il n'y a pas d'explication rationnelle, c'est cela qui est beau. D'autres artistes l'ont expliqué : c'est comme une « révélation », une nouvelle naissance. « Une nouvelle existence », dit Besson. Il se trouve que, durant cette même année 2001, il publie un deuxième roman, *Son frère*, qui l'inscrit définitivement dans « le métier d'écrire ». Il y a sans doute un point important qui a permis à sa vocation d'écrivain de s'exprimer : il se trouve que « le surgissement de l'écriture » est arrivé quand il était loin de chez lui, à Montréal. Parfois, on a besoin de prendre de la distance pour que les choses adviennent.

Répondre au silence

Si Stéphanie Janicot parle de vide et de manque, Philippe Besson regarde du côté du silence, ce qui n'est pas si loin. Il affirme : « Il me semble parfois que j'en suis venu un jour à l'écriture aussi pour faire un sort à ce dégoûtant silence. » C'est que parallèlement à ce qu'a subi l'époque avec le sida, notamment,

l'homme (et le garçon) a aussi subi dans sa chair la violence intime, les moqueries, l'homophobie, les vexations, et ceux qui détournent le regard. Il écrit : « Je n'ai rien oublié de ces humiliations, rien de ma peur, de mon silence, je les porte encore tant d'années après. » Besson explique que le temps ne fait rien à l'affaire : le silence est enfoui, et que sa manière de lui répondre, c'est la plume. *La Première Phrase du premier livre* est aussi une histoire d'amour (sinon, ce ne serait pas un livre de Philippe Besson), parce que l'auteur d'*Un garçon en Italie* est devenu romancier grâce à Thomas Andrieu, son premier amour rencontré au lycée quand il avait 17 ans : « Même devenir écrivain, au fond, je ne l'ai pas décidé. C'est Thomas Andrieu qui l'a provoqué. »

Donna Leon, la romancière américaine spécialiste de Venise, tente de remonter la piste de ce qui l'a faite écrivain. *Mon voyage littéraire* est un récit en fragments autobiographiques et plein d'anecdotes. Il y a des chapitres qui sont plutôt des réflexions, et d'autres qui sont de véritables modes d'emploi à l'attention des auteurs en herbe : on songe à ces passages excellents dans le chapitre « Montrer, au lieu de dire. »

Le fil directeur de ces livres est évident, parce que chacun à sa manière a écrit une ode à la littérature : les grands écrivains sont de grands lecteurs. ■

Une amitié déçue

François-Régis de Guényveau décrit une amitié qui, bien qu'innocente au commencement, peut se montrer destructrice.

Marine Carballat

de l'enfance à l'adolescence, deux garçons animés par la vengeance massacrent les geais des chênes recueillis par Sacha, avant de s'en prendre directement à lui. S'il a la loyauté de ne dénoncer personne, il aura du mal à pardonner. « Le plus dur, ce ne sont pas mes tortionnaires. Le plus dur, ce sont mes proches. (...) Ils m'ont tous abandonné. Même mon meilleur ami. » Ces pages que Pierre découvre en sanglotant sont le regard transféré de cet ami qu'il a déçu.

Un quart de siècle plus tard, Pierre est devenu l'adulte qu'il refusait d'être. Chasseur de têtes chez Bennett & Clark, il travaille dans un open space où les rires sont contenus et avale une barquette de risotto debout en songeant à son prochain meeting avec le redouté Winthrop. Il a renoncé à Dieu et a le sentiment de faire trop de compromis. « Pour me consoler, j'écris parfois des posts sur LinkedIn qui me confèrent un pseudo-statut d'intello du CAC 40. (...) J'ai la sensation de passer à côté de ma vie. » La découverte du journal de Sacha agit comme un électrochoc : elle le renvoie à la promesse trahie : « Si j'ai un métier de merde et que je ne m'en rends pas compte, tu m'aideras à me tirer de là ? »

Pour Pierre, la grâce de vivre le troisième âge vient par la prise de conscience de son erreur. En « totémi-sant » son ami, il a figé leur relation dans un désajustement durable. Il doit désormais rendre à Sacha ce qu'il lui a appris, tous les sacrifices consentis pour le sortir des mauvaises passes et son urgence à protéger les cœurs purs. ■



TOTEM
De François-Régis de Guényveau, Éditions Pauvert, 304 p., 21,90 €

« **L**a vie est composée de trois âges qui n'ont rien à voir avec les années. Il y a d'abord l'enfance qui est pureté et absolu. L'âge adulte qui est celui de la désillusion. (...) Et il existe un troisième âge, qui n'est donné qu'à quelques très rares personnes. C'est celui de l'enfance retrouvée. Une sorte de grâce. » Cette méditation découverte par Pierre dans le journal intime de Sacha ouvre la faille par où s'engouffre le roman de François-Régis de Guényveau. Pierre se réveille dans le monde des adultes, deux décennies après l'écriture de ces mots et comprend qu'il a une dette morale envers son ami et envers lui-même.

Tout oppose la famille de Pierre et celle de Sacha. Ce dernier est un fils de riches bourgeois, tournés vers le luxe et la liberté, tandis que Pierre vient d'une aristocratie gaulliste. Chez Pierre, les introvertis cérébraux l'emportent et la messe est obligatoire ; là où les parents de Sacha ne pratiquent pas. Pourtant, c'est bien dans cet écart que se noue l'amitié : Sacha incarne pour Pierre cette « noblesse de cœur » qui le fascine et que le père Vizzini pressent comme une quête de « quelque chose de plus grand que lui ».

Rite scout

L'évocation dans ce carnet d'un drame dont Sacha fut victime renvoie Pierre à son impuissance. La nuit du Grand Jeu, ce rite scout censé marquer le passage

SALON DU LIVRE

3 ET 4 OCT. - GRATUIT -

LE MANS

ESPLANADE DES JACOBINS ET PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

DU 28 SEPT AU 4 OCT

FAITES LIRE!

LA FÊTE DE LA LECTURE

Conception - réalisation : service communication de la Ville du Mans - Illustration : Cynil Pedrosa - 2026

Pedrosa

faiteslire.fr

LE FIGARO : Of course LE MANS

Muse fantasque et troublante ayant sombré dans la folie, Nadja revit grâce à la publication de l'intégrale de ses lettres et dessins adressés au pape du surréalisme.

Thierry Clermont



De gauche à droite et de haut en bas : la première version de *La Symbolique Trace*, une empreinte des lèvres de Nadja, une lettre à André Breton (25 février 1927) et un portrait photographique de Léona Delcourt.

André Breton et Nadja : aimer à perdre la raison

Tu écriras un roman sur moi. Je t'assure. Ne dis pas non (...) De nous, il faut que quelque chose reste...». Entre la prophétie et l'injonction, en s'adressant à son éphémère amant André Breton, Nadja avait anticipé sa postérité d'héroïne mystérieuse du surréalisme. Ses propos, rapportés par Breton, elle les avait tenus alors qu'ils se promenaient dans la rue de Seine, dans ce Paris inlas-

sablement et amoureuxment arpenté, à l'automne 1926. C'était donc il y a un siècle. Deux ans plus tard, Breton publiait le récit précis, détaillé, de cette fulgurante passion, qui s'acheva dans la folie, celle qui s'était emparée de Nadja, le surnom qu'elle s'était donnée. «*Nadja, parce qu'en russe, c'est le commencement du mot espérance, et parce que ce n'en est que le commencement*», lui avait-elle lancé.

D'elle, on sait si peu de choses. Née Léona Delcourt, le 23 mai 1902 à Saint-

André-lez-Lille, elle est morte le 15 janvier 1941 à l'asile de Bailleul, près de Lille, après quatorze ans d'enfermement. À 17 ans, elle avait eu une fille, née de père inconnu, et trois ans plus tard, elle s'était installée à Paris, vivant chichement de ses cachets de danseuse et de comédienne. Voilà pour la biographie. Avec en son centre, grâce au hasard des rues, la rencontre avec Breton, ce 4 octobre 1926, rue La Fayette.

Il a fallu attendre la fin des années 1980, pour que le nom d'état civil de Nadja soit dévoilé, au détour d'une note d'un volume de la «*Pléiade*» consacré à Breton. Au gré des années, des documents ont été retrouvés : lettres, dessins, textes éparés, archives... Et dévoilés au cours de plusieurs expositions.

Aujourd'hui, Nadja est sortie d'un long néant, grâce à cet ensemble de précieux documents rassemblés en un volume, signé Nadja, et qui font l'objet d'une superbe exposition à la galerie Gallimard, jusqu'au 3 octobre : «*Nadja, "ma main écrit ce que tu penses"*». On pourra y découvrir le cahier de notes tenu par Léona, et le carnet préparatoire de Breton pour l'écriture de son chef-d'œuvre et qu'il lui avait montré, avouant ses intentions.

Fille du feu

Voilà donc une quarantaine de missives, y compris les brouillons, des textes inédits (poèmes versifiés, proses poétiques) et ses fameux dessins qui fascinaient tant Breton, au point d'en avoir inséré une dizaine dans *Nadja*. Et grâce à cette publication, témoignage de leur face-à-face halluciné, c'est une nouvelle femme qui se dévoile, terriblement incarnée, souffrante, à la sensibilité sous haute tension, dont les témoignages répondent au livre de Breton, dans une suite d'échos troublants, de correspondances vertigineuses, complétant ainsi *Nadja*, depuis l'outre-tombe.

Fille du feu, femme «*aux yeux de fou-gère*», moderne Mélusine, incarnation de l'amour absolu, fou, porteuse de visions, victime de prémonitions, diseuse de prophéties, Léona/Nadja était familière de l'improbable, jouant avec le «*hasard objectif*». De façon inespérée, elle est donc sortie du cadre des livres et des tableaux surréalistes, dynamitant les concepts d'encre et de gouache, les théories intellectuelles freudiennes, pour sauter à la gueule de Breton. Intrigué, puis fasciné dans un premier temps par cette créature qui lui avoue : «*Je t'aime. Pourquoi m'as-tu pris mes yeux ?*», puis inquiet d'une issue dramatique sans doute, l'auteur de *L'Amour fou* prend ses distances, au bout d'une dizaine de jours. Les propos de Nadja confinent au délire. Le rêve éveillé allait-il tourner au cauchemar ?

Marié, Breton est alors un écrivain établi, chef politique et artistique du soviét surréaliste surnommé «*le mage d'Épinal*» par ses détracteurs. Les peurs

que lui inspirent sa nouvelle muse le poussent à la rupture, en février 1927. Mais déjà, l'idée d'un livre sur Nadja fait son chemin. Nadja est une dévote de l'amour absolu, mais sa passion est univoque pour celui qu'elle appelle «*mon maître*» ou le «*puissant magicien*». Breton n'est pas amoureux.

Les lettres de Léona/Nadja, dont certaines illustrées, pour écorchée et fantasque que soit l'épistolaire, sont soigneusement préparées : elles font œuvre. Dans sa deuxième missive, elle confie : «*J'ai peur de moi-même... Quand tu es là... Le ciel est à nous deux...*» Quatre jours plus tard : «*Je ne suis qu'un petit atome qui respire dans le coin de tes lèvres ou qui expire.*» Et ajoute : «*C'est si grand amour, cette union de nos deux âmes, si profond et si froid cet abîme où je m'enfonce.*» Le 1^{er} novembre le ton change, Breton s'éloignant d'elle ; elle lui fait savoir qu'elle est scandalisée après avoir consulté le carnet de Breton la concernant, révoltée contre «*ce portrait dénaturé de moi-même*».

Nadja reproche à Breton ses silences. Le 31 décembre, elle lui avoue : «*Tu sais que je suis ton esclave et que tu es mon tout. Mais je veux encore plus.*» Un mois plus tard, elle lui lance un appel à l'aide. Ensuite, elle lui écrit une dernière lettre : «*Malgré tout, je suis une partie de toi. C'est plus que de l'amour. C'est de la Force.*»

Transférée à l'asile

Cette force, celle de l'imaginaire, on la retrouve dans ses dessins. Elle excellait dans l'autoportrait. L'un d'entre eux la représente le visage penché sur un serpent, un autre, est intitulé *Le baiser qui tue*. Elle peuple ses pages et ses lettres de sirènes menacées par un monstre marin, de chats enchaînés et de variations sur le thème de la «*fleur des amants*». Le plus célèbre d'entre eux est son dessin-collage *Un regard d'or*, où un visage de femme blonde prolongé par une main blanche, est marqué par un cœur qui affiche le chiffre 13. Il illustre depuis 1972 la couverture de *Nadja* paru dans la collection «*Folio*».

Quelques jours avant la sortie du livre, Nadja avait été transférée à l'asile de Bailleul, près de Lille, où elle mourra, après avoir été internée le 21 mars 1927 à Sainte-Anne puis dans un établissement de Perray-Vaucluse en région parisienne. Premier diagnostic : «*Troubles psychiques polyformes. Dépression, tristesse, inquiétude. Phases d'anxiété avec peurs.*»

Breton s'était inquiété de son sort. Il avait même entrepris des démarches pour lui rendre visite, sans suite, apparemment. Nadja, devenue légende, ne cessera de le hanter. Dans *Les Vases communicants*, il rapporte un de ses rêves où il croise une Nadja vieillie «*qui pourrait avoir lu mon livre la concernant et s'en être offensée, défense contre la responsabilité involontaire que j'ai pu avoir dans l'élaboration de son délire et par la suite de son internement*».

En 1963, Breton rééditait *Nadja*, en y apportant des modifications, afin de «*retoucher à distance l'expression d'un état émotionnel*». On lui reprochera d'avoir édulcoré son personnage, de l'avoir transfiguré, corps et âme, au bénéfice du mythe. L'allusion à la nuit d'hôtel passée à Saint-Germain-en-Laye avait tout simplement disparu. Inavouable péché de chair ?

Le 15 janvier 1941, Léona décède à l'asile. Officiellement, d'une «*cachexie néoplasique*», terme désignant une tumeur cancéreuse. Elle aurait probablement succombé à une épidémie de typhus aggravée par une sous-alimentation chronique, qui avait affaibli et provoqué la mort des dizaines de milliers d'aliénés maltraités, sous l'Occupation.

On songe alors à ce poème envoyé à Breton : «*Une ombre affreuse dépose ses remords sur le caveau où je repose et s'en va lourdement (...)* Et tranquillement tu pleures. Tu regrettes le corps. Tu voudrais entendre ma voix. » ■

Tu sais que je suis ton esclave et que tu es mon tout. Mais je veux encore plus »

NADJA, NÉE LÉONA DELCOURT, DANS UNE LETTRE À ANDRÉ BRETON DATÉE DU 31 DÉCEMBRE 1926



LETTRES À ANDRÉ BRETON
De Nadja,
Gallimard,
167 p., 22 €.

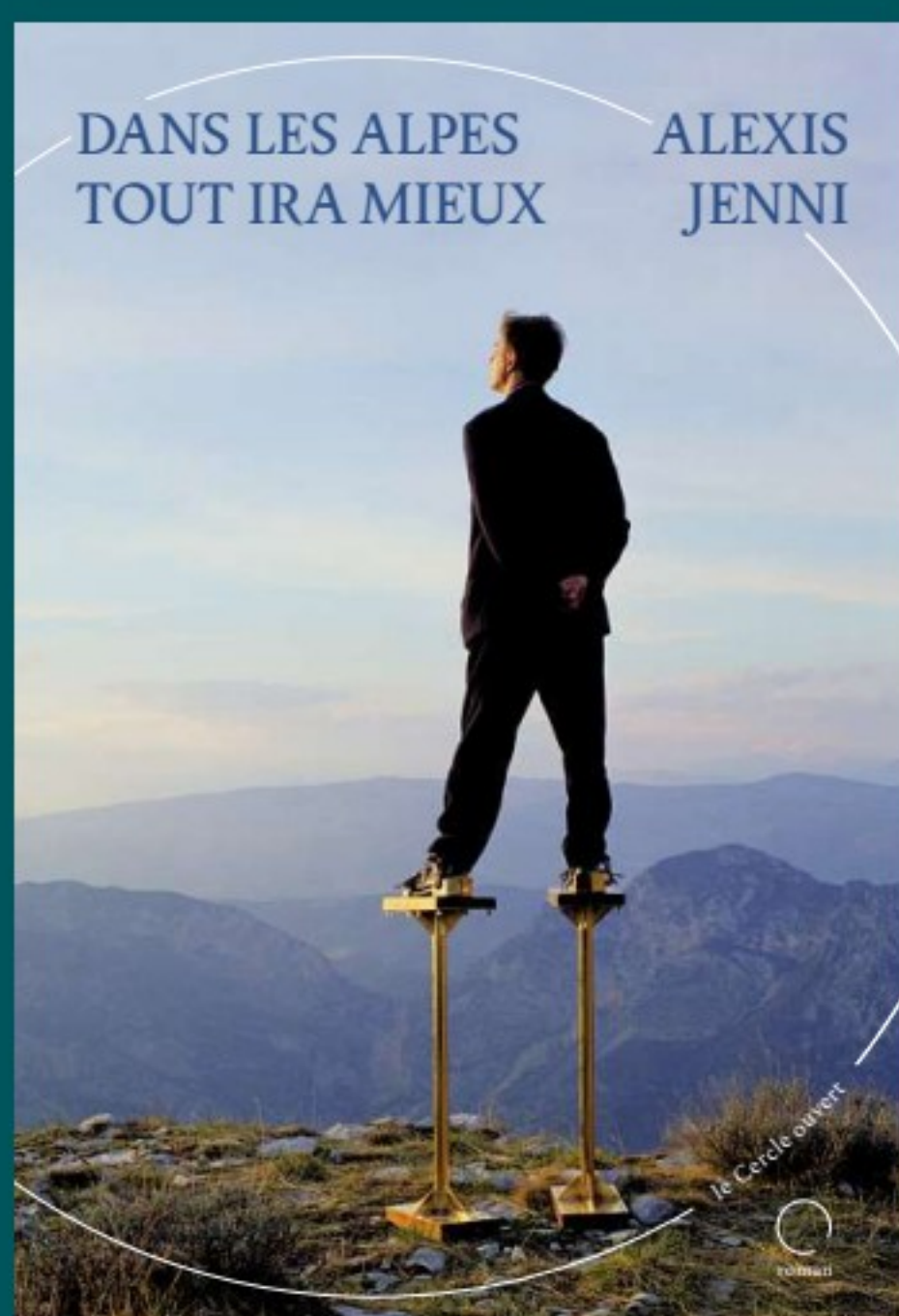
« Il y a du Diderot chez Jenni, qui aime mélanger les registres, facétieux, sentimental, érotique. La fable politique est aussi poétique. UN ROMAN INTELLIGENT, ÉLÉGANT ET TENDRE. »

Astrid de Larminat,
Le Figaro littéraire

« L'écrivain signe un grand retour au romanesque avec une comédie douce-amère. »

Sean Rose,
Livres Hebdo

www.lecercleouvert.com



DANS LES ALPES
TOUT IRA MIEUX

ALEXIS JENNI

le Cercle ouvert